



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 102 828 373

6a  
7

55 76a  
17



911 - 1000









# **L'EXPANSION ALLEMANDE**

**HORS D'EUROPE**

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

---

**L'Impérialisme Allemand, par MAURICE LAIR. Un volume in-18  
jésus, broché. . . . . 3 50**

*(Ouvrage couronné par l'Académie française).*

Impérialisme et impérialistes. — Les origines de l'impérialisme alle-  
mand. — L'âme de l'Allemagne impérialiste. — La politique impérialiste.  
— Hier. — Aujourd'hui. — Demain.

---

1623-07. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 2-08

Apr 21

E. TONNELAT

no 3.  
co 105  
25

# L'EXPANSION ALLEMANDE

## HORS D'EUROPE

ÉTATS-UNIS — BRÉSIL — CHANTOUNG  
AFRIQUE DU SUD



PARIS  
LIBRAIRIE ARMAND COLIN  
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5  
1908

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.



## AVANT-PROPOS

---

Les études réunies dans ce volume ont paru, de 1906 à 1908, dans la *Revue de Paris*. Les trois premières, *les Allemands aux États-Unis*, *les Colonies allemandes au Brésil*, *les Allemands au Chantoung*, ont été écrites au retour d'un voyage autour du monde, que j'ai fait comme boursier de l'Université de Paris. La dernière, *Allemands et Indigènes dans l'Afrique du sud*, a été inspirée par les retentissants débats coloniaux, qui, dans les derniers mois de 1906, ont mis aux prises le gouvernement allemand et le Centre catholique et provoqué finalement la dissolution du Reichstag.

Ces essais traitent donc à la fois de l'émigration et de la colonisation allemandes; ces deux questions, dans l'histoire de l'expansion allemande, sont étroitement liées. L'émigration allemande n'a été qu'une colonisation spontanée. Bien loin de se disperser, de s'émietter à travers le monde, les émigrants allemands ont formé à l'étranger un nombre restreint de groupements compacts, qui n'ont pas cessé d'entretenir des relations avec la

mère-patrie. Si l'Allemagne a tant tardé à devenir une puissance coloniale, ce n'est pas faute de colons ; c'est seulement à cause de sa faiblesse intérieure et des luttes politiques où s'usait, avant la fondation de l'Empire, toute l'énergie des petits États allemands.

Mais la métropole retirait-elle quelque profit de l'existence de ces colonies spontanées ? Longtemps les économistes allemands l'avaient nié ; cet exode annuel de milliers d'émigrants, c'était, disaient-ils, une perte comparable à celle d'une armée qui soudain passerait à l'ennemi avec armes et bagages ; c'était, en un siècle, un déficit de six millions d'hommes et sans doute de plusieurs milliards.

Lorsque les ambitions coloniales commencèrent à se faire jour en Allemagne, c'est-à-dire vers 1880, une autre opinion sembla prévaloir. « On commença, dit Lamprecht<sup>1</sup>, à voir dans l'émigration une importante manifestation de la nation considérée comme un tout organique, et de plus en plus l'on se rendit compte qu'elle ouvre à l'exportation de la mère-patrie des marchés favorables, qu'elle élève le rendement de la navigation allemande, que, grâce à une tendance toujours plus forte à se transformer en émigration momentanée suivie plus tard de

1. K. Lamprecht, *Zur jüngsten deutschen Vergangenheit*, II, 2, p. 597.

retour, elle apporte à la mère-patrie les plus profitables expériences en même temps que des capitaux, et, par-dessus tout, on apprend à estimer en elle l'un des plus efficaces moyens de défendre et de relever encore la mission que l'histoire universelle assigne à notre nation ».

Ainsi l'émigration sert, dans une certaine mesure, les intérêts matériels de l'Allemagne; mais elle a surtout l'avantage de répandre dans l'univers son influence intellectuelle, morale, civilisatrice. Il n'importe que les émigrants aient abandonné leur nationalité; ils n'en restent pas moins liés à leurs origines; ils apportent au monde, comme un ferment de progrès, toutes les coutumes et toutes les traditions que l'on désigne du terme général et commode de *Deutschum*.

J'ai profité de l'occasion qui m'était offerte de visiter des settlements d'émigrants allemands aux États-Unis et au Brésil pour essayer de comprendre l'état d'esprit de ces lointains représentants du *Deutschum*. Je me suis appliqué à démêler ce qu'ils ont apporté de nouveau à leur pays d'origine, ce qu'ils en ont reçu, et comment ils remplissent cette fonction de *Deutsche Hüter*, de défenseurs de l'idéal allemand, que leur assigne l'empereur d'Allemagne<sup>1</sup>.

1. Discours du 18 janvier 1896.

Je n'ai d'autre prétention que d'apporter sur cette question un témoignage sincère.

Aux États-Unis, entourés d'un peuple énergique, dominateur, les Allemands se sont laissés assimiler presque sans résistance. Il est curieux de constater qu'en Australie ils n'ont pas su davantage se défendre contre l'influence du milieu. Partout où des Allemands et des Anglo-Saxons se sont trouvés en présence, ce sont jusqu'à présent ces derniers qui ont su conserver la prééminence.

Dans l'Amérique du sud, en revanche, les Allemands ont mieux gardé leur langue, leurs usages, leur caractère national. Pourtant ce serait une erreur de croire qu'ils soient prêts à se considérer comme les sujets d'un plus grand empire allemand. L'économiste Roscher a noté que les colonies agricoles, en règle générale, prennent rapidement un caractère démocratique. Les paysans allemands du Brésil ont aujourd'hui un goût trop vif de leur indépendance pour souhaiter de retomber sous l'autorité politique de l'Allemagne.

Aussi bien, on verra, dans le second chapitre, que le gouvernement impérial n'a jamais manifesté l'intention de transformer en colonie officielle l'une quelconque des colonies spontanées. Que pourtant quelques politiques ou publicistes allemands aient songé, il y a une trentaine d'années, à une occupa-



tion éventuelle des États méridionaux du Brésil, cela n'est pas douteux. Trois sociétés, fondées respectivement en 1877, 1882 et 1884, le *Zentralverein für Handelsgeographie und Förderung deutscher Interessen*, le *Kolonialverein*, et le *Verein für Kolonisation*, s'étaient donné mission de détourner vers les terres fertiles et presque désertes encore de l'Amérique du sud, le flot des émigrants qui allait inutilement se perdre aux États-Unis; on eût dirigé, installé, groupé les paysans allemands en quelques districts, qui eussent pris peu à peu le caractère d'un État allemand. Puis l'on eût bientôt demandé l'annexion à l'Empire. La brochure fameuse de Fabri, *Bedarf Deutschland der Kolonien?* venait de paraître en 1879. L'opinion publique réclamait la constitution d'un empire colonial : à ce prix seulement l'Allemagne pourrait se dire dans le monde l'égale de l'Angleterre. Pendant cette période de discussions préliminaires, c'est surtout vers le Brésil que se tournait la convoitise encore hésitante des coloniaux allemands.

Le cours des événements attira brusquement vers l'Afrique l'attention du public allemand. C'est en 1884 et 1885 que l'Allemagne y acquiert ses grandes possessions actuelles. Le *Kolonialverein* et le *Verein für Kolonisation*, qui jusque-là avaient consacré à l'Amérique du sud l'effort de leur propa-

gande, s'en désintéressent soudain; en 1888, les deux sociétés se fondent en une seule, la *Deutsche Kolonialgesellschaft*, qui désormais ne s'occupe plus que des *Schutzgebiete*, c'est-à-dire des colonies allemandes proprement dites. Le temps des colonies spontanées est passé : on essaiera dorénavant de faire dévier l'émigration vers les terres du patrimoine national; c'est le coup de grâce pour les settlements du Brésil qui ne reçoivent plus chaque année qu'un contingent négligeable de quelques centaines de colons.

Pourtant, la politique coloniale de l'Allemagne demeure encore, pendant quelques années, incertaine; on compte sur un développement spontané des *Schutzgebiete*; on voudrait réduire au minimum l'intervention de l'État; c'est une période d'attente et d'indécision.

Mais peu à peu les ambitions impérialistes et les rêves de *Weltpolitik*, qui commencent à s'organiser en doctrine, imposent un système nouveau : le gouvernement impérial prend, d'une façon effective, la direction des affaires coloniales; il se substitue partout où il peut, aux grandes compagnies; il augmente le budget des colonies, projette la création d'un ministère spécial, s'efforce de toutes les façons de regagner le temps perdu.

L'acquisition du port de Kiaotchéou, en Chine,

marque le début de cette période nouvelle. Mon dessein n'était pas d'étudier dans le détail toute l'histoire coloniale de ces dix dernières années ; j'ai seulement voulu préciser, à l'aide de deux exemples typiques, les procédés et les méthodes d'expansion de l'impérialisme allemand. D'une part, l'Allemagne essaie de soumettre à sa domination économique des peuples d'un développement inférieur : c'est le système de la pénétration pacifique, tel qu'elle a prétendu l'appliquer au Chantoung et dans la Chine du nord, en un temps où elle n'appréciait pas à sa valeur la concurrence des Jaunes<sup>1</sup>. D'autre part, elle poursuit d'une façon opiniâtre la mise en valeur de son domaine colonial, et ne recule, dans l'accomplissement de cette tâche, devant aucune dépense, comme devant aucune cruauté : on verra, dans le dernier chapitre, par quels moyens elle impose aujourd'hui à des Africains barbares et païens sa civilisation scientifique et chrétienne.

1. C'est en Asie Mineure que les Allemands ont entrepris leur plus vigoureuse tentative de pénétration pacifique. Mais je ne puis mieux faire, pour tout ce qui concerne cette question, que de renvoyer aux études de M. V. Bérard, et particulièrement au volume intitulé : *Le Sultan, l'Islam et les puissances*.



# L'EXPANSION ALLEMANDE

## HORS D'EUROPE

---

### LES ALLEMANDS AUX ETATS-UNIS

---

#### I

En 1677, William Penn, accomplissant à travers la Hollande et l'Allemagne un voyage de propagande religieuse, rencontra à Francfort quelques mystiques, disciples du piétiste Jacob Spener, hommes cultivés et doux, dont la morale austère avait avec la sienne beaucoup de traits communs. Le rude quaker ressentit une vive sympathie pour ces justes que leur foi exposait, comme lui-même, à des vexations innombrables, et même à la persécution. Quelques années plus tard, en 1681, devenu, par patente royale, maître presque souverain d'une vaste province du Nouveau-Monde, il offrit à ses amis d'Allemagne un refuge dans ces terres encore presque vierges, qui devaient, en souvenir de son père l'amiral Penn,

porter le nom de *Pennsylvania*. Une société de piétistes francfortois, en 1682, acheta en Pennsylvanie 15 000 acres de terrain ; l'année suivante, en octobre 1685, 13 familles d'émigrants, originaires de Krefeld, et appartenant presque toutes à la secte des Mennonites, débarquaient à Philadelphie et fondaient, à peu de distance, la colonie de Germantown. Ce fut le début modeste de l'immigration allemande

Au cours des années suivantes, d'autres sectes religieuses vinrent rejoindre ces premiers colons. Elles groupèrent bientôt autour d'elles des milliers de leurs adeptes, qui pensaient trouver en Amérique la liberté de croire et de penser. La Pennsylvanie devint ainsi l'asile des communautés religieuses allemandes, comme la Nouvelle Angleterre avait été celui des puritains anglais. En 1717, le gouverneur de la province, Keith, en voyant croître constamment l'immigration allemande, exprima la crainte qu'elle ne devînt dangereuse pour la prédominance anglaise : les nouveau-venus finiraient par être les maîtres du pays, comme jadis les Anglo-Saxons, venus d'outre-mer, s'étaient emparés de la Grande-Bretagne. Ils étaient alors plus de 15 000 à Germantown, ou dans les environs, cultivateurs, bûcherons, commerçants et prédicateurs, travaillant à la fois à développer les ressources naturelles du pays et à évangéliser les tribus sauvages qui vivaient à la limite de leurs colonies agricoles.

Aux émigrés religieux et instruits des premières années succédèrent bientôt des troupeaux de paysans

incultes et misérables. La plupart d'entre eux étaient originaires du Palatinat. Les guerres cruelles des généraux de Louis XIV et les exactions de leurs propres princes les avaient réduits à une extrême misère. Le terrible hiver et la famine de 1709 les décidèrent à une émigration en masse. Depuis longtemps déjà des agents de compagnies de colonisation anglaises avaient parcouru le pays; leurs premières recrues avaient été des huguenots français réfugiés dans le Palatinat; en 1677 avait été fondée, dans la province de New York, sur un affluent de l'Hudson, le Walkill, une colonie de huguenots français, à laquelle on avait donné le nom de New Paltz. Une partie des émigrants de 1709 vint rejoindre ces premiers colons. D'autres fondèrent sur l'Hudson la ville de Newburgh (Neuburg), puis se répandirent dans les régions environnantes et s'établirent jusque dans la vallée du Mohawk, à l'ouest de la ville actuelle d'Albany. D'autres encore furent dirigés vers la Caroline du nord.

Le mouvement, une fois commencé, ne s'arrêta plus. Il se produisit du Nouveau Monde en Europe un appel incessant. Les sujets misérables des petits despotes allemands entendaient conter merveilles de ces contrées lointaines, où des paysans aussi humbles qu'eux-mêmes vivaient libres, maîtres de leur personne et de leurs biens. Une fièvre d'émigration passa sur l'Allemagne. La bourgeoisie même en fut atteinte. Toute une littérature célébra l'état vrai ou supposé des pays fortunés d'outre-mer. *Robinson Crusoe*, paru en

1719, suscita une foule d'imitations; l'une de ces Robinsonnades, *die Insel Felsenburg*, publiée en quatre gros volumes, de 1731 à 1743, par J. G. Schnabel, fut longtemps l'un des romans préférés du public allemand; sa vogue durait encore dans la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle; Tieck en fit paraître un remaniement en 1827. Aux mœurs serviles et corrompues de l'Europe on opposait l'indépendance et la pureté de vie de l'homme de la nature, dont l'Amérique apparaissait comme la dernière patrie. Aussi les paysans n'émigrèrent-ils pas seuls. Ils furent souvent accompagnés d'hommes cultivés, d'esprit chagrin et amèrement vertueux, à la J.-J. Rousseau, en quête d'une société régie par les seules lois de l'équité naturelle.

Philadelphie demeura pendant tout le xviii<sup>e</sup> siècle le principal port de débarquement et le grand centre de répartition des émigrants. Les autorités anglaises, inquiètes de cette affluence et désireuses d'être renseignées sur l'importance exacte de l'immigration étrangère, firent, à partir de 1727, tenir registre du nombre des arrivants; on nota ainsi, pour une période de près de cinquante ans (1727-1775), 68 872 arrivées dans le seul port de Philadelphie<sup>1</sup>. Ces nouveaux venus étaient pour la plupart des Palatins, des Suisses, des Wurtembergeois. Presque tous s'établissaient en Pennsylvanie. Dès le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, le nombre des colons allemands dans cette province dut atteindre ou même dépasser celui des colons

1. O. Kuhns, *The German and Swiss settlements of colonial Pennsylvania*.



anglais. A l'estimation de Franklin, ils étaient une centaine de mille en 1766 ; mais cette évaluation était vraisemblablement inférieure à la réalité.

Peu d'Allemands débarquèrent en dehors des colonies anglaises. Il s'en trouva pourtant quelques-uns parmi les colons de la Louisiane. Plusieurs milliers de Palatins<sup>1</sup> émigrèrent en France, de 1717 à 1720, pour prendre ensuite le chemin de l'Amérique, avec les aventuriers, les condamnés et les filles de joie, dont on peuplait les domaines de la compagnie du Mississipi, fondée par Law. Après le krach de 1720, le gouvernement français abandonna les colons, parmi lesquels la famine fit de cruels ravages. Les Allemands se groupèrent alors en quelques localités, et particulièrement autour d'une baie qui reçut et conserva le nom de lac des Allemands, près de la Nouvelle-Orléans. Ils se livrèrent presque exclusivement à des travaux agricoles, et leurs colonies étaient en 1750, au témoignage d'un missionnaire français, le P. Vivier, les plus importantes de tout le bassin du Mississipi.

Il est impossible d'établir le chiffre total de l'émigration allemande au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les évaluations faites par les différents auteurs qui se sont occupés de cette question présentent les plus grandes divergences. F. Ratzel estime que les Allemands devaient être au bas mot 250 000 au moment de la guerre d'Indépendance (1777), mais trouve excessive l'affir-

1. 15 000 d'après O. Höttsch (*Deutsche Erde*, 1904, p. 49), 3 000 seulement d'après H. Deiler (*Deutsche Erde*, 1903, p. 145).

mation de Löher, selon laquelle ils auraient formé, vers 1800, le cinquième de la population totale des États-Unis, soit plus d'un million<sup>1</sup>. Ce chiffre d'un million a été retenu par E. Mannhardt (*Deutschamerikanische Geschichtsblätter*, III, 3). Il est manifestement exagéré

C'est seulement à partir de l'année 1820 que nous possédons des renseignements officiels sur le mouvement général de l'immigration aux États-Unis. Le nombre et le pays d'origine des immigrants sont dès lors contrôlés régulièrement, d'année en année; on trouvera en appendice le tableau complet de l'immigration allemande entre 1820 et 1903.

Le chiffre total en ces 83 années atteint 5 138 091 individus. Dans l'immense alluvion humaine, qui, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, s'est déversée sur l'Amérique du nord, l'apport allemand figure pour un quart (exactement : 24,16 p. 100). Il n'est inférieur qu'à celui des Royaumes-Unis de Grande-Bretagne (7 141 659 individus, soit 33 p. 100 de l'immigration totale). Il tiendrait le premier rang des statistiques, si l'on voulait considérer isolément l'apport anglais et l'apport irlandais.

Le tableau statistique fait ressortir, en même temps que l'importance de l'immigration allemande, son irrégularité. Elle ne progresse pas d'un mouvement continu. On peut noter d'une année à l'autre des différences numériques, qui dépassent quelquefois le

1. Friedrich Ratzel, *Die Vereinigten Staaten von Nordamerika* (t. II, Die Einwanderung).

chiffre de 100 000 et qu'expliquent ou les événements politiques ou les crises économiques qui troublent momentanément soit l'Allemagne, soit les États-Unis. La guerre d'Indépendance aux États-Unis et le blocus continental en Europe avaient, à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>, retardé et même arrêté presque complètement l'émigration. Les voiliers anglais, qui presque seuls alors assuraient les relations avec l'Amérique, ne pouvaient plus pénétrer dans les ports allemands. Le mouvement d'émigration ne reprit que lentement d'abord; il fallait que l'habitude s'en créât à nouveau dans le peuple. Le premier millier ne fut atteint qu'en 1827. Peu à peu toutefois des rapports se trouvèrent renoués avec les compatriotes d'outre-mer. Une sorte de tradition fut ainsi rétablie. En 1832, le chiffre de l'émigration dépassa 10 000. C'est l'année même où Metternich, prenant prétexte de la fête de la Burschenschaft à Hambach, faisait voter à la Diète des décrets qui annulaient les quelques libertés jusqu'alors concédées au peuple dans les États allemands du sud. Comme la réaction durait, l'émigration grandit; en 1848, elle atteignit pour la première fois le chiffre de 50 000. Mais c'est surtout après 1848-49 que se fit sentir le contre-coup des événements politiques d'Allemagne; l'échec de la révolution, l'impuissance du parlement de Francfort, l'échec du rêve unitaire chassèrent vers l'Amérique toute une génération de jeunes gens instruits, républicains ou libéraux; les chiffres des années 1852 et 1853 s'élèvent à

près de 150 000, celui de 1854 atteint 215 000. Après cet exode presque purement politique, l'émigration ouvrière et paysanne reprit, mais la guerre civile américaine l'effraya et la ralentit de 1860 à 1864, tandis que les guerres de l'Allemagne contre l'Autriche et la France lui redonnèrent, après 1866 et 1870, un essor nouveau. Depuis lors, ce sont surtout des causes économiques qui ont déterminé son fléchissement ou son accroissement. Le malaise provoqué en Allemagne par la transformation de cet État agricole en un État industriel provoqua en 1881 et 1882 le plus vaste mouvement d'émigration que l'on ait enregistré dans le cours du siècle; plus d'un demi-million d'Allemands s'expatrièrent en ces deux années. C'étaient surtout des paysans et des ouvriers agricoles; 4,7 p. 100 des émigrants venaient des provinces de Prusse occidentale, de Poméranie et de Mecklembourg; l'émigration au contraire était particulièrement restreinte dans les contrées industrielles, elle ne dépassait pas 0,5 p. 100 en Silésie et dans la province du Rhin<sup>1</sup>. Enfin, depuis une quinzaine d'années, la moyenne des départs annuels a été assez faible.

Le chiffre de 5 140 000 Allemands que fournit la statistique américaine ne peut être qu'approximatif, car on y a englobé sous le nom collectif d'Allemands tous les immigrants venus des pro-

1. Cf. Theodor Poesche, *Die deutsche Auswanderung nach Nordamerika in den Jahren 1881, 1882 und 1883* (*Petermanns Mitteilungen*, 1884).

vinces européennes qui composent aujourd'hui l'Empire allemand. Il est certain qu'il se trouvait parmi eux beaucoup de Polonais, et dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle une grande quantité de Russes. Le départ est impossible à faire : seules les statistiques les plus récentes (depuis 1898) indiquent, en même temps que le pays d'origine, la nationalité des immigrants. En 1903, les Polonais formaient plus du huitième de l'immigration allemande : 5 252 Polonais sur un total de 40 086 personnes. La proportion pour l'ensemble du siècle serait assurément moins forte ; elle resterait pourtant assez notable. Peut-être conviendrait-il aussi, si l'on voulait être rigoureusement exact, de défalquer du nombre total des Allemands, les Lithuaniens et les Finnois, dont quelques centaines émigrent chaque année.

Une autre cause d'inexactitude fausse encore le calcul, mais en sens inverse. Du chiffre de 5 millions sont exclus les Allemands d'Autriche, de Suisse et du Luxembourg. Or, si nous établissons en Europe une distinction nettement tranchée entre les Allemands d'Empire et les citoyens de langue allemande des États voisins, les habitants de l'Union américaine, eux, n'en font guère. Quiconque parle allemand est pour eux un « Dutchman ». Parmi les émigrants eux-mêmes, la communauté de langue crée, en pays étranger, une certaine solidarité. Or l'Autriche-Hongrie a envoyé aux États-Unis, depuis 1860, 1 522 925 émigrants. Quelle est, dans ce nombre total, la proportion des Allemands ? C'est ce que l'on ne

peut pas établir avec certitude. Ce sont les peuples slaves de la monarchie austro-hongroise qui fournissent le plus gros contingent, comme le montrent les plus récentes statistiques :

**Émigration austro-hongroise en 1902-1903.**

Polonais . . . . .	37 499
Slovaques . . . . .	34 412
Croates et Slovènes . . . . .	32 892
Magyars . . . . .	27 113
Allemands . . . . .	23 597
Juifs . . . . .	18 759
Ruthènes . . . . .	9 819
Tchèques . . . . .	4 227
Roumains . . . . .	4 173
Italiens . . . . .	2 170
Dalmates, Bosniens, Herzégoviniens . . . . .	1 723

Toutefois le nombre des émigrants de langue allemande a dû s'élever, depuis le commencement du siècle, à plusieurs centaines de mille. — La Suisse a fourni depuis 1820 un contingent de 212 946 individus, dont plus de la moitié certainement avaient l'allemand pour langue maternelle.

Ce n'est pas tout. Un assez grand nombre d'émigrants, et plus particulièrement ceux qui ont déjà été refusés par le Bureau de l'immigration ou craignent de l'être, passent par le Canada, et de là gagnent les États-Unis. Malgré la surveillance établie aux stations limitrophes et l'inspection constante des trains, il se produit à la frontière une filtration continue, que n'enregistre aucune statistique. L'émigration canadienne aux États-Unis a dépassé un million au XIX<sup>e</sup> siècle. Combien d'Allemands y ont pris part ?

Malgré la minutie des statistiques américaines, l'incertitude reste donc grande encore en bien des cas. Il s'ensuit que l'on ne peut pas établir avec certitude le chiffre total de l'immigration allemande, depuis la fondation des premières colonies pennsylvaniennes jusqu'à nos jours. Mais on peut l'évaluer, avec vraisemblance, à 6 millions d'individus.

Il n'est pas moins malaisé de fixer le nombre des Allemands qui vivent actuellement aux États-Unis. Il faut d'abord préciser le sens même de cette dénomination d'Allemands. Si elle s'appliquait à tous les descendants, même les plus lointains, des immigrants venus d'Allemagne, on pourrait sans doute prétendre qu'un quart ou peut-être même un tiers de la population soi-disant américaine est effectivement allemande<sup>1</sup>. Mais dans ce pays, où tout le monde est fils d'émigré, on ne tient pas compte longtemps des différences originelles. Le Bureau statistique de Washington n'a pas cru qu'il convînt de rechercher au delà de la deuxième génération les origines d'un citoyen américain. Le dernier *Census* compte comme éléments allemands de la population américaine : 1° les personnes nées en Allemagne même, 2° les personnes nées aux États-Unis, dont le père, ou la mère, ou les deux parents sont nés en Allemagne. La première catégorie comprenait en 1900,

1. Les évaluations des statisticiens varient sur ce point. R. Böck estime à 18 millions, en 1900, la population de descendance allemande. Elle serait, selon E. Mannhart, de plus de 25 millions (cf. *Deutsche Erde*, II, p. 112).

2 666 990 personnes, la seconde 7 832 681, soit au total 10 499 671.

Mais cette statistique prête aux mêmes objections que la précédente. Dans les 2 666 990 personnes de la première catégorie sont compris des immigrants, Polonais, Lithuaniens, Finnois, dont l'allemand n'est pas la langue maternelle. Par contre, les Luxembourgeois, les Suisses et les Autrichiens de langue allemande en sont exclus. Le *Handbuch des Deutschtums im Auslande* (1906), sans faire à vrai dire abstraction des premiers, mais en ajoutant les seconds, arrive à un total de plus de 3 millions. Mais ce chiffre n'est lui aussi qu'hypothétique. L'auteur compte comme Allemands tous les émigrants nés en Autriche; Allemands également 11 p. 100 des émigrants nés en Hongrie, la proportion des Allemands au reste de la population étant dans ce pays de 11 p. 100; Allemands encore, suivant le même principe de la répartition des nationalités, 71 p. 100 des Suisses; Allemands enfin la totalité des Luxembourgeois :

Empire allemand . . . . .	2 666 990
Autriche . . . . .	276 249
Hongrie. . . . .	16 184
Suisse . . . . .	82 718
Luxembourg . . . . .	3 041
TOTAL. . . . .	<u>3 045 182</u>

En chiffres ronds, il y aurait, suivant le *Handbuch des Deutschtums*, 11 millions d'habitants de l'Union parlant allemand. Les 7 832 681 enfants d'émigrés de la première génération d'émigrants seraient tous



restés allemands de cœur et de langue. Ou si du moins des défections se sont produites parmi eux, elles se trouvent compensées par l'attachement fidèle au *Deutschtum* d'émigrants qui appartiennent à la troisième et même à la quatrième génération. Mais c'est trancher d'une façon bien sommaire la question de l'éducation des enfants dans les mariages mixtes. Les Anglo-Saxons contestent que les enfants nés d'un père allemand, et d'une mère américaine, ou inversement, soient en état de parler, et même dans bien des cas de comprendre l'allemand. Il est très vraisemblable que la plupart d'entre eux parlent ordinairement l'anglais. Or la langue est vraiment le seul signe certain auquel on puisse reconnaître un *Deutsch-Amerikaner*<sup>1</sup>. Il conviendrait donc d'opérer une forte réduction sur le chiffre de 11 millions auquel s'arrête le *Handbuch*. Mais les moyens d'appréciation font ici entièrement défaut, et il est préférable de s'en tenir, après avoir fait les réserves nécessaires, au chiffre fourni par le bureau statistique américain, 10 millions et demi.

## II

Dès le début, les Allemands s'établirent hors des villes, en bordure des territoires défrichés et déjà

1. Cf. F. Ratzel. «... Die Sprache ist aber im Ganzen und Grossen das einzige Merkmal, an welchem wir die Deutschen erkennen können » (*Die Vereinigten Staaten von Nordamerika*, II, p. 168, note).

occupés par les hommes de race blanche; ils furent rarement des explorateurs, mais ils fournirent une population stable à ces sortes de « marches », à travers lesquelles les conquérants anglo-saxons du sol américain purent assurer leur avance progressive vers l'Ouest. Plus sédentaires que les Irlandais, attachés d'un amour plus profond au sol mis en valeur par leurs mains, ils ont commencé, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, à jalonner les étapes de la grande migration « à l'intérieur ».

Les sectes religieuses de Pennsylvanie, et plus particulièrement les Frères Moraves, s'étaient donné pour tâche la conversion des peuplades indigènes. Établies d'abord à l'intérieur de la province, parmi les Delawares, qu'elles gagnèrent au christianisme, elles s'enfoncèrent peu à peu vers l'Ohio. On a retrouvé les noms de quelques-uns des premiers colons paysans des contrées qui sont devenus depuis les États de l'Ohio et du Kentucky : c'étaient en partie des Allemands. Quelques-uns d'entre eux eurent un rôle officiel : un missionnaire parvint en 1758 à débaucher les tribus indiennes qui avaient jusque-là soutenu les Français établis à Fort Duquesne (aujourd'hui Pittsburgh); les Français durent, à la suite de cette défection, évacuer la vallée de l'Ohio; quelques années plus tard, en 1763, le traité de Paris concédait aux Anglais tout ce territoire, jusqu'au Mississipi.

Toutefois le domaine allemand, au XVIII<sup>e</sup> siècle ne déborde qu'à peine au delà des limites de la Penn-

sylvanie. Les pionniers hardis qui s'engagent dans la forêt vierge, à la suite des trafiquants de fourrures, ne sont encore que des isolés. C'est dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que s'accomplit, grâce au puissant afflux des émigrants, la prise de possession effective et la mise en valeur du Middle-West. Un glissement se produit dans la population des États-Unis. Les vieux habitants des provinces atlantiques, saisis d'une sorte de fièvre de déplacement, — *das Urwaldsieber*, disaient les Allemands, — attirés par les espaces sans maîtres et les richesses qu'ils y soupçonnent, abandonnent leurs demeures et leurs champs, pour se refaire, dans un pays plus neuf encore que celui où ils vivaient jusqu'alors, une vie plus nouvelle. De nouveaux arrivages d'immigrants les poussent toujours plus avant vers l'Ouest. Deux voies de pénétration se dessinent alors : l'une conduit de Baltimore et de Philadelphie à Pittsburgh, et suit le cours de l'Ohio jusqu'au Mississipi : l'autre va de New York et de Boston à Buffalo et aux Grands Lacs. La première est frayée par les colons de la Pennsylvanie, du Maryland, et plus encore peut-être par ceux de la Virginie, qui était au moment de la déclaration d'indépendance le plus peuplé des états de l'Union ; la seconde, par ceux de la Nouvelle-Angleterre.

Les Allemands fournissent naturellement un important contingent à cette armée de colons migrants. L'une et l'autre route sont bordées de leurs fermes. Pourtant, à partir de 1830 environ, ils se pressent plus nombreux sur la route du nord : le port de New

York supplante à ce moment celui de Philadelphie, et c'est là que débarquent maintenant la plupart des immigrants. Les colonies allemandes de la vallée de l'Ohio et celle de la région des Grands Lacs se trouvent bientôt reliées entre elles par le Mississippi, et c'est désormais dans le vaste espace compris entre ces trois limites naturelles que va se constituer le domaine allemand du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Ohio, l'Indiana, le Michigan, mais surtout l'Illinois et le Wisconsin sont les districts principaux de cette nouvelle marche allemande, dont la formation précède et facilite la conquête de l'Ouest lointain.

Le rapide accroissement de l'émigration allemande entre 1830 et la guerre de Sécession précipita l'occupation de ces territoires. On peut dire que le deuxième tiers du siècle représente la grande époque de la colonisation allemande dans le Middle-West. Le Wisconsin, par exemple, a reçu le gros de sa population allemande à partir de l'année 1839<sup>1</sup>. Jusqu'en 1848, les colonies y ont eu pour la plupart un caractère confessionnel; un grand nombre d'entre les émigrants étaient des catholiques des pays du Rhin ou des luthériens intransigeants, hostiles au compromis religieux, qui, en 1833, avait fondu les deux grandes sectes protestantes de Prusse en une seule Église évangélique. Au contraire, dans les années postérieures à 1848, l'immigration, très intense, introduisit surtout dans la province d'anciens révolution-

1. Cf. Hense-Jensen, *Wisconsins Deutsch-Amerikaner bis zum Schluss des 19. Jahrhunderts.*

naires, adversaires ardents pour la plupart de toute Église constituée; c'étaient en grande partie des hommes instruits, mais mal préparés par leur culture littéraire au métier d'agriculteurs ou de commerçants; on leur appliqua par ironie le terme de « fermiers latins »; ils réussirent généralement mal dans leurs exploitations agricoles, mais il prirent partout une part active à la politique locale.

Dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, la colonisation allemande s'est encore élargie vers l'ouest. Elle a suivi d'abord les grandes voies fluviales, le Mississippi et le Missouri, puis elle a débordé dans les territoires intermédiaires et occupé les États du Missouri, de l'Iowa, du Minnesota. Elle a commencé enfin à s'étendre plus loin encore, au long des affluents du Missouri, dans le Kansas, le Colorado, le Nebraska et les deux Dakota.

Elle n'a jamais beaucoup pénétré dans les États du sud. Il faut faire une exception pour le seul Texas. Une société fondée en 1844 sous la direction du prince de Solms-Braunfels, y acheta de vastes territoires au nord de San Antonio. Un grand nombre d'aristocrates ruinés espéraient y refaire leur fortune sans grand travail. Mais les colons ne connurent guère que des déceptions cruelles. Ils ne trouvèrent à leur arrivée qu'un pays inculte et désert. La main-d'œuvre leur manquait totalement. La guerre mexicaine empêcha beaucoup d'entre eux de pénétrer dans l'intérieur du pays; ils durent attendre jusqu'en 1846 dans les ports de la côte, Galveston et Indianola. Leur nombre d'ailleurs ne fut jamais très élevé : 2 400 fa-

milles environ. Le comité directeur, en 1846, cessa brusquement de s'occuper de l'entreprise. La colonie néanmoins grandit lentement; elle comprend aujourd'hui 200 000 Allemands ou descendants d'Allemands. La petite ville de Neu-Braunfels en était et en est restée le centre.

Dans le Far-West, l'émigration en masse n'a commencé qu'après l'ouverture du premier chemin de fer transcontinental. Les Allemands sont nombreux en Californie, surtout dans les villes, à San Francisco et à Los Angeles. Dans l'Oregon, ils ont fourni beaucoup de main-d'œuvre aux industries de Butte. Dans le Washington enfin ils se sont disséminés sur la côte et autour du Puget Sound.

Le tableau ci-contre montre quelle était la répartition des Allemands dans les États de l'Union au dernier recensement (1900).

Des cinq divisions territoriales établies par le bureau statistique, trois contiennent une forte proportion d'Allemands ou de fils d'Allemands : ce sont celles de la côte nord de l'Atlantique avec plus de 14 p. 100, celle du centre nord avec près de 23 p. 100, celle de l'ouest avec plus de 11 p. 100. Les deux autres au contraire ont une population allemande presque négligeable. C'est donc au nord presque exclusivement que l'Allemagne a fourni des habitants et nous verrons que ce fait n'est pas indifférent dans l'histoire des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le Wisconsin est de beaucoup le plus allemand de tous les États de l'Union. La proportion des Deutsch-

ÉTATS	NOMBRE DES PERSONNES NÉES EN ALLEMAGNE		NOMBRE DE CELLES DONT LES DEUX PARENTS, OU DONT LE PÈRE OU LA MÈRE SONT NÉS EN ALLEMAGNE		
	Nombre absolu.	P. 100 de la population totale.	Nombre absolu.	P. 100 de la population blanche d'origine étrangère.	P. 100 de la population totale.
Maine . . . . .	1 356	0,19	2 899	1,5	0,41
New Hampshire . .	2 006	0,48	3 963	2,4	0,96
Vermont . . . . .	882	0,25	2 079	1,8	0,60
Massachusetts . . .	31 395	1,11	71 831	4,1	2,56
Rhode Island . . . .	4 300	1,00	9 364	3,4	2,18
Connecticut . . . . .	31 892	3,51	71 479	13,7	7,86
New York . . . . .	480 026	6,60	1 217 254	28,3	16,75
New Jersey . . . . .	119 598	6,34	296 889	30,1	15,76
Pennsylvanie . . . .	212 453	3,37	643 754	26,7	10,21
<b>(North Atlantic division) . . . . .</b>	<b>883 908</b>	<b>4,20</b>	<b>2 319 512</b>	<b>21,6</b>	<b>11,04</b>
Delaware . . . . .	2 332	1,26	6 441	17,9	3,48
Maryland . . . . .	44 990	3,78	145 513	53,4	12,24
District Columbia .	5 857	2,10	17 750	31,0	6,37
Virginie . . . . .	4 504	0,24	13 595	26,4	0,73
— occidentale . . . .	6 537	0,68	25 961	36,4	2,77
Caroline du nord . .	1 191	0,06	3 533	27,6	0,18
— du sud . . . . .	2 075	0,15	6 502	38,2	0,48
Géorgie . . . . .	3 407	6,15	10 443	28,3	0,47
Floride . . . . .	1 812	0,34	5 429	12,6	1,02
<b>(South Atlantic div.) . . . . .</b>	<b>72 705</b>	<b>0,69</b>	<b>235 177</b>	<b>39,3</b>	<b>2,25</b>
Ohio . . . . .	240 160	4,91	702 578	49,9	16,90
Indiana . . . . .	332 546	2,92	283 576	56,0	11,27
Illinois . . . . .	125 169	6,88	944 329	38,3	19,58
Michigan . . . . .	12 074	5,16	357 629	26,1	14,77
Wisconsin . . . . .	242 777	11,73	709 969	48,2	34,31
Minnesota . . . . .	111 007	6,68	355 268	27,1	20,28
Iowa . . . . .	123 162	5,51	381 716	39,9	17,10
Missouri . . . . .	109 282	3,51	399 822	54,0	12,87
Dakota du nord . . .	11 546	3,61	32 393	13,2	10,15
— du sud . . . . .	17 873	4,45	55 860	22,9	13,91
Nebraska . . . . .	65 506	6,14	191 928	38,2	17,99
Kansas . . . . .	39 501	2,68	131 563	32,7	8,94
<b>(North Central div.) . . . . .</b>	<b>1 461 603</b>	<b>5,54</b>	<b>4 546 631</b>	<b>39,1</b>	<b>17,26</b>

ÉTATS	NOMBRE DES PERSONNES NÉES EN ALLEMAGNE		NOMBRE DE CELLES DONT LES DEUX PARENTS, OU DONT LE PÈRE OU LA MÈRE SONT NÉS EN ALLEMAGNE		
	Nombre absolu.	P. 100 de la popu- lation totale.	Nombre absolu.	P. 100 de la popu- lation blanche d'origine étrangère.	P. 100 de la po- pulation totale.
Kentucky. . . . .	27 555	1,28	108 457	57,4	5,05
Tennessee . . . . .	4 569	0,22	16 197	27,7	0,80
Alabama . . . . .	3 634	0,19	12 181	27,4	0,66
Mississippi . . . . .	1 926	0,12	7 134	26,3	0,45
Louisiane. . . . .	11 839	0,85	47 119	29,5	3,41
Texas . . . . .	48 295	1,58	157 214	33,7	5,15
Territoire indien .	842	0,21	3 446	22,9	0,87
Oklahoma . . . . .	5 112	1,28	18 117	33,8	4,54
Arkansas . . . . .	5 971	0,45	19 076	40,7	1,45
(South Central div.)	<b>109 743</b>	<b>0,77</b>	<b>388 941</b>	<b>36,7</b>	<b>2,76</b>
Montana . . . . .	7 162	2,94	18 482	13,9	7,59
Wyoming. . . . .	2 146	2,31	6 064	14,8	6,55
Colorado . . . . .	14 606	2,70	41 919	19,3	7,76
New Mexico. . . . .	1 360	0,60	3 888	12,5	1,99
Arizona. . . . .	1 245	1,01	3 573	7,4	2,96
Utah . . . . .	2 360	0,85	5 830	3,5	2,16
Nevada. . . . .	1 179	2,78	3 055	15,1	7,21
Idaho. . . . .	2 974	1,83	8 579	13,3	5,34
Washington . . . .	16 686	3,21	43 555	18,8	8,45
Oregon . . . . .	13 292	3,21	36 547	26,4	8,83
Californie. . . . .	72 449	4,87	154 809	20,4	10,42
(Western div.) . . .	<b>135 459</b>	<b>3,31</b>	<b>326 301</b>	<b>17,6</b>	<b>7,97</b>
TOTAL DE LA POPU- LATION CIVILE. . .	<b>2 663 418</b>	<b>3,50</b>	<b>7 816 562</b>	<b>30,24</b>	<b>10,28</b>
ARMÉE ET MARINE.	3 572	3,91	8 935	25,13	9,79
TOTAL GÉNÉRAL. . .	<b>2 666 990</b>	<b>3,53</b>	<b>7 825 497</b>	<b>30,23</b>	<b>10,28</b>

Amerikaner y atteint le chiffre énorme de 45 p. 100. Les trois quarts des fermes de la province sont entre leurs mains. On y comptait en 1900 64 044 familles de fermiers allemands.



Un tiers environ de ces Deutsch-Amerikaner habitent aujourd'hui dans les villes : Cincinnati a 66 p. 100 d'Allemands, Milwaukee, 62 p. 100, Louisville, 58 p. 100, Saint-Louis, 52 p. 100, Indianapolis, 50 p. 100, Baltimore, 48 p. 100, Buffalo, 35 p. 100, Detroit, 33 p. 100, Chicago, 29 p. 100, Saint-Paul, 28 p. 100, Philadelphie, 24 p. 100, New York, 21 p. 100, etc. Le développement de l'industrie a attiré les ouvriers vers les villes. Treize villes avaient en 1900 une population de plus de 20 000 émigrants nés en Allemagne. New York et Chicago en particulier pourraient prendre rang parmi les grandes villes allemandes du monde, s'il était possible d'y faire abstraction des éléments anglo-celtes, romans, slaves, etc.

**Villes comptant plus de 20 000 habitants nés en Allemagne.**

New York . . .	322 343	Buffalo. . . . .	35 720
Chicago . . . .	170 738	San Francisco .	35 194
Philadelphie . .	71 319	Baltimore . . . .	33 208
St-Louis . . . .	58 781	Detroit. . . . .	32 027
Milwaukee. . . .	53 854	Newark . . . . .	25 139
Cleveland . . . .	40 648	Pittsburgh . . . .	21 222
Cincinnati . . .	38 219		

Pourtant, aujourd'hui encore, le nombre des colons ou ouvriers agricoles allemands dépasse de beaucoup celui des ouvriers allemands employés dans l'industrie. La proportion était en 1900 la suivante :

Fermiers, planteurs, surveillants d'exploitations agricoles. . . . .	16 p. 100.
Cultivateurs, ouvriers agricoles. . . . .	8 —
Ouvriers (sans désignation spéciale) . . . . .	7 —

## III

Les invasions germaniques des premiers siècles de l'ère chrétienne n'avaient pas mis en mouvement une masse humaine comparable à celle de l'émigration allemande du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais l'émigration moderne n'aura pas eu le retentissement historique des invasions anciennes. Elle n'a jamais eu ni coordination ni direction. Cet immense déplacement d'un peuple s'est accompli sans méthode, sans chefs, au gré des volontés isolées ; c'est pourquoi il n'a jamais marqué un accroissement de l'influence ou de la puissance allemande. Les gouvernements allemands se désintéressaient de l'émigration lorsqu'ils ne la combattaient pas. Leurs sujets devaient en quelque sorte s'évader de la misère et de la servitude, comme aujourd'hui les juifs russes. Cette indifférence ou cette hostilité expliquent dans une certaine mesure le défaut de cohésion et l'effacement politique des Deutsch-Amerikaner au XVIII<sup>e</sup>, et même au XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsque l'Allemagne, enfin unifiée, a commencé à penser que l'intérêt national exigeait un contrôle actif de l'émigration, il était trop tard ; les Deutsch-Amerikaner, incorporés à la masse américaine, étaient définitivement soustraits à son autorité.

Pourtant les premières années de séjour en Amérique ressemblèrent pour beaucoup d'entre eux à un véritable esclavage. La fièvre d'émigration soulevée

en Allemagne par la littérature de voyages ou simplement par les on-dit et les rumeurs amplifiées qui circulaient dans le peuple, avait été exploitée de bonne heure par des trafiquants de chair humaine. Des armateurs hollandais faisaient le commerce des émigrants. Ils avaient en Allemagne des agents recruteurs, bien entretenus et bien vêtus, bavards et dénués de scrupules, les *Neuländer*, qui dépeignaient à qui voulait les entendre l'Amérique comme un paradis terrestre, où florissait la plus juste des sociétés humaines ; on n'y connaissait ni maîtres ni valets, ni impôts ni corvées. De belles promesses décidaient les hésitants ; on leur faisait vendre leur maigre avoir, puis on les emmenait en Hollande, où ils devaient signer, avant de s'embarquer, un contrat rédigé en langue anglaise. Tous les frais du transport étaient à la charge des émigrants ; presque toujours il fallait leur avancer cet argent ; ils devenaient alors les prisonniers, les serfs de leurs créanciers. A l'arrivée on les vendait au plus offrant. Un témoin contemporain, le pasteur Mühlenberg<sup>1</sup>, rapporte les faits suivants :

On annonce dans les journaux (après l'arrivée des bateaux d'émigrants) que tant d'Allemands sont à vendre pour le prix de leur passage. Celui qui a assez d'argent pour payer lui-même son passage est mis en liberté. Ceux qui ont des amis dans l'aisance leur demandent une avance pour payer leur passage ; mais ceux-là sont rares. Les

1. Cité par J. Goebel. *Das Deutschtum in den Vereinigten Staaten von Nordamerika*, p. 19 et suiv.

acheteurs arrêtent leur choix, font leur accord avec les émigrants pour une durée fixée, les conduisent au marchand, paient le passage et les autres dettes, puis les font reconnaître devant l'autorité, et par un document écrit, comme leur propriété pour un temps déterminé. Les jeunes célibataires de l'un et l'autre sexe sont les premiers enlevés... Quant aux vieilles personnes mariées, aux veufs et aux infirmes, personne ne veut les acheter, parce qu'il y a déjà excès de pauvres et de gens inutilisables qui sont à la charge de la communauté. Mais s'ils ont des enfants bien portants, on ajoute le prix du passage des vieux à celui des enfants : les enfants doivent par suite servir plus longtemps, sont vendus d'autant plus cher, et se voient dispersés à travers toutes sortes de nations de langues diverses, de telle sorte qu'il revoient rarement leurs parents, que les frères et sœurs même se revoient rarement dans leur vie, et oublient même leur langue maternelle.

Ces entreprises de servage et de rapine ont duré encore pendant une partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles ne sont devenues impossibles que depuis une loi de 1885, qui interdit l'accès du sol américain à tout étranger ayant signé dans son pays même un contrat de travail avec un employeur américain. Les engagements signés à l'étranger par des individus ignorants des conditions d'existence aux États-Unis avaient le double désavantage de leurrer les ouvriers étrangers et de faire baisser les salaires des ouvriers indigènes. La loi américaine actuelle défend même la publication d'offres de travail dans les journaux étrangers. Elle n'autorise le contrat qu'exceptionnellement, lorsqu'il s'agit de créer des industries nouvelles, qui nécessitent l'appel d'ouvriers étrangers spécialisés.

Abandonnés de leurs princes au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Allemands s'abandonnaient eux-mêmes. Ou plutôt ils n'avaient pas l'idée de s'unir pour le relèvement de leur sort commun. Ils étaient divisés à la fois par des inimitiés particularistes et par des questions de religion. Palatins, Wurtembergeois, Bavares, Suisses, Hanovriens, recherchaient en Amérique les citoyens de leur petite patrie, et formaient des groupes fermés. Les communautés religieuses n'avaient pas de rapports entre elles. Aussi les Allemands n'avaient-ils conscience ni de leur nombre ni de leur force. Leurs efforts tendaient à s'adapter au pays nouveau plus qu'à le façonner. Dès ce moment la population d'origine anglaise s'habitua à les considérer comme des citoyens de second ordre, et cette opinion ne s'est guère modifiée depuis.

En Pennsylvanie, pourtant, leur sort s'améliora vite. Ils étaient de bons cultivateurs, et travaillaient un sol fertile. Ils se montraient consciencieux et tenaces dans l'accomplissement de leur tâche. Ils forcèrent peu à peu l'estime de leurs concitoyens anglo-saxons, en même temps qu'ils excitèrent leurs craintes. Ils eurent d'heureuses initiatives : c'est eux qui introduisirent en Pennsylvanie l'industrie du verre, du papier, des tissus. Ils créèrent de nombreuses imprimeries ; la première Bible imprimée en Amérique sortait d'une presse allemande de Germantown. D'assez bonne heure la richesse leur vint, et leur situation sociale se releva, sans que pourtant les Anglo-Saxons consentissent jamais à les traiter tout

à fait comme des égaux. Franklin, en 1751, eut des paroles assez dures pour ces paysans, dont l'afflux menaçait d'enlever à la province son caractère anglais. En fait, ils faillirent lui imposer leur langue ; on alla jusqu'à agiter la question de savoir si, dans les assemblées provinciales, l'anglais demeurerait la langue officielle ou céderait le pas à l'allemand.

Ils conquièrent vraiment leur droit de cité pendant la guerre d'Indépendance. Ils s'engagèrent nombreux dans les troupes révolutionnaires. Plusieurs bataillons de Pennsylvanie et de Maryland étaient composés exclusivement d'Allemands ; les chefs étaient Allemands ; l'allemand était la langue de commandement. Deux hommes surtout se distinguèrent parmi les colons : l'un d'eux, Nicolas Herckheimer, à la tête des paysans allemands de la vallée du Mohawk, infligea aux Anglais et aux Indiens la défaite d'Oriskany (1777) ; l'autre, Pierre Mühlenberg, fils de ce pasteur luthérien qui avait dénoncé les pratiques des *Neuländer*, pasteur lui-même, prit les armes en entraînant avec lui, à la suite d'un sermon enflammé, plus de trois cents de ses fidèles ; le Congrès en fit un général de brigade ; il devint, après la guerre, gouverneur de Pennsylvanie.

Beaucoup d'officiers allemands vinrent d'Europe proposer leurs services aux troupes des rebelles ; parmi eux, de Kalb et Steuben se sont fait un nom glorieux. Les *Deutsch-Amerikaner* les citent avec raison parmi les grands ouvriers de l'indépendance américaine. Certains historiens allemands aiment à

les opposer à la bande turbulente et vaniteuse des officiers français : Goebel se fait un point d'honneur de rabaisser La Fayette à leur profit. Il faut cependant rappeler que ni de Kalb ni Steuben ne se fussent embarqués pour l'Amérique, si des Français ne les y avaient poussés. De Kalb était au service de la France ; il avait été officier d'ordonnance du maréchal de Broglie ; en 1768, Choiseul l'avait envoyé en Amérique avec une mission de confiance, celle d'étudier les causes et les conséquences possibles de la tension qui déjà se manifestait entre la Grande Bretagne et ses colonies. Il repartit pour l'Amérique avec La Fayette en 1777. On lui donna à son arrivée le commandement d'une division. Il devait être tué en 1780 à Camden (Caroline du sud). Les Américains lui ont élevé une statue à Annapolis.

Von Steuben, ancien aide de camp de Frédéric II, vieux combattant de la guerre de Sept Ans, avait déjà pris sa retraite, lorsque le comte de Saint Germain, ministre de la guerre français, le pressa de partir pour l'Amérique. Il rendit aux troupes révolutionnaires le plus grand des services en leur enseignant la discipline et la manœuvre prussiennes. Il transforma en une armée de soldats ces troupes de partisans. Ses « Regulations » sont demeurées longtemps en vigueur dans la milice américaine. Il prit part à un grand nombre de combats. C'est lui qui, avec l'aide de Mühlenberg, força le général anglais lord Cornwallis à capituler avec 7000 hommes à Yorktown.

Mais contre ces volontaires, qui avaient pris le

parti des révolutionnaires, combattirent des mercenaires, levés par l'Angleterre dans différents États de l'Allemagne. Pour beaucoup de petits princes endettés ou prodigues, ce commerce des hommes fut une fructueuse entreprise. L'odieux de ce trafic a fourni à Schiller une scène fameuse de *Kabale und Liebe*. Frédéric II non seulement défendit le recrutement de ces mercenaires en Prusse, mais se refusa même à laisser passer sur ses territoires les régiments que l'on dirigeait vers les ports d'embarquement. En revanche, les princes de Hesse-Cassel, de Brunswick, de Hesse-Nassau, de Waldeck, d'Anspach-Baireuth, d'Anhalt-Zerbst conclurent en 1775 un traité par lequel ils s'engageaient à fournir à l'Angleterre des soldats au taux moyen de 30 thalers par tête.

La Hesse fournit le plus grand nombre de ces mercenaires : 12 500 en 1775. Les Américains par la suite désignèrent uniformément ces troupes auxiliaires sous le nom de *Hessians*. Le nombre total des *Hessians* se serait élevé, selon Friedrich Kapp, à près de 40 000. Les rebelles les considéraient comme de redoutables adversaires. Le Congrès chercha à provoquer parmi eux des défections en masse. De parti pris, on traita toujours les Allemands prisonniers avec plus d'égards que les Anglais. Pour les *Hessians* l'Amérique était un sujet d'étonnements sans fin; ils avaient cru rencontrer un peuple arriéré, encore à demi sauvage; et maintenant, « ils ne se lassaient point d'exprimer leur surprise en voyant le confort et le luxe des fermiers américains; qu'un peuple



aussi riche se révoltât contre le pays à qui il devait ces ressources inouïes était à leurs yeux un inexplicable mystère<sup>1</sup>. » On suppose que plus de 10 000 d'entre eux se fixèrent en Amérique après la guerre. Des 40 000 mercenaires, 17 000 seulement retournèrent dans leur pays natal.

On a longtemps attribué à des Allemands la rédaction primitive de la fameuse déclaration d'indépendance des États-Unis. Les colons allemands d'une petite localité située dans la Caroline du nord, Mecklemburg, se seraient réunis, le 19 mai 1775, et auraient signé d'un commun accord une éloquente déclaration rédigée par un comité nommé à cet effet. Ce document aurait été aussitôt envoyé au Congrès, à Philadelphie, et Jefferson en aurait emprunté textuellement le commencement et la fin pour la proclamation définitive qu'il écrivit de sa main. La Caroline du nord tout entière a fêté le centenaire de cette date mémorable. Mais un historien germano-américain, H. A. Rattermann<sup>2</sup>, a montré depuis que ce document fameux n'était qu'un faux; loin d'être le modèle de la déclaration jeffersonnienne, il n'en est qu'une copie; et il faut sans doute attribuer à des ennemis ou à des envieux de Jefferson la fabrication de cette pièce apocryphe.

Le premier président du Congrès fut un Allemand, Auguste Mühlenberg, frère du général Pierre Mühlen-

1. J. G. Rosengarten, *The german soldier in the wars of the United States*, p. 65.

2. *German American Annals*, 1904.

berg. Rien ne montre mieux combien peu à peu les préventions, les inimitiés nationales s'évanouissaient entre les divers éléments ethniques de la jeune Union. Au moment où il s'agissait de fonder et d'organiser la République américaine, tous les émigrants, sans distinction d'origine, faisaient bloc contre la tyrannie extérieure. Si l'immigration européenne avait cessé à ce moment, les habitants des États-Unis n'auraient pas tardé à oublier leurs différences d'extraction. Mais la puissante émigration du XIX<sup>e</sup> siècle vint contrarier et reculer l'entente qui déjà s'établissait entre les éléments hétérogènes de la population américaine.

#### IV

Les immigrants allemands qui, après les guerres de l'Empire, recommencèrent à affluer aux États-Unis apportaient une idée nouvelle : celle de la nationalité allemande. L'abaissement de l'Allemagne sous la domination napoléonienne, puis la revanche éclatante des *Befreiungskriege* avaient fait taire les haines particularistes. Les professeurs, les écrivains, les étudiants de la *Burschenschaft* s'agitaient en faveur de l'unité : il fallait supprimer les barrières politiques entre les petits États : il n'y avait plus désormais qu'une grande patrie allemande, commune à tous les hommes de race allemande, de langue allemande. La conscience de la solidarité de la race passa l'Océan

avec les émigrants. Les Deutsch-Amerikaner cherchèrent à leur façon à réaliser l'unité vers laquelle on s'efforçait en Europe.

A vrai dire, la question ne se posait pas comme en Europe. En Allemagne, il s'agissait de détruire l'organisation politique de royaumes ou de principautés encore soumises au régime absolutiste. En Amérique, aucune puissance d'État n'opprimait les particuliers, aucune loi ne contrariait leur union. Il fallait seulement lutter contre l'opinion politique américaine défavorable alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, aux émigrants dont la langue, l'éducation, les coutumes lui semblaient en désaccord avec l'idéal, déjà très arrêté, de la vie américaine.

A partir d'une époque, qu'il serait malaisé de déterminer exactement, mais que l'on peut dater grossièrement de l'année 1830, un mot d'ordre circula parmi les Allemands de l'Union. C'était : *Erhaltung des Deutschtums*, conservation des traditions allemandes ; formule vague, que l'on pouvait interpréter selon les moments et les circonstances avec plus ou moins de rigueur. On en peut chercher l'éclaircissement dans le programme du premier congrès allemand, qui se tint, en 1837, à Pittsburgh, et auquel assistèrent environ soixante représentants de différents États de l'Union. Les questions proposées à la discussion étaient les suivantes :

1<sup>o</sup> Développement de l'instruction, fondation de nouvelles écoles et amélioration des écoles existantes, création d'une ou de plusieurs écoles nor-

males d'instituteurs, rédaction, impression et diffusion de bons livres scolaires, création de sociétés d'éducation et d'art dans tous les Counties et toutes les villes, propagande en faveur de la littérature allemande, nécessité de renseigner les Allemands sur les coutumes du pays au moyen de revues, de brochures et d'almanachs.

2° Amélioration du bien-être matériel par la fondation d'hospices pour les veuves et les orphelins, par la création de bureaux qui fourniraient aux immigrants les renseignements et indications nécessaires et procureraient à ceux qui cherchent du travail des places convenables.

3° Amélioration de la situation juridique et sociale des Allemands aux États-Unis.

Les discussions d'alors n'aboutirent presque à aucun résultat pratique. Après plusieurs assemblées annuelles, on fonda une école normale (Lehrerseminar) à Phillipsburg. Au bout de deux ans, il fallut mettre en vente les bâtiments; les acheteurs en firent une brasserie. On avait aussi discuté à Pittsburgh une question plus grave : celle de la création d'un État purement allemand dans les territoires encore inoccupés de l'ouest. Des propositions en ce sens furent même faites au Congrès, mais il ne voulut pas les prendre en considération.

Ces premières tentatives de rapprochement des Allemands eurent sur l'opinion publique un effet que l'on pouvait prévoir. Elles irritèrent la population de langue anglaise. L'attachement des Alle-

mands à leur langue et à leurs coutumes, hautement proclamé, sembla de l'hostilité à l'égard de la langue et des coutumes nationales. Ils avaient beau protester de leur respect pour les institutions américaines, et faire observer qu'ils ne projetaient en somme qu'une sorte d'assistance sociale et morale entre émigrants. Cela même était trop. C'était déclarer qu'ils avaient d'autres intérêts que la masse américaine. Si les États-Unis leur offraient à leur gré trop peu de justice sociale, ils n'avaient qu'à rester chez eux. Il se forma un parti nationaliste (*nativist*) qui réclama, dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la limitation de l'émigration.

Parmi les *Deutsch-Amerikaner* eux-mêmes une dissension se produisit. La « *Pittsburger Konvention* » de 1837 parut, à tort ou à raison, suspecte aux diverses Églises allemandes des États-Unis. Elles la jugèrent infectée de libre-pensée. Lors de la création de l'école normale, les questions religieuses furent en principe écartées du programme. Cela suffit pour déchaîner l'hostilité violente de toutes les organisations confessionnelles. La population allemande apparut dès lors profondément divisée en deux camps ennemis, croyants et libres-penseurs. Aux Églises s'opposèrent les *Turnvereine*. Le premier d'entre eux avait été fondé par Karl Follen, l'ancien *Dozent* de Giessen, qui, compromis dans le procès du meurtrier de Kotzebue, s'était exilé volontairement. Cet élève du vieux Jahn trouva de nombreux imitateurs en Amérique. Les *Turnvereine* pullulèrent,

surtout après l'arrivée des révolutionnaires de 1848; ceux-ci, disciples de la « jeune Allemagne », portaient une véritable haine, non peut-être à l'esprit religieux, mais aux Églises. La division parmi les Deutsch-Amerikaner devint irrémédiable; elle dure encore.

Ces querelles intérieures empêchèrent l'union souhaitée par les Deutsch-Amerikaner. Leur assimilation par la masse américaine s'en trouva facilitée et hâtée. Bientôt d'ailleurs, les questions de la politique intérieure de l'Union s'imposèrent de telle sorte à leur attention que leurs dissentiments particuliers perdirent de leur acuité. La guerre civile devait être, comme autrefois la guerre d'Indépendance, l'occasion d'un rapprochement entre les éléments anglo-saxons et allemands. Les Allemands prouvèrent aux Américains qu'il ne sentaient point et n'agissaient point en étrangers; ils se prouvèrent à eux-mêmes que la défense des intérêts immédiats de leur nouvelle patrie devait primer la défense de traditions toutes sentimentales.

Parmi les Allemands qui prirent part à la guerre de Sécession, il y eut, comme il arrive toujours, des aventuriers, attirés d'Europe par la haute paie et l'espoir d'un avancement facile. Mais il y eut surtout des colons anciens qu'un patriotisme américain très conscient poussa à prendre les armes. Il s'en trouva dans les deux camps. Ceux des États du Sud rejoignirent l'armée confédérée, et leur adhésion spontanée fut une surprise pour les planteurs, méprisants jusque-là et hostiles à ces travailleurs d'habitudes

trop frugales et de goûts trop simples. Un monument, élevé en 1889, à Charleston, commémore « the German's devotion to duty ».

Mais c'est surtout dans l'armée du Nord qu'ils furent nombreux. Une statistique<sup>1</sup>, établie en 1869, par un membre de la « United States Sanitary Commission », fournit les chiffres suivants :

**Nombre de combattants nés en Allemagne.**

New York . . . . .	36 680
New Jersey . . . . .	7 387
Pennsylvanie . . . . .	17 208
Maryland . . . . .	3 107
Ohio . . . . .	20 102
Indiana . . . . .	7 190
Illinois . . . . .	18 140
Michigan . . . . .	3 534
Wisconsin . . . . .	15 709
Missouri . . . . .	30 899

Le total pour tous les États qui défendaient alors la cause de l'union est de 187 858. Dans ce chiffre sont compris un certain nombre de rengagements. La statistique reste toutefois incomplète, parce qu'il a été impossible d'établir la nationalité d'environ 500 000 combattants, soit  $\frac{1}{5}$  de l'armée du Nord. On peut admettre comme un fait assuré que cette armée contenait 200 000 Allemands au bas mot.

Cette affluence des Allemands dans l'armée du Nord s'explique d'abord par leur répartition géographique aux États-Unis. Mais elle eut aussi des causes morales. Tout ce qu'il y avait parmi eux d'hommes

1. Citée par J.-G. Rosengarten, *Op. cit.*, p. 195.

instruits et lettrés s'était passionné pour l'anti-esclavagisme. Les proclamations de Lincoln<sup>1</sup> eurent un grand retentissement dans les *Turnvereine* ; dans quelques uns d'entre eux plus de la moitié des membres se firent enrôler immédiatement. A New York ils constituèrent un régiment en quelques jours. Dans le Missouri, la population parut d'abord incertaine ; mais le soulèvement en masse des Allemands sous la conduite de Franz Sigel entraîna l'adhésion de tout l'État au parti anti-esclavagiste. Franz Sigel, Badois de naissance, officier de profession, compromis en Allemagne dans les événements de 1848 et forcé de s'enfuir, devint l'un des généraux les plus illustres de cette guerre. On vient de lui élever une statue à New York. Une trentaine d'autres Allemands atteignirent comme lui au grade de général. Parmi eux on ne peut pas se dispenser de citer Carl Schurz, qui est demeuré jusqu'en 1906, date de sa mort, le représentant éminent du *Deutschtum* aux États-Unis.

La vie d'un homme tel que Carl Schurz est vraiment typique. Étudiant en 1849, il prit les armes en même temps que le poète Gottfried Kinkel, dont il partageait les idées républicaines, et tous deux participèrent au mouvement révolutionnaire connu sous le nom de soulèvement badois (mai-juin 1849). Schurz parvint à s'évader de la forteresse de Rastatt, cernée par l'armée prussienne<sup>1</sup>. Kinkel fut fait pri-

1. Les Deutsch-Amerikaner revendiquent Lincoln pour un des leurs. Le nom authentique de la famille serait Linkhorn (*Deutsche Erde*, I, 180).



sonnier et enfermé à Spandau; en 1850, Schurz rentra en Allemagne sous un faux nom, et parvint à faire évader son ami. Tous deux se réfugièrent alors en Amérique. Là, Carl Schurz se fit promptement un grand renom d'orateur politique; il fut, à partir de 1855, le chef du parti républicain dans le Wisconsin; il soutint Lincoln, combattit éloquemment les théories esclavagistes. Au début de la guerre de Sécession, il leva un régiment de cavalerie, formé de volontaires; mais nommé à ce moment ministre des États-Unis en Espagne, il dut d'abord en laisser le commandement à un autre colonel. En 1861, il revint d'Espagne pour prendre sa place parmi les combattants. On lui donna bientôt le titre de général de division; il était à Gettysburg et à Chattanooga. Après la guerre, il revint à la politique, fonda plusieurs journaux allemands et anglais, la *Post* à Detroit, la *Westliche Post* à Saint-Louis, l'*Evening Post* à New York, la *Post* à Boston. Entre temps, l'État de Missouri le délégua au Congrès de Washington comme sénateur. En 1877, le président Hayes lui confia le secrétariat de l'Intérieur. Son nom a été si intimement mêlé à tous les événements de la vie politique des États-Unis en ces cinquante dernières années, que beaucoup de gens le croient de naissance américaine.

1. Carl Schurz a raconté lui-même les événements de sa jeunesse dans des mémoires publiés en partie par le *Mac Clure's Magazine* (nov. 1905 et mois suivants) sous le titre de : *Reminiscences of a long life*. L'édition allemande de cet ouvrage, *Lebenserrinerungen*, a paru à Berlin, à la fin de 1907, pendant l'impression de ce volume.

La guerre de Sécession eut pour conséquence non seulement l'union définitive de tous les États, mais, à l'intérieur même de chacun de ces États, la fusion plus intime des éléments divers de la population. Il fut impossible, à la suite de cette crise, d'accuser les Deutsch-Amerikaner de sentiments séparatistes. Ceux d'entre eux qui avaient pu garder l'espoir de fonder un État allemand durent reconnaître combien l'entreprise était chimérique. Au surplus, ce projet n'avait jamais été présenté que timidement; il n'en fut plus question en Amérique. En Allemagne, on l'abandonna moins vite<sup>1</sup>.

Pour que les Deutsch-Amerikaner pussent former en Amérique un groupement fermé, il aurait fallu qu'ils fussent de bonne heure dirigés, contrôlés, aidés par la mère-patrie. Mais lorsque l'Allemagne, enfin unifiée, inaugura sa politique coloniale, les États-Unis étaient devenus depuis longtemps une puissance intangible; ils étaient en état de défendre la doctrine de Monroe, déjà anciennement formulée. Privée de tout appui, l'émigration allemande ne pouvait exercer en Amérique une action proprement nationale. Elle se trouvait, dès l'arrivée, comme diluée dans une organisation sociale supérieure à

1. La troisième édition de l'ouvrage connu de W. Roscher, « *Kolonien, Kolonialpolitik und Auswanderung* », refondue par R. Jannasch, et parue en 1885, contient, p. 343, la note suivante : « Ce serait un grand point d'acquis, si les émigrants allemands de l'Amérique du Nord voulaient se concentrer là-bas dans l'un des États et le transformer par là même en un État allemand. Pour diverses raisons, le Wisconsin paraîtrait plus particulièrement indiqué. »

celle qu'elle quittait. Son histoire n'est qu'éparpillement et faiblesse. La situation socialement inférieure des émigrants et leur défaut de cohésion ont partout facilité leur dénationalisation. Peut-être auraient-ils résisté à l'assimilation plus tenacement qu'ils ne l'ont jamais fait, s'ils s'étaient sentis l'objet d'une défiance et d'une hostilité perpétuelles de la part des autres Américains. Mais les luttes entreprises en commun ont rapproché tous les citoyens de l'Union et forgé entre eux un lien d'indissoluble fraternité. A travers des querelles passagères, l'esprit de solidarité américaine s'est imposé à tous.

## V

Personne aujourd'hui ne met en doute le loyalisme des Deutsch-Amerikaner. Pourtant ils sont parvenus, depuis 1870, à réaliser, au moins superficiellement, l'union si longtemps désirée. Et c'est, sans aucun doute, à la fondation de l'empire allemand qu'il faut attribuer cette sorte de réveil du *Deutschtum*. Les nouvelles des victoires allemandes furent accueillies avec enthousiasme par tous les Allemands des États-Unis. Ils se réjouirent d'abord de voir enfin écrasé le peuple que dès l'enfance ils avaient docilement appris à considérer comme l'*Erbfeind*. Mais surtout ils se crurent fondés à étaler désormais aux yeux de leurs concitoyens américains un orgueil de race, qu'ils n'avaient guère osé ressentir jusque-là : les héros de

cette lutte gigantesque, c'étaient leurs parents, leurs frères, et cette Allemagne, dont on s'était toujours appliqué à leur faire sentir la misère politique, se révélait soudain comme le plus puissant État de l'Europe. Ils prirent leur part de la gloire militaire de la mère-patrie; à défaut d'une aide plus effective, ils envoyèrent de l'argent; les hôpitaux de campagne allemands reçurent d'eux d'importants subsides. La proclamation de l'empire fut fêtée dans beaucoup de villes américaines par des réunions, des discours et des cortèges.

En même temps, l'unification de l'Allemagne fut pour eux un exemple. Ils songèrent à créer une vaste organisation embrassant la totalité, ou du moins le plus grand nombre possible des Vereine déjà existants. Il n'était pas nécessaire pour cela d'intervenir dans la conduite particulière des associations ou d'exiger leur adhésion à un *credo* politique ou religieux. Toutes avaient au moins un trait commun : l'attachement à quelque tradition allemande. Cela pouvait suffire pour établir un programme minimum commun.

Alors commença une active agitation dont les promoteurs furent surtout des lettrés, écrivains, journalistes et professeurs. Elle aboutit le 6 octobre 1883 à une grandiose manifestation, le *Deutscher Tag*. Réunis en congrès à New York, les Allemands célébrèrent publiquement les anciens colons pennsylvaniens, et revendiquèrent l'honneur d'avoir contribué, eux aussi, à fonder la patrie américaine.

Les *Vereine* commencèrent à se grouper. La Pennsylvanie donna l'exemple : en 1899 se formait à Philadelphie le *Deutschamerikanischer Zentralbund von Pennsylvanien*, auquel peu à peu tous les *Vereine* de l'État, — plus d'un millier, — donnèrent leur adhésion. Il est à remarquer que les *Deutsch-Amerikaner* de Pennsylvanie ont toujours été les plus prompts à glorifier leur origine allemande. Le président actuel de l'État, S. W. Pennypacker (en bas-allemand, Pannebecker), membre de la *Pennsylvania German Society*, qui fut fondée en 1891, y prononçait, il y a quelques années, les paroles suivantes, applaudies par un nombreux auditoire : « Pour moi, j'estime que si l'on avait éliminé l'influence du colon allemand de Pennsylvanie, Philadelphie n'aurait jamais été rien de plus qu'une ville américaine ordinaire dans le genre de Boston, de New York, de Baltimore ou de Chicago. »

C'est le *Zentralbund* de Philadelphie qui prit, en 1901, l'initiative d'un vaste groupement de tous les *Deutsch-Amerikaner*. On élaborait une sorte de constitution, analogue en ses traits généraux, à la constitution même des États-Unis : tous les *Vereine* d'une même ville ou localité se groupèrent en un *Stadtverband*, tous les *Stadtverbände* d'un même État en un *Staatverband*, tous les *Staatverbände* en un *Nationalverband*. Cette Union nationale se propose « d'éveiller dans la population d'origine allemande le sentiment de son unité, pour développer, d'une façon utile et saine, en les centralisant, toutes

ses forces latentes; pour défendre énergiquement par une action commune les désirs fondés ou les justes intérêts qui ne sont pas contraires au bien général du pays, non plus qu'aux droits et aux devoirs des bons citoyens; pour repousser les attaques nationalistes (*nativistisch*); pour assurer et maintenir des relations bonnes et amicales entre l'Amérique et l'ancienne patrie allemande... Le *Bund* exige que l'on reconnaisse pleinement et loyalement les services rendus à ce pays par l'émigration allemande et combattra toute tentative faite pour les amoindrir. Fidélité à notre patrie d'adoption, empressement à risquer les biens les plus précieux pour assurer sa prospérité, sincérité et désintéressement dans l'exercice des devoirs civiques; soumission aux lois, — telle demeure notre devise. Le *Bund* n'a en vue aucun intérêt particulier; il ne songe pas à fonder un État dans l'État, mais il voit dans la centralisation de la population d'origine allemande le moyen le plus court et le plus sûr de réaliser les objets énoncés dans ses statuts »... Ces statuts, qui résument fort exactement les revendications actuelles des Deutsch-Amerikaner, valent d'être cités en entier :

1° Le *Bund* s'abstient de toute immixtion dans la politique de partis; il se réserve néanmoins le droit et le devoir de défendre ses principes sur le terrain politique, dans le cas où ils viendraient à être contestés ou mis en danger par des attaques politiques.

2° Questions et choses de la religion sont rigoureusement exclues.

3° Le *Bund* recommande l'introduction de l'enseignement

de la langue allemande dans les écoles publiques, sur la large base suivante : à côté de l'anglais, l'allemand constitue la langue mondiale ; dans les régions les plus reculées de la terre où les pionniers de la civilisation et du commerce ont pénétré, nous trouvons des représentants des deux langues ; là où l'on peut avoir des hommes une connaissance directe et plus générale, se forme plus aisément une entente claire, indépendante, dégagée de préjugés et qui favorise d'amicales relations.

4° Nous vivons à une époque de progrès et d'inventions ; le temps marche d'une allure rapide, et ses exigences vis-à-vis de chaque particulier sont impitoyables ; la dépense de forces physiques qui s'ensuit augmente la nécessité d'une grande force corporelle : un esprit sain devrait demeurer dans un corps sain. Pour ces raisons, le *Bund* préconise l'introduction d'un enseignement systématique et rationnel de la gymnastique dans les écoles publiques.

5° Il demande qu'on affranchisse l'école de la politique, car seul un enseignement dégagé des influences politiques peut offrir au peuple de véritables établissements d'instruction.

6° Il engage tous les Allemands à se faire naturaliser dès que la loi les y autorise, à prendre une part active à la vie publique, et à exercer leur droit électoral sans crainte et d'après leurs convictions.

7° Il réclame une application libérale ou même l'abrogation des lois qui rendent la naturalisation inutilement difficile, souvent même tout à fait impossible. La bonne réputation, une vie honnête, sans antécédents judiciaires, l'amour des lois devraient suffire à en décider, et non une épreuve consistant à répondre à des questions de politique et d'histoire, posées arbitrairement et propres à troubler les requérants.

8° Il s'oppose énergiquement à toute limitation de l'immigration d'hommes sains venant d'Europe, les criminels exceptés.

9° Il préconise l'abrogation de lois surannées, qui depuis

longtemps ne répondent plus à l'esprit du temps, qui entravent le libre trafic et qui restreignent la liberté personnelle des citoyens.

10° Il recommande la fondation de sociétés d'éducation, centres d'études de langue et de littérature allemandes, pour faciliter le développement de ceux qui sont impatients d'apprendre et permettre d'organiser des conférences sur les arts, les sciences et les questions d'intérêt général.

11° Il recommande des recherches méthodiques sur la coopération des Allemands au développement de leur patrie d'adoption en temps de guerre et en temps de paix, sur tous les domaines de l'activité germano-américaine, depuis les origines, afin qu'il soit possible d'écrire une histoire germano-américaine.

12° Il se réserve le droit d'élargir ou de compléter cette plate-forme, si de nouveaux événements, dans le cadre de son action et de son temps, le rendent souhaitable ou nécessaire.

J'ai eu à Philadelphie l'occasion de causer avec le Dr Hexamer, président général du *Nationalbund*. « Notre action, me dit-il, est entièrement et uniquement *idealistisch, humanistisch*. Les Allemands représentent en ce pays une force morale, jusqu'ici trop négligée. Il faut désormais qu'on en tienne compte. Au moment de la guerre anglo-boer, nous avons protesté contre l'inhumanité anglaise; un million et demi de signatures, rassemblées par nos soins, furent présentées au Congrès, et si la guerre avait duré quelques mois de plus, il est permis de croire que, sur nos instances, on eût fait à Washington une solennelle déclaration de sympathie en faveur des Boers. — Les Américains ont vite compris que notre association n'entendait nullement



entretenir avec l'Allemagne des relations étroites et fraternelles, que nous ne voulions pas être les agents d'une politique germanique. Ce sont les Allemands d'Allemagne (*Reichsdeutsche*) qui se sont fait l'idée la plus fausse de nos intentions. Il y a là-bas un parti nombreux qui voudrait, de Berlin, diriger notre mouvement américain. La Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*) nous fait des avances. Mais nous ne voulons ici rien avoir de commun avec l'*Alldeutscher Verband*. »

Par cette union récente, les Deutsch-Amerikaner ont surtout voulu relever le prestige de l'élément allemand. Il n'est pas douteux, et ils le sentent eux-mêmes, que les Américains de souche anglaise ne les considèrent comme des citoyens de second ordre : bons travailleurs si l'on veut, bons éléments plébéiens, bonne matière à mettre en œuvre ; mais égaux, non pas. La riche société américaine ferme délibérément ses portes à ces intrus. Elle pense, elle déclare quelquefois hautement, qu'ils manquent d'éducation et de manières. Semblablement, les milieux politiques les dédaignent ou les ignorent ; on considère le suffrage allemand comme négligeable ; ou si, par hasard, dans l'incertitude du succès, on croit devoir le ménager, on affecte de croire que les Allemands ne sont capables de s'intéresser passionnément qu'à une seule question : celle de la bière. Ainsi fit Tammany aux élections municipales de 1903 : dans des conférences publiques, où Mac Clellan lui-même vint  
endre la parole en allemand, les démocrates pro-

mirent d'autoriser l'ouverture des débits et la vente de la bière le dimanche, ou tout au moins de fermer les yeux. C'est ce mépris non dissimulé des classes dirigeantes qui a éveillé chez les Allemands des États-Unis le sentiment d'une sorte de solidarité de race. Au fond, l'ouvrier agricole du Far-West se soucie peu de l'ouvrier citadin de l'Atlantic Coast ; ils ne se sont unis que pour conquérir, pour exiger au besoin du reste de la nation américaine, la considération et le traitement d'égalité auxquels ils croient avoir droit.

Pourtant ils obtiendront difficilement que l'opinion publique leur reconnaisse dans la fondation et le développement de la république américaine une part égale à celle des Anglo-Celtes. Leur rôle, en tant que masse, a été fort estimable ; mais ils n'ont jamais exercé, ni socialement, ni politiquement, ni intellectuellement, une action profonde sur leurs concitoyens.

La part des Allemands dans la formation d'un caractère américain est petite. Peut-être ont-ils contribué à donner aux mœurs américaines une douceur et une facilité qui leur manquaient autrefois. C'est un mérite que Carl Schurz se plaisait à leur attribuer. Ils ont fait fléchir les rigueurs puritaines et répandu autour d'eux le goût d'une vie plus souriante et moins tendue. Ils ont montré aux Américains, épris de plaisirs coûteux et compliqués, comment l'on peut s'amuser simplement et à bon marché. Leur conception de la vie différait profondé-

ment de celle de la population anglo-saxonne. Les Anglais gardaient de leurs origines puritaines une humeur sévère et triste, une répugnance d'éternels pénitents à l'égard des distractions mondaines ; les Allemands voulaient égayer leur existence. Très sensuellement attachés aux humbles douceurs de la vie terrestre, ils étaient bien résolus à ne point se les laisser arracher. On a beaucoup raillé en Amérique la passion et l'âpreté qu'ils manifestaient soudain, dès qu'il s'agissait de la question du boire ; mais en se débattant contre un alcoolisme trop dévot, les Allemands défendaient autre chose que la bière : ils défendaient leur joie de vivre. Ils voulaient que leurs jours de repos fussent aussi des jours de distractions, de chants et d'assemblées. Ils voulaient, comme les compagnons, les servantes, les étudiants et les bourgeois de la deuxième scène de *Faust*, qu'on pût, un beau dimanche de Pâques, aller se promener devant les portes de la ville, entrer dans les auberges bruyantes, courir aux bals campagnards, jouer aux boules, caresser les filles, ou vider quiètement son verre en causant de la guerre contre le Turc. Le dimanche des puritains leur parut assombrissant et morne. Ils enseignèrent à l'Amérique le « continental sunday ». Mais cette transformation de la vie publique ne s'accomplit pas sans résistances ni violences ; il arriva souvent, à Baltimore, à Chicago et en d'autres villes, que les fêtes du dimanche s'achevèrent en rixes meurtrières.

Les milliers de *Vereine*, répandus à travers l'Union,

ont peu d'importance et de signification. *Turnvereine*, *Gesangvereine*, *Schützenvereine*, *Kegelclubs* (sociétés de gymnastique, de chant, de tir, de jeu de quilles), etc., pullulent dans les villes et dans les campagnes. Leurs statuts contiennent toujours quelques phrases généreuses sur le caractère moralisateur et éducateur de l'association, sur la nécessité de défendre le *Deutschtum*, et sur la noblesse de cette tâche. Mais dans les réunions hebdomadaires s'épanouit trop souvent un *Philistertum* béat, une médiocrité satisfaite, mal propre à propager l'influence de la civilisation allemande. Les innombrables adhérents de ces *Vereine* se flattent volontiers d'avoir créé une petite Allemagne transatlantique, parce qu'ils ont reconstitué en pays américain la *Kneipe* allemande, avec les *Stammtische*, les tables d'habitueés, les devises rimées aux murs, et les *Kommersbücher* à gros clous de cuivre, qui traînent sur les tables mal essuyées, entre les verres de bière incessamment renouvelés. Mais dans cette mise en scène, dont leur fidélité allemande se contente, ils apportent et débattent leurs soucis de commerçants américains et ne songent guère à garder un contact permanent avec leur pays natal.

De leur impuissance en politique ils sont portés à se faire un mérite. A l'exception de Carl Schurz, aucun homme politique de marque n'est sorti de leurs rangs. Mais ils ne manquent pas de bonnes raisons à faire valoir. Tandis que les Irlandais, disent-ils, se poussent au premier plan, occupent tous les emplois publics, et perfectionnent tous les jours le *graft*, la

corruption électorale et politique, eux restent attachés à leur labeur humble et probe. Ils méprisent la gloire souillée des politiciens de métier. Ils se considèrent comme la conscience morale du pays.

Mais cette abstention n'a pas toujours été volontaire. En fait, plus d'un Allemand s'est trouvé compromis dans de retentissants scandales municipaux, soit à New York, soit à Saint-Louis, soit plus récemment à San Francisco. H. Münsterberg<sup>1</sup>, dans son livre récent sur les Américains, remarque avec raison que tous les partis et tous les groupes en Amérique ont désapprouvé les abus et montré de la sympathie pour les réformes, tant qu'ils n'étaient pas au pouvoir et qu'ils ne pouvaient pas par conséquent profiter eux-mêmes des abus. Il aurait fallu, pour que la désapprobation des Allemands eût quelque valeur, qu'elle se manifestât par une campagne ouverte et énergique contre les corrupteurs publics. Une protestation tacite n'exige pas beaucoup de courage. A dire le vrai, les Deutsch-Amerikaner, dans leur ensemble, se sont désintéressés des luttes politiques, et par suite de la vie intérieure de la nation. Ils n'ont eu qu'un souci, qu'une pensée : s'enrichir. Ils se faisaient gloire de leur idéalisme ; mais les satisfactions matérielles immédiates comptaient seules pour eux.

En définitive, ils sont eux-mêmes responsables de leur effacement. Ils se sont d'avance résignés à se laisser conduire ; ils n'ont pas revendiqué leur part

1. Hugo Münsterberg, *Die Amerikaner*, t. 1, p. 37.

de direction. On aurait pu s'attendre à ce qu'ils devinssent au moins des agents d'échanges intellectuels entre l'Allemagne et les États-Unis. Mais là encore leur activité a été presque nulle. Leur culture était en général trop sommaire pour cette haute tâche. La civilisation américaine doit beaucoup à la science allemande. Mais il a fallu que de leur propre mouvement les étudiants américains vinssent s'instruire dans les Universités du continent. Ce sont le plus souvent des écrivains et des professeurs de langue anglaise qui ont fait connaître à l'Amérique l'Allemagne intellectuelle. Les Deutsch-Amerikaner, acharnés à la poursuite du gain, n'avaient qu'un souci médiocre des études désintéressées.

Que l'on n'objecte pas, dit Münsterberg, que la grande masse des émigrants appartient aux classes inférieures du peuple. En Allemagne ces classes ne parviennent presque jamais à l'aisance, mais elles ont des besoins intellectuels, elles font volontiers étudier leurs fils, et les fils de ceux-ci figurent souvent dans les premières places. Les Deutsch-Amerikaner au contraire parviennent souvent à l'aisance, mais ils font entrer leurs fils aussitôt que possible dans les affaires. Le nombre des Allemands parmi les étudiants des grandes universités américaines est beaucoup trop faible, il l'est davantage encore parmi les professeurs, tandis que dans le vieux pays natal l'esprit de caste pourrait s'opposer à l'élévation des enfants des classes inférieures, ils ne dépassent jamais ici, dans ce pays où les vocations sont le plus parfaitement libres, les quelques degrés qui les mènent à l'enrichissement. Il ne s'est jamais révélé parmi eux que quelques esprits originaux; un grand esprit jamais. La haute activité intellectuelle qui a toujours été le privilège de la civilisation allemande, on ne peut guère dire

qu'elle ait été apportée à ce peuple neuf par les Deutsch-Amerikaner ; ils l'y ont plus plutôt trouvée ; elle est venue du Massachusetts et du Connecticut, mais non du Wisconsin <sup>1</sup>.

En dehors de quelques cercles étroits, la littérature allemande demeure ignorée et sans influence parmi les Deutsch-Amerikaner eux-mêmes. Ils révèrent pieusement quelques grands noms d'écrivains, mais ils ne lisent pas leurs œuvres. Si le public américain s'est intéressé à Goethe, et s'il l'a goûté avec intelligence et sympathie, c'est à Emerson qu'il faut en rapporter le mérite.

Seule la musique semble avoir été introduite aux États-Unis par les Allemands. Du moins leurs nombreux « Männerchöre » et « Sängervereine » ont-ils contribué à en répandre le goût. Carl Schurz m'a raconté que les hommes de sa génération avaient, après 1850, fondé partout des sociétés de chant, des orchestres et des théâtres d'amateurs. A Milwaukee, où lui-même vivait alors, les habitants anglais de la ville avaient d'abord considéré cette initiative avec mépris ou avec ironie ; puis, étonnés des résultats obtenus, ils avaient pris plaisir à venir assister aux réunions, puis ils avaient fini par se joindre aux exécutants. Ce n'est pas à dire que le goût musical, dans la plupart de ces sociétés, s'élève beaucoup au-dessus du médiocre. Mais, par leurs efforts sincères et louables, elles préparent l'éducation de tout le

1. H. Münsterberg, *Die Amerikaner*, p. 36.

peuple. Les grands chefs d'orchestre, aux États-Unis, lorsqu'ils ne viennent pas d'Europe, sont des Deutsch-Amerikaner.

J'ai entendu à plusieurs reprises Carl Schurz parler de la question allemande aux États-Unis. Malgré l'importance de son action passée, il se défendait de vouloir exagérer le rôle de ses compatriotes et le sien propre. « En somme, disait-il, tout se ramène à ceci : nous avons fourni à l'Union un excellent élément de population, *ein sehr brauchbares Bürgermaterial*. » Les Allemands ont fait nombre. Mais ce n'est pas à eux que les États-Unis doivent l'essentiel de leur civilisation. Ils n'ont été que d'utiles collaborateurs ; ils n'ont jamais été des chefs. Ils se sont laissé imposer l'empreinte anglo-saxonne. On les voit, dès la seconde ou la troisième génération, adopter les allures, les coutumes, les préjugés, les façons de sentir du milieu environnant à tel point qu'eux-mêmes perdent conscience des différences ethniques originelles. L'éducation commune unifie les cœurs et les cerveaux. Les efforts du Deutschtum organisé tendent aujourd'hui presque uniquement à reculer le terme de cette évolution, à retarder la complète américanisation.

## VI

Cette transformation s'accomplit plus lentement à la campagne qu'à la ville. Beaucoup de paysans sont demeurés pieux et l'Église sert de lien entre eux et



la mère-patrie. Cela n'est pas vrai toutefois, ou ne l'est plus guère, de l'église catholique. Il n'y a pas d'organisation catholique proprement allemande : Allemands, Irlandais, Polonais, Italiens sont groupés en une église unique, où les Irlandais ont la haute main. Cette église fait célébrer le culte en allemand dans toutes les localités où il lui paraît nécessaire de le faire ; mais on ne peut pas dire qu'elle s'inquiète de sauvegarder chez les fidèles le sentiment de leur nationalité ; ce serait favoriser des divisions intestines et travailler contre elle-même ; en Amérique plus qu'ailleurs le catholicisme est international. Je visitai un jour, aux environs de Milwaukee, dans le Wisconsin, un grand séminaire catholique, que l'on m'avait dit tout allemand. Je trouvai, à ma grande surprise, que tout l'enseignement s'y donnait en anglais. A la vérité, la plupart des élèves étaient de souche allemande. Mais, seuls, les séminaristes destinés à exercer leur métier de prêtre dans des communautés allemandes recevaient un enseignement régulier de langue allemande. Le Père même qui me conduisait n'avait appris que dans cette section spéciale du séminaire la langue maternelle de ses ancêtres.

A Milwaukee même, dans une école primaire annexée à une église catholique allemande, l'anglais était de règle. « Il y a quelques années encore, me dit le directeur, nous parlions allemand toute la matinée, même pendant les récréations, et anglais l'après-midi. Aujourd'hui nous nous contentons de donner en allemand l'enseignement même de l'allemand et l'ins-

truction religieuse. Presque tous les enfants, en dehors de l'école, parlent anglais. Pourquoi résister au mouvement? » En 1897, le pape Léon XIII a déclaré que tous les catholiques d'Amérique devaient considérer l'anglais comme leur langue commune. C'est pour l'allemand une condamnation sans appel.

Beaucoup de protestants ont au contraire une raison forte, et en quelque sorte confessionnelle, de tenir à l'allemand : c'est qu'il a été la langue de Luther. Les églises protestantes d'Amérique sont d'ailleurs restées en relation avec celles d'Allemagne. Il y a aux États-Unis des luthériens, des réformés et des adeptes de l'Union évangélique (*preussische Landeskirche*). Cette dernière église (*deutsch-evangelische Synode von Nordamerika*) a reçu d'Allemagne des encouragements officiels : on m'a assuré que sous le court règne de Frédéric III, une collecte fut faite pour elle en Allemagne et qu'elle touche régulièrement les intérêts du capital ainsi recueilli. Elle est la seule qui soit demeurée vraiment allemande. Ses douze cents communautés (*Gemeinden*) sont réparties surtout dans les États de Pennsylvanie, Ohio, Indiana, Michigan, Illinois, Missouri, Iowa, Wisconsin, Minnesota et Kansas.

L'église réformée n'est représentée que par cinq cents communautés environ.

Beaucoup plus puissante et beaucoup plus riche, l'église luthérienne compte aux États-Unis jusqu'à soixante-cinq organisations ou *synodes* différents. Mais il s'en faut de beaucoup que toutes soient alle-

mandes. Comme l'église catholique, elles réunissent volontiers des adeptes de nations diverses : Anglais, Allemands, Danois, Norvégiens, Suédois, Finlandais s'y groupent pour une commune action religieuse. Pourtant le plus important de ces synodes garde encore un caractère exclusivement allemand ; il porte le nom de *Deutsche evangelische-lutherische Synode von Missouri, Ohio und anderen Staaten*. Il a 2 000 pasteurs, 2 500 communautés et reçoit les cotisations de près de 450 000 fidèles ; il entretient 2 000 écoles dont la moitié sont confiées à des instituteurs de carrière, l'autre moitié aux pasteurs eux-mêmes et que fréquentent plus ou moins régulièrement près de 100 000 enfants ; il a 9 séminaires et établissements d'enseignement secondaire, 19 hospices ou orphelinats ; il envoie des missionnaires parmi les nègres, les indiens, les Juifs, à Londres même et jusque dans les colonies allemandes du Brésil ; il possède à Saint Louis une vaste maison d'édition, où il imprime, outre d'innombrables brochures de propagande, douze revues hebdomadaires ou mensuelles (dont deux en anglais) ; treize journaux quotidiens ou hebdomadaires sont ses organes avoués ; quant à ceux qui sont soumis à son contrôle occulte, il n'est pas facile de les compter.

Il est certain que tous les émigrants encadrés dans ce fort régiment luthérien conservent plus longtemps que les autres l'usage de la langue allemande. Les fermiers se retrouvent chaque dimanche dans leurs petites églises de bois pour entendre le prêche qui se

fait dans leur langue et parfois même dans leur dialecte; leurs enfants vont assister aux écoles du dimanche; les traditions de la mère-patrie se perpétuent parmi eux lentement, obstinément, à la paysanne. Je n'ai guère eu qu'une fois, aux États-Unis, l'illusion vive de me retrouver en un coin de l'Allemagne lointaine, et ce fut chez un instituteur luthérien du Wisconsin, dont j'avais été visiter l'école; il me retint à dîner, et quand je me trouvai dans son intérieur simple, sur le sofa de peluche, au milieu d'une bande d'enfants, dont les joues rougeaudes semblaient à l'étroit dans la peau trop tendue, et qui croquaient les dernières noix de l'arbre de Noël, encore dressé dans un coin, couvert de paillettes et de fausse neige, je crus vraiment que je n'avais pas quitté l'Europe, et qu'en sortant de cette maison je me retrouverais dans les rues calmes et familières d'une petite ville d'Université allemande, où j'avais jadis vécu, étudiant. Pourtant, de tous ces Allemands qui m'entouraient, pas un ne connaissait l'Allemagne autrement que par ouï-dire; tous étaient nés dans le Wisconsin, où vers 1830 étaient venus se fixer leurs grands-parents.

Et malgré tout, dans cette église luthérienne, les cœurs se détachent de la mère-patrie. Je rencontrai un jour, sur un paquebot, un pasteur de Saint-Louis, membre du Synode du Missouri, avec qui j'eus tout le loisir de causer. Il était né en Allemagne, mais il n'avait guère que quatre ou cinq ans quand ses parents avaient émigré, et ses premiers souvenirs ne

commençaient qu'avec le pénible voyage d'exil; le voilier qui transportait sa famille en même temps que des centaines d'autres émigrants avait mis deux mois à gagner, à travers les tempêtes, la Nouvelle-Orléans. La vallée du Mississippi s'associait dans sa mémoire aux temps heureux de sa jeunesse. Ses parents travaillaient la terre, et lui s'était mis à aimer en paysan cette terre américaine. On l'avait fait étudier; il était devenu pasteur et habitant des villes; mais cela même ne l'avait pas détaché de la terre; un de ses fils était fermier dans le Missouri. Tout son cœur et toute sa vie étaient liés à cette contrée, pour lui vraiment maternelle. A soixante-quinze ans, le désir l'avait pris d'aller revoir le lieu de sa naissance. Mais il se raillait lui-même de sa sentimentalité : que faire par là? il n'y connaissait personne. Et l'on sentait vraiment, aux opinions superficielles et toutes de convention qu'il exprimait sur l'Allemagne, que ce pays lui était aussi étranger que la France ou l'Angleterre. Toute l'Europe lui apparaissait en bloc comme un pays vénérable, mais déjà bien arriéré, décadent et vieillot; il avait quelque ironie pour les Allemands qui se prétendent aussi *up to date* que les Américains : « Est-ce vrai, me demandait-il, que Berlin ressemble à une ville américaine? Pour moi je suis sûr que Saint-Louis est incomparablement plus moderne et plus beau que Berlin. Est-ce que Berlin a un Mississippi? »

## VII

La conservation du *Deutschtum* pour les différentes églises n'est qu'un moyen et non pas un but. Leur objet est avant tout de grouper et de retenir des fidèles. Leur action est d'ailleurs limitée. Les ouvriers et les petits bourgeois des villes leur échappent le plus souvent, ou leur sont même hostiles. C'est dans les villes que la langue allemande disparaît le plus vite. Elle a, dans la concurrence avec l'anglais, une infériorité évidente. Ce qui fait l'avantage de l'anglais, ce n'est pas seulement sa priorité, son privilège de premier occupant, son emploi universel comme langue d'affaires, c'est encore et surtout la simplicité de ses formes grammaticales, la brièveté et la clarté de ses constructions syntaxiques. Entre les deux langues maternelles qui s'offrent à eux, les fils des émigrants vont d'instinct à celle qui se présente comme la plus facile, la plus concise, la plus nerveuse, et vraiment la plus sociable. En outre, le discrédit vague qui pèse sur l'ensemble de la population allemande frappe du même coup la langue; et les fils d'émigrants élevés en Amérique subissant inconsciemment le préjugé partout répandu, éprouvent comme un sentiment de malaise et de fausse honte à parler allemand; ils préfèrent dissimuler cette tare.

Cette question de la langue est pourtant décisive pour l'existence d'un *Deutschtum* américain. Elle

est à vrai dire la seule qui motive un mouvement allemand aux États-Unis, puisque les Deutsch-Amerikaner se défendent de vouloir formuler aucune revendication d'ordre politique. Mais il est certain que l'on ne peut guère compter, au moins dans les villes, sur l'éducation donnée à l'enfant par la famille. « On fait un grief aux émigrants, me disait Carl Schurz; d'abandonner peu à peu leur langue. Mais ceux qui en Europe énoncent cette critique ne savent pas par expérience et ne peuvent pas soupçonner combien il est difficile de maintenir l'usage de l'allemand au delà de la première génération. Les émigrants ne sont pas assez riches de loisirs pour veiller personnellement sur l'éducation allemande de leurs enfants; avant tout, il faut vivre et les réalités sociales exigent que l'on commence par parler anglais; l'allemand ne peut être qu'une langue de luxe. Même dans les conditions les plus favorables et dans les familles les plus cultivées, ce n'est qu'au prix de soins persévérants et énergiques qu'on peut le maintenir. » Dans la famille même de Carl Schurz, qui pourtant tenait jalousement à sa langue maternelle, l'anglais était d'un usage courant.

Un effort organisé et systématique est donc nécessaire; c'est sur l'école que comptent surtout les Deutsch-Amerikaner. De nombreux établissements, privés ou subventionnés officiellement par les Vereine, étaient nés partout après 1870. En cette même année s'était formée une association générale des instituteurs allemands, le *Lehrerbund*. Elle décida, pour

assurer le recrutement des écoles primaires, la fondation d'une école normale, que l'on établit à Milwaukee, comme dans la plus allemande des villes américaines. On alla jusqu'à projeter une université germano-américaine. Mais les vastes espoirs aboutirent à de nombreuses déceptions. Les écoles privées végétaient, faute d'argent et aussi faute d'élèves. Les riches Deutsch-Amerikaner, qui eussent pu fournir les fonds, n'étaient guère disposés à subventionner des écoles primaires pour le peuple. Et les ouvriers sentaient bien que leurs fils, destinés à vivre en Amérique, avaient tout intérêt à passer par la *public school* américaine. Au surplus, les divers services de l'enseignement ont été presque partout organisés avec tant de soin par les États américains que la concurrence des écoles privées est devenue à peu près impossible. Nombreuses autrefois, les écoles allemandes se sont peu à peu confondues avec les écoles publiques; les instituteurs et professeurs allemands sont devenus des fonctionnaires américains; quelquefois, dans certaines villes très allemandes, à Cincinnati, par exemple, ils ont fourni la majeure partie du personnel enseignant.

L'école normale (*Lehrerseminar*) de Milwaukee, à laquelle est annexée une importante école primaire (*german-english academy*), continue de fonctionner, grâce à des donateurs généreux. Jamais peut-être les Deutsch-Amerikaner n'ont tenté un effort plus conscient et plus systématique pour perpétuer dans sa pureté la tradition allemande. Indifférents aux ques-



tions politiques et confessionnelles, les professeurs de cette institution se proposent uniquement la défense, l'étude, la diffusion de la langue allemande, véhicule de la civilisation allemande. Tout Américain cultivé devrait être en état de parler l'allemand aussi bien que l'anglais. « Que l'enseignement de l'allemand ne doive être qu'une concession faite à la population allemande, cette idée, nous l'espérons, est définitivement sortie de l'esprit des Américains perspicaces, écrit dans un article récent le directeur actuel du *Lehrerseminar*, M. Max Griebisch. Cette branche de l'enseignement a exactement le même intérêt pour l'Américain de souche anglaise que pour celui de souche allemande : car ce sont des motifs généraux d'éducation et de civilisation qui la maintiennent là où elle existe déjà, et qui exige d'une façon catégorique son introduction là où elle n'existe pas encore. L'Américain cultivé d'aujourd'hui, quelle que soit son origine, sait que la connaissance de l'allemand lui livre la clef des diverses branches de l'art allemand et de la science allemande, dont il connaît et dont il apprécie la valeur. Mais le véritable instituteur sait aussi que les High Schools, les Collèges et les Universités, même avec les meilleures intentions du monde, ne sont pas en état de donner cette connaissance. C'est à l'école primaire qu'il en faut poser le fondement. Les organes vocaux de l'enfant sont flexibles et dociles, l'oreille est plus sensible, la mémoire n'est pas encore surchargée, l'esprit assimile mieux, et ce sont là des facteurs qui facilitent puissamment l'acqui-

sition d'une seconde langue, mais qui s'affaiblissent à mesure que l'élève vieillit, si bien que ce qui n'est qu'un jeu à l'école primaire devient par la suite impossible. Lorsque les Deutsch-Amerikaner veillent sur l'enseignement de la langue allemande à l'école primaire, ils ne revendiquent pas par gloriole un privilège spécial pour eux, mais ils favorisent le développement intellectuel de la nation tout entière ; ils se rendraient coupables vis-à-vis de leur concitoyens, s'ils agissaient autrement<sup>1</sup>. »

- Il s'agit donc d'obtenir partout l'enseignement de l'allemand dans les *grammar schools*, ou écoles primaires. Les Américains, en général, voudraient qu'il ne fût donné que dans les *high schools*, ou établissements secondaires. Ce serait le mettre au rang du français et de l'espagnol ; il serait alors enseigné exactement comme il l'est dans nos lycées. Dans nombre de villes les Deutsch-Amerikaner ont pu faire prévaloir leur volonté. Mais cela est une occasion perpétuelle de conflits entre les autorités municipales et la population allemande. On peut affirmer que là où cet enseignement subsiste dans les *grammar schools*, par exemple à Milwaukee et à Cincinnati, les municipalités ne l'y maintiennent que par crainte de perdre le vote allemand. Mais tôt ou tard il arrive — cela a déjà été le cas à New York et à Chicago — que l'allemand est rayé des programmes, et toutes les protestations demeurent alors vaines. Le Lehrerse-

1. Max Griebisch, *Das deutschamerikanische Lehrerseminar zu Milwaukee* (dans *die Glocke*, avril 1907).

minar se ressent fatalement de cet état de choses. Les élèves sont trop peu nombreux : ils n'étaient que 35 en 1904. Les jeunes Deutsch-Amerikaner qui se destinent à l'instruction préfèrent pour la plupart aller directement à la *normal school* américaine, dans la crainte obscure qu'on ne supprime un jour l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires et que leur gagne-pain ne leur soit enlevé du même coup.

D'ailleurs l'enseignement même de l'allemand ne sert qu'à former de jeunes patriotes américains. Un jour, dans une école de Cincinnati, j'entendis des enfants d'une douzaine d'années réciter des vers allemands, composés par un poète local, à l'imitation du chant fameux de Arndt, *Des Deutschen Vaterland*. Les écoliers déclamaient : « Quelle est la patrie américaine ? Est-ce l'Ohio ? est-ce le Missouri ? — Non, notre patrie est cette belle contrée qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique et du Rio Grande aux Grands Lacs. » Les vers étaient médiocres. Mais il s'agissait bien de poésie ! Il fallait que de bonne heure des fils de citoyens allemands eussent au cœur l'orgueil d'être « american citizens ».

Parviendra-t-on jamais à répandre la connaissance de l'allemand dans la masse américaine ? Cela est douteux. En fait, loin de gagner du terrain, l'allemand en perd. Beaucoup de raisons contribuent à hâter sa disparition parmi les émigrants eux-mêmes. Et d'abord, ce n'est pas une langue d'un type uniforme ; les paysans de l'Allemagne du sud et ceux du

nord, qui ne parlent les uns et les autres qu'un dialecte, sont incapables de se comprendre entre eux; il faut donc qu'ils adoptent, lorsque le hasard les fait vivre côte à côte, un langage commun. Pourquoi préféreraient-ils le haut-allemand (allemand littéraire) à l'anglais que tout le monde parle autour d'eux? Ceux d'entre eux dont le bas-allemand était la langue maternelle apprennent l'anglais rapidement et sans peine. Le haut-allemand ne peut d'ailleurs pas leur fournir tout le vocabulaire de leur vie nouvelle. Termes de métier ou de politique sont spécifiquement anglais et presque toujours intraduisibles. Les émigrants les plus attachés à leur langue maternelle sont forcés d'y introduire une foule de mots anglais; ils se mettent alors à parler une sorte d'idiome nouveau, et c'est ainsi que s'est formé le patois connu sous le nom de *Pennsylvania-Dutch*. Pour traiter de questions techniques ou spéciales à l'Amérique, les Allemands sont presque forcés de s'entretenir en anglais entre eux. Mais il y a plus : Münsterberg a très justement remarqué que les Deutsch-Amerikaner peuvent se résoudre à parler anglais, sans éprouver le sentiment d'une déchéance ou d'une infériorité, car c'est la langue nationale de la patrie qu'ils se sont librement choisie. On peut, si l'on veut, déplorer que l'anglais ait pris autrefois le pas sur l'allemand. Mais récriminer aujourd'hui serait superflu; il ne peut plus être question de luttes pour la prééminence. Il n'est souhaitable pour aucun pays d'être divisé sur la question des langues. C'est une disgrâce à laquelle

les États-Unis ont échappé. Il est patriotiquement sage de s'accommoder du fait acquis. Les Américains, en employant l'anglais, ne songent pas plus à rendre un hommage à l'Angleterre qu'à humilier les autres nations; ils parlent tout simplement américain.

Pour agir sur le peuple, l'école n'a guère qu'un auxiliaire, la presse. Les journaux ou périodiques de langue allemande sont extrêmement nombreux. En 1900, il y en avait, d'après le *Census*, 613, qui se répartissaient ainsi :

Ohio. . . . .	81	Dakota du sud . . .	5
Wisconsin. . . . .	79	Virginie occidentale.	5
Illinois. . . . .	68	Massachusetts . . .	4
Pennsylvanie. . . . .	51	Colorado . . . . .	3
New York . . . . .	48	Louisiane . . . . .	3
Iowa. . . . .	46	Montana . . . . .	3
Missouri . . . . .	31	Dakota du nord. . .	3
Indiana . . . . .	24	Virginie . . . . .	3
Minnesota . . . . .	20	District Columbia. .	2
New Jersey. . . . .	19	Tennessee . . . . .	2
Texas . . . . .	19	Washington . . . . .	2
Nebraska. . . . .	18	Alabama . . . . .	1
Michigan. . . . .	18	Delaware. . . . .	1
Californie . . . . .	18	Géorgie . . . . .	1
Kansas. . . . .	12	Oklahoma . . . . .	1
Maryland. . . . .	8	Oregon. . . . .	1
Kentucky. . . . .	6	Caroline du sud. . .	1
Connecticut. . . . .	5	Utah. . . . .	1

Quelques-uns de ces journaux sont excellents : la *New-York Staatszeitung*, l'*Illinois Staatszeitung* (Chicago), la *Westliche Post* (Saint-Louis) peuvent compter parmi les grandes feuilles américaines. Ils ont la même apparence, le même volume, la même mise en page et le même contenu que les journaux

de langue anglaise. Le rédacteur en chef de la *Westliche Post* se vantait un jour devant moi de diriger le meilleur et le plus grand journal allemand du monde entier, et de tirer à plus d'exemplaires que n'importe quel journal du continent. « Le lendemain même de la mort de Bismarck, qui eut lieu un samedi, me dit-il, nous lui consacrons 40 pages de notre numéro spécial du dimanche. Notre *Bismarck-Nummer* parut à Saint-Louis douze heures au moins avant que les journaux d'Allemagne, qui s'étaient laissé surprendre par l'événement, eussent trouvé le temps de composer des numéros d'une importance beaucoup moindre. »

Mais le sort de la presse allemande est étroitement lié à celui de l'immigration; celle-ci venant à cesser, l'autre doit mourir. Son public, incessamment renouvelé, se compose surtout des arrivants, dont elle se fait l'éducatrice, à qui elle enseigne un monde, des droits et des devoirs nouveaux. Elle ne combat pas l'américanisation des émigrants, elle la facilite plutôt. La plupart de ses rédacteurs n'ont qu'une confiance médiocre en son avenir. Elle ne peut pas soutenir la concurrence des journaux de langue anglaise; la nécessité de traduire toutes les nouvelles transmises par les agences l'oblige à entretenir un nombre de rédacteurs proportionnellement plus grand; moins riche d'ailleurs, elle est moins bien renseignée; moins communément accessible et moins lue, elle a moins d'annonces; et l'on sait le rôle et l'importance des annonces dans un journal anglo-saxon. Aussi le nom-

bre des journaux allemands diminue-t-il d'année en année. Il était en 1890 de 727; il était tombé à 613 en 1900. Quelques-uns, les plus importants, profitent momentanément de la disparition de leurs concurrents plus faibles. Ce fut en ces dernières années le cas de la *Westliche Post*; plusieurs feuilles allemandes de la région, qui périlcliaient, fusionnèrent avec elle et le nombre de ses abonnés augmenta. Mais il ne faut pas se laisser tromper par cette prospérité passagère; la croissance même est un symptôme de la ruine tôt ou tard fatale.

On a tenté récemment de créer un théâtre allemand aux États-Unis. L'essai a été assez heureux. Il y avait en 1905 des scènes allemandes à New York, à Philadelphie et à Milwaukee; la troupe de Milwaukee jouait en outre régulièrement chaque semaine à Chicago. D'autres théâtres se sont ouverts depuis à Detroit, à Saint-Louis, à Belleville (Illinois). Plusieurs théâtres d'opéra, en particulier le Metropolitan Theater de New York, ont un personnel presque exclusivement allemand. En matière d'art théâtral, comme en musique, les Allemands peuvent prétendre à être les éducateurs du public américain. Ils ont apporté d'Europe un goût de la mise en scène exacte, de l'interprétation mesurée, nuancée, homogène, qui ne se rencontre pas souvent dans les théâtres de langue anglaise. Ceux-ci groupent des acteurs de rencontre autour d'une « étoile »; les Allemands veulent une troupe bien disciplinée et bien entraînée. C'est à cette supériorité qu'il faut attribuer leur succès. La dimi-

nution de l'immigration a une influence moins immédiate sur le théâtre que sur la presse; les scènes sont situées dans des centres allemands importants et reçoivent des subventions de sociétés ou de riches particuliers. Mais leur action demeure assez limitée.

En définitive, il s'est produit depuis 1870 un grand mouvement de propagande en faveur de la langue allemande et des traditions « culturelles » de l'Allemagne, mais la grosse masse des émigrants n'en a été, dans son ensemble, que médiocrement touchée. Il n'en a pas été de même dans les cercles lettrés. En dehors des Universités, où l'autorité de la science allemande a été, jusqu'à ces dernières années, prépondérante et où les départements d'études germaniques ont crû constamment en importance, de nombreuses fondations privées ont eu pour objet le développement de l'influence intellectuelle et morale de l'Allemagne. Des groupements pour l'étude de l'histoire germano-américaine ont été créés depuis vingt ans; ils se sont fondus depuis 1901 en une vaste association, la *German American Historical Society*, dont le siège est à Philadelphie, et qui édite une revue, *Americana Germanica*, consacrée à toutes les manifestations de la pensée allemande en Amérique. Un « Germanic Museum », dont l'empereur Guillaume II a été le plus empressé donateur, a été inauguré à Harvard College le 10 novembre 1905; il contient des reproductions en plâtre et des photographies des plus importants monuments de l'art allemand, du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles. L'Université de Chicago a



montré récemment de quelle valeur lui parait la question du *Deutschtum* aux États-Unis, en mettant au concours l'étude de la participation des Allemands à la vie et à l'histoire des États-Unis. Mais toutes ces manifestations de sympathie à l'égard des choses allemandes ne peuvent ni combattre ni retarder l'américanisation des émigrants, tant que cette propagande reste circonscrite dans les milieux universitaires et cultivés. Elles n'ont point de retentissement dans le peuple.

### VIII

Là même où les Allemands sont le plus étroitement groupés, ils ne peuvent défendre entièrement ni leurs mœurs ni leur langue. On s'imagine volontiers qu'il y a dans l'Ouest américain des coins d'Allemagne. Sans doute cela n'a jamais été vrai. Cela, en tous cas, est faux aujourd'hui. L'exemple de Milwaukee le prouve abondamment.

Ni New York, ni Philadelphie, ni Chicago, ni Saint-Louis, ni même Cincinnati ne dénie à Milwaukee le privilège, ou, si l'on veut, la gloire d'être la plus allemande de toutes les villes américaines. Une dame, récemment arrivée d'Allemagne, se trouvait un jour à Chicago, dans une réunion de fils d'émigrants. « Comme vous parlez bien l'allemand ! s'écria l'une des personnes présentes. Ne seriez vous pas originaire de Milwaukee ? » C'est assez dire quelle est parmi les Deutsch-Amerikaner la réputa-

tion de Milwaukee. En fait, beaucoup d'entre eux ne considèrent point que son importance réside en son commerce, dans le trafic toujours grandissant de son port, où s'embarquent les blés du Wisconsin. Milwaukee ne leur semble avoir de raison d'être que comme le reliquaire de l'idée allemande, le sanctuaire où se conserve, intacte et pure, la langue, partout ailleurs si contaminée par l'anglais. Elle garde un vieux renom de cité lettrée et toute pénétrée de culture germanique, depuis que la révolution allemande de 1848 y a envoyé toute une génération de jeunes gens instruits, chassés de leur pays par la peur des forteresses prussiennes. Milwaukee, depuis lors, est devenue une grosse cité industrielle et commerciale, si semblable à tant d'autres villes américaines, si anonyme entre tant de villes anonymes, qu'on croirait en vérité, par instants, à passer entre ses hautes bâtisses rectangulaires et ses constructions de bois, parcourir encore un faubourg de Chicago. Pourtant, dans la pieuse et irréfléchie tradition des Allemands américanisés, elle est restée la ville d'élection, et puisqu'il faut partout une Athènes allemande, la *Deutsch-Athen* des États-Unis.

Elle peut invoquer, pour justifier sa réputation, ses brasseries, son théâtre, ses écoles. C'est elle qui envoie à travers toute l'Amérique, et jusqu'en Extrême-Orient, ces innombrables bouteilles de bière claire et légère, qui, s'il en faut croire des réclames monstres, affichées dans tous les États-Unis, ont rendu le nom de Milwaukee célèbre dans le monde.

Elle a un théâtre allemand qui l'emporte de bien loin, et par la valeur des acteurs et par la qualité du répertoire, sur toutes les autres scènes de la ville et sur celles de Chicago. La colonie entretient de ses deniers une excellente école allemande et une École normale, dont nous avons déjà parlé. La fédération nationale des sociétés de gymnastique (*Turngemeinden*) y a établi son institut modèle et son école de moniteurs. C'est en même temps l'un des principaux centres de la propagande luthérienne; le grand journal quotidien, la *Germania*, publie chaque dimanche un numéro spécial, que l'on tire à plus de cent mille exemplaires, et qui pénètre jusque dans les États les plus reculés de l'Union. Enfin l'on retrouve à Milwaukee la simple vie cordiale de mainte petite ville d'Allemagne, réunions nombreuses d'une gaieté ample et familière, concerts où se manifeste un goût de la bonne musique qui n'est point commun en Amérique, cafés de dames l'après-midi, visites fréquentes au *Conditoreien*, où reparaissent les crémeux cafés viennois et les innombrables pâtisseries de l'Allemagne cuisinière.

Pourtant cette ville n'est pas vraiment réfractaire à l'américanisation. Elle oppose seulement à l'assimilation une plus longue résistance que d'autres villes, grâce à une proportion considérable d'Allemands parmi ses habitants (62 p. 100 nés en Allemagne ou fils de parents nés en Allemagne). En fait, son germanisme n'est plus qu'une sorte de luxe, une tradition que maintient la seule bourgeoisie. Le peuple ne

s'en soucie guère; et la bourgeoisie ne se soucie pas de l'y intéresser. Tels propriétaires d'une grande brasserie, fondateurs et commanditaires d'un théâtre allemand, interdisent dans leurs ateliers l'emploi de la langue allemande.

On y rencontre un cercle actif, mais restreint, de gens instruits que passionne la défense de la langue allemande. Le reste de la population allemande ne les suit que mollement. Le *Lehrerseminar* n'arrive pas à trouver parmi les colons allemands la totalité des fonds nécessaires à sa subsistance. La plupart d'entre eux gardent pour la vieille patrie un sentiment indécis d'affection et de compassion mélangées. Il m'a été donné de pénétrer souvent dans des intérieurs de bourgeoisie américaine. On y parlait de l'Allemagne avec une grande sympathie sans doute, mais comme d'une nation déjà distancée, déjà devenue étrangère; ce n'était presque plus qu'un instructif et agréable lieu de séjour pour globe-trotters. On n'avait guère que pitié pour ses institutions politiques, encore si surannées; et à ce trait l'Américain, fier de sa constitution, se reconnaissait. Comme les Canadiens de langue française, les *Deutsch-Amerikaner* vivent souvent dans une équivoque. Ils pensent, sans y bien réfléchir, que la parité des langues crée la parité des cœurs, et se rendent mal compte que des conditions de vie et une éducation différentes les ont, en un temps très court, rendus profondément dissemblables des peuples d'outre-mer, dont ils se disent les frères. Ils croient à l'unité

fondamentale et indestructible des races et ne s'aperçoivent pas que leur propre exemple fournit un excellent argument contre ce vieux préjugé.

## IX

Car ils sont, à de très rares exceptions près, véritablement et profondément Américains. Ils ne renient pas leur origine allemande. Bien au contraire. Ils sont fiers de descendre d'un des peuples les plus civilisés du vieux continent. Mais ils ont comme l'obscur sentiment que leur titre nouveau d'*Américains* ajoute quelque chose à leur qualité ancienne d'Allemands. Ils sont, ou du moins ils s'apparaissent comme des exemplaires d'humanité un peu plus achevés, un peu plus riches d'expérience et de développement possible que leurs frères d'outre-mer. Un journaliste germano-américain me déclara un jour : « J'estime qu'à situation égale un citoyen allemand d'Amérique a plus de connaissances pratiques et plus d'idées générales, par conséquent plus d'intelligence, qu'un citoyen prussien. Un *Reichsdeutscher* ne connaît que son pays; nous connaissons le sien et le nôtre. Nous sommes donc mieux fondés que lui à instituer des comparaisons; et si nous préférons les États-Unis, c'est en connaissance de cause. »

On s'est souvent demandé quelle serait l'attitude des *Deutsch-Amerikaner* dans un conflit entre l'Allemagne et les États-Unis. La question a paru assez

grave et assez pressante aux fondateurs du *Nationalbund* pour qu'ils crussent devoir lui consacrer un des articles les plus importants de leur programme : ils veulent rendre impossible une lutte à leurs yeux fratricide. Le danger n'en paraît point proche. Pourtant c'est une opinion couramment exprimée aux États-Unis que les menées de l'Allemagne dans l'Amérique du Sud rendent une guerre avec elle tôt ou tard inévitable. Sans rechercher si les faits autorisent et justifient cette prédiction, il faut bien constater que la majorité des Américains ont, à l'égard de l'Allemagne de Guillaume II, une méfiance qui va souvent jusqu'à l'hostilité. Les *Deutsch-Amerikaner* ne partagent point cette hostilité; mais ils éprouvent cette méfiance. Leurs intérêts directs, égoïstes, matériels, les attachent à la politique impérialiste américaine. Et avant de convertir à l'amitié allemande la population anglo-saxonne ou celle, le *Nationalbund* est obligé de catéchiser ses propres membres. Tous ceux de ces Allemands d'Amérique, qui, par tempérament, eussent été en Europe pangermanistes, deviennent là-bas de passionnés jingoes. Un écrivain allemand, impartial et probe, écrivait récemment : « Depuis le conflit des Samoa, nous savons de quel côté combattraient les *Deutsch-Amerikaner* : ils prendraient les armes pour le pays à qui ils ont juré fidélité en devenant ses citoyens; nous pouvons supposer, à leur honneur, que leur cœur leur en saignerait <sup>1</sup> ».

1. Wilhelm von Polenz, *Das Land der Zukunft*, p. 387 (1904).

H. Münsterberg se prononce encore plus nettement : « Là où la rupture de deux nations devrait en même temps séparer violemment des centaines de milliers de familles, l'excitation populaire reculera toujours devant les dernières extrémités, aussi longtemps que la paix demeurera possible; et à l'heure d'un pareil danger, les meilleurs éléments du Deutschtum américain — cela est sensible, malgré leur tiédeur — protesteraient unanimement et avec une force presque irrésistible contre les ennemis de l'Empire allemand, aussi longtemps que la guerre ne serait pas déclarée. Mais si jamais l'heure effroyable devait venir, si la guerre éclatait, les Deutsch-Amerikaner, jusqu'au dernier homme, fourniraient contre l'Allemagne les troupes les plus sûres; cela, on le sait à Washington, et l'on fera bien, à Berlin, de ne pas s'abuser sur ce point<sup>1</sup>. »

Mais ce qui importe surtout, ce n'est pas de savoir comment se conduiraient les Deutsch-Amerikaner dans une crise dont l'hypothèse reste douteuse; c'est d'essayer de démêler ce que sont leurs sentiments à l'égard de l'Allemagne impérialiste. Il y a en Allemagne un parti qui voudrait aujourd'hui réparer les négligences passées, et réveiller chez les émigrés lointains le sentiment d'une universelle solidarité allemande. Le 18 janvier 1896, célébrant solennellement le 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Empire allemand, Guillaume II prononçait les paroles suivantes : « ... L'Empire allemand est devenu un

1. H. Münsterberg, *Die Amerikaner*, I, p. 42.

empire mondial (*ein Weltreich*). Partout, dans les contrées les plus lointaines, sont établis des milliers et des milliers de nos compatriotes. La science allemande, l'activité allemande, les défenseurs de l'idéal allemand passent l'océan. C'est par milliers de millions que se chiffrent les valeurs que l'Allemagne transporte à travers les mers. C'est votre devoir, messieurs, de m'aider à établir de forts liens entre notre Empire d'Europe et *ce plus grand empire allemand (dieses grössere deutsche Reich)... »*

Prétend-on, dans ce plus grand empire allemand, englober les Deutsch-Amerikaner? Veut-on chercher à les gagner au sentiment d'une solidarité nationale et les soumettre à une direction impériale? On peut dire qu'alors l'entreprise serait vaine. L'expérience a enseigné à la plupart des émigrants la défiance des gouvernements allemands. Beaucoup d'entre eux, qui n'ont jamais connu qu'une Allemagne particulariste, s'intéressent peu à une politique d'Empire. Les plus jeunes, ceux qui n'ont quitté qu'après 1870 l'Allemagne unifiée (ils sont aujourd'hui près d'un million), semblent aussi avoir leurs raisons de se tenir à l'écart du mouvement impérialiste. Faut-il croire qu'ils ne soient tous, comme on le dit souvent, que de pauvres diables illettrés, misérables, incapables de comprendre la grandeur d'un idéal national? Il n'en est rien. Dans l'innombrable troupeau qui traverse chaque année, à Ellis-Island, l'Immigration Bureau, les Allemands représentent l'élément le plus instruit et le plus immédiatement utilisable. Quand on visite,



dans les grands ports de l'Atlantique, ces *Evening schools*, où les Américains, avec une énergie, une patience et une méthode admirables, travaillent à pétrir, à former, à assimiler les confuses mêlées humaines que leur envoie l'Europe, on voit assis sur les bancs des Polonais, des Russes, des Italiens, des Slaves d'Autriche-Hongrie, etc. ; mais d'Allemands, ou plus exactement de sujets de l'empire allemand (Reichsdeutsche), point ou presque point. Ce sont ceux pour qui un travail de préparation ou d'adaptation se révèle le moins nécessaire. Est-il vrai du moins qu'ils ne soient pour la plupart que des hommes d'une valeur morale inférieure ? Un pangermaniste énergique me disait un jour, en Amérique même : « Ceux de nos compatriotes qui se réfugient ici ont simplement quitté l'Empire parce qu'ils s'y sentaient contraints par trop de côtés. Ils ont trouvé trop dure la discipline (Zucht) allemande. Mais c'est uniquement parce qu'ils manquent eux-mêmes de discipline morale personnelle (Selbstzucht). » Et il ajoutait : « C'est à cause de ce manque de discipline intérieure qu'ils se laissent contaminer ici par les pires idées démocratiques ». Ceci exprimait le reproche le plus secret et le plus véhément d'un cœur pangermaniste. Les émigrants sont pour une grande part des ouvriers ou de petits bourgeois, qui inclinent au socialisme, quand il n'y sont pas encore consciemment convertis. Il n'est pas besoin que la démocratie américaine les contamine ; il sont démocrates avant même de débarquer aux États-Unis.

Mais beaucoup d'entre eux, qui ne voudraient pas vivre dans l'ancienne patrie, la regrettent pourtant. D'où chez les émigrés une curieuse confusion de sentiments contradictoires. Rien n'est plus difficile que d'obtenir d'un Deutsch-Amerikaner une claire analyse de son *Deutschtum*. Il s'en tient pour l'ordinaire à des formules sentimentales et vagues. Il dénigre volontiers la vie âpre, brutale, jouisseuse, des États-Unis avec ceux qui louent la douceur de la vie allemande. Mais il ne renoncerait pas à la première pour revenir à l'autre. Surtout il ne voudrait pas retomber sous le joug prussien. Et pourtant il est fier de la force et du renom de l'empire allemand.

Au mois de février 1902, le prince Henri de Prusse, officiellement délégué par son frère l'empereur, rendait visite au président Roosevelt et au peuple américain. Son voyage fut l'occasion de manifestations allemandes telles que l'Union n'en avait encore jamais vues. Il parcourut les contrées les plus peuplées de colons allemands, s'arrêtant à New York, Philadelphie, Washington, Saint-Louis, Chicago, Milwaukee et Boston, où il inaugura le « Germanic Museum ». L'accueil fut partout délirant. Mais tous les orateurs qui le haranguèrent semblèrent, comme à plaisir, saisir cette occasion d'insister sur la sincérité de leur patriotisme américain. « L'Allemagne est notre mère, mais l'Amérique est notre fiancée », cette formule, trouvée par la *New York Staatszeitung*, fut le thème presque unique des discours prononcés par des

Deutsch-Amerikaner<sup>1</sup>. La nécessité même de ménager les susceptibilités anglo-saxonnes n'exigeait pas un tel débordement de loyalisme américain.

Une polémique de presse assez récente peut aider à comprendre quelle attitude les Deutsch-Amerikaner éclairés entendent garder vis-à-vis de l'Empire. En septembre 1905, des Allemands de Saint-Louis formèrent une société qui prit le titre de *Alldeutscher Verein*. Par cette fondation ils voulaient, disaient-ils, répondre à l'oppression organisée dont ils étaient l'objet; le gouverneur de l'État, prétendaient-ils, favorisait des menées allemandes; un prédicateur connu avait, du haut de la chaire, donné à tous les buveurs de bière le conseil injurieux de retourner en Allemagne, puisqu'ils se montraient indignes par leur intempérance de jouir des bienfaits de la civilisation américaine. La *New York Staatszeitung*, tout en approuvant l'idée d'un groupement général des Allemands de Saint-Louis, critiqua la dénomination choisie d'*Alldeutscher Verein* : le mot « alldeutsch », pangermaniste, prêtait à la confusion; on pourrait croire, on se montrerait peut-être empressé à croire que les citoyens allemands de Saint-Louis voulaient faire cause commune avec les pangermanistes du continent, qui inscrivent en tête de leur programme la fidélité à l'Empire.

Un membre new-yorkais de l'*Alldeutscher Verband*, ou ligue pangermaniste, envoya à la *New*

1. Victor Laverrenz, *Prinz Heinrichs Amerikafahrt*.

*York Staatszeitung* une rectification, protestant que l'*Alldeutscher Verband* ne parlait nullement dans ses statuts de fidélité à l'Empire et qu'il n'avait d'autre but que le relèvement et la défense des Allemands « en tant que peuple ». La rédaction du journal répondit par l'article suivant :

Nous publions aujourd'hui en cinquième page une communication qui traite des desseins de l'*Alldeutscher Verband*. L'auteur, M. le Dr Friedrich Grosse, cherche à réfuter nos remarques sur cette association, mais nous ne pouvons pas concéder qu'il y ait réussi. Il dit que la ligue se propose la défense et le relèvement des Allemands, en tant que peuple, « in völkischer Beziehung ». Qu'entend-il par ce mot de « völkisch », nous ne le voyons pas clairement. Mais cela ne fait rien à l'affaire; car le mot n'est pas employé dans les statuts de la Ligue pangermaniste. En revanche, on cite expressément comme l'un des objets poursuivis : « la lutte contre toutes les influences qui empêchent notre développement national ». Il s'agit donc du développement national, ou, selon la définition d'un dictionnaire qui fait autorité, du développement du peuple allemand considéré comme État, par conséquent de celui de l'empire allemand.

Cette interprétation est confirmée par le bulletin de propagande et d'adhésion, que nous communiquons M. le Dr Grosse. A vrai dire, la Ligue ne fait pas de la qualité de sujet de l'empire une condition de l'adhésion, mais il est dit dès les premiers mots de l'appel publié par le bulletin : « Le destin de notre peuple ne peut pas borner son horizon aux limites étroites de l'empire allemand; son histoire, sa civilisation, sa valeur propre lui donnent des droits à une situation mondiale ». Il ne s'agit donc pas du germanisme et des Allemands en général, mais du peuple allemand en tant qu'unité nationale, et par suite politique. Il est dit encore : « Pour que le peuple allemand soit mis en état de faire une politique mondiale, une Weltpolitik, il

faut travailler à développer en lui une conscience nationale. Mais une « Weltpolitik du peuple allemand » est synonyme d'une Weltpolitik de l'empire allemand. Et comment les Allemands qui sont citoyens américains devraient-ils, comment pourraient-ils participer à une semblable Weltpolitik ?

Que la ligue pangermaniste travaille exclusivement à fortifier la grandeur de l'empire allemand, cela ressort encore des autres objets énoncés dans le bulletin. Elle veut « soutenir les efforts des Allemands en Autriche, efforts qui tendent à établir sur une base constitutionnelle l'alliance austro-allemande ». Elle confesse que l'enthousiasme pour les Boers naquit non seulement de l'admiration provoquée par leur courage, mais aussi « des froides considérations d'une politique d'intérêts ». Tout particulièrement la Ligue veut agir en faveur du renforcement de la flotte allemande, ainsi que de la création de station maritimes, de dépôts de charbon et d'un réseau de câbles allemands. Elle considère comme un de ses devoirs de diriger l'émigration allemande vers des pays où l'expérience a prouvé que les Allemands conservent leur nationalité, afin d'éviter de lourdes pertes comme celle que le peuple allemand a subi par l'anglicisation de millions de ses compatriotes aux États-Unis.

Ce sont là des objets et des desseins, que chaque sujet de l'empire allemand peut et même devrait chercher à réaliser et pour lesquels les Allemands qui habitent aux États-Unis peuvent avoir de la sympathie. Mais qu'un citoyen américain puisse les poursuivre conjointement avec les devoirs qu'il a librement acceptés, qu'il accorde à la réalisation de pareils desseins plus que sa sympathie, qu'il accorde son aide active, cela nous paraît, à dire le vrai, incompréhensible.

Nous pouvons nous réjouir en voyant l'Allemagne devenir grande et puissante ; nous pouvons faire en sorte que le peuple allemand soit en ce pays estimé et respecté, mais nous ne pouvons pas participer à une politique, qui vise à agrandir l'empire allemand, à agrandir sa flotte, à lui pro-

curer des stations maritimes et à détourner l'émigration allemande des États-Unis. Ce que doit être l'attitude d'un Deutsch-Amerikaner à l'égard d'une pareille prétention, nous n'avons pas besoin de le dire...

Faut-il que les Allemands se déchirent toujours entre eux? nous demande M. Grosse; et un autre lecteur nous accuse de semer la haine. Si quelqu'un fait cela, ce n'est pas nous, ce sont les pangermanistes, non peut-être la Ligue, mais une bonne partie de sa séquelle, de ce côté-ci de l'Océan et de l'autre. Nous combattons pour les Deutsch-Amerikaner, nous reconnaissons leurs qualités, nous essayons de leur rendre justice, nous ne les traitons pas de non-valeurs et de gens méprisables. Nous ne sommes pas de ceux qui, avec un éternel sourire de suffisance, racontent que les Allemands n'ont commencé à se remuer que depuis leur arrivée, qu'ils ont été les premiers à réveiller dans les esprits le sens des traditions allemandes et à remettre en honneur le nom allemand. Nous croyons, ou plutôt non, nous sommes sûrs, que les Deutsch-Amerikaner sont assez énergiques et assez laborieux, pour suivre leur route et accomplir leur mission prédestinée, sans se laisser mener en lisières par des gens qui n'éprouvent pour eux aucun sentiment profond. Nous honorons les coutumes et les traditions allemandes comme les Allemands l'ont toujours fait en ce pays, malgré les affirmations contraires de quelques messieurs très savants; mais en politique nous devons suivre d'autres chemins que l'Empire allemand, et surtout de tout autres que l'*Alldeutscher Verband*. Et sur ce point, nous ne nous laisserons induire en erreur par personne <sup>1</sup>.

La rédaction des *Alldeutsche Blätter*, organe officiel de l'*Alldeutscher Verband* publia à son tour une

1. Article cité dans *Alldeutsche Blätter*, 14 oct. 1905. — Quelques paragraphes, qui contenaient des longueurs et des répétitions, ont été supprimés dans cette traduction.

réponse à la *New York Staatszeitung*. Les pangermanistes, disait-elle, n'ont point l'intention de détourner de leurs devoirs des citoyens américains. Leurs efforts, pour les résumer d'un mot, tendent « à assurer au concept *peuple* la place qui lui revient au-dessus du concept *État*. Il y a une situation mondiale du peuple allemand, qui à vrai dire n'est pas sans rapports avec la puissance mondiale de l'empire allemand, mais qui pourtant ne signifie pas la même chose. » Par conséquent il faudrait, du point de vue pangermaniste, que les Allemands remplissent avec honnêteté, avec conscience, leurs obligations vis-à-vis de l'État américain, mais qu'ils ne cessassent pas en même temps de se considérer comme faisant partie d'une grande communauté, répandue sur le monde entier, et qui s'appelle le peuple allemand. Cette conception vague du mot *peuple* paraît bien se confondre dans l'esprit de ceux qui l'emploient avec la conception non moins vague du mot *race*, tel que l'utilise le langage courant.

Mais si tous les éléments divers de la population des États-Unis se convertissaient à cette doctrine, il n'y aurait plus de peuple américain. En général les Allemands ne paraissent pas plus disposés à l'adopter que les fils d'émigrants irlandais ou anglais. Ils s'en tiennent aux paroles du vieux Carl Schurz : « N'oublions pas que notre mission en ce pays n'est pas de former une nationalité allemande, mais d'apporter à la nation américaine le meilleur de nous-mêmes, et de nous approprier, quand il le faut, ce que nous

trouvons de bon et d'admirable chez ceux qui sont, comme nous, des Américains<sup>1</sup> ».

Un écrivain allemand a prétendu que les États-Unis verraient un jour une grande lutte des nationalités. La prophétie paraît hasardeuse. Le mouvement allemand, quelque importance qu'il convienne de lui attribuer, n'a jamais troublé la vie intérieure de l'Union, pas plus que ne l'ont troublée le mouvement scandinave ou le mouvement juif. Il semble au contraire bien plus vraisemblable qu'à travers des dissensions passagères tous les éléments blancs s'acheminent à une fusion de plus en plus étroite. Ils ont à faire front contre des ennemis communs, les noirs et les jaunes; bon gré mal gré, il leur faut conclure alliance dans la véritable guerre de races qui a déjà commencé d'agiter les États-Unis; les ouvriers allemands de San Francisco sont au premier rang de ceux qui réclament l'interdiction du sol américain aux Chinois et aux Japonais.

Parmi les blancs eux-mêmes un groupement spontané se forme contre l'afflux, trop grand en ces dernières années, des émigrants de qualité inférieure. L'Europe orientale et l'Asie Mineure envoient des troupes toujours grossissantes d'émigrants où les illettrés sont extrêmement nombreux. Voici comment se répartissaient en 1903 les émigrants illettrés :

1. *Proceedings and adresses of the Pennsylvania German Society*, IV, 143.



Europe occidentale.		Europe orientale (plus l'Espagne et le Portugal).	
Scandinaves . . . . .	0,3 p. 100.	Magyars . . . . .	9,5 p. 100.
Écossais . . . . .	0,8 —	Espagnols . . . . .	11,1 —
Finois . . . . .	1,0 —	Slovaques . . . . .	19,3 —
Tchèques . . . . .	1,2 —	Roumains . . . . .	21,0 —
Anglais . . . . .	1,2 —	Grecs . . . . .	25,3 —
Irlandais . . . . .	3,3 —	Polonais . . . . .	27,5 —
Français . . . . .	3,3 —	Croates et Slovènes .	33,7 —
Allemands . . . . .	3,4 —	Lithuaniens . . . . .	38,0 —
Hollandais . . . . .	5,0 —	Italiens du sud . . . .	43,1 —
Italiens du nord . . . .	11,4 —	Ruthènes . . . . .	46,7 —
		Portugais . . . . .	55,1 —
<hr/>		<hr/>	
MOYENNE DES PEU- PLES DE L'EUROPE OCCIDENTALE. . . . .	3,1 p. 100.	MOYENNE DES PEU- PLES DE L'EUROPE ORIENTALE. . . . .	30,0 p. 100

## Autres peuples,

Cubains . . . . .	3,0 p. 100.	Arméniens . . . . .	25,4 p. 100.
Chinois . . . . .	12,8 —	Japonais . . . . .	26,3 —
Juifs . . . . .	19,7 —	Syriens . . . . .	44,5 —

Plus ou moins consciemment, les peuples du premier groupe s'entendent pour qualifier l'immigration des deux autres groupes de *undesirable* et pour essayer de la limiter. Le classement en immigrants désirables ou non a varié selon les époques. Les Allemands ont paru eux-mêmes *undesirable* lorsqu'en encombrant le sol américain d'un prolétariat trop nombreux et trop besogneux, ils faisaient tomber les salaires des ouvriers à un taux trop bas pour le normal *standard of life*. Mais l'immigration allemande, après avoir été longtemps un élément essentiel de l'immigration totale, voit aujourd'hui son importance décroître constamment.

**Immigration allemande comparée à l'ensemble  
de l'immigration.**

1821-1830 . . . . .	5,0 p. 100.	1861-1870 . . . . .	32,9 p. 100.
1831-1840 . . . . .	25,4 —	1871-1880 . . . . .	25,5 —
1841-1850 . . . . .	25,3 —	1881-1890 . . . . .	29,0 —
1851-1860 . . . . .	36,5 —	Juillet 1890 à juin	
		1901 . . . . .	13,05 —

Le recul a donc été considérable dans la décade 1890-1900. L'immigration anglaise a dans le même temps beaucoup déchu. Jusqu'à l'année 1868, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont ensemble fourni aux États-Unis 85 p. 100 de leurs immigrants. Depuis 1868, au contraire, ils n'en ont plus fourni que 58,6 p. 100<sup>1</sup>. C'est l'immigration slave et l'immigration romane qui prennent l'avantage. Le tableau suivant, dressé par les soins de l'*Immigration Restriction League*, montre l'augmentation absolue et relative de diverses immigrations entre l'année 1890 et l'année 1900.

Pays d'origine.	Augmentation absolue de 1890 à 1900.	Augmentation proportionnelle. P. 100.
Amérique du Nord et du Sud . . . . .	230 668 individus,	20,8
Peuples scandinaves . . . . .	131 060 —	11,8
Peuples slaves . . . . .	662 585 —	59,8
Italie . . . . .	301 627 —	27,2
Peuples asiatiques . . . . .	7 479 —	0,7
Autres peuples . . . . .	226 189 —	20,4

Mais il faut faire un tableau spécial pour les immigrations anglaise et allemande, qui ont diminué à la fois d'une façon absolue et d'une façon relative.

1. Ernst Hasse, *Die Anzahl der Deutschen in den Vereinigten Staaten von Nordamerika* (dans *Deutsche Erde*, 1, 139).

	Diminution absolue de 1890 à 1900.	Diminution proportionnelle
	—	—
		P. 100.
Grande-Bretagne. . . . .	334 607 individus,	30,2
Allemagne . . . . .	117 904 —	10,6

En face de l'invasion slave, romane ou orientale, les éléments germaniques se souviennent de leurs lointaines origines communes. Les fondateurs du « Germanic Museum » de Harvard College ont eu bien soin de noter que cet institut était consacré à l'art de tous les pays germaniques, par conséquent à l'Angleterre et à la Scandinavie aussi bien qu'à l'Allemagne elle-même.

L'attachement sentimental des *Deutsch-Amerikaner* pour l'Allemagne ne les poussera pas aujourd'hui à invoquer le principe des nationalités pour réclamer une situation spéciale. Le mot *national* signifie pour eux américain; c'est dans ce sens que l'emploient le *Nationaler Deutschamerikanischer Lehrerbund* ou le *Deutschamerikanischer Nationalbund*. La question de nationalité ne se pose d'ailleurs pas pour ces émigrants comme pour les Polonais, les Danois ou les Alsaciens-Lorrains. On ne les a pas arrachés par violence à leur patrie. Aussi ne prétendent-ils pas, lorsqu'ils parlent de défendre leur *Deutschtum*, résister à un gouvernement oppresseur. Ils entreprennent seulement de lutter contre l'opinion publique. Le conflit reste donc très américain; c'est une querelle de famille; ce n'est pas une question internationale.

## APPENDICE

Tableau de l'immigration allemande aux États-Unis  
de 1820 à 1903.

Années.	Immigration allemande.	Immigration totale.
1820. . . . .	968	8 385
1821. . . . .	383	9 127
1822. . . . .	148	6 911
1823. . . . .	183	6 354
1824. . . . .	230	7 912
1825. . . . .	450	10 199
1826. . . . .	511	10 837
1827. . . . .	1 432	18 875
1828. . . . .	851	27 382
1829. . . . .	597	22 520
1830. . . . .	1 976	23 322
1831. . . . .	2 416	22 633
1832. . . . .	10 194	60 482
1833. . . . .	6 988	58 640
1834. . . . .	17 686	65 365
1835. . . . .	8 311	45 374
1836. . . . .	20 707	76 242
1837. . . . .	23 740	79 340
1838. . . . .	11 683	38 914
1839. . . . .	21 028	68 069
1840. . . . .	53 704	84 066
1841. . . . .	15 291	80 289
1842. . . . .	20 370	104 565
1843. . . . .	14 441	52 496
1844. . . . .	20 731	78 615
1845. . . . .	34 355	114 371
1846. . . . .	57 561	154 416
1847. . . . .	74 281	234 968
1848. . . . .	58 465	226 527
1849. . . . .	60 235	297 024
1850. . . . .	63 182	369 980
1851. . . . .	88 196	379 466
1852. . . . .	145 918	371 603
1853. . . . .	141 946	368 645

Années.	Immigration allemande.	Immigration totale.
1854.	215 009	427 833
1855.	71 918	200 877
1856.	71 028	200 436
1857.	91 781	251 306
1858.	45 310	123 126
1859.	41 784	121 282
1860.	29 491	153 640
1861.	31 661	91 918
1862.	27 529	91 985
1863.	33 162	176 282
1864.	57 276	193 418
1865.	83 424	248 120
1866.	115 892	318 568
1867.	133 426	315 722
1868.	123 070	138 840
1869.	123 788	352 768
1870.	91 779	387 203
1871.	107 201	321 350
1872.	155 595	404 806
1873.	133 141	459 803
1874.	56 927	313 339
1875.	36 565	227 498
1876.	31 323	169 986
1877.	27 417	141 857
1878.	31 058	138 469
1879.	43 531	177 826
1880.	134 040	457 257
1881.	249 572	669 431
1882.	250 630	788 992
1883.	194 786	603 622
1884.	179 676	518 592
1885.	124 443	395 346
1886.	84 403	334 203
1887.	106 865	490 109
1888.	109 717	546 889
1889.	99 538	444 427
1890.	92 427	455 307
1891.	113 554	560 319
1892.	130 758	623 084
1893.	96 361	502 917
1894.	59 386	314 467

Années.	Immigration allemande.	Immigration totale.
1895. . . . .	36 351	279 948
1896. . . . .	31 885	343 267
1897. . . . .	22 533	230 832
1898. . . . .	17 111	229 299
1899. . . . .	17 476	311 715
1900. . . . .	18 507	448 572
1901. . . . .	21 651	487 918
1902. . . . .	28 304	648 743
1903. . . . .	40 086	857 046

# LES COLONIES ALLEMANDES

## AU BRÉSIL

---

### I

L'émigration allemande au Brésil ne fut pas, comme aux États-Unis, un phénomène spontané. Elle ne commença que tardivement, à la suite d'efforts entrepris par les Brésiliens eux-mêmes pour attirer dans leur pays des colons européens. A coup sûr les paysans ignorants d'Allemagne n'auraient jamais, sans une inspiration étrangère, conçu l'idée de gagner ce continent lointain et encore pauvrement peuplé ; tout les attirait vers l'Amérique du Nord, la brièveté relative et le bon marché du voyage, la présence en ce pays de nombreux compatriotes, et l'espoir d'une fortune rapide dans une organisation sociale fortement constituée. Le Brésil, d'ailleurs, jusqu'à la déclaration d'indépendance de l'Empire (1822), demeura inhospitalier et presque fermé aux émigrants de nationalité non portugaise.

Aussi longtemps que le Portugal fut le maître du pays, il parut se méfier des étrangers. Apparemment il avait conscience de sa faiblesse; il se souvenait qu'aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles ses colonies lui avaient momentanément échappé pour passer aux mains des Espagnols et des Hollandais. Pour diminuer les risques d'une nouvelle dépossession, les rois de Portugal auraient voulu peupler le Brésil de leurs seuls sujets; un essai de colonisation officielle fut fait, vers 1730, par Jean V, qui y attira quatre mille familles des Açores, et leur fournit, outre le terrain, du bétail et des instruments de culture; ces Portugais des îles furent les premiers colons des provinces du Sud, Santa Catharina et Rio Grande do Sul.

Mais, dans ce vaste pays, ces trop rares colons portugais étaient comme perdus. Ils n'occupaient qu'une mince bande de territoire au bord de l'Océan. Ils l'occupaient en grands propriétaires et employaient dans leurs mines ou sur leurs plantations des travailleurs noirs. Les nègres formaient la majeure partie de la population. Aujourd'hui encore les Brésiliens de race blanche pure sont le plus petit nombre.

Au début du *xix<sup>e</sup>* siècle, il devint plus évident que jamais que le Portugal était incapable de fournir au Brésil les colons nécessaires. L'émigration portugaise, déjà faible en elle-même, devint insignifiante à la suite des meurtrières guerres napoléoniennes. Le gouvernement royal, transporté de Lisbonne à Rio de Janeiro en 1808, se rendit compte sur place de la gravité de la situation, et décréta, dès cette même



année, que les étrangers pourraient obtenir des concessions de terrains incultes au même titre que les sujets portugais ; on pensait ainsi favoriser l'immigration spontanée.

Mais les immigrants attendus ne se présentèrent guère. Le gouvernement, d'ailleurs, donnait et retenait à la fois : une loi, qui ne fut abrogée que quelques années plus tard, sous l'Empire, interdisait aux non-catholiques l'accès du territoire brésilien. Le décret de 1808 demeura par suite inefficace, et les Portugais se virent conduits à faire, dix ans plus tard, un essai de colonisation officielle. A grands frais, ils firent recruter en Suisse une centaine de familles de paysans qu'ils installèrent, au nord de la baie de Rio de Janeiro, dans la montagne, à Nova Friburgo (1820). L'endroit par malheur était mal choisi ; le sol était d'une fertilité médiocre ; un grand nombre de colons s'en allèrent bientôt chercher fortune ailleurs, et le gouvernement ne se montra pas disposé à renouveler cette tentative trop décevante et trop coûteuse.

Le véritable promoteur de l'émigration étrangère et en particulier de l'émigration allemande fut dom Pedro I<sup>er</sup>. Il lui parut d'abord nécessaire de contrebalancer par une forte importation d'hommes blancs l'importance numérique de la population noire. Il voulut de plus commencer à réaliser un programme qui n'avait été jusque-là que le thème de déclamations platoniques, « la substitution des bras libres aux bras esclaves ». La propagande anti-esclavagiste commençait et il était aisé de prévoir que les nègres, une fois

émancipés, ne voudraient pas continuer à travailler la terre; race inactive et mollement jouisseuse, ils se hâteraient de fuir le sol meurtrier et courraient aux grandes villes. Le recrutement des nègres devenait d'ailleurs difficile. L'Angleterre, qui s'était donné mission d'abolir la traite, signait en 1830, avec le Brésil, une convention qui lui donnait, pour quinze ans, le droit de visite sur tous les navires brésiliens.

Il ne fallait pas compter sur le prolétariat blanc du Brésil pour fournir à l'agriculture la main-d'œuvre qui menaçait de lui manquer. L'esclavage avait dégradé le travail manuel. A prix d'or, on n'eût pas décidé un Portugais à se louer comme ouvrier agricole dans une plantation de café. Il eût cru se ravalier au niveau du nègre, en accomplissant les mêmes basses besognes que lui. Il préférerait mener dans les villes la vie humble de petit commerçant ou celle de fonctionnaire.

Il n'y avait qu'un moyen de fournir à l'empire les paysans qui lui manquaient; c'était d'attirer vers l'intérieur des Européens déjà formés au rude labeur des champs et rebelles à l'attrait des villes. Dom Pedro chargea, en 1824, un Allemand, le major Schäffer, de lui recruter en Allemagne les colons désirés. On leur destinait la plus méridionale des provinces brésiliennes, celle dont le climat est le plus supportable à des Européens du nord, Rio Grande do Sul. Le major Schäffer, au mieux de ses intérêts personnels, racola tout ce qu'il put trouver; il emmena pêle-mêle vers le Brésil d'honnêtes cultivateurs qui

avaient cru à ses promesses et des criminels dont on débarrassa pour lui les prisons prussiennes. A l'aide de ce personnel de hasard on fonda entre la ville de Porto Alegre et la mer les trois colonies de São Leopoldo, Tres Forquilhas et Torres. Les deux dernières n'eurent longtemps qu'une importance médiocre, mais São Leopoldo, avantageusement situé au milieu de terres fertiles et au bord d'un grand fleuve navigable, le Rio dos Sinos, grandit rapidement. La population, qui ne comptait en 1825 que 126 personnes, s'éleva dès 1830 à 4610 individus, tous d'origine allemande.

Le résultat était encourageant. Mais l'entreprise entraînait des frais considérables. Le gouvernement impérial assurait aux immigrants les avantages suivants : « voyage payé depuis le lieu de l'embarquement jusqu'à la colonie, jouissance du droit de citoyens brésiliens dès leur arrivée, tolérance en matière religieuse, don d'un lot de terrain mesuré et délimité, d'une superficie de 160 000 brasses carrées<sup>1</sup> ; approvisionnement gratuit de chevaux, bestiaux, etc. subsides pendant l'espace de deux années, dispense du service militaire pendant les dix premières années, et enfin, exemption des impôts pendant cette même période<sup>2</sup> ». Les colons n'étaient tenus en retour qu'à une seule obligation, celle de ne pas aliéner leur lot de terrain pendant les dix premières années, d'y résider et de le cultiver.

1. La brasse carrée a une superficie de 4 mq. 84.

2. V. Grossi, *Storia della colonizzazione europea al Brasile*, p. 141.

Comme il arrive toujours dans les colonies prospères, les paysans déjà installés et satisfaits de leur sort commencèrent à appeler à eux des compatriotes désireux d'émigrer, et il se fût peut-être produit un courant naturel d'immigration, si des événements politiques n'y avaient mis obstacle. Le parti des planteurs esclavagistes ne voyait pas sans déplaisir l'arrivée de cette main-d'œuvre blanche et la formation d'une petite propriété rurale. Dom Pedro eut affaire à un fort parti d'opposition : en 1830, il se vit refuser tout nouveau crédit pour la colonisation intérieure, au moment même où il venait de proclamer dans son discours du trône la nécessité d'appeler des « bras utiles » dans le pays pour suppléer à la traite des noirs déjà virtuellement abolie. Ce fut l'une des difficultés qui provoquèrent, en 1831, son abdication.

La colonisation impériale se trouva ainsi arrêtée dans son essor au bout de quelques années. Le gouvernement de Dom Pedro n'avait pu créer, en un temps si court, qu'un nombre restreint de colonies. Le recrutement et l'organisation de chaque settlement était une entreprise encore plus longue que dispendieuse ; il fallait aux agents qui parcouraient l'Europe de longs délais pour enrôler de petites troupes de volontaires. Aussi n'y avait-il en 1831 que quatre colonies dans la province de Rio Grande et une seule dans celle de Santa Catharina.

Privée d'aide officielle et de direction, l'immigration cessa de progresser. Jamais un mouvement spontané n'entraîna la masse des émigrants vers ce

pays trop lointain, mal connu et dont s'effrayait l'imagination populaire. On savait parmi les paysans d'Allemagne que d'incessantes luttes politiques troublaient l'Amérique du Sud. On y croyait la vie mal assurée. La province de Rio Grande do Sul, vers laquelle se dirigeaient la plupart des Allemands, était la plus turbulente de toutes les provinces brésiliennes. Elle fut de bonne heure, sous l'Empire, un foyer d'agitation républicaine. Beaucoup de ses habitants étaient séparatistes ; ils le sont encore, bien que la province soit devenue, sous une constitution républicaine, un État fédéré, dont l'administration est autonome. De 1834 à 1844, la guerre civile dévasta la province. Ce fut la guerre des *farrapos*, ou des gueux. Bon gré, mal gré, tous les habitants de la province y furent mêlés ; les bûcherons et cultivateurs allemands durent, selon les fortunes de la guerre, soutenir tour à tour les troupes gouvernementales et les bandes révolutionnaires. C'est eux qui payèrent les frais de la lutte : on leur prit leurs chevaux, leur bétail, leurs récoltes ; puis la révolte vaincue, ceux qui avaient prêté assistance, parfois à contre-cœur, aux révoltés, durent abandonner terres et biens pour aller chercher fortune ailleurs.

Mais, dès que l'ordre fut rétabli dans le sud du Brésil, l'administration provinciale de Rio Grande reprit à son compte l'œuvre de colonisation ébauchée par le gouvernement impérial vingt ans plus tôt : ainsi fut fondée, en 1849, la colonie de Santa Cruz, presque toute allemande, malgré son nom portugais,

aujourd'hui la plus riche et la plus peuplée de l'intérieur de l'État. Quelques années plus tard, le Brésil fit enrôler en Allemagne environ 1 500 soldats, pour combattre le directeur argentin Rosas ; la guerre finie, la plupart des survivants aimèrent mieux se fixer dans le pays, auprès de leurs compatriotes déjà établis, que de retourner en Europe.

Jusque-là, les Brésiliens avaient conservé la direction de la colonisation. C'étaient leurs agents qui, dès l'Europe, décidaient les émigrants à prendre le chemin de l'Amérique du Sud ; c'étaient des fonctionnaires brésiliens qui accompagnaient les nouveaux-venus dans la forêt vierge, déterminaient l'emplacement de la colonie future, indiquaient la direction générale de la *picada*, ou chemin central, au bord duquel devaient s'élever les petites fermes, faisaient enfin la répartition des lots de terrain délimités par à peu près.

En 1849 seulement, des Allemands commencèrent à organiser l'émigration. Une société privée de colonisation se forma à Hambourg (*Hamburger Kolonisationsverein*). Elle acheta au prince de Joinville, beau-frère de Dom Pedro, de vastes territoires dans l'État de Santa Catharina, les découpa en lots et les revendit en détail aux colons. Un de ses agents, le pharmacien Blumenau, fonda, en 1850, avec seize de ses compatriotes, la colonie qui porte son nom, et qui compte aujourd'hui près de 40 000 habitants, presque tous Allemands ou fils d'Allemands. Les trois importants districts de Joinville, São Bento et

Hansa furent également peuplés par les soins de cette société.

L'époque était favorable : l'Allemagne, vers le milieu du siècle, après l'avortement de la Révolution exportait plus d'émigrants que jamais. Il eût été facile sans doute d'attirer vers le Brésil beaucoup de ces fugitifs qui cherchaient à travers le monde une terre de justice et de liberté. Par malheur, les conditions économiques auxquelles on soumettait les colons faisaient d'eux trop souvent les victimes de leur nouvelle patrie. Le système du métayage (*parceria*), presque partout en vigueur, mettait les colons étrangers dans la dépendance des propriétaires brésiliens. Les travailleurs blancs signaient avec les planteurs un véritable contrat de servitude : le logement, la nourriture, l'habillement leur étaient fournis, mais à titre de prêt seulement; les instruments aratoires et les semences leur étaient vendus à crédit. La totalité des récoltes était vendue par le propriétaire. Une partie du gain réalisé était inscrite à l'actif du métayer, qui de la sorte devait pouvoir à la fin, sans bourse délier, par la seule durée de son travail, se libérer de ses dettes, et même gagner un peu d'argent. Mais tant que sa dette n'était pas intégralement acquittée, il lui était défendu de quitter la plantation, sous peine de poursuites judiciaires. En fait, cette situation se prolongeait presque indéfiniment, et le métayer devenait une sorte d'esclave blanc.

Même les plus favorisés, même ceux qui étaient

propriétaires du coin de forêt vierge défriché par leurs mains, se voyaient, en beaucoup de cas, menacés de dépossession. La distribution des lots de terrain avait été faite par les autorités brésiliennes avec la plus grande négligence, par à peu près, sans arpentage. Jamais il n'avait été question d'établir un cadastre. Lorsque les terrains commencèrent à prendre quelque valeur, des contestations se produisirent et les tribunaux furent saisis d'une quantité innombrable de procès de bornage. Il fallut qu'en 1850 une loi spéciale ordonnât une revision et une nouvelle répartition des propriétés.

Le sort des émigrants était encore, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, si misérable que le gouvernement prussien prit des mesures pour protéger ses paysans. Le ministre von der Heydt signa en 1859 un édit interdisant en Prusse toute propagande en faveur d'une émigration au Brésil. Cet édit devait demeurer en vigueur jusqu'en 1896. Pendant de longues années, il contraria et retarda l'émigration, même dans les autres États allemands. Près de vingt mille Allemands avaient débarqué au Brésil entre 1855 et 1862, dans une période de sept années. On n'en signale plus que 3 119 pour les neuf années qui suivent (1863-1872)<sup>1</sup>.

Il se produisit après la guerre franco-allemande une légère reprise. De 1873 à 1886, 23 469 Allemands débarquèrent. Mais la moyenne annuelle restait encore inférieure à 1 700 personnes, et malgré les

1. Statistiques citées dans : O. Canstatt, *Das republikanische Brasilien*, p. 637.



efforts intéressés des compagnies de navigation et de colonisation, elle décrut d'une façon presque régulière dans les années suivantes. Le *Statistisches Jahrbuch* de l'Empire allemand notait, en 1886, 2 045 départs pour le Brésil; il n'y en avait plus que 355 en 1904. Il est venu moins de 30 000 Allemands au Brésil dans les vingt dernières années. C'était, il n'y a pas longtemps, le chiffre minimum de l'émigration annuelle aux États-Unis.

Il est probable que le nombre des Allemands fixés au Brésil n'atteignit pas cent mille en trois quarts de siècle. Dans le même temps, plus de cinq millions de leurs compatriotes s'établissaient aux États-Unis. Pourtant, malgré la disproportion des chiffres, la question allemande offre, dans chacun de ces deux pays, un intérêt égal. Car, plus étroitement groupés dans un pays moins capable de leur imposer sa langue et ses mœurs, les émigrants de l'Amérique du Sud ont toujours gardé un caractère plus national, une empreinte plus allemande que leurs frères de l'Amérique du Nord.

Il est impossible de dire avec certitude combien d'Allemands ou de descendants d'Allemands vivent aujourd'hui au Brésil. En l'absence de statistiques sérieuses, tous les chiffres que l'on peut citer demeurent hypothétiques. Les évaluations les plus favorables portent leur nombre à un maximum de 350 000. Le *Handbuch des Deutschtums im Auslande* (1906) donne les chiffres suivants :

## 02 L'EXPANSION ALLEMANDE HORS D'EUROPE

Rio Grande do Sul.	150 000	soit 15 p. 100	de la population totale.
Santa Catharina.	80 000	— 20 —	—
Paraná . . . . .	25 000	— 6 à 7 —	—
São Paulo. . . . .	20 à 30 000	— 1 —	—
Rio de Janeiro. . .	20 000	— 1 à 2 —	—
Espirito Santo. . .	20 000	— 10 —	—
Minas Geraes . . .	5 000	— 0,1 —	—
Autres États. . . .	env. 15 000	— — —	—
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>env. 350 000</b>	<b>soit 2 p. 100</b>	<b>—</b>

Ce sont les deux États les plus méridionaux du Brésil, Rio Grande do Sul et Santa Catharina, qui sont les plus « germanisés » : dans ces deux États seulement se pose la question, souvent agitée par la presse brésilienne, du « péril allemand » : 300 000 Allemands groupés formeraient le noyau d'une sorte de communauté étrangère, jalousement attachée à ses traditions patriotiques, religieuses, linguistiques, et capable de conquérir un jour son indépendance. La presse pangermaniste a souvent prédit la formation, dans le sud du Brésil, d'un État de paysans allemands, semblable aux anciennes républiques boers et plus fortement armé qu'elles pour propager dans un continent nouveau l'influence germanique. Voyons, en examinant la situation matérielle de ces paysans et leurs sentiments à l'égard de l'ancienne et de la nouvelle patrie, ce que cette prophétie peut avoir de légitime.

## II

Le paysan, l'ouvrier ou le *Gebildete*, le *cultivé*, déchu, qui s'embarque pour les États-Unis, sait qu'il

retrouvera au delà de l'Océan une société, des conditions de vie, un état de civilisation, qui ne sont pas essentiellement différents de ce qu'il quitte. Les occasions de travail se présenteront fréquentes et variées. Il rencontrera toujours une ferme, une usine, un comptoir, où ses aptitudes auront leur emploi. Des sociétés d'assistance, fondées par des compatriotes, faciliteront ses débuts. Il pourra, avec un peu de chance et de ténacité, conquérir en quelques années une position sociale analogue à celle d'hommes qui étaient en Europe ses maîtres, ses supérieurs, ses employeurs.

Mais celui qui va tenter la fortune au Brésil ne peut pas se forger les mêmes espoirs. Il faut le comparer à ces premiers colons de Pennsylvanie, qui, aux environs de l'an 1700, portaient la hache dans la forêt encore vierge, sur les rives du Delaware. Ce qui attend les émigrants au Brésil, c'est la vie rude du défricheur et du pionnier, d'autant plus remplie d'amertume et de déceptions, qu'ils n'ont pas, dans l'exil, la grandeur d'âme ni la résignation sereine des piétistes pennsylvaniens. Ce ne sont pas des persécutés religieux ; ils ne sont pas venus au Brésil pour y fonder une cité de justice et de piété libre. L'esprit de sacrifice et de martyre leur est complètement étranger. C'est la misère seule qu'ils fuient, en s'expatriant ; ils n'ont qu'un souci pressant, celui de la vie matérielle.

L'occasion m'a été donnée, en 1904, de suivre, à

travers une partie de Rio Grande, l'itinéraire habituel de ces exilés. Un même sort attend tous ceux qui n'ont point là-bas de parents ou d'amis pour les accueillir et les aider : le gouvernement ou une compagnie de colonisation les reçoit à l'arrivée et les dirige par groupes vers les régions les moins peuplées de l'État.

Leur première étape est la petite ville de São Pedro do Rio Grande do Sul. Cet État de Rio Grande, vaste comme les trois quarts de la France, n'a pas, sur ses six cents kilomètres de côtes, d'autre port que cette bourgade située à douze ou quinze kilomètres à l'intérieur des terres, au bord des eaux mortes de la gigantesque lagune dos Patos. Un canal naturel, le Rio Grande, unit la lagune à la mer. Mais une barre mobile et sournoise en rend l'accès difficile. Les navires sont souvent forcés d'attendre plusieurs jours, en pleine mer, un moment favorable pour la franchir. Et les étrangers apprennent ici, dès le seuil de ce pays qui va devenir le leur, à connaître l'un des maux dont ils auront bientôt le plus à souffrir : l'insuffisance et le mauvais état des voies de communication.

Sur les bâtiments qui bordent le quai de São Pedro, les émigrants peuvent lire des noms allemands peints en grandes lettres noires. Ce sont des Allemands qui sont ici les maîtres du trafic, qui reçoivent à l'arrivée les blés de l'Argentine, qui exportent vers le nord du Brésil la viande séchée et la graisse de porc, vers l'Europe les cornes et les peaux de bœufs. Dans leurs

magasins s'entassent tous les objets domestiques et les articles de luxe que ne fabriquent point les pays de l'Amérique du Sud et que l'on importe d'Europe, d'Allemagne surtout. Mais ces Allemands de l'aristocratie marchande ne sont qu'un petit nombre ; ce sont pour la plupart de petits capitalistes, restés sujets de l'Empire allemand, et dont l'exil n'est que momentané, ou bien les descendants des rares familles d'émigrants qui ont pu, au cours des années, amasser un peu d'argent liquide. Il n'y a pas d'hommes nouveaux parmi eux. Ici, la constitution d'une fortune n'est que rarement, comme aux États-Unis, l'œuvre d'un individu isolé. Il y faut la collaboration de plusieurs générations.

Malgré la présence de cette petite colonie d'Allemands riches, São Pedro do Rio Grande do Sul est une ville toute brésilienne, aux rues sales, mal pavées de galets ronds, aux boutiques puantes et noires, aux maisons étroites, trop parées d'ornements en plâtre peint, et dont les façades multicolores s'écaillent lamentablement. Des femmes négligées flânent aux balcons ornés de statuettes manchottes. Des soldats nègres, en uniformes très rouges, montent indolemment la garde à la porte des bâtiments officiels. Dans les ruelles écartées, des négresses, femelles lourdes et grasses, accroupies au seuil d'intérieurs sordides, bavardent ou somnolent. La vie est lente et molle. Les émigrants italiens se sentent à peine dépaysés au milieu de ce laisser-aller méridional. Mais les Allemands souvent, dès ce premier contact avec le monde

brésilien, conçoivent contre leur nouvelle patrie une prévention hâtive et tenace.

Pelotas, centre des abattoirs et des entrepôts de viande séchée, Porto Alegre, capitale de l'État, situées l'une et l'autre sur l'immense lagune dos Patos, sont des villes plus animées sans doute que São Pedro do Rio Grande, mais d'un caractère semblable. Les maisons petites et bariolées y sont encore construites selon le type importé par les premiers colons portugais. On ne voit pas, sauf en quelques rues neuves de Porto Alegre, que les Allemands en aient beaucoup modifié l'architecture traditionnelle. Ils y sont d'ailleurs assez peu nombreux. Ils forment tout au plus un dixième de la population de Porto Alegre, qui compte 80 000 habitants. Une partie du petit commerce de détail est entre leurs mains. Mais ces Allemands des villes ne sont presque en aucun cas des émigrants de la première génération.

Pour le nouveau venu, Porto Alegre n'est encore qu'une étape. Il reçoit là l'indication de la colonie où il doit maintenant se rendre. Plusieurs journées pénibles l'en séparent. Le gouvernement de Rio Grande do Sul cherche aujourd'hui à peupler les régions les plus lointaines de l'État; il envoie vers la partie voisine de l'Argentine et du haut Uruguay tous les émigrants qui lui demandent des terres et du travail. Il leur faut donc s'enfoncer dans l'intérieur, gagner la limite extrême des cultures, et là, reprenant le travail où les colons plus anciens l'ont laissé, conquérir péniblement sur une nature presque tropicale

un terrain dont ils ne sont pas même assurés de devenir les propriétaires.

Toutes les colonies ou presque toutes sont situées dans la montagne. L'État de Rio Grande do Sul est assez nettement partagé en deux régions géographiques de caractère opposé : deux fleuves, le Jacuhy et l'Ibicuhy, dont les vallées opposées se prolongent de l'océan Atlantique au fleuve Uruguay suivant une direction parallèle à l'équateur, marquent la limite de la région montagneuse et de la *campanha*. La rive septentrionale est bordée par les derniers contreforts de la Serra Geral; au sud commence l'étendue plate des pâturages qui s'étendent, à travers l'Uruguay et l'Argentine, jusqu'en Patagonie.

C'est dans la *campanha* que vivent plus volontiers les habitants brésiliens de la province. Ils y mènent une vie indolente et, par crises, frénétiquement déréglée. Gardiens des troupeaux de bœufs, qui paissent dans l'immense plaine, presque toujours à cheval, pittoresques et sales, ils errent sous le poncho et le large feutre, le sabre pendant à la selle, le revolver à la ceinture. Un plat de haricots noirs, quelques longues cigarettes roulées dans des feuilles sèches de maïs, et d'innombrables calebasses de *mate* suffisent à leur consommation journalière. Admirables éleveurs, jamais le désir d'un plus grand confort ne pourrait les décider à renoncer à leur vie vagabonde, à s'attacher à quelques mottes de terre et à les cultiver.

Les environs immédiats de Porto Alegre font encore partie de cette *campanha* rase et sèche, dont l'herbe

jaunâtre ressemble au rude pelage des bœufs et des chevaux que l'on y laisse errer en troupes innombrables. Le sol appartient à de grands propriétaires brésiliens. Des bois touffus et rongés de plantes parasites coupent par intervalles la plaine; des monticules semblables aux tombeaux annamites ou chinois, et qui sont des fourmilières, la bossèlent. C'est un beau terrain de chasse, mais l'on n'y voit point de cultures. Quelquefois, au bord du chemin, un charnier : des ossements pourrissent au soleil, dans le terrain vaseux, détrempé de sang noir, où fouissent et pataugent lourdement des porcs voraces, où s'abattent par bandes sombres de grands oiseaux de proie. C'est un abattoir en plein air, foyer de puanteur et d'infection; on massacre là, par centaines, à des époques fixes, les bœufs du *campo*, on les dépouille, et l'on fait sécher au soleil leur chair, qui devient le *xarque*, viande racornie, dont toute la population rurale du Brésil fait sa nourriture habituelle.

La partie montagneuse de Rio Grande, la *serra*, était à peu près complètement délaissée lorsqu'arrivèrent les premiers émigrants allemands. Pourtant c'est la région la plus riche et la plus fertile de l'État : sur ces hauts plateaux vallonnés et boisés, les Jésuites avaient autrefois fondé leurs florissantes missions. Ils avaient alors, avec l'aide des Indiens catéchisés et enrégimentés, transformé de vastes étendues de forêt vierge. La forêt a reconquis, depuis leur expulsion, les champs abandonnés. Mais on peut voir, aujourd'hui encore, à la limite nord-ouest de l'État, les



restes écroulés de leurs constructions massives et de leurs églises. Là est le véritable terrain de colonisation ; les étrangers s'y sont portés comme d'instinct. A une quarantaine de kilomètres au nord de Porto Alegre, São Leopoldo, première en date des colonies allemandes, est située au pied même de la montagne. C'est aujourd'hui un gros bourg agricole florissant, enclos de champs de manioc, de maïs, de canne à sucre. Au delà s'élèvent des collines à tête ronde, en forme de *kopje*. Les villages ont des noms significatifs : Novo Hamburgo, Hamburgerberg. Des enfants au teint laiteux, aux cheveux clairs, trottent, jambes nues, sur les chemins de sable et saluent d'un *guten Tag* nettement accentué.

Plus loin, c'est l'*Urwald*, la forêt vierge. Les colons continuent à désigner de ce nom la contrée que leurs grands-parents et leurs pères ont défrichée, percée de chemins, peuplée de petites fermes et de villages. Ce qui reste de forêt, c'est sans doute la libre, sauvage, primitive poussée des arbres qu'aucune main d'homme n'a plantés sur ce sol. Mais l'*Urwald* est aujourd'hui éventré, élagué, endigué, domestiqué. Il a cessé d'être un bloc. Il enserme de fertiles cultures. Les Indiens s'en sont retirés ; ils vivent aujourd'hui aux confins de l'État de Rio Grande et de l'Argentine ; ils sont d'ailleurs décimés, et ont cessé depuis longtemps de se montrer hostiles aux envahisseurs. Les bêtes sauvages aussi ont disparu : tigres, pumas, panthères, chats-tigres ont fui vers l'intérieur. Les singes seuls sont restés, bandes malfaisantes et peureuses, dont

on entend le soir le hurlement triste s'enfler, monter et s'éteindre comme un souffle de rafale à travers la forêt.

On ne circule dans ce pays qu'à dos de cheval ou de mulet. Des enfants de six ans grimpent à trois sur la même monture, pour se rendre à l'école. Les adultes nouveau-venus, Italiens, Allemands ou Portugais, apprennent vite à se tenir en selle et à y demeurer des journées entières. Les femmes ont leur mule pour aller le dimanche à la messe. Les étrangers prennent le goût des longues chevauchées et s'équipent à la mode du pays; les jeunes Allemands des familles aisées ont, comme les Brésiliens de vieille souche, des ornements d'argent massif à leurs selles, des cravaches à pommeau d'argent, des éperons d'argent.

Les chemins deviennent détestables, dès que l'on pénètre dans la *serra*. Ce ne sont que des passages frayés par le caprice du premier voyageur, caillouteux sur les pentes, ensablés dans les bas-fonds, et qui vont généralement au plus court, sans souci des plis du terrain. Après les pluies, qui durent souvent trois et quatre jours sans interruption, l'eau s'étale en longues mares qui dissimulent des fondrières où le cheval enfonce. Des rivières barrent la route; il n'y a de ponts nulle part; on laisse alors aux bêtes la bride sur le cou, et d'elles-mêmes elles cherchent et trouvent l'endroit guéable. Aux périodes de mauvais temps, les torrents ont des crues subites de plusieurs mètres; les communications sont alors interrompues entre les *picadas*; certains colons demeurent isolés

de leur voisinage pendant quinze jours et davantage. C'est par ces chemins que les émigrants nouveaux sont forcés de gagner la colonie qu'on leur a désignée. Ce pénible voyage dure parfois plus d'une semaine ; ils l'accomplissent par bandes, sous la conduite d'un fonctionnaire brésilien. Une ligne de chemin de fer, qui coupe le pays, peut les mener à moitié chemin ; mais plusieurs journées de marche à travers la forêt sont toujours nécessaires pour atteindre le but dernier.

Lorsque le voyage est terminé, un dur labeur commence. Il faut que le colon s'installe lui-même sur le lot de forêt qui lui est attribué, et dont l'étendue est en général de 25 à 50 hectares. La forêt vierge lui livre les choses les plus nécessaires à sa pauvre existence : le bois de son feu, le poisson et le gibier ; le terrain des clairières produit avec une luxuriance tropicale les haricots noirs, les pommes de terre, le maïs. Mais la besogne de défrichement est pénible. C'est presque la vie primitive de l'humanité qui recommence pour ces colons de la *serra*. Ils abattent les arbres, coupent les lianes, rasant les buissons et tressent de branchages entrelacés leur premier abri. Pour ce travail, quelques outils à main, haches, serpes, scies, leur sont fournis par le directeur brésilien de la colonie.

La plupart d'entre eux sont étrangers à ce métier de bûcheron et ne s'en tirent qu'avec peine. Le sol une fois défriché, il faut le retourner à la bêche et à la houe. L'emploi de la charrue est rendu impossible

par les racines des arbres que le colon coupe au ras de terre, mais qu'il ne peut arracher avec les outils dont il dispose; il les laisse lentement pourrir, et sème entre les souches. Lorsqu'une scierie se trouve par chance aux environs, il y traîne les troncs abattus pour les faire débiter en planches; et, tandis que croît la première récolte de pommes de terre et la première moisson de maïs, il trouve enfin le loisir de construire, tant bien que mal, sa maison.

Mais une dette lourde pèse dès le début sur lui, car il lui faut rembourser à l'État ou à la compagnie de colonisation le lot qui lui a été concédé. Dans un prospectus destiné à la propagande, et dont les indications ne sont certainement pas pessimistes, le docteur Hermann Meyer, directeur d'une société de colonisation et concessionnaire de vastes territoires dans Rio Grande do Sul, compte qu'un minimum de 2 500 marks est nécessaire à l'émigrant pour payer son voyage et ses frais de premier établissement<sup>1</sup> : il est presque sans exemple qu'un émigrant paysan dispose d'une somme aussi forte; le plus souvent une compagnie de colonisation lui avance jusqu'aux frais de voyage.

Tous ceux qui ont connu la dureté de ces débuts n'en parlent qu'avec amertume. Quelques-uns se désespèrent d'avoir ainsi troqué leur vie de pauvre pour une vie de misère et repartent. Ils passent en Argentine, où, dans les grandes agglomérations

1. Dans *Die Privatkolonien von Dr. Hermann Meyer in Rio Grande do Sul*.

urbaines, il leur est plus facile de gagner leur vie par des travaux plus semblables à ceux de la mère-patrie. Mais ces découragés sont surtout des Italiens. Les Allemands acceptent cette vie rude avec plus de patience ou de passivité.

Leur patience finit par avoir raison de la misère. Sauf des cas exceptionnels, la situation matérielle des émigrés s'améliore toujours au bout de quelques années. Les champs et la forêt fournissent en abondance de quoi subvenir aux besoins immédiats. Les familles nombreuses se tirent d'affaire plus vite que les autres, parce que plus de bras sont occupés à remuer la terre. Les colons les plus pauvres se procurent, au prix de quelques sacs de maïs, de la volaille, puis quelques porcs, parfois même une tête ou deux de gros bétail. La luxuriante nature nourrit largement bêtes et gens, et les colons ont à tout le moins l'assurance de ne jamais mourir de faim.

A la seconde génération, de petites fortunes immobilières commencent à se constituer. Le signe de l'aisance, et la partie la plus importante du capital, est la maison même que la famille habite. Les fermes sont des constructions un peu massives, de pierre ou de briques, entourées d'une demi-douzaine de bâtiments en bois, granges, écurie, étable, porcherie, et d'un vaste enclos où paissent les vaches et les chevaux. L'intérieur de ces demeures est d'une extrême simplicité. Il n'est pas rare pourtant d'y trouver une « belle chambre », une pièce réservée aux réceptions; les murs blanchis à la chaux s'ornent d'images

pieuses et quelquefois de portraits de la dynastie allemande. Sur les meubles frustes et massifs sont étalées des tapisseries enfantines ou des nappes brodées de maximes rimées. On a essayé de donner à ce coin de la maison un air d'élégance et de confort ; il arrive que l'on y trouve un fauteuil à bascule.

Les paysans propriétaires de ces maisons se plaignent pourtant de ne pas pouvoir s'enrichir. Ce n'est pas assez de bien vivre ; il faudrait pouvoir amasser un peu d'argent. Le fermier n'a pas toujours l'occasion de vendre les produits de sa terre. Les champs fournissent plus de maïs, de manioc, de pommes de terre et de haricots noirs qu'il n'en faut pour lui et les siens. Il élève son bétail presque sans frais, puisqu'il y a tout autour de sa ferme des pâturages naturels. Il mange de la viande presque tous les jours, et cela est un luxe dont n'oseraient jamais rêver les pauvres paysans du Mecklembourg et de la Poméranie. Les fruits abondent ; les oranges sont chose de si peu de prix qu'on les donne communément aux pourceaux. Mais les colons se lamentent presque d'être forcés de vivre si largement, d'en être réduits à consommer sur place le produit de leurs récoltes. Ce bien-être au jour le jour, sans économies, sans garanties pour l'avenir, leur fait encore l'effet d'une demi-misère.

Rio Grande do Sul pourrait être, et deviendra sans doute, un marché d'exportation. Déjà il expédie en grande quantité vers le nord du Brésil de la graisse

de porc; la production du maïs y est importante et pourrait être centuplée; la vigne, le tabac, la canne à sucre donnent de bons résultats; les forêts fournissent des bois rares et précieux; il y a même, dans l'intérieur du pays, quelques gisements de charbon et des traces d'or. Mais toutes ces richesses demeurent inexploitées, parce que les moyens de communication et de transport sont insuffisants ou même nuls.

Quelques lignes de chemins de fer ont été établies dans la partie basse de l'État. Elles commencent à peine à pénétrer dans la *serra*, et la plupart des colonies se trouvent à plusieurs jours de voyage des gares ou des stations fluviales; il n'y a pas de routes carrossables; sur d'étroits chemins, sablonneux en temps sec, affreusement boueux quand il pleut, on est contraint de transporter les marchandises à dos de bêtes: on pose sur chacune un grand bissac de peau rempli de graisse ou de farine de manioc; on attache en une longue file quinze ou vingt mules; un homme à cheval prend la tête, et le cortège s'en va lentement à travers les *picadas*, pendant quatre, cinq, six jours, au soleil et à la pluie.

Le vin ne résiste pas aux secousses d'un tel voyage; le lait encore moins. Le fret absorbe d'ailleurs tout le bénéfice: à trois jours au nord de Porto Alegre, le sac de maïs valait en 1904 deux milreis<sup>1</sup>; mais il fallait compter deux milreis et demi pour le transporter jusqu'à la ville.

1. La valeur du milreis était alors de 1 fr. 25.

Le gouvernement de l'État semble peu pressé de construire de nouveaux chemins ou de nouvelles voies ferrées. Il est depuis longtemps question de rejoindre Porto Alegre à la mer voisine par un chemin de fer. La petite ville de Torres deviendrait alors le port septentrional de l'État. Cette ligne nouvelle éviterait aux voyageurs le détour long et coûteux par la lagune dos Patos et São Pedro do Rio Grande. Elle sera créée tôt ou tard; sur son tracé se trouvent des colonies florissantes qui ont besoin d'un débouché. Mais on ne sait quelle indolence brésilienne en retarde l'exécution.

Toutefois les dirigeants brésiliens ne sont pas seuls responsables de la pauvreté des colons. Les colons eux-mêmes sont en général gens de peu d'initiative. Les Allemands n'ont rien changé aux méthodes de culture qu'ils tiennent de leurs grands-parents; ils sèment le maïs, le manioc, les pommes de terre et les haricots noirs selon la coutume ancienne du pays, et se refusent aux innovations. Quelques essais ont pourtant prouvé que le tabac, la canne à sucre, le coton, le riz donnent encore d'excellents résultats à cette latitude. Néanmoins l'État en est réduit à importer en quantités considérables chacun de ces produits. Rio Grande do Sul a été autrefois le grenier à blé du Brésil; il fait venir aujourd'hui de l'Argentine les céréales et la farine.

Les transactions commerciales se font encore d'une façon primitive. Les paysans se contentent presque partout d'échanger leurs denrées pour des produits



manufacturés. Les intermédiaires nécessaires sont les tenanciers des *ventas*. Il y a dans chaque colonie une ou plusieurs de ces *ventas*, qui sont à la fois des auberges, des entrepôts de marchandises et même des sortes de banques locales. Le *vendeiro* est un gaillard actif, entreprenant, et à qui sa connaissance du portugais confère un avantage sur ses compatriotes. Il reçoit en dépôt le produit des récoltes, dont les paysans se désintéressent alors entièrement. Il se charge de les revendre au loin ou de les placer à crédit; presque chaque fermier a chez lui un compte ouvert : on lui laisse le soin de faire fructifier les capitaux; c'est de lui que dépend la prospérité financière d'un assez grand nombre de familles paysannes; une faillite de *vendeiro* a pour conséquence la ruine de tout un canton.

La difficulté des transports, l'indifférence des paysans, l'accumulation des intermédiaires sont autant d'obstacles au développement économique du pays. Mais s'il n'y a de vraie richesse nulle part, il y a du bien-être partout. Les émigrants, quand ils sont parvenus à vaincre la dure gêne du début, réalisent en somme sur ce coin de terre l'idéal simple de toute leur vie : un toit, un champ à eux, et la nourriture de chaque jour assurée. Leur première patrie ne leur en offrait pas tant. L'égoïste satisfaction de vivre en petits propriétaires étouffe en eux les regrets de l'exil.

On donne le nom de *Deutsch-Brasilien* à l'ensemble

des colonies allemandes du sud du Brésil. Cette Allemagne d'outre-mer n'est pas une contrée dont les limites soient aisées à fixer. Les colonies allemandes sont séparées les unes des autres par de vastes étendues de terres encore vierges, ou par d'autres colonies d'une nationalité différente.

Toutefois, on peut, dans Rio Grande, parcourir un espace de plus de deux cents kilomètres sans presque sortir du territoire de langue allemande. Une chaîne de colonies allemandes relie São Leopoldo, qui est situé au nord de Porto Alegre, à Santa-Cruz qui se trouve au centre de l'État. J'ai voyagé dans cette région plusieurs journées de suite, sans entendre parler que l'allemand. En aucun pays du monde on ne rencontrerait un groupement d'émigrants allemands d'égale importance, aussi cohérent et aussi pur de tout mélange. Sur ces hauts plateaux du Brésil, les Allemands sont, du moins provisoirement, protégés par leur isolement contre tout péril d'absorption ou d'assimilation. Le milieu brésilien n'est pas capable de provoquer le curieux phénomène de dénaturalisation allemande que l'on observe si fréquemment aux États-Unis.

Il n'y a presque pas de villes dans ce Brésil méridional. On ne trouve, à l'intérieur, que des villages très distants les uns des autres, tout au plus de gros bourgs, où se tiennent les marchés. Santa Catharina et Rio Grande do Sul ne sont encore et ne seront longtemps que des États agricoles et paysans.

Il est naturel que les colons allemands aient gardé

non seulement leur langue, mais encore bon nombre de leurs coutumes. En particulier, ils se sont empressés de fonder une quantité innombrable de sociétés, *Vereine*. Les distractions en commun et les réunions du dimanche sont des habitudes auxquelles les Allemands restent partout attachés obstinément; c'est presque la seule coutume qu'ils n'aient pas abandonnée aux États-Unis. Les *Vereine* pullulent dans l'*Urwald*. L'éloignement des fermes ou des villages n'est pas un obstacle : les colons sellent, le dimanche matin, leur cheval, et font un voyage de plusieurs heures pour gagner la *venda* où l'on s'assemble. Les jeux de boule, le tir, la gymnastique, les chants en chœur occupent leurs après-dîners. La bière seule leur manque; ils la remplacent par le *mate* et aussi par la *cachaça*, mauvaise eau-de-vie de canne à sucre. Les sociétés les plus nombreuses ont pour unique objet l'amusement. Mais il s'en rencontre aussi d'un caractère plus sérieux, sociétés de secours mutuels, unions agricoles, ou *Bildungsvereine*, qui se proposent la fondation de petites bibliothèques de prêts, pour répandre l'instruction.

Les distinctions de la mère-patrie ne sont pas complètement abolies; les émigrés originaires d'une même province se recherchent et se groupent étroitement. Parmi les Allemands de là-bas, deux catégories ne se mêlent guère : les Poméraniens et les Rhénans. En passant d'une *picada* à l'autre, on entend le dialecte changer, et le bas-allemand remplacer le patois du Hunsrück.

L'aspect des maisons et des intérieurs marque le passage du territoire proprement brésilien au territoire de langue allemande. Un goût plus grand de l'ordre, de la propreté, de l'intimité se révèle dans les détails de construction, d'arrangement, et dans les essais d'embellissement de la demeure, malgré tout humble et fruste. Les Allemands ont instinctivement essayé de façonner ce pays sur le modèle du leur ; l'aspect des lieux les y invitait. Leurs colonies de la *serra* évoquent quelquefois l'image de certaines parties de la Forêt Noire. Les têtes rondes des collines, qui atteignent à peine 1 000 mètres de hauteur, sont couvertes encore de bois sombres et vivaces, tandis que les cultures et les pâturages s'allongent sur les pentes et empiètent lentement d'année en année sur la forêt ; le fond des vallées est strié de plantations régulières, au milieu desquelles on aperçoit quelques fermes isolées, parfois une agglomération de quelques maisons autour d'un petit clocher de bois ; paysages harmonieux, modérés ; contrée tout européenne, où l'on se sent chez soi presque sans effort.

Le paysage pourtant manque de vastes horizons et laisse par son uniformité. Un voyage à travers les colonies ne comporte guère d'imprévu. Pendant de longues heures, au trot monotone des chevaux, on suit les chemins étroits de la forêt, dans une ombre humide et chaude. Les rencontres sont rares ; on croise parfois un commis-voyageur qui voyage à cheval de *venda* en *venda*, ou un attelage de mules conduit par un nègre, que l'on entend jurer et sacrer

en allemand, parce qu'ayant toujours vécu dans cette parti de la *serra*, il ne connaît pas d'autre langue. Lorsqu'on descend des hauteurs vers les vallées, des clairières s'ouvrent; du manioc ou du maïs y pousse entre les troncs d'arbres calcinés. Ce sont enfin de vastes étendues découvertes, prairies où le bétail paît dans des enclos, champs cultivés comme un jardin, fermes entourées de palmiers, d'orangers, de bananiers. Et de nouveau l'on rentre dans la forêt pour retrouver dans la vallée voisine une colonie semblable à la première.

Vers le soir, on s'arrête à quelque *venda*. Au bruit du cheval, le patron s'en vient lentement sur le seuil. Il vous tend sa large main, vous fait asseoir sur un banc, et familièrement vous interroge : « Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Où allez-vous ? Quelles affaires avez-vous en ce pays ? » On répond lentement, en prenant son temps, à la façon paysanne. On s'informe à son tour : si la récolte a été bonne, et quel est le prix du maïs ? on parle des routes, et des améliorations que tout le monde dit nécessaires et que personne n'entreprend.

Ces préliminaires terminés, le patron vous dit avec calme : « Dessellez votre cheval ; mettez le harnais ici ; vous trouverez l'écurie là-bas ». Et l'on desselle son cheval ; on le mène vers l'écurie ; on lui donne soi-même le maïs et le foin. Puis on reprend la lente causerie, dans la grande salle sombre de la *venda*, tandis que la nuit froide tombe sur les campagnes désertes, sur la forêt, dans une angoissante plénitude de silence.

« Venez dîner », dit le patron ; et il vous fait asseoir à la table où viennent prendre place sa femme et ses dix ou douze enfants. On sert à la fois les haricots noirs, le riz et la farine de manioc, qui, mélangés, forment la nourriture habituelle des gens du pays, un rôti de bœuf ou de porc, des œufs au jambon, un ou deux poulets, et de larges plats de pommes de terre ; pour dessert, des confitures de goyave, du miel sauvage et une tasse de café. Chacun se sert à son goût et mélange tous les mets dans son assiette. Le service est sommaire, mais le repas toujours substantiel et bon, et la bande des enfants attablés a de belles joues luisantes et rondes.

Après le dîner, il faut prendre le *mate* avec le patron. Cette coutume indigène a été adoptée par tous les étrangers. Le *vendeiro* verse dans sa petite calebasse la poudre noire de *mate* et l'eau bouillante ; il hume le premier l'amère boisson, à l'aide d'un tuyau d'argent semblable à une pipe chinoise ; puis il l'offre à ses hôtes, et l'on cause tandis que le tuyau circule de bouche en bouche. Le journal souvent n'arrive qu'une fois par semaine dans les *vendas* éloignées ; chaque voyageur nouveau est comme un messager du monde extérieur ; on l'interroge jusqu'à ce qu'il ait épuisé sa provision de nouvelles.

De jour en jour, la même vie reprend : mêmes paysages, mêmes chemins, mêmes *vendas*, mêmes entretiens. Et l'on pourrait commencer à croire que tout le pays n'est peuplé que d'Allemands, si brusquement, sans raison apparente, le langage des habi-

tants ne venait à changer. L'italien remplace l'allemand. C'est que l'on vient de pénétrer dans les colonies italiennes qui ne sont ni moins étendues, ni moins peuplées, ni moins bien cultivées que les colonies allemandes.

### III

La presse allemande loue volontiers les Allemands du Brésil d'avoir su, à l'étranger, se faire les champions du germanisme, du *Deutschtum*. Sauvegarder son *Deutschtum*, est-ce conserver, en même temps que la langue, les mœurs et les habitudes d'esprit du pays natal, un loyalisme étroitement allemand? et lutter pour le *Deutschtum*, est-ce vouloir implanter le nationalisme allemand sur le sol brésilien? Cette conception a des partisans parmi les colons allemands du Brésil, et ce ne sont pas les moins intelligents ni les moins entreprenants. Les grands marchands, qui vivent dans les ports, à Porto Alegre, à Pelotas, à São Pedro, sont souvent, sans compromission, de violents ennemis de tout ce qui est brésilien. Ce n'est pas à dire qu'ils soient restés de nationalité allemande; la plupart d'entre eux sont au contraire naturalisés Brésiliens; beaucoup sont nés au Brésil. Mais, riches et justement ambitieux d'étendre leur commerce, ils se voient entravés dans leurs efforts par la mollesse, la mauvaise volonté et l'avidité du gouvernement local. Ils représentent, sans aucun doute, l'élément le plus actif de la popu-

lation. Ils ont l'éducation commerciale, l'esprit d'ordre et d'entreprise, les capitaux. Aussi méprisent-ils et exècrent-ils l'administration indolente, imprévoyante, parfois concussionnaire, qui retarde à la fois le développement du pays et celui de leur fortune.

Ils établissent une comparaison perpétuelle entre les choses d'Allemagne et celles du Brésil : le gouvernement là-bas fort, impartial, indépendant, ici livré aux intrigues et aux rancunes personnelles ; — d'une part, des habitudes de labeur patient, une vie simple, économe, rangée ; de l'autre, l'oisiveté, les flâneries bavardes, les amourettes, le jeu ; — l'instruction partout répandue en Allemagne, presque partout négligée au Brésil, etc.

Ces irréconciliables restent, des pieds à la tête, des Allemands d'Allemagne. Ils sont, dans leur rapports avec les Brésiliens, semblables à ces Européens qui vivent et meurent dans les *settlements* d'Extrême-Orient, s'enrichissant à trafiquer avec les populations indigènes, mais gardant pour elles, jusqu'au dernier jour, des sentiments de mépris et quelquefois de haine.

Ces Allemands ne sont qu'une minorité. Les colons moins aisés n'ont pas leur intransigeance et conviennent que le Brésil leur a donné, à défaut d'autre chose, des facilités de vie qui leur manquaient. Ils y vivent mieux avec moins de travail. Arrivés pauvres, ils ont l'espoir de devenir ici de petits bourgeois, et d'acquérir du bien. Ils sont presque reconnaissants à ce pays de les avoir élevés au-dessus de la position



sociale dans laquelle ils eussent été murés en Allemagne. Et il semble que chez eux le *Deutschtum* ne soit plus l'expression d'un chauvinisme d'outre-mer. L'administration allemande, l'instruction allemande, les mœurs allemandes ne sont point des choses qu'ils opposent avec amertume aux choses du Brésil. Ils n'ont pas la constante préoccupation d'instituer des comparaisons, afin d'amoindrir leur patrie nouvelle. Mais ils souhaitent que toutes ces supériorités allemandes puissent servir à fortifier au Brésil leur situation de bourgeois commençants. Ils les proposent comme modèles. Le *Deutschtum* personnifie leurs aspirations vers une situation meilleure. Il est leur idéal de vie.

La « lutte pour le *Deutschtum* », ainsi entendue, se justifie bien mieux au Brésil qu'aux États-Unis. Au Brésil, le *Deutschtum* représente vraiment un état de civilisation plus achevée que la civilisation locale. Aux États-Unis, l'opposition d'une civilisation strictement allemande à une civilisation strictement anglo-saxonne a quelque chose de factice. Il n'y a pas d'antagonisme entre l'une et l'autre. Elles ont historiquement une origine commune. Et bien que les principaux éléments ethniques, qui composent aujourd'hui le peuple américain, se soient développés, durant des siècles, d'une façon indépendante, dans des conditions locales et des conditions historiques qui les ont individuellement marqués d'une empreinte particulière, ils ont néanmoins assez de points communs pour pouvoir, en un temps assez

court, se combiner et former un peuple uni d'éducation, d'aspirations et de mœurs. Au Brésil, la fusion est malaisée, parce que les civilisations en présence sont inégalement développées.

Mais doit-on considérer tous les colons allemands du Brésil comme des représentants qualifiés et conscients de la civilisation germanique?

En dehors de ceux qui habitent les villes ou les centres agricoles, ils ne se soucient guère de la « lutte pour le *Deushtum* ». Les paysans de la *serra*, qui sont le plus grand nombre, ont reçu une éducation trop limitée pour se faire les champions d'une idée. Leur ignorance, en général, est grande; plus particulièrement, l'ignorance des choses de l'Allemagne, chez les colons de la seconde génération, est stupéfiante. Et les influences qui s'exercent sur eux sont trop contradictoires pour qu'ils puissent se former une idée claire des exigences de la « lutte pour le *Deushtum* ».

Deux Églises protestantes, qui se réclament l'une et l'autre du *Deushtum*, se disputent, à Rio Grande do Sul, les consciences paysannes. L'une est l'Église évangélique, dont les pasteurs sont formés en Allemagne, l'autre est le synode du Missouri, organisation luthérienne des États-Unis. Le synode du Missouri n'a commencé qu'en 1900-1901 à envoyer des missionnaires dans l'État de Rio Grande do Sul. Ils ont été accueillis, par les pasteurs rivaux, d'abord comme des agents secrets du commerce américain, comme des commis-voyageurs déguisés, puis comme

des émissaires politiques, chargés de travailler au rapprochement des républiques américaines :

Il y a deux ans, écrit un maître d'école des environs de Pelotas, apparut ici le premier missionnaire venu des États-Unis ; il se renseigna et apprit que la petite colonie de São Pedro, située au pied du Morro Redondo, à côté de la colonie allemande de São Domingos, et peuplée de Russes et d'Allemands, n'avait ni pasteur ni maître d'école ; on l'accepta comme tel pour un traitement minime, et quelques Allemands qui habitaient dans les environs se joignirent à la communauté. Il se montra empressé à faire des avances d'argent pour des achats de terres ou de bâtiments, et fit aussi quelques petits présents, en les accompagnant de cette remarque sarcastique, mais pourtant vraie en partie : « Qu'est-ce que l'Allemagne a fait pour vous ? — Nous venons, nous, à votre aide <sup>1</sup>. »

Le synode du Missouri, il est à peine besoin de le dire, n'est dans la dépendance d'aucune entreprise industrielle et commerciale, et il ne subit pas davantage une influence politique. C'est une organisation religieuse d'une orthodoxie très intransigeante, et son but unique est l'évangélisation des contrées lointaines. Il dépense chaque année de grosses sommes pour ses missions. S'il a dirigé depuis quelques années des missionnaires vers le sud du Brésil, c'est parce qu'il a voulu commencer l'évangélisation de l'Amérique du Sud par l'endroit le plus accessible. Ses pasteurs, qui sont exclusivement des Allemands ou des fils d'Allemands, sont accueillis par les colons sans hostilité et même avec sympathie.

1. *Deutsche Schulen und Schulgemeinden in Südbrasilien* (enquête faite par la *Blumenau-Stiftung*), p. 6.

L'influence de ces missionnaires se marque par un détachement de l'Allemagne impériale. C'est la seule tradition religieuse qui maintient chez les luthériens de l'Amérique du Nord l'emploi de la langue allemande. Politiquement, ils sont émancipés, complètement affranchis de toute influence européenne. Or il est fatal qu'ils se proposent en exemple aux populations allemandes de l'Amérique du Sud. Consciemment ou non, en éveillant ou en excitant en elles le sentiment de l'indépendance, ils les détournent de chercher des appuis, des exemples, des encouragements dans la mère-patrie. Ainsi, bien qu'ils se proposent seulement de répandre dans la langue de Luther la foi de Luther, leur propagande peut avoir pour résultat indirect d'engager les colons à constituer des communautés, dont la langue sans doute reste allemande, mais où se développe un patriotisme local très marqué. C'est un *Deutschtum* sécessionniste.

Les prêtres venus d'Allemagne s'attaquent à ces Américains avec une extrême violence. A leur influence séparatiste, ils opposent une action *deutschnational*. Ils apportent à leur besogne autant de passion patriotique que de passion religieuse. Ils sont d'ailleurs, aussi bien que les Américains du Nord, des étrangers et des passants dans ce pays; instruits et formés dans des séminaires d'Allemagne, ils ne viennent passer à Rio Grande do Sul qu'un nombre d'années limité; il est rare qu'ils s'y exilent sans esprit de retour. Aussi conservent-ils de fortes attaches avec la mère-patrie, et leurs sentiments les

poussent naturellement et nécessairement à une sorte de propagande impérialiste. Ils prêchent, suivant une parole fameuse, l'évangile de la personne sacrée de l'Empereur. Dans un presbytère, où je rendais visite à l'un de ces pasteurs, un grand portrait de Guillaume II, pendu au mur, était le seul ornement. Beaucoup d'entre eux se croient sincèrement investis d'une sorte de mission politique. Mais la tâche leur est rendue difficile par la pesante indifférence de la masse des colons.

Plus que l'église, l'école pourrait servir à répandre les idées et l'influence de l'Allemagne. Mais, faute d'argent, la situation des écoles de campagne demeure misérable. Elles sont dispersées çà et là, à travers la *serra*; toutes les colonies ne sont pas assez riches pour posséder une maison d'école et payer un instituteur; il n'y a souvent qu'un seul local et un seul maître pour plusieurs communautés. Le bâtiment n'est qu'une pauvre hutte, au sol de terre battue. Le mobilier le plus élémentaire, tables et bancs, fait souvent défaut; le matériel scolaire, cahiers, livres, cartes, mappemondes, est encore plus rare. Les écoliers en sont réduits à accepter sans correctif et sans contrôle l'enseignement que leur donnent leurs maîtres d'école.

Et quels maîtres d'école! Leur métier est de tous le moins rétribué. Les travailleurs les plus précieux et les plus recherchés dans ce pays sont les travailleurs manuels. Et ce n'est souvent que par incapacité

de gagner leur vie autrement que des pauvres hères se résignent à ce métier de meurt-de-faim. Les spécialistes, les instituteurs de métier, ne se rencontrent que dans les villes et dans les gros centres agricoles. Dans les *picadas*, on fait flèche de tout bois; on y prend à l'essai les sans-travail et les vagabonds, s'ils savent lire. Les antécédents de ces instituteurs sont d'une ironique variété : « Si cela n'était pas si triste, écrit un instituteur de São Laurenço, nous pourrions être fiers des représentants de notre profession; un comte, quatre barons, trois officiers, cinq ingénieurs, cinq commerçants; les autres sont des tailleurs, des cordonniers, des colons agricoles, etc. <sup>1</sup> ». Les plus heureux touchent à la campagne 500 milreis <sup>2</sup> par an. Les autres reçoivent de chaque écolier un milreis (un franc vingt-cinq) par mois; lorsque le mauvais temps ou des travaux pressants empêchent les enfants de venir à l'école, le maître est réduit à la misère.

En dehors des centres importants, ces écoles périssent. Il y a quelques années (1904) une association s'était fondée en Allemagne, avec le but spécial de relever l'enseignement de l'allemand dans les trois états du Paraná, de Santa Catharina et de Rio Grande do Sul : elle fit une enquête qui révéla au grand public le triste état des choses et provoqua de la part des intéressés de pressants appels de fonds. Le gouvernement allemand accorda à plusieurs écoles, à Blumenau ou

1. *Deutsche Schulen und Schulgemeinden...*, p. 12.

2. 625 francs au taux du change en 1904.

dans les environs, des subsides annuels de quelques centaines de marks.

Des subventions ou des souscriptions pourront remédier à la situation matérielle de ces écoles. Mais un double danger menace leur existence. C'est d'abord, dans les *picadas*, l'indifférence des colons : « Notre école, où fréquentent trente enfants, écrit un instituteur de Blumenau, pourrait avoir beaucoup d'élèves, puisque la colonie comprend 150 familles. Mais les vieux colons, ceux qui sont venus d'Allemagne (ce sont, dans une proportion de 90 p. 100, des Poméraniens) n'ont plus guère d'enfants en âge d'aller à l'école, et la deuxième génération, qui est encore allemande par la langue et par les mœurs, a peu d'intérêt et de compréhension pour la nécessité d'une bonne éducation scolaire<sup>1</sup> ».

L'autre danger, c'est l'introduction du portugais dans l'enseignement; cette compromission conduit souvent les écoles allemandes à fusionner avec les écoles de langue portugaise. Le portugais finit, par un entraînement progressif et fatal, par prendre le dessus. Les écoles des grands centres ne peuvent pas se refuser à enseigner le portugais. Elles y perdraient d'abord les subventions que leur accorde parfois le gouvernement brésilien. Elles y perdraient aussi un grand nombre d'élèves, qui, vivant dans un milieu brésilien, sentent la nécessité de parler portugais; la plus importante école allemande de Porto Alegre, bien que sub-

1. *Deutsche Schulen...*, p. 104.

ventionnée par l'Empire allemand, enseigne simultanément l'allemand, le portugais, le français et l'anglais.

On a dit de l'allemand, non sans vérité, qu'il n'est pas une langue d'exportation. De même qu'il succombe aux États-Unis dans sa concurrence avec l'anglais, de même il semble céder au Brésil devant le portugais. C'est que sans doute, malgré sa richesse et sa variété, que personne ne songe à contester, la langue allemande présente, à qui veut l'apprendre, des difficultés de syntaxe, de prononciation et même d'écriture, qui rebutent d'abord. Le portugais, langue logique, claire et facile à prononcer, séduit les enfants, et c'est le portugais qu'ils parlent de préférence, si l'occasion leur est donnée de l'apprendre en même temps que l'allemand. Les témoignages ne manquent pas. Un maître d'école d'une colonie éloignée écrit :

Nous sommes ici à la limite du territoire de langue allemande. Nos terres touchent au *campo*, qu'habite une population exclusivement portugaise de langage. Les Allemands dispersés çà et là se sont déjà fondus dans l'élément brésilien; leurs descendants ne savent déjà plus ce que signifie le mot *allemand*. Même dans notre district demeurent quelques familles d'origine allemande, qui ne consentent qu'à regret à parler allemand, en donnant pour raison qu'elles n'ont jamais été dans une école allemande, et que le portugais leur paraît plus facile <sup>1</sup>.

A supposer même que l'école puisse perpétuer l'emploi de la langue allemande, pourrait-elle conserver chez les enfants une mentalité allemande ?

1. *Deutsche Schulen...*, p. 52.



Ces enfants de paysans, nés dans la forêt, élevés dans un milieu étroit, presque sans relations avec le reste du monde, pourraient-ils se faire une idée claire de l'Allemagne moderne, des services qu'ils peuvent eux-mêmes lui rendre, et de ce qu'ils sont en droit d'attendre d'elle? Cette éducation serait peut-être possible si les enfants recevaient pendant de longues années, et en particulier durant l'adolescence, un enseignement approprié, minutieux et méthodique, une sorte d'enseignement secondaire professé par des maîtres compétents. Mais il est bien question ici d'éducation intégrale! L'enseignement reste partout rudimentaire: les enfants apprennent à lire, à écrire et à compter, reçoivent un peu d'instruction religieuse et quelques notions de géographie et d'histoire, mais si peu qu'on ne peut vraiment compter sur cela pour former des cœurs allemands. « Il nous faudrait, écrit un instituteur, quelques cartes de l'Empire allemand, pour expliquer à nos écoliers ce que fut le pays de leurs pères... Il faudrait aussi, pour que la descendance des Allemands au Brésil pût garder l'amour du pays de ses ancêtres, qu'elle connût l'histoire de l'Allemagne ». Mais la population paysanne est en réalité à demi-illettrée, et ce ne sont pas des illettrés qui peuvent défendre un idéal national.

Restent les *Vereine*. Ils peuvent contribuer aussi à maintenir l'emploi de la langue; leur action est étendue, car il n'y a guère d'Allemand qui ne soit membre d'une société. Dans les réunions d'hommes, le rituel du *Bierkomment* impose aux buveurs les

mêmes gestes, les mêmes formalités, la même humeur expansive et familière, jusqu'aux mêmes plaisanteries ; la *Kneipe* allemande se retrouve dans tous les coins du monde, toujours semblable à elle-même.

Dans les villes ou dans les gros bourgs il existe toujours un club allemand, propriétaire d'un important local pour les réunions : on y donne des soirées musicales, on y joue des comédies d'amateurs, on y organise des conférences ou des bals. C'est un lieu où l'on remue sans fin des souvenirs d'Allemagne, les nouveau-venus apportant de façon continue un peu de jeunesse et de renouveau. Les réunions, toutefois, n'ont un caractère bien allemand que lorsque les vieux y sont en nombre pour défendre la tradition ; une séance hebdomadaire ou mensuelle ne suffit pas à créer chez les jeunes d'impérieuses habitudes. Je me souviens d'une soirée dans un club où tout me rappelait à la fois l'Allemagne et les *Vereine* allemands des États-Unis : la salle ornée de portraits de la famille impériale, la grande table où l'on servait la bière fraîchement tirée au tonneau, la fumée des cigares, et la cordialité un peu bruyante de l'assemblée. Les membres les plus jeunes du club jouaient aux quilles dans une allée recouverte d'un plancher de bois ; sur un coup douteux, une discussion s'éleva, et les jeunes gens se mirent à parler non pas allemand, mais portugais. Quelques membres plus âgés vinrent donner en portugais leur opinion sur le cas ; on n'entendait plus un mot d'allemand dans la salle, et le président se vit obligé de lancer

un énergique rappel à l'ordre, ce qu'il fit, lui aussi, en portugais : *Aqui se falla allemão*.

Les clubs ou *Vereine* inclinent ainsi à prendre le caractère de sociétés où l'on vient périodiquement s'exercer à parler une langue étrangère. Aux États-Unis, cette transformation est, en beaucoup d'endroits, un fait accompli; au Brésil, elle s'indique déjà dans les villes.

Les associations ne peuvent guère servir qu'à entretenir chez les émigrés de vieux sentiments de loyalisme. Quelques-unes au moins y réussissent; ce sont les *Kriegervereine*, presque tous composés d'anciens combattants de la guerre de 1870. Leurs adhérents possèdent encore leur uniforme; aux jours de grande fête, à l'anniversaire de Sedan, ils s'assemblent en grande tenue et envoient par télégramme à l'Empereur l'assurance de leur inébranlable dévouement. C'est chez ceux-là, qui ont connu l'Allemagne nouvelle et combattu pour elle, qu'il faut chercher les cœurs les plus ardemment et les plus naïvement allemands.

Mais il ne savent pas faire passer leur ardeur chez leurs fils. Il leur manque, pour enthousiasmer la génération nouvelle, l'art d'exprimer et de communiquer les sentiments. Il leur manque aussi des chefs. Rarement de véritables entraîneurs se sont révélés parmi eux; l'un d'eux, Koseritz, fondateur d'un journal allemand à Porto Alegre, était parvenu à grouper les Allemands, à leur faire oublier les rancunes locales et personnelles. Mais il est mort et personne n'a su reprendre son œuvre.

L'œuvre serait écrasante; car la force des choses éloigne de l'idéal des vieux les jeunes générations. Ce même amour du sol natal, qui reporte invinciblement le souvenir des vieux vers les rives du Rhin ou les champs de Poméranie, attache les fils des colons à la forêt maternelle et au sol brésilien. Le réseau multiple et impérieux des habitudes et de la vie journalière, les souvenirs d'enfance, le milieu familial enchainent l'affection des fils du pays, et l'empêchent de se détourner vers une contrée dont ils ne savent que le nom. Au surplus, l'aisance grandissante de la population allemande n'est pas faite pour aviver ses regrets de la patrie perdue. La nostalgie des vieux émigrants eux-mêmes est plus conventionnelle que profondément sentie. Dans le confort naissant, les cœurs s'attachent au pays auquel l'on doit l'aisance et la sécurité. De l'égoïsme satisfait naît un patriotisme nouveau, que les pères n'osent pas avouer, mais que les fils proclament.

La plupart des colons, même de ceux qui se disent le plus allemands, vantent avec conviction la patrie brésilienne. Ils n'y mettent aucune hypocrisie. Il est instructif de constater que la presse de langue allemande prend rarement un ton agressif à l'égard du Brésil. Le rédacteur en chef de la *Deutsche Zeitung* de Porto Alegre écrivait le 24 février 1906, dans un important article sur le *Deutschum* :

En essayant de sauvegarder et de léguer à nos descendants notre culture héréditaire et en particulier sa plus haute expression, notre langue, nous avons conscience

de rendre un service considérable non seulement à nos enfants, mais aussi à notre pays, le Brésil; car aussi longtemps que notre langue demeure vivante parmi nous, subsistent aussi nos traditions civilisatrices, et toutes ces qualités, qui ont toujours fait de l'Allemand à l'étranger le meilleur et le plus loyal collaborateur de la prospérité de sa nouvelle patrie.

Il y a, dans toute l'étendue du Brésil, une trentaine de journaux allemands; il n'en est pas un qui se fasse l'avocat des théories pangermanistes. On peut, à vrai dire, supposer que le nationalisme ombrageux de la population luso-brésilienne les incline à la prudence. Mais plusieurs de ces journaux sont des adversaires déclarés de la presse pangermaniste. En 1902 se fondait à Porto Alegre un journal qui prétendait être l'organe du patriotisme germano-brésilien, et se donnait le titre significatif de *Rio Grandenser Vaterland*. Il formulait son programme de la façon suivante :

Le *Rio Grandenser Vaterland* se fera un devoir de continuer à introduire dans notre patrie, qui est Rio Grande do Sul, les conquêtes civilisatrices de notre pays d'origine, l'Allemagne, et de cultiver les vieilles traditions allemandes. Mais il cherchera aussi à seconder les efforts et à satisfaire les justes exigences du pays que nous avons choisi comme notre patrie. Nous considérons que les commandements des citoyens brésiliens de souche allemande, vivant à Rio Grande, sont les suivants :

1° Sois de tout ton cœur et de toute ton âme un citoyen de Rio Grande, car c'est ici que tu as fondé ta famille, que tu vis, que tu travailles, et que tu espères mourir un jour.

2° Combats, comme tu le pourras, les desseins des pangermanistes et de leurs partisans, qui, là-bas ou ici,

trahissent notre pays, Rio Grande, et veulent le mettre sous la domination du casque à pointe. Combats, ici et là-bas, les pangermanistes, afin que l'effroyable guerre civile, qu'ils veulent provoquer, ne se déchaîne point.

Cette sorte de *credo* ne résume évidemment que les opinions d'un parti extrême. Mais il est significatif qu'un journal, dont le programme est aussi net et aussi agressif, trouve des lecteurs parmi les Allemands de la colonie, et qu'il puisse durer. Les questions de politique, et surtout de politique internationale, intéressent peu les colons. La moitié environ des journaux de langue allemande ne traitent que de questions religieuses ou agricoles. Les autres s'occupent des menus événements de la vie locale, débattent les intérêts immédiats des colons, en présentent les revendications, les éclairent sur leurs droits. Le contenu en est toujours assez maigre; les plus importants ne paraissent jamais plus de trois fois par semaine. Malgré les prétentions qu'ils affichent volontiers, ils n'exercent pas d'influence éducatrice. Leur public est trop restreint; ils ne pénètrent guère dans la *serra*; dans les groupements urbains, où ils sont lus, la presse de langue portugaise vient leur faire concurrence. Leur vie est partout précaire; aussi quelques-uns d'entre eux sont-ils forcés, pour s'assurer un cercle suffisant de lecteurs, de publier une partie allemande et une partie portugaise.

## IV

Les colons allemands, du moins ceux de la deuxième génération, ne sont pas, de parti-pris, hostiles à l'idée d'un rapprochement sincère et d'une fusion avec la population brésilienne. Ce n'est pas eux qui sont les pires ennemis de l'assimilation, ce sont les Brésiliens eux-mêmes.

Le gouvernement fédéral de Rio de Janeiro est favorable à l'immigration allemande, et ne fait que continuer en cela les traditions de l'Empire. Mais le Brésil est un pays peu centralisé, et chaque État a sa politique particulière. Le gouvernement de Rio Grande do Sul est anxieux de peupler son vaste territoire, pour en faire fructifier les richesses naturelles; mais il accepte sans empressement les émigrants allemands. Ils représentent déjà, à son gré, une proportion trop grande de la population totale ( $\frac{1}{3}$  ou  $\frac{1}{4}$ ). La question du « péril allemand » se discute toujours à Porto Alegre. On ne va pas jusqu'à dire que les colons allemands travaillent à préparer l'annexion de l'État à l'empire allemand. Mais on craint qu'ils ne veuillent peu à peu accaparer le pouvoir politique. Et les Brésiliens mettent tout leur orgueil de « Latins » à ne pas se laisser gouverner par des « Germains ».

Si l'orgueil latin disparaissait jamais d'Europe, on le retrouverait parmi les populations métisses et mulâtres de l'Amérique du Sud. C'est pour ne pas

compromettre l'indissoluble unité de la race que l'on préfère les colons latins aux autres. Aussi l'émigration italienne est-elle particulièrement en faveur à Rio Grande do Sul. De hauts fonctionnaires de l'État, sachant que je projetais une tournée dans les colonies allemandes, essayaient de m'en dissuader : « Les Allemands, me disaient-ils, sont routiniers ; allez voir plutôt les Italiens. Leurs colonies sont incomparablement plus belles et plus florissantes que les colonies allemandes. Ils ont introduit des cultures nouvelles ; les Allemands s'en sont toujours tenus aux vieux errements. » Et l'un de mes interlocuteurs concluait : « Voyez-vous, les nations germaniques n'ont que la force pour elles ; nous autres Latins, nous avons l'intelligence ».

La suspicion et le mépris dans lequel on tient les Allemands venait, au moment où je me trouvais à Porto Alegre, de trouver une expression officielle dans le rapport annuel du directeur des Travaux publics et de la Colonisation. Le passage suivant avait soulevé de violentes colères dans toute la colonie allemande :

En comparant le nombre des immigrants de 1902 avec ceux des dernières années, on constate que le courant d'immigration en cet État diminue progressivement. Pourtant si nous examinons la situation des colons étrangers dans les divers États du Brésil, nous voyons que c'est seulement ici qu'ils se trouvent dans les conditions voulues pour être facilement absorbés par notre nation, dont ils apprennent déjà la langue avec satisfaction, y compris les colons allemands, les plus réfractaires à l'incorporation.



Il est certain que ce résultat est dû à la sollicitude du gouvernement, qui procure à ces véritables bannis un bien-être qu'ils n'ont jamais eu. Mais il est nécessaire de ne pas oublier, comme je l'ai déjà dit en mon rapport de 1904, que la mentalité de ces hommes n'est pas la plus propre à seconder nos progrès moraux, dont la prééminence est essentielle, si bien que, pour triompher, avec une facilité relative, de cette mentalité, il convient que le nombre des éléments étrangers nouveaux dans l'État de Rio Grande ne soit pas élevé. Peu importe que notre progrès matériel soit un peu retardé par le manque de bras; les avantages à venir compenseront ce retard, qui est en réalité à peine sensible<sup>1</sup>.

Les Allemands furent d'autant plus froissés par cette déclaration qu'ils ont la prétention de travailler au moins autant que les Brésiliens indigènes au « progrès moral » du pays. Il ne leur platt pas d'être considérés comme des manœuvres, instruments du simple « progrès matériel ». Il leur semble transporter avec eux à travers le monde toute la culture allemande, expression la plus achevée de la civilisation européenne; volontiers ils se considèrent comme des missionnaires désintéressés de la science allemande; en s'entendant qualifier de déracinés, de bannis, *desterrados*, ils se crurent outragés. Ce fut leur tour d'invoquer la dignité et la supériorité de leur race. La presse allemande fut emplie pendant plusieurs mois de protestations contre la ridicule suffisance des hommes d'État brésiliens. Un certain sentiment d'amertume subsiste encore chez les Allemands instruits contre le gouvernement actuel.

1. *Relatorio da Secretaria de Estado dos negocios das obras publicas*, 1903, p. 81.

Selon les vœux du gouvernement, l'immigration allemande diminue.<sup>1</sup> Il n'arrive plus chaque année que quelques centaines d'émigrants. Pour empêcher chez ceux-là la persistance du sentiment national, on les dirige sur des colonies en voie de peuplement, où ils se trouvent mêlés à des Russes et à des Polonais ; les uns et les autres se trouvent forcés d'apprendre le portugais, pour avoir un dialecte commun.

On essaie, au contraire, de développer par tous les moyens l'immigration italienne. Le nombre des Italiens fixés à Rio Grande est encore plus difficile à déterminer que celui des Allemands. Le *Handbuch*

1. L'immigration diminue d'ailleurs d'une façon générale. Voici une statistique officielle publiée par le secrétariat des Travaux publics de Rio Grande do Sul.

Années.	Immigration totale.	Italiens.	Allemands.
1885. . . . .	8 496	7 600	105
1886. . . . .	3 354	2 352	797
1887. . . . .	5 328	4 362	503
1888. . . . .	4 927	4 241	277
1889. . . . .	9 807	7 629	423
1890. . . . .	19 485	2 701	3 414
1891. . . . .	20 739	9 440	1 901
1892. . . . .	8 496	7 523	260
1893. . . . .	2 795	1 503	219
1894. . . . .	582	311	203
1895. . . . .	2 329	947	469
1896. . . . .	3 095	917	441
1897. . . . .	1 451	690	242
1898. . . . .	1 606	989	261
1899. . . . .	1 956	1 070	235
1900. . . . .	1 503	745	194
1901. . . . .	1 255	631	269
1902. . . . .	847	359	189
1903. . . . .	743	305	195
1904. . . . .	834	293	189
1905. . . . .	963	247	162
1906. . . . .	1 013	449	137

*des Deutschtums* l'évalue à 60 000, contre 200 000 Allemands. En revanche, on estime, au secrétariat des Travaux publics, à Porto Alegre, que leur nombre dépasse de bien loin celui des Allemands. C'est sur eux que l'on compte pour transformer, dans un sens moderne, les vieilles méthodes empiriques d'agriculture. Mais il ne faut pas croire que, malgré la préférence sentimentale qu'on leur témoigne, les Italiens n'aient qu'à se louer de l'État de Rio Grande. Les inconvénients graves dont souffrent les autres colons sont une gêne pour eux aussi; le défaut de routes aisément et continûment praticables les empêche, tout comme les Allemands, d'expédier au loin leurs produits et d'amasser une fortune mobilière; l'innovation dont on leur fait honneur, la culture de la vigne, est pour eux de peu de profit, car ils sont obligés, faute de moyens de transport, de consommer leur vin sur place. Aussi, malgré la bienveillance des autorités, signale-t-on un exode régulier de colons italiens vers la République Argentine.

En dehors de la question de race, les Brésiliens ont une raison de ne pas se montrer défavorables aux Italiens. C'est qu'ils savent, à n'en pas douter, que l'Italie n'a pas de projets d'annexion dans l'Amérique du Sud. L'Allemagne ne leur inspire pas la même confiante certitude. La situation des Allemands au Brésil ne serait pas celle de suspects si l'on ne craignait, derrière eux, l'Empire allemand. Cette crainte, la presse brésilienne essaie de la justifier par des textes. En août 1904, le *Correio do Povo*, journal

quotidien de Porto Alegre, citait, dans une enquête sur le péril allemand, des passages extraits de divers périodiques allemands, tels que la *Vossische Zeitung*, la *Nationalzeitung*, l'*Echo*, les *Grenzboten*, desquels il semblait résulter que les Allemands considéraient les trois États du sud du Brésil comme une zone réservée à leur influence. Il rappelait aussi que le Congrès colonial, réuni à Berlin sous la présidence du duc Jean-Albert de Mecklembourg, avait émis, en 1902, un vœu pour que l'on dirigeât désormais l'émigration allemande vers les pays de climat tempéré de l'Amérique du Sud, et principalement vers le sud du Brésil. Et le *Correio* faisait en outre remarquer que le Congrès avait rejeté un amendement tendant à faire ajouter le mot d'*Argentine* à ceux de *sud du Brésil*. Par là, le vote prenait une signification particulière : il donnait à entendre que les Allemands voulaient concentrer tous leurs efforts sur un même point, afin d'y acquérir la suprématie.

En réalité, ni les articles de journaux cités, ni le vœu du Congrès colonial n'avaient la portée politique que leur attribuait le *Correio do Povo*. Quelques pangermanistes exaltés ont pu rêver l'annexion à l'Allemagne des trois États méridionaux du Brésil, Paraná, Santa Catharina et Rio Grande do Sul. Mais le gouvernement impérial ne paraît pas disposé à tenter l'aventure. Rien n'autorise à penser qu'il en ait même envisagé l'hypothèse. Jusqu'en 1896, le rescrit von der Heydt a maintenu en Prusse la défense de toute propagande en faveur de l'émigration vers

le Brésil<sup>1</sup>. Si des initiatives privées ont essayé d'y répandre et d'y consolider l'influence allemande, on peut dire que les cercles officiels n'y étaient pour rien.

Depuis, sans doute, la situation a changé. Par suite d'une impulsion venue de haut, l'opinion publique a commencé à s'inquiéter des Allemands établis outre-mer. L'Allemagne industrielle a cherché des territoires d'expansion économique; le Brésil, où elle avait une clientèle toute trouvée, a particulièrement excité son intérêt. Mais qu'a fait le gouvernement impérial? Il s'est contenté d'accorder quelques subventions aux écoles allemandes. On ne voit pas qu'il ait jamais cherché à établir un lien de dépendance entre lui et les émigrés. La loi allemande sur l'émigration est assez sévère : elle déclare déchu de sa nationalité tout Allemand qui a séjourné plus de dix ans à l'étranger sans prendre la précaution de se faire inscrire sur les registres des consulats; l'inscription doit être renouvelée tous les dix ans. Par indifférence ou par oubli, la plupart des émigrants négligent cette formalité. Aussi les colons du Brésil sont-ils presque tous hors de la juridiction allemande. L'Allemagne ne peut pas prendre prétexte d'injustices commises à leur égard pour intervenir dans la politique intérieure du Brésil.

L'incident récent (décembre 1903) de la canonnière *Panther* a mis en évidence le désir du gouverne-

1. Il n'a d'ailleurs été révoqué, en 1896, que pour les trois États du Paraná, de Santa Catharina et de Rio Grande do Sul. Il subsiste encore pour le reste du Brésil.

ment allemand de ne pas attenter aux droits souverains du Brésil. Pendant un court séjour de la canonnière dans le petit port d'Itajahy (Santa Catharina), un matelot n'était pas rentré à bord dans les délais fixés; le commandant, craignant qu'il ne désertât, fit débarquer de nuit quelques officiers et une douzaine de marins qui opérèrent une descente dans un hôtel et ramenèrent de force le réfractaire, non sans quelque tapage et quelques scènes de violence. Il y avait violation évidente de territoire. Le baron de Rio Branco, ministre brésilien des Affaires étrangères, demanda des excuses et les obtint. Le ministre d'Allemagne à Rio de Janeiro avait d'abord allégué que le commandant n'avait pas voulu offenser la souveraineté brésilienne, et qu'il s'était simplement conformé à un usage constant dans les marines de guerre. Mais Berlin n'hésita pas à désavouer l'entrepreneur officier et le releva de son commandement.

L'affaire, peu importante, aurait pu le devenir si l'Allemagne n'avait pas fait preuve d'humeur conciliante. La presse des États-Unis se montrait toute prête à exploiter l'incident. Les premiers télégrammes présentaient les faits un peu autrement qu'ils ne s'étaient en réalité passés : l'équipage de la *Panther*, annonçaient-ils, avait effectué cette descente en terrain brésilien, non pour ramener un marin déserteur, mais pour enlever un émigré qui s'était soustrait à l'obligation du service militaire. Par un procédé aussi arbitraire, l'Allemagne eût nettement affiché la prétention de faire la police dans tous les endroits où

sont fixés des émigrants allemands, et prouvé qu'elle méconnaissait à plaisir la souveraineté du gouvernement brésilien. Déjà l'on s'inquiétait aux États-Unis de ce brutal sans- façon. L'ambassadeur du Brésil, M. Nabuco, alors occupé à préparer le congrès panaméricain de 1906, faisait savoir aux journaux américains que le gouvernement de Washington était d'accord avec celui de Rio de Janeiro pour réprover cette violation des usages internationaux. Et il n'est guère douteux que les États-Unis eussent proposé leur arbitrage si l'Allemagne avait adopté une attitude intransigeante.

Rien ne prouve que l'Allemagne ait jamais eu des desseins de conquête dans l'Amérique du Sud. Il est vrai que, dans leurs guerres coloniales, les Allemands ont toujours eu pour principe de laisser l'initiative privée précéder l'action gouvernementale, et de n'envoyer les soldats qu'après que les marchands avaient préparé les voies. On peut admettre qu'ils n'auraient pas répugné à appliquer cette méthode au sud du Brésil. Mais, à supposer même qu'ils en eussent formé le dessein, la crainte de complications internationales les retiendrait. Le récent congrès panaméricain a prouvé que les États-Unis ne toléreraient jamais l'établissement d'une puissance européenne dans l'Amérique du Sud.

L'Allemagne sait avec quelle attention soupçonneuse on suit aux États-Unis les progrès de la colonisation allemande au Brésil, et elle ne laisse pas passer une occasion de rassurer les esprits. En 1904, un

géographe berlinois, le professeur Jannasch, fit, sur l'invitation même du président de l'État de Rio Grande, un voyage dans le sud du Brésil, pour étudier sur place la situation des Allemands; en de nombreux discours, il engagea les colons à s'unir et à conserver fidèlement la langue et les mœurs de leur mère-patrie, sans d'ailleurs cesser pour cela de se conduire en loyaux sujets brésiliens. Le voyage et les discours émurent si fort l'opinion aux États-Unis, que la diplomatie dut s'en mêler; l'ambassadeur d'Allemagne à Washington alla spontanément déclarer au gouvernement américain que le gouvernement allemand ignorait tout des actes du professeur Jannasch, et que celui-ci n'engageait que lui-même par ses paroles.

Les États-Unis n'hésiteraient pas, le cas échéant, à défendre par les armes l'intégrité et l'indépendance des républiques sud-américaines, parce qu'ils défendraient en même temps leurs propres intérêts commerciaux. Au Brésil en particulier, les Américains ont su depuis quelques années s'assurer une situation privilégiée, en obtenant une réduction de 20 p. 100 sur les tarifs de douanes. Les puissances européennes ont vainement essayé d'obtenir le même traitement de faveur. Les Allemands, qui avaient longtemps espéré devenir les maîtres du trafic, se plaignent aujourd'hui de rencontrer partout la concurrence américaine. Même sur le territoire de langue allemande, qu'ils se croyaient réservé, des entreprises industrielles américaines se fondent. Il est question



de confier à des syndicats nord-américains la construction d'une ligne ferrée à travers l'État de Santa Catharina, et les travaux de régularisation de la barre de Rio Grande do Sul, commencés autrefois, puis abandonnés, par une compagnie française dont les Allemands escomptaient la succession.

Cette concurrence d'un ennemi puissant, riche, et jouissant auprès des Brésiliens d'un crédit supérieur à celui de l'Allemagne, a provoqué chez les capitalistes allemands un certain désenchantement. Leurs entreprises ne réussissent d'ailleurs que médiocrement. Les compagnies de colonisation en particulier n'ont jamais fait de brillantes affaires : la *Hanseatische Kolonisationsgesellschaft* a dû renoncer, dans les dernières années, à verser des dividendes à ses actionnaires ; une autre société, celle du Dr Hermann Meyer, qui avait obtenu de vastes concessions dans Rio Grande do Sul et qui projetait l'établissement d'une ligne de chemin de fer au long de la frontière nord de l'État, n'a pu trouver ni le capital pour réaliser ses projets, ni les émigrants nécessaires pour peupler ses colonies.

La *Nationalzeitung* publiait, le 13 décembre 1905, un article sur « l'avenir des relations entre l'Allemagne et l'Amérique », où s'exprimait un véritable découragement. On peut considérer, y était-il dit, que les Yankees parviendront à refouler les Allemands du Brésil tout entier. « Quelque triste que cela paraisse, nous pouvons bien aujourd'hui déclarer cette vérité que très vraisemblablement Rio Grande do Sul et

Santa Catharina sont perdus pour nous. » L'influence des Américains du Nord a tellement grandi auprès des Brésiliens qu'aucune lutte n'est plus possible. Il faut aujourd'hui se tourner vers l'Argentine, où l'influence yankee est à peu près nulle, et dont le développement économique garantit une meilleure rétribution des capitaux. « Il faudra en venir peu à peu, si nous ne sommes pas tout à fait frappés de cécité, à nous assurer notre place au soleil argentin, et quoique les défenseurs du *Deutschtum* au Brésil ne puissent sans doute se décider qu'à contre-cœur à démolir leur vieille idole pour la rebâtir en Argentine, tout semble pourtant indiquer que, dans l'avenir, nos relations, avec l'Amérique du Sud s'étendront plus du côté argentin que du côté du Brésil méridional. Au surplus, le capital, qui est le fondement le plus important des relations extérieures, a plus de penchant pour l'Argentine que pour le Brésil. » On peut en outre remarquer que dès aujourd'hui l'Allemagne a plus de relations commerciales avec l'Argentine qu'avec le Brésil, et que la différence croît régulièrement.

**Exportations allemandes (en millions de marks).**

	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904
Vers l'Argentine.	35	44	52	64	54	47	71	102
Vers le Brésil. .	50	45	46	45	35	43	51	65

**Importations allemandes.**

De l'Argentine .	109	145	194	234	200	201	270	336
Du Brésil. . . .	100	104	91	115	113	118	132	156

. A l'argument financier, la *Nationalzeitung* ajoutait une raison d'ordre politique : les émigrants allemands seraient assurés de jouir en Argentine d'une indépendance qu'ils ne connaissent pas au Brésil ; l'exemple des Italiens, si forts et si bien organisés, est une garantie que le gouvernement argentin n'attentera pas au sentiment de nationalité des Allemands ; on n'essaiera pas de les dénaturer ; on sera heureux de les accueillir parce qu'ils formeront une sorte de contrepoids à la surabondante émigration italienne.

Ainsi, loin de vouloir établir définitivement son pouvoir économique et politique dans le sud du Brésil, l'Allemagne inclinerait plutôt aujourd'hui à se désintéresser des colonies déjà fondées en cet endroit, pour tenter ailleurs un effort mieux dirigé et mieux contrôlé.

Quant à la fondation d'un État indépendant de paysans allemands dans le sud du Brésil, elle paraît encore moins vraisemblable qu'un essai d'annexion territoriale par l'Allemagne. Il faudrait avant tout que les colons allemands eussent le pouvoir politique dans le pays ; or, en politique, ils ne comptent pas. Il faudrait qu'ils fussent organisés ; ils ne sont qu'une foule incohérente, éparpillée, inconsciente de ses propres forces. Il leur faudrait la supériorité du nombre, et ils sont une minorité. Enfin, personne n'y songe parmi eux. Malgré les griefs que les colons peuvent invoquer contre les Brésiliens, malgré la

suspicion que les Brésiliens marquent aux colons, les uns et les autres se sentent solidaires. Des raisons matérielles travaillent tous les jours à rapprocher les éléments divers de la population, en dépit de sentiments d'inimitié d'autant plus aisément irritables qu'ils sont moins raisonnés. La nécessité de hâter le développement économique du pays a poussé récemment les Brésiliens et les Allemands aisés de Rio Grande à fonder un comité commun d'études et de recherches ; il y a, depuis 1904, à Porto Alegre une *Associação promotora dos interesses economicos do Rio Grande do Sul*, qui s'appelle aussi *Centralverein zur Förderung der wirtschaftlichen Interessen*.

\*  
\*  
\*

Les colons allemands ont en réalité exactement rempli le rôle que leur assignait le promoteur de la colonisation, dom Pedro I<sup>er</sup> : ils ont fourni au sud du Brésil une population rurale et assuré l'avenir de l'agriculture brésilienne. Leur nombre sera bientôt décuplé, grâce à la moyenne élevée des naissances dans les familles allemandes ; en quelques dizaines d'années, les États de Santa Catharina et Rio Grande do Sul seront, grâce à eux et grâce aux Italiens, défrichés et mis en valeur dans toute leur étendue. Cela ne veut pas dire que ces deux États seront germanisés. Ce sont aussi des Allemands qui ont, en grande partie, défriché et peuplé la Pennsylvanie, le Maryland, l'Ohio, le Missouri, le Wisconsin ;

la moitié des Yankees du Middle-West ont dans les veines du sang allemand ; ils ne se reconnaissent pourtant qu'une patrie, la patrie américaine.

Il s'accomplira vraisemblablement chez les émigrants de l'Amérique du Sud la même transformation que chez les émigrants de l'Amérique du Nord. Le pays neuf en fera des hommes neufs. Il se crée déjà un type d'homme nouveau. Je me souviens d'une soirée dans l'auberge d'un gros bourg de l'intérieur, en compagnie de sept ou huit commerçants qui parcouraient les colonies pour acheter des produits agricoles ; hommes élancés, vigoureux et beaux, aux allures aisées de gens qui passent des journées entières à cheval, s'exprimant avec flegme et assurance, maniant tranquillement l'argent à pleines mains ; figures énergiques et simples, individus physiquement et moralement équilibrés. C'étaient tous des fils d'Allemands ; ils savaient l'allemand, mais parlaient entre eux le portugais. L'un d'eux avait été en Allemagne : « C'est un curieux pays, me dit-il ; il y a partout des écriteaux pour défendre ou ordonner quelque chose ». Eux sont accoutumés dans la *serra* à une indépendance presque complète ; l'État y a peu de prise sur l'individu ; on respecte surtout ceux qui savent s'imposer, et les qualités d'initiative personnelle, de décision, d'audace même, se développent sans contrainte dans cette vie libre. Ces hommes ne ressemblent ni à des Allemands, ni à des Brésiliens de la côte. Ils rappellent le type connu, presque classique de l'Américain hardi et entrepre-

nant du Far West. Quelqu'un devant moi les caractérisa ainsi : des Yankees sud-américains. Ces descendants d'Allemands sont par leur situation les pionniers de l'avance brésilienne vers l'ouest; ils acquièrent lentement les mœurs et les traits de caractère propres aux habitants des pays neufs. On peut dire qu'à mesure qu'ils s'adaptent à leur milieu nouveau, ils travaillent non pas à germaniser, mais à « américaniser » le sud du Brésil.

## LES ALLEMANDS AU CHANTOUNG

---

### I

Kiaotchéou, *das Schosskind*, l'enfant gâté du parti colonial allemand, a fourni à la *Weltpolitik* impériale l'occasion de manifester pour la première fois avec éclat ses principes et ses ambitions. C'est en effet en ces années 1895-97, où se prépare et s'accomplit l'occupation du port chinois, que commence, sous l'influence directe de Guillaume II, l'orientation nouvelle de la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne, le *neuer Kurs*. Les acquisitions coloniales de cette nouvelle période sont peu nombreuses : c'est Kiaotchéou, les îles Palaos et Mariannes et une partie des îles Samoa, territoires de faible étendue, et qui n'ajoutent presque rien au vaste empire colonial que l'Allemagne possède déjà depuis douze ou quinze ans. Mais leur acquisition marque un changement de système dans la politique coloniale ; car la prise de possession brutale ou l'achat de ces terri-

toires sont des mesures auxquelles n'engagent nullement les intérêts de gros capitalistes allemands, mais que motive seulement un désir d'expansion nationale.

Jusque-là la politique coloniale du gouvernement avait été incertaine, molle, presque résignée. Bismarck n'avait paru accepter qu'à regret l'empire africain et polynésien que lui offraient de hardies initiatives privées. Caprivi, anticolonial, avait prononcé cette parole fameuse, qu'on ne saurait lui jouer de plus méchant tour que de lui offrir l'Afrique en toute propriété. Mais après sa chute et le départ de Hohenlohe, le pouvoir tombe aux mains du parti colonial.

Immédiatement, l'Allemagne intervient en Extrême-Orient. Elle se joint à la Russie et à la France pour imposer aux Japonais, vainqueurs des Chinois, le traité de Shimonoseki. Puis elle réclame une sphère d'influence qui lui assure en Chine l'égalité avec les autres puissances. C'est ainsi qu'elle affirme pour la première fois sa volonté d'intervenir partout où des règlements d'ordre international se produisent chez des peuples non civilisés, ou qu'elle considère comme tels. Il ne faut plus qu'aucune puissance sur terre se croie assez forte ou assez indépendante pour placer sous son contrôle exclusif un pays qui est à prendre, sans obtenir d'abord l'assentiment des autres puissances et sans leur assurer de légitimes compensations. C'est en cela que consiste, provisoirement, la Weltpolitik.

Logiquement appliquée par les six ou sept puis-



sances mondiales actuelles, la Weltpolitik devrait avoir pour conséquence naturelle une universelle et impitoyable concurrence, qui peu à peu entraînerait l'élimination des plus faibles. C'est ce que déclare dans son important ouvrage sur l'Allemagne contemporaine<sup>1</sup> l'historien Karl Lamprecht, l'un des plus ardents et des plus influents promoteurs du jeune impérialisme allemand. Mais aucune puissance n'est encore en état d'intervenir dans tous les événements mondiaux, et nous assistons en ce moment à une première période de Weltpolitik, où les nations les plus fortes se résignent à conclure des arrangements amiables. Les circonstances imposent présentement aux peuples rivaux une sorte de « *Kommunismus der Weltpolitik* ». Nous voyons précisément en Chine le résultat de cette entente passagère.

L'Allemagne avait obtenu en octobre 1895 des concessions à Tientsin et à Hankéou. Mais cela ne suffisait pas à lui assurer une situation égale à celle de l'Angleterre, établie à Hong-kong, de la France, maîtresse du Tonkin, de la Russie qui fortifiait chaque jour sa position en Mandchourie et bientôt même s'emparait de Port-Arthur. L'Allemagne voulait un port, et le gouvernement, par la bouche de M. de Bülow, alors secrétaire d'État, invoquait trois sortes de raisons : d'abord, il fallait à la flotte allemande un point d'appui en Extrême-Orient; puis, un port uniquement allemand servirait les intérêts commerciaux

1. *Zur jüngsten deutschen Vergangenheit*. Cf., dans la deuxième partie du tome II, le chapitre intitulé : *Aeussere Politik*.

de la nation mieux que les concessions des ports à traité, surtout s'il était le débouché d'un riche hinterland; enfin, la protection des missionnaires serait plus efficacement assurée qu'auparavant par la présence constante de troupes allemandes. Ce troisième argument était à l'adresse du centre catholique qui juste à ce moment devenait l'arbitre de la politique allemande.

Ce fut, comme on sait, le meurtre de deux missionnaires qui provoqua l'occupation de Kiaotchéou. Simple prétexte, et qui même en Allemagne parut à beaucoup de gens insuffisant :

L'opinion de ceux qui reprochent à notre politique de n'être pas exempte d'hypocrisie, écrit un contemporain, peut s'appuyer sur deux sortes de considérations : d'abord le secrétaire d'État de Bülow, en s'expliquant au Reichstag sur notre politique en Extrême-Orient, a déclaré que l'occupation de Kiaotchéou avait été dès longtemps préparée. Nous eussions donc pris Kiaotchéou, même si ces deux pauvres missionnaires étaient encore vivants. En second lieu, les Chinois ont fait immédiatement tout ce que l'on exigeait comme réparation et comme garantie. Ils ont exécuté quelques individus, comme étant les meurtriers — espérons que c'étaient les véritables, — ils ont payé une indemnité et ils se sont engagés à bâtir une église chrétienne; mais l'Allemagne a néanmoins conservé paisiblement Kiaotchéou<sup>1</sup>.

L'expédition avait été en effet arrêtée et préparée de longue main. De 1895 à 1897, l'escadre allemande d'Extrême-Orient avait parcouru les côtes chinoises,

1. D<sup>r</sup> Michaelis, *Was ist Kiautschou wert?* p. 5, 1898.

à la recherche d'un emplacement favorable. On proposa tour à tour Amoy, la baie de Samsah, au nord de Foutchéou, ou Foutchéou lui-même. Les Allemands semblaient hésiter à se tourner vers la Chine du Nord, bien que depuis près de trente ans le baron de Richthofen eût attiré leur attention sur les richesses minières du Chantoung et sur l'importance de la baie de Kiaotchéou, seul port naturel de cette longue et inhospitalière côte du Nord. Mais quelques rapports d'officiers décrivaient la baie comme trop vaste, trop exposée aux vents, et d'ailleurs trop peu profonde pour les navires de gros tonnage.

Au début de l'année 1897, le gouvernement allemand envoya en Chine une mission officielle, pour examiner, au point de vue technique, les divers ports proposés. Le directeur en chef des travaux du port de Kiel, G. Franzius, qui en faisait partie, a raconté ce voyage d'études dans un volume que Guillaume II n'a pas dédaigné d'illustrer de sa propre main. Les conclusions de la commission furent en faveur de Kiaotchéou.

On ouvrit immédiatement des négociations avec le gouvernement chinois. Le gouvernement allemand demandait à acheter la baie et ses environs immédiats. En même temps Guillaume II s'assurait la bienveillante neutralité du tsar, dans une entrevue qu'il eut avec lui à Peterhof, au mois d'août 1897. Les Chinois cependant semblaient décidés à faire traîner les choses en longueur; ils ne donnaient aucune réponse ferme, et faisaient garder la baie militairement. C'est alors

que se produisit, le 1<sup>er</sup> novembre 1897, à l'intérieur de la province, le meurtre de deux missionnaires. Le 14 du même mois, sur un ordre de l'Empereur, trois vaisseaux de guerre allemands débarquaient leurs troupes sur l'emplacement actuel de Tsingtau et prenaient possession du territoire. Le général chinois songeait si peu à une attaque qu'il fit rendre les honneurs militaires aux troupes de débarquement. Il céda la place sans résistance et sans récrimination. Pas un coup de feu ne fut tiré. Les Allemands purent annoncer le succès de leur expédition par le moyen de la ligne télégraphique de terre établie entre la baie de Kiaotchéou et Shanghai; les Chinois laissèrent passer toutes les dépêches.

L'occupation une fois accomplie, on s'occupa de fixer le programme de la politique allemande en Chine. Si l'on s'était établi à Amoy ou à Foutchéou, il fallait nécessairement entrer en concurrence avec les Anglais de Hong-kong; il fallait se borner presque à un commerce de transit. On n'avait point d'hinterland : les deux grands fleuves de la Chine du Sud, le Sikiang et le Yangtse, drainent tout le trafic intérieur vers Hong-kong et Shanghai. En s'établissant au contraire à Kiaotchéou, dans cette Chine du Nord jusqu'alors peu disputée, on pouvait s'assurer la domination économique d'un hinterland où aucune concurrence étrangère ne viendrait gêner l'expansion allemande.

Même si l'on voulait ne créer qu'un lieu d'échanges, un grand marché international, et ne pas pénétrer à l'intérieur, les circonstances semblaient favorables.

Le Chantoung sans doute possédait déjà en Tchéfou son emporium. Mais la concurrence avec Tchéfou était aisée; car si ce port est avantageusement situé sur la route de Shanghai à Pékin, il est par contre éloigné des centres commerciaux de la province. La position de Kiaotchéou était bien meilleure, et, en fait, Kiaotchéou avait été pendant de longs siècles le principal port du Chantoung. La baie était, depuis l'an 1200 environ, unie par un canal avec le golfe du Petchili. Ce canal, aujourd'hui hors d'usage, suivait une dépression naturelle, qui de Kiaotchéou conduit aux environs de la ville de Veïhsien, le plus important des marchés de l'intérieur. Les produits de la province, soie brute et étoffes de soie, coton brut, charbon, dattes, fruits et légumes, descendaient donc vers Kiaotchéou, qu'une dizaine de kilomètres de terres basses et marécageuses séparent aujourd'hui de la mer, mais qui était autrefois, selon toute vraisemblance, une ville maritime.

Les torrents qui se déversent dans la baie en ont peu à peu ensablé et comblé la partie nord; Kiaotchéou, de plus en plus éloigné de son port, a vu petit à petit son commerce décroître. L'ouverture de Tchéfou comme port libre en 1860 a causé sa ruine. Lorsque le voyageur Williamson en 1868 visita la ville, les habitants le reçurent avec des démonstrations hostiles, parce qu'ils le prenaient pour un émissaire d'une de ces grandes maisons étrangères qui avaient détourné vers Tchéfou le trafic de la province. Une voie de terre très fréquentée s'est établie entre

Veïhsien et Tchéfou; mais la distance entre ces deux villes est de 250 kilomètres, alors elle n'était que de 100 kilomètres environ entre Veïhsien et Kiaotchéou.

Les Allemands ont formé le dessein de rétablir l'ancienne route commerciale, non pas au profit de Kiaotchéou, définitivement condamné par son éloignement de la mer, mais au profit de leur ville nouvelle de Tsingtau. Ils veulent à leur tour ruiner Tchéfou. Et déjà, en effet, la route est rétablie dans des conditions qui leur assurent sur le port rival un immense avantage : c'est une voie ferrée qui rattache aujourd'hui Tsingtau à Veïhsien.

Mais ce n'est pas assez que de détourner vers le sud de la péninsule des denrées qui jusque-là gagnaient le nord. Les Allemands ne veulent pas se borner au rôle d'entrepôts et d'intermédiaires commerciaux. La voie ferrée ne s'arrête pas à Veïhsien. Elle atteint déjà Tsinanfou, au cœur de la province, et traverse des districts miniers, dont les richesses ne sont pas encore exactement connues, mais où l'on espère faire naître bientôt d'importantes industries. Si Tsingtau ne devait contrôler que le trafic d'une petite partie du Chantoung, l'entreprise ne vaudrait sans doute pas les frais considérables qu'elle doit entraîner.

Mais surtout, ce qui doit soutenir et encourager l'initiative allemande, c'est l'espoir de dominer un jour économiquement l'hinterland lointain de Kiaotchéou, c'est-à-dire le Petchili et les riches contrées minières du Chansi. Tsingtau peut, en effet, grâce à

son chemin de fer, devenir la porte d'entrée de toute la Chine du nord. Alors que le golfe de Petchili est en hiver encombré par les glaces, la baie de Kiaotchéou ne gèle jamais. Le trafic n'y est jamais interrompu. Le port est protégé contre la mousson d'hiver. Le chemin de fer circule déjà régulièrement jusqu'à une distance de 400 kilomètres. De Tsinanfou, la ligne sera, sans doute avant qu'il soit longtemps, prolongée jusqu'à Tchönntingfou (260 km.), où elle rejoindra la ligne Pékin-Hankéou. Tchönntingfou est éloigné de Pékin d'environ 250 kilomètres. La distance totale entre Tsingtau et Pékin serait donc d'environ 900 kilomètres.

D'autre part, rien ne serait plus facile que de construire, en partant de Tsinanfou, une ligne qui s'enfoncerait droit au cœur de la Chine, vers le Chansi. On trouverait là des gisements miniers, fer et charbon, que Richthofen a visités et décrits, et dont la richesse, dit-il, est presque inestimable; ils pourraient, selon lui, suffire à assurer la consommation totale du monde pendant une période de plus de douze cents ans. L'exploitation en serait merveilleusement aisée : on construirait non des puits, mais des galeries horizontales dans la muraille rocheuse qui s'élève presque à pic au-dessus de la grande plaine intérieure de la Chine, et les wagons, chargés dans la mine même, pourraient rouler sans transbordement jusqu'au port d'embarquement. Les frais de l'entreprise seraient insignifiants, et les bénéfices considérables. Actuellement les missionnaires de Taiyuenfou

paient vingt-cinq centimes une voiture d'antracite (900 à 1 200 kgr.).

Maîtres des voies de communication du nord de la Chine, les Allemands arriveraient ainsi rapidement à contrôler tout le commerce de ces provinces. Ils devraient veiller à ce que cette vaste région restât bien leur domaine économique, c'est-à-dire qu'ils devraient empêcher la création de lignes rivales, entraînant vers le bassin du Yangtse et le port de Shanghai le trafic du Chansi, du Honan, du Chensi et du Kansou. Ou du moins faudrait-il que si de telles lignes venaient à se construire, elles fussent en totalité ou pour la plus grande part entre des mains allemandes.

Ce vaste programme d'expansion économique a été formulé, dès le lendemain de la conquête, par celui-là même qui avait le premier attiré l'attention de ses compatriotes sur le Chantoung, le baron de Richthofen. Au mois de mai 1898 il publia sous le titre: *Schantung und seine Eingangspforte Kiautschou*, un ouvrage dont les derniers chapitres contenaient tout le plan de la future pénétration pacifique. Ses idées ont été depuis reprises et élargies encore par d'autres écrivains. « Il s'agit, dans cette acquisition de Kiaotchéou, écrit en 1903 dans la *Geographische Zeitschrift* le Dr Georg Wagener<sup>1</sup>, d'une spéculation de grand style, et qui demandera pour s'accomplir non pas des années, mais beaucoup de dizaines

1. Dr G. Wagener, *Die Bedeutung der Kolonie Kiautschou* (*Geogr. Zeitsch.*, IX, 185).



d'années, et peut-être même — nous l'espérons — des siècles... » Quelque jour, ajoute le même auteur, les Russes construiront le grand chemin de fer transasiatique, dont Richthofen a déjà dessiné à l'avance le naturel tracé à travers les parties basses de la Dzoungarie et de la Mongolie. Cette ligne se dirigera vers la grande ville de Singanfou, et de là vers Tsingtau. Les Allemands seront ainsi les mattres de la partie orientale de cette grande route internationale; et Tsingtau sera la porte d'entrée non pas seulement d'une province chinoise, le Chantoung, mais de toute la Chine du Nord et de l'Asie centrale.

Sur un point au moins, ces rêves hardis paraissent dès aujourd'hui difficilement réalisables. Les Allemands auront peine à s'implanter au Chansi, et en tout cas ils ne parviendront pas à y établir leur prépondérance. Dès les premiers mois de l'année 1898 une société anglo-italienne, le Peking Syndicate, avait obtenu du gouvernement chinois la concession des lignes de chemins de fer pour cette région, et par convention du mois de septembre 1898, le syndicat allemand des chemins de fer et des mines du Chantoung s'est engagé à ne pas entrer en concurrence avec le Peking Syndicate. De plus en plus, d'ailleurs, les Chinois semblent décidés à mettre en œuvre eux-mêmes les ressources de leur pays et à écarter les étrangers. Mais sans chercher à prévoir les combinaisons possibles de l'avenir, examinons ce que les Allemands ont déjà fait à Tsingtau et au Chantoung, et quels sont les résultats qu'ils ont jusqu'ici obtenus.

## II

Lorsque les Allemands débarquèrent en 1897 sur l'une des deux péninsules qui ferment la baie de Kiaotchéou, la côte était presque déserte. Du côté de la mer s'élevait seulement, autour du yâmen du général chinois, une sorte de camp militaire, où logeaient 1500 à 2000 soldats. Il n'y avait pas de port à proprement parler. Pourtant, Li Hung-chang, dont l'attention avait été attirée sur l'importance commerciale de ce point par les négociations mêmes des Allemands, avait fait dresser en pleine mer une jetée légère, qui existe encore. Du côté de la baie, un misérable village de pêcheurs s'élevait près d'une anse, où l'on amarrait les jonques de pêches. Les photographies prises au moment de l'occupation représentent un endroit désolé. La région était sans végétation aucune, les Chinois ayant, ici comme partout ailleurs dans la province, déboisé sans discernement. Les troupes ne trouvèrent d'abord point d'abri; les baraques chinoises étaient insuffisantes, sales et délabrées.

En trois ou quatre ans, les Allemands ont bouleversé et transformé ce lieu misérable. Ils se sont établis sur la presqu'île orientale, et en ont chassé les propriétaires chinois en les indemnisant selon le prix usuel des terrains antérieurement à l'occupation. Puis ils ont tracé largement sur le sol le plan d'une

ville immense, et ils ont commencé à construire de tous les côtés à la fois le futur Hong-kong du nord.

Tsingtau regarde à la fois la mer et la baie. Au nord, sur l'emplacement de l'ancien village de pêcheurs, se trouve le quartier populaire, la ville basse. On y a bâti des magasins, des entrepôts, des ateliers; on a élargi et rectifié les rues; les cases de pisé ont été remplacées par des maisonnettes de briques, couvertes de tuiles; les missions y ont bâti leurs écoles. Mais on n'en a pas complètement chassé l'odeur et la saleté chinoises. Dans les chambres qui s'ouvrent sur la rue, noires de fumées et de crasse que l'on dirait séculaires, on aperçoit un grouillement vif et silencieux d'hommes aux figures pâles, maigres, intelligentes, aux crânes demi-rasés. Dans la rue, des ouvriers vêtus de cotonnades bleues et chaudement ouatées, vont rapidement, courant presque, de la ville aux terrassements du port, la nuque ployée sous un bâton aux extrémités duquel s'équilibrent de lourds paniers, rythmant leur marche et leur effort d'un chant essoufflé, monotone, rauque et doux, où reviennent sans fin trois notes étrangement discordantes. Des Japonais minces, en veston, cheveux ras, tiennent des boutiques d'horlogerie ou d'humbles ateliers de photographie.

Toute cette plèbe jaune, que les Européens méprisent assez ouvertement, demeure ainsi groupée ou plutôt reléguée dans un quartier hors duquel il lui est défendu d'habiter. Pour écarter, d'ailleurs, autant que possible, la population indigène de leur ville, les

Allemands ont construit, à quelques kilomètres de là, tout un village chinois, à l'usage des coolies que l'on emploie aux travaux du port ou du chemin de fer.

A la population européenne on a réservé la côte du sud, celle qui borde la mer Jaune. La ville allemande se trouve ainsi éloignée du port de plusieurs kilomètres. Mais l'inconvénient paraît petit aux colons ; des avantages le compensent. Les collines qui séparent les habitations de la grande baie intérieure, et qui ont encore près de la ville jusqu'à 150 mètres de hauteur, les protègent contre le vent âpre, sec, chargé de poussière, qui souffle l'hiver de la Chine du Nord et de la Mongolie. Pendant les lourdes chaleurs de l'été, la mousson du sud apporte un peu de fraîcheur marine.

La ville administrative et commerçante regarde donc l'Océan. Ce n'est encore qu'un gros bourg. Le nombre des habitants européens de Tsingtau dépasse à peine 1 200. Mais l'on bâtit ici pour l'avenir plus que pour le présent ; les édifices privés ou publics sont ceux d'une petite capitale. Des rues larges se croisent à angles droits ; les quadrilatères qu'elles enclosent ainsi, futurs *blocks* à l'américaine, ne sont encore que partiellement construits. En bien des endroits, Tsingtau ne ressemble qu'à un vaste chantier. Mais ce commencement de ville a déjà grand air. Trois ou quatre rues, entièrement bordées de maisons à plusieurs étages et aux solides assises de granit, évoquent invinciblement l'image des quartiers neufs de certaines villes allemandes. L'art vigoureux,

massif, et non exempt de recherche, des modernes architectes allemands a été importé sur cette côte de la Chine du nord sans modifications sensibles. Aussi Tsingtau ne ressemble-t-il à aucun des settlements européens d'Extrême-Orient, villes bâtardes et composites, construites petit à petit, au hasard des nécessités, par des architectes cosmopolites. Produit d'efforts unis et de volontés coordonnées, cette ville a une figure vraiment nationale, et très purement allemande. Elle réalise, mieux qu'aucune autre en ce pays, le complet et raide exotisme européen. Elle symbolise le plus conscient et le plus parfait effort de dénationalisation de la Chine.

Sur une colline qui domine la ville, et d'où la vue s'étend largement sur la rade extérieure, l'entrée de la baie, la mer Jaune et les îles lointaines qui sont, elles aussi, des possessions allemandes, on achevait de construire, au moment où je visitai Tsingtau, en décembre 1904, le palais du gouvernement. C'est une immense bâtisse de granit, qui remplacera royalement le pauvre yâmen chinois où le gouverneur de la colonie et les bureaux d'administration avaient dû jusqu'ici chercher un asile. Plus haut encore, au flanc de la montagne, s'élève un immense hôpital, dont les nombreux pavillons d'isolement s'espacent à l'aise parmi de jeunes plantations de pins. On aurait pu croire qu'un aussi vaste établissement demeurerait encore pendant de longues années à demi inutilisé. Mais les Russes lui fournirent pendant la guerre, et même après la conclusion de la paix, une clientèle

inattendue. Les blessés du *Césarevitch*, qui s'était réfugié dans le port et que l'on y retenait désarmé, y furent d'abord soignés. Puis l'on y recueillit, en une seule fois, 135 Russes de l'ancienne garnison de Port-Arthur, au mois de mars 1903.

Au bord de la mer, vers l'est, s'étend le quartier des villas, confortables demeures d'officiers, de hauts fonctionnaires, de riches commerçants. Ainsi, Tsingtau a déjà sa banlieue et ses cottages. La colonie pourra d'ailleurs grandir et prospérer sans que la ville des affaires et celle du loisir se mêlent, tant le plan de l'une et de l'autre a été largement tracé. Cent mille personnes vivraient à l'aise là où sont établis aujourd'hui ces mille colons. Une jolie plage de sable s'arrondit devant les villas. Un bel hôtel de station balnéaire s'y dresse. Déjà la ville nouvelle espère devenir une plage à la mode. Depuis quelques années des Européens de Shanghai, — et non pas seulement des Allemands, — viennent se reposer à Tsingtau pendant les chaleurs de l'été, au lieu de faire les frais, plus coûteux, d'un voyage au Japon.

Rien en cette ville n'a le caractère du provisoire ou de l'improvisé. En même temps que s'élevaient les premières maisons, on bouleversait le sol, on installait de vastes canalisations souterraines, par où s'écoulaient aujourd'hui, avec aisance et sans danger pour la solidité des édifices, les énormes quantités d'eau de la saison des pluies. Une conduite de 4 kilomètres de longueur amène à la ville l'eau potable, puisée dans un torrent voisin. Une puissante usine

d'électricité fournit force et lumière à la ville et au port. Le téléphone, partout installé, comptait déjà, en 1906, 133 abonnés.

Autour même de la ville, des travaux ont été entrepris. De larges et belles routes carrossables commencent à sillonner toute la presqu'île. Sur les collines qui dominent immédiatement la ville, le Bismarckberg, l'Iltisberg, et plus loin sur le massif du Laochan, on reboise avec activité depuis l'année 1900. Les Chinois avaient partout rasé les forêts pour augmenter la surface des terrains cultivables. Les environs de Tsingtau se présentent aujourd'hui encore comme des monts dénudés, pelés, tristes ; par endroits seulement une herbe pauvre et quelques bouquets d'arbres commencent à recouvrir ces sommets chauves. Le régime des pluies était incertain, fécond en surprises, les inondations, comme les sécheresses, fréquentes. Les Allemands ont procédé ici avec méthode, ont étudié, et continuent tous les jours d'étudier les espèces d'arbres qui croissent le mieux sur ce sol et à cette latitude. L'exemple a été suivi par les Chinois : les autorités de Tsinanfou ont acheté aux Allemands des acacias pour reboiser les environs de la ville.

Mais de tous les travaux de Tsingtau le plus grandiose et le plus largement conçu demeure certainement le port. C'est un véritable port à l'européenne et tel que n'en possèdent encore ni Yokohama, ni Shanghai. Les plus gros navires y peuvent accoster à quai, alors que dans la plupart des ports d'Extrême-

Orient le transbordement des passagers et des marchandises se fait à l'aide de chaloupes à vapeur et de chalands. J'y vis le cuirassé russe *Césarevitch*, dont l'on essayait alors de réparer tant bien que mal les avaries. A vrai dire, il était, avec le petit paquebot qui m'amenait, le seul hôte de ce port où toute une escadre eût évolué à l'aise. Le port est situé à l'intérieur de la baie. Une jetée, de forme presque circulaire, large à la surface de 15 mètres et longue de plus de 4 kilomètres, l'enclôt et le défend contre l'ensablement. En 1905, les murs des quais, murs de béton, dont l'établissement dans un fond de vase fut très pénible, étaient achevés sur une longueur de 1 200 mètres. La moitié environ était livrée au trafic. Des voies de chemin de fer longeaient le quai, où s'élevaient déjà de vastes magasins appartenant à des compagnies privées. Une armée de coolies travaillait encore aux terrassements et s'agitait sous des ordres brefs; on annonçait la fin des travaux en cet endroit pour le début de l'année 1906.

En même temps, on construisait à l'extrémité de la jetée circulaire un autre quai, long d'un kilomètre. C'est là, en face des bassins, que se trouveront les chantiers de réparation et de radoub. C'est là également que devait prendre place, et que se trouve depuis août 1905, un dock flottant que je pus visiter quelques mois plus tôt, avant son achèvement. Cette monstrueuse construction de fer, qui n'a point son égale dans tout l'Extrême-Orient, ni même, m'assura l'ingénieur, dans le monde entier, peut contenir des



vaisseaux de 16 000 tonnes. Ainsi, Tsingtau, au bout de quelques années, se trouve en état de rivaliser avec les célèbres ateliers de réparation de Hong-Kong. Déjà l'utilité de ce dock a été démontrée, lorsque, après la guerre russo-japonaise, des cuirassés modernes, tels que le *Cesarevitch*, eurent besoin de passer au bassin. Les travaux du port et du dock flottant ont coûté en moyenne 4 millions de marks à la colonie chaque année.

On s'occupe en ce moment de former le personnel des futurs ateliers de réparations. Les contremaîtres sont Allemands, mais les équipes placées sous leurs ordres ne se composent que de Chinois. Ce sont de très habiles ouvriers. Il y a parmi eux une grande rivalité; les Chinois de Shanghai, plus adroits que ceux du Chantoung, reçoivent aussi une paye plus élevée : d'où disputes et rixes. Une sorte d'école de travaux manuels pour apprentis est jointe aux ateliers; les jeunes Chinois s'y présentent en grand nombre, et y travaillent avec ardeur. « Dès que l'on prononce le mot d'école, me dit un officier, les Chinois accourent; mais si l'on en veut faire des soldats, ils se sauvent. »

Bien que le territoire de Kiaotchéou soit administré par des officiers — le gouverneur est un capitaine de vaisseau, — ce n'est pas à proprement parler une colonie militaire. La position même de la ville de Tsingtau, en bordure de la mer, montre que les Allemands n'ont pas songé à faire un second Port-Arthur. Le Reichstag n'a accordé à la colonie

une subvention de 12 millions de marks — 14 millions en 1905 — que sur la promesse d'une politique pacifique. Aussi les travaux de défense du port ont-ils été limités d'abord au strict nécessaire.

Pour se défendre contre un danger éventuel du côté de la terre, les Allemands semblent compter davantage sur leurs bonnes troupes d'occupation que sur des forts. La population du Chantoung est d'ailleurs pacifique. Lorsque, à la fin de l'année 1899, on commença à construire le chemin de fer de Tsingtau à Tsinanfou, des troubles locaux se produisirent. Mais il suffit d'envoyer un détachement dans la ville de Kiaotchéou pour rétablir le calme. Quelques mois plus tard, des bandes de Boxers se répandirent à travers la campagne, pillant et excitant la population contre les Allemands. Les missionnaires dispersés dans la province, les ingénieurs et employés déjà occupés à explorer ou à exploiter les gisements de charbon durent se replier vers le territoire allemand. Mais il n'y eut pas de massacre. Tsimo au nord de la baie, Kiaotchéou et Kaomi au nord-ouest furent occupés par les troupes allemandes ; de petits détachements furent répartis le long de la ligne en construction et, grâce à ces précautions, il fut possible de poursuivre les travaux sans encombre, du moins entre Tsingtau et Kiaotchéou. La sécurité des résidents parut si peu menacée que l'on n'hésita pas à détacher vers Tientsin et Pékin assiégé plusieurs compagnies d'infanterie de marine.

Du côté de la mer il y a peu de défenses appa-

rentes. Dans son numéro du 2 septembre 1904, le journal allemand l'*Ostasiatischer Lloyd*, de Shanghai, déclarait le port de Tsingtau insuffisamment fortifié : un fort, à la vérité très bien armé, sur une presqu'île, et une puissante batterie sur le mont Bismarck, étaient, disait-il, ses seuls moyens efficaces de protection. Mais tandis que les dépenses consacrées à l'armement et aux fortifications n'étaient que de 500 000 marks en 1904, le budget de 1905 les portait brusquement à 2 500 000 marks. La guerre russo-japonaise, la situation critique des Russes à Port-Arthur, avaient provoqué de subites inquiétudes. Depuis, les Allemands n'ont rien ménagé pour mettre le port à l'abri d'un coup de main. En février 1906, Bebel demandait, devant la commission du budget, à l'amiral de Tirpitz, secrétaire d'État de la marine, s'il était exact que l'on voulût faire de Tsingtau une place forte de première classe. L'amiral répondit négativement, mais fit pourtant observer qu'il était nécessaire de défendre Tsingtau du côté de la mer avec le plus grand soin, si l'on voulait pouvoir assurer la neutralité du côté de la terre, c'est-à-dire si l'on voulait être en état de faire face, le cas échéant, à un soulèvement chinois.

### III

Cette création presque improvisée d'un port excellent et bien protégé montre quel esprit de décision et d'énergie les Allemands apportent depuis dix ans à

leurs entreprises coloniales. Mais le jeune *Schutzgebiet* a déjà coûté cher à l'Empire. Les subventions du Reichstag dépassent déjà 100 millions de marks. Les dépenses faites par des particuliers ou des sociétés privées atteignent à peu près ce même chiffre. Que rapportera ce capital? On compte, pour assurer un rendement fructueux, d'abord sur le développement de diverses industries à l'intérieur de la province, puis sur celui du commerce d'importations et d'exportations.

Le traité conclu entre l'Allemagne et la Chine, le 6 mars 1899, assurait au capital et au matériel allemand un droit de préférence pour toute entreprise industrielle qui viendrait à se créer dans la province. Il autorisait également la construction immédiate d'un chemin de fer, et cédait aux Allemands le droit exclusif d'exploiter les gisements miniers, dans toute la région traversée par la ligne et à une distance de 15 kilomètres de chaque côté de la voie. Ce traité, qui consacrait le fait accompli, mettait en somme la plus grande partie du Chantoung sous l'entière domination économique de l'Allemagne.

Un même syndicat de banquiers et de négociants obtint, en juin 1899, du gouvernement allemand la concession du chemin de fer et des exploitations minières. Déjà toutes les études préliminaires étaient faites. Les travaux de la ligne commencèrent sans retard, et ne furent qu'à peine retardés, au delà de Kiaotchéou, par les troubles de l'année 1900. L'établissement de la ligne ne rencontra pas de grandes

difficultés techniques; il fallut seulement jeter quelques ponts de fer par-dessus quelques rivières torrentueuses aux larges lits de sable; le plus long de tous ne dépasse pas 400 mètres. Le 1<sup>er</sup> juin 1904, la ligne était ouverte au trafic entre Tsingtau et Tsinan-fou, c'est-à-dire sur une longueur de plus de 400 kilomètres. Depuis lors, un train de voyageurs fait quotidiennement le trajet dans chaque sens, en douze heures, et des trains locaux circulent sur les parcours les plus fréquentés.

Comme tous les chemins de fer d'Extrême-Orient, la ligne du Chantoung semble devoir être une entreprise largement rémunératrice. La prévention première des Chinois à l'égard des chemins de fer a vite disparu. D'abord ils s'en méfiaient instinctivement comme de toutes les nouveautés d'Occident. Mais, gens d'esprit clair et pratique, ils en ont vite reconnu les avantages. Aujourd'hui, ils mettent à les utiliser le même empressement que les Japonais. Les trains de la ligne Pékin-Hankéou regorgent toujours de voyageurs encombrés de paquets et de marchandises. La société des chemins de fer du Chantoung, constituée au capital de 54 millions de marks entièrement versés, a vu en trois ans son trafic augmenter dans des conditions qui lui présagent un bel avenir. Le mouvement des voyageurs et des marchandises a été en moyenne, par semaine, le suivant :

	Personnes.	Marchandises.
Oct. 1902 à oct. 1903. . . .	6 182	653 tonnes.
— 1903 — 1904. . . .	9 537	2 410 —
— 1904 — 1905. . . .	15 004	5 380 — 1.

Le charbon n'entre encore que pour une part minime dans le trafic de la ligne. L'exploitation des mines de houille n'a pas été jusqu'à présent aussi heureuse que celle du chemin de fer. C'est sur elle pourtant que l'on avait fondé le plus d'espérances. On savait depuis longtemps que les Chinois, bien que privés des machines perfectionnées de l'Europe, retiraient de grandes quantités de charbon de mines situées à trois cents kilomètres environ de Tsingtau, dans la région de Pochan. On pensait obtenir, dans les mines allemandes, avec l'outillage moderne, une abondante production, mais les premières années ont un peu déçu cet espoir.

L'extraction du charbon n'a eu lieu jusqu'à présent que dans la région voisine de la ville de Weïhsien, à Fangtse. On atteint là, en 1902, à 175 mètres de profondeur, une couche de houille épaisse de 4 mètres. Le charbon extrait, souvent mélangé d'impuretés, laisse, après combustion, une grande quantité de cendres (13 à 20 p. 100). Son emploi n'est pas possible sur les navires, ni même sur les locomotives de la ligne, qui traverse le bassin. On a dû se résoudre à

1. Tous les chiffres et statistiques cités dans cet article sont empruntés aux publications officielles paraissant annuellement depuis 1898 sous le titre de : *Denkschrift betreffend die Entwicklung des Kiautschou-Gebiets.*

faire venir d'Allemagne le matériel nécessaire pour la fabrication de briquettes. Le prix de la tonne rendue à Tsingtau varie, suivant la grosseur du charbon, de 7 à 12 piastres (la piastre vaut environ 2 fr. 50).

On construit en ce même endroit un puits qui doit rencontrer la houille à 350 mètres environ. On espère alors porter la production à 1 000 tonnes environ par jour. La production totale des premières années a été la suivante :

1902 . . . . .	3 250 tonnes.
1903 . . . . .	38 261 —
1904 . . . . .	84 887 —
1905 . . . . .	132 901 —
1906 . . . . .	163 000 —

Mais ces résultats ne sont pas encore satisfaisants ; la qualité du charbon surtout laisse à désirer. Les Chinois, dans leurs mines de Pochan, obtiennent un charbon meilleur et plus abondant. On a résolu d'aller leur faire concurrence en cet endroit même. On a construit une ligne secondaire reliant le bassin de Pochan au chemin de fer de Tsinanfou et l'on a commencé en 1904 le forage d'un premier puits. Jusqu'en 1905 on n'a guère exporté vers les différents ports de la côte chinoise qu'une quantité minime de charbon, moins de 12 000 tonnes.

La main-d'œuvre n'est pas la moindre difficulté de l'exploitation. Les Chinois, pas plus qu'aucun peuple d'Extrême-Orient, n'aiment le travail régulier. Ils font grève, sans autre raison que le désir de s'accorder

un peu de loisir, ou bien ils quittent momentanément la mine pour aller prendre part aux travaux agricoles urgents. La compagnie, pour retenir ses équipes, a dû consentir aux ouvriers de nombreux avantages, tels qu'asiles gratuits, assistance médicale, pensions en cas d'accident.

On trouve aussi dans la province et à proximité des bassins houillers des gisements de minerai de fer. La société des mines du Chantoung songe déjà à établir des forges. Toutefois la réalisation de ce projet a été remise à plusieurs années.

Une industrie de la soie a été créée. Le Chantoung exportait un peu de soie dans les provinces voisines avant l'occupation allemande. Depuis la construction d'une vaste usine de tissage et de filage auprès de Tsingtau, il a commencé à en exporter à l'étranger, en quantités restreintes toutefois jusqu'à présent : 603 piastres la première année, et 2 064 la seconde.

Quant au commerce direct de l'empire allemand avec le Chantoung, il ne semble pas qu'il doive, avant longtemps, prendre un grand développement. La population de cette province pauvre et dense vit sans grands besoins sur un sol fertile, et fait venir des contrées voisines, de Chine même ou du Japon, les objets de première nécessité qui lui font défaut. Ce n'est pas à ces paysans que l'Allemagne peut espérer vendre ses fers. A vrai dire, il y a eu, de 1900 à 1905, une grosse importation de rails et de machines destinés au chemin de fer ou aux mines, 25 millions de



francs au total. Mais cette importation a diminué d'année en année, et a presque totalement cessé, depuis l'achèvement de la ligne de Tsinanfou.

Les chiffres de l'importation étrangère (non chinoise) ont progressé de la façon suivante de 1900 à 1906 :

	1 <sup>er</sup> octobre 1901-1902.	1 <sup>er</sup> octobre 1905-1906
Cotonnades. . . . .	1 275 573 piastres	8 105 352 piastres.
Fils de coton. . . . .	2 445 120 —	6 592 897 —
Pétrole. . . . .	110 000 —	689 378 —
Métaux. . . . .	32 690 —	884 469 —
Couleurs d'aniline . . .	25 362 —	186 746 —
Aiguilles. . . . .	10 575 —	132 473 —
Charbon . . . . .	42 922 —	47 025 —
Allumettes. . . . .	104 184 —	794 311 —
Sucre . . . . .	51 105 —	863 841 —

On voit que les articles proprement allemands qui sont les métaux, les couleurs d'aniline et les aiguilles sont loin de représenter les valeurs les plus importantes. Ils restent d'ailleurs en grande partie à Tsingtau.

L'exploitation rapportera peu de chose aux Allemands, tant qu'ils n'auront pas transformé en pays industriel ce pays jusqu'ici uniquement agricole. Les articles exportés par le port de Tsingtau sont des fruits, des légumes secs, des peaux, de l'huile, un peu de tabac et de soie, et des nattes. Les deux tiers de ces produits sont dirigés vers Shanghai et prennent ensuite le chemin des provinces chinoises de l'intérieur. Il n'y a donc pas exportation à proprement parler. Les articles expédiés en pays étranger (nattes,

peaux, soie) ont atteint depuis l'occupation les valeurs suivantes :

1 <sup>er</sup> octobre	1901-02 . . . . .	122 424	piastres.
—	1902-03 . . . . .	217 959	—
—	1903-04 . . . . .	854 749	—
—	1904-05 . . . . .	1 671 943	—
—	1905-06 . . . . .	3 445 579	—

Le chiffre est encore minime pour une province dont la population est évaluée à une trentaine de millions d'habitants.

Un concurrent redoutable a profité de l'occupation allemande pour introduire plus aisément ses marchandises en Chine : c'est le Japon. Il n'a pas eu les frais de l'installation et il en retire des bénéfices immédiats. Une grande partie des cotonnades ou fils de coton et la totalité des allumettes sont introduits au Chantoung par des Japonais. L'importation japonaise composait à peu près la moitié de l'importation non chinoise au moment où éclata la guerre. Elle était, pour l'année 1901, de 651 760 yens, pour l'année 1902, de 1 636 461 yens; elle atteignait dans les sept premiers mois de l'année 1903 la somme de 2 323 195 yens.

La guerre russo-japonaise a causé un grand ralentissement dans ce trafic. La compagnie de navigation *Osaka Shosen Kaisha* dut interrompre, après l'ouverture des hostilités, le service régulier qu'elle avait établi entre le Japon et Tsingtau. Mais il n'est pas douteux que les Japonais ne réussissent à reprendre maintenant l'avantage momentanément perdu. Les

Allemands, qui partout ailleurs dans le monde sont arrivés à ébranler ou à supplanter le commerce des autres nations en vendant au rabais, et en se pliant avec empressement au goût des clients exotiques, se trouvent ici battus avec leurs propres armes et selon leur propre méthode. Les commerçants japonais s'insinuent partout en Chine; à Tsingtau même il y en a plus de deux cents; on en trouve tout le long de la ligne. Ils trafiquent directement avec les Chinois, sans interprètes et sans intermédiaires. Ils vivent d'ailleurs de leur vie et connaissent leurs besoins. Les Chinois acceptent plus volontiers les nouveautés européennes, lorsqu'ils les reçoivent de leurs mains. On vend maintenant beaucoup de montres en Chine; tous les horlogers du Chantoung sont japonais.

En s'établissant à Kiaotchéou, les Allemands avaient cru échapper à toute concurrence étrangère. Ils commencent à craindre maintenant l'invasion des Japonais. Ils avaient déclaré solennellement que le port de Tsingtau serait un port libre, ouvert à tous, « ein Freihafen für alle Nationen », disait en 1898 le baron de Richthofen. Ils cherchent aujourd'hui, et ils ont peut-être trouvé, le moyen de le fermer aux nations étrangères.

Par le traité conclu en 1898 avec la Chine, l'Allemagne déclarait publiquement que toutes les marchandises à destination de Tsingtau et de ses environs immédiats seraient exemptes de droits. La limite des douanes chinoises était reportée aux frontières du *Schutzgebiet*, dont l'étendue est à peu près égale à

celle du territoire de Hambourg. Le bureau de la douane chinoise était, à vrai dire, depuis avril 1899, établi à Tsingtau même, mais c'était un établissement de transit, par où passaient seulement les marchandises venant de l'intérieur ou à destination de l'intérieur de la Chine.

Cet état de choses a été modifié, le 1<sup>er</sup> décembre 1905, par une nouvelle convention, si ingénieuse qu'elle annule, sous prétexte de les compléter, les accords antérieurs. Aussi peut-on dire que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1906, date de l'entrée en vigueur de cette convention, Tsingtau a cessé d'être, sinon en droit, du moins en fait, un port ouvert au commerce international.

Le « Freihafen », qui embrassait tout le territoire allemand, a été réduit à un « Freibezirk », qui ne comprend plus que les bassins du port et les magasins des quais. Toute marchandise qui sort de cet étroit espace se trouve soumise au tarif général des douanes chinoises. Rien ne distingue plus, au point de vue douanier, le territoire allemand du territoire chinois. Tous les objets d'importation, quelles que soient leur origine et leur destination, sont également frappés de droits.

Il n'est pas fait d'exception, en principe, pour les articles d'importation allemande. Mais, en échange de l'abandon de ses droits de franchise, le gouvernement allemand reçoit annuellement une somme globale de dédommagement s'élevant à 20 p. 100 de la totalité des droits perçus, à l'importation, par la

douane de Tsingtau. Il n'est pas douteux que cette somme ne doive suffire à compenser largement les pertes subies d'autre part. En outre, le gouvernement allemand se réserve le droit d'introduire en franchise tout ce qui peut servir « l'intérêt public et militaire ». Et ce n'est pas tout. Entrent également en franchise les machines et installations industrielles de toute sorte, ainsi que les colis postaux et les bagages des voyageurs.

A ces stipulations s'en ajoutent d'autres, qui favorisent singulièrement les industries déjà établies sur le domaine allemand de Kiaotchéou. Les produits manufacturés à Tsingtau à l'aide de matières brutes venant du Chantoung ne sont soumis à aucun droit, quand ils sont réexpédiés dans l'intérieur de la province; s'ils sont au contraire exportés, les droits perçus ne portent que sur la matière première employée dans leur fabrication, quelle que soit d'ailleurs la plus-value qui résulte de cette fabrication. Enfin les produits manufacturés à Tsingtau à l'aide de matières premières importées de pays autres que la Chine n'ont à payer aucun droit d'aucune sorte, lorsqu'ils sont destinés à l'exportation; la somme versée par le fabricant à la réception des matières premières lui est remboursée au moment de la sortie des marchandises.

On conçoit que les commerçants allemands de Tsingtau aient trouvé de tels arrangements avantageux, et qu'ils aient adressé une pressante pétition au chancelier pour en hâter la conclusion. La concu-

rence étrangère se trouve, non pas à la vérité, définitivement écartée, mais du moins rendue très malaisée. Grâce aux réserves contenues dans la convention, les Allemands esquiveront aisément les droits d'entrée ; et en même temps ils percevront le cinquième des droits prélevés sur les marchandises des autres nations. Leurs concurrents devront en fait leur payer un impôt. On avait promis la porte ouverte en 1898. On la ferme en 1906. Et cependant, l'on mène au Maroc une campagne retentissante contre la duplicité française.

A vrai dire, il n'y a guère qu'une puissance qui puisse prendre ombrage des entraves mises par les Allemands à la liberté du commerce étranger : c'est le Japon. Et c'est pour cela sans doute que la convention du 1<sup>er</sup> décembre 1903 a passé à peu près inaperçue en Europe. Mais il est probable que les Japonais feront entendre tôt ou tard quelque ferme réclamation. Tsingtau leur a toujours paru un danger politique ; ils ont considéré l'établissement des Allemands en cet endroit comme aussi plein de menaces pour l'indépendance des peuples d'Extrême-Orient que celui des Russes à Port-Arthur. Au danger politique se joint maintenant un danger économique. Ce serait mal connaître les Japonais que de croire qu'ils accepteront de gaieté de cœur cette situation, même s'ils paraissent s'y résigner.

## IV

Aussi bien, il n'est pas sûr que de cette position privilégiée les Allemands retirent tous les profits qu'ils escomptent. Le plus grand concurrent du commerçant européen en Chine, c'est encore le Chinois lui-même. Plus les Européens s'efforcent d'ouvrir des marchés nouveaux, plus le nombre des courtiers et des compradores chinois augmente. Intelligents, probes et travailleurs, ils sont devenus des intermédiaires indispensables, et s'enrichissent aussi vite ou plus vite que les Européens eux-mêmes. Quelques-unes des plus grosses firmes de Shanghai, d'Amoy, de Hong-kong, sont entre des mains chinoises. Nous savons au surplus qu'à Saïgon quelques gros commerçants chinois ont en quelque sorte monopolisé le trafic du riz de Cochinchine. A la pénétration pacifique des Européens, les Chinois répondent par une contre-pénétration. Étrangers et indigènes sont deux matières vivantes qui cherchent à s'assimiler mutuellement. Dans cette lutte, l'avantage n'est pas toujours pour l'Européen. On peut prévoir un temps où, sans violence, sans révolution, les Chinois seront devenus les maîtres du commerce d'exportation en Chine.

Cette évolution, qui s'indique en quelques parties de la Chine, depuis longtemps ouvertes aux relations internationales, ne s'accomplira-t-elle pas à son tour dans le Chantoung? C'est certainement ici l'une des provinces chinoises où l'aversion superstitieuse des

indigènes pour les étrangers s'est le plus vite atténuée. Les Chinois cultivés de la province semblent décidés à européaniser le pays selon la méthode japonaise. On a signalé, depuis le début de la guerre russo-japonaise, de fréquents départs d'étudiants pour l'Université de Tôkyô. A Tsinanfou, le gouverneur a fait construire, par un architecte allemand, une Université ; les locaux sont éclairés à l'électricité ; le personnel enseignant se compose avant tout de Chinois, mais on y compte aussi un Allemand, un Anglais, un Français et cinq Japonais. Il faut s'attendre à ce que les lettrés chinois, tout aussi intelligents que les Japonais, se mettent aussi vite qu'eux au courant des derniers résultats de la science européenne. Ils en tireront vite, comme eux, toutes les applications industrielles, commerciales et sociales qui leur paraîtront profitables. Aussi ne soulèvent-ils aucune difficulté à l'installation des Allemands dans le Chantoung. C'est avec une conscience très claire des intérêts chinois que les autorités locales acceptent de travailler avec les Allemands au relèvement économique de la province.

Cette collaboration durera-t-elle longtemps ? et gardera-t-elle longtemps son caractère pacifique et conciliant ? Les colons de là-bas sont inquiets. Ils l'étaient, du moins, au moment de la guerre russo-japonaise. Ils semblaient pris de vertige en songeant à la grandeur de l'œuvre entreprise et à sa fragilité. La politique allemande en Chine reposait sur un postulat : celui de l'infériorité morale et matérielle des peuples



païens d'Extrême-Orient. Mais l'éroulement de la puissance russe a ébranlé la confiance des Allemands en leur œuvre. Il leur a semblé tout à coup perdre leur meilleur soutien. Les nouvelles des défaites russes ont été accueillies à Tsingtau avec un sentiment de profond découragement. Découragement mêlé d'ailleurs de mépris pour les Russes qui avaient si mal défendu l'honneur et l'intérêt européens. L'attitude résignée, veule, presque satisfaite, des officiers russes réfugiés à Tsingtau après la lamentable sortie du 10 août a provoqué l'indignation générale; là, comme à Shanghai, comme à Saïgon, ils s'empresèrent de demander leur désarmement pour n'avoir plus à courir les dangers d'une guerre qu'ils n'avaient pas prévue si terrible.

Les Allemands soutenaient les ambitions russes par intérêt personnel. C'est, nous l'avons vu, avec l'aide des Russes et d'un transasiatique russe qu'ils espéraient un jour établir leur domination dans la Chine du Nord. Il reste à savoir s'ils pourront, réduits à leur propres forces, maintenir toutes leurs prétentions et poursuivre aussi délibérément leur hardie politique d'expansion. Il semble qu'ils commencent à en douter. Un article paru en mai dernier dans les *Preussische Jahrbücher*<sup>1</sup>, qui souvent se sont faits en politique intérieure et extérieure le porte-parole des cercles officiels, conseille nettement d'abandonner Kiaotchéou, avant que l'insuccès de

1. D. Aug. Menge, *Kiautschou* (*Preussische Jahrbücher*, mai 1907).

cette expérience coloniale ne devienne trop éclatant.

Il faut, dit l'auteur de cet article, reviser sans hésitation le passé. L'Allemagne, en prenant une parcelle du territoire chinois, a fait un pas de clerc, qui lui a valu à la fois la haine des Chinois et celle des Japonais. Il est grand temps, si elle veut sauvegarder l'avenir, qu'elle rassure les esprits, qu'elle donne des gages de sa volonté pacifique. La possession de Kiaotchéou a-t-elle jusqu'à présent rapporté quelque profit? Non assurément. Quelques entreprises privées font sans doute de bonnes affaires; mais c'est le gouvernement allemand qui paie. On alléguera peut-être que, dans le dernier trimestre de 1906, le revenu des douanes a dépassé celui de Tchéfou. Mais si l'on compare le commerce de Kiaotchéou avec celui des seules maisons allemandes de Tientsin ou de Shanghai, il apparaît minime et presque insignifiant. Les maisons de commerce installées à Tsingtau ne sont d'ailleurs presque toutes que des succursales des grandes firmes allemandes d'Extrême-Orient; et si l'on s'est décidé à les établir en cet endroit, c'est par patriotisme, non par intérêt.

Peut-on espérer au moins un grand développement commercial dans l'avenir? Il ne faut pas se dissimuler que c'est Shanghai et non Tsingtau qui deviendra le grand centre des voies de communication de la Chine entière. Toutefois Tsingtau peut devenir, au jugement du collaborateur des *Preussische Jahrbücher*, une station terminus importante de la Chine du Nord, dans le genre de Dalny ou

de Vladivostock. Il ne faut pas renoncer à l'idée d'y faire aboutir le futur transmongolien. Il faut même hâter le plus possible l'établissement de cette grande voie internationale. Jamais Tsingtau ne pourrait se développer si la voie ferrée du Chantoung devait rester ce qu'elle est aujourd'hui, un cul-de-sac. Il faut que l'Allemagne maintienne tout son programme d'expansion économique en Chine, mais, pour pouvoir le réaliser, il faut qu'elle renonce dès aujourd'hui, avec éclat, à tout avantage politique.

Il faut qu'elle abandonne sa souveraineté sur le territoire de Kiaotchéou et qu'elle remette, moyennant une juste indemnité, le port de Tsingtau au gouvernement chinois. Alors la situation sera claire. Le Japon et la Chine sauront, à n'en pas douter, que l'Allemagne ne veut pas avoir d'intérêts politiques en Extrême-Orient. La presse anglaise n'aura plus de prétextes pour rendre l'Allemagne suspecte aux yeux des indigènes. Les produits de l'industrie allemande ne courront plus le risque d'être boycottés. Et l'Allemagne, en échange de son désintéressement, pourra obtenir de nouvelles concessions de mines et de chemins de fer. Elle pourra surtout essayer d'établir en Chine son influence morale et intellectuelle.

Telles sont, brièvement analysées, les idées principales contenues dans l'important article des *Preussische Jahrbücher*. Ainsi, dix ans ne sont pas encore écoulés depuis l'installation des Allemands à Kiaotchéou, et déjà une revue d'un caractère presque officiel préconise l'abandon de cette colonie. C'est

avouer l'échec de la Weltpolitik. Tel n'est point sans doute le dessein de l'auteur de l'article; mais c'est pourtant la conclusion qui s'impose. L'Allemagne, il y a dix ans, prétendait mener les peuples européens à la conquête de la Chine et présider à la division économique, voire politique du pays. C'était la croisade des peuples civilisés contre les peuples barbares, des chrétiens contre les païens. Et Guillaume II, qui le premier avait su briser l'étiquette de la cour chinoise et faire recevoir son représentant, le prince Henri de Prusse, par l'Impératrice, devait, nous dit Lamprecht, apparaître aux yeux des Chinois comme le protagoniste du christianisme et de la civilisation.

Mais en voulant à toute force jouer les premiers rôles, l'empereur d'Allemagne risquait d'attirer sur sa personne les plus violentes haines. C'est ce qui est arrivé. Il personnifie en effet pour les Chinois la pire brutalité européenne. Il ne faudrait pas moins que l'abandon total du *Schutzgebiet* de Kiaotchéou pour calmer les rancunes et les craintes qu'a fait concevoir son occupation.

Mais le gouvernement allemand songe-t-il à cet abandon? Rien ne permet de le nier ou de l'affirmer. Dans les nombreux débats coloniaux qui ont occupé le Reichstag aux mois de novembre et décembre 1906 il n'a jamais été question de Kiaotchéou. En prenant le pouvoir, le nouveau directeur des colonies<sup>1</sup>, M. Dernburg, a fait publier une brochure officielle

1. Aujourd'hui secrétaire d'État.

sur l'importance des capitaux engagés dans les colonies allemandes; mais il a laissé en dehors de son enquête les entreprises du Chantoung. Il se trouve que, par une disposition singulière, Kiaotchéou ne relève pas du ministère des colonies, mais de celui de la marine. Le budget de Kiaotchéou se trouvant ainsi séparé de celui des autres colonies, et écarté en quelque sorte de la discussion générale, le gouvernement a pu éviter publiquement de s'expliquer sur ses intentions en Chine.

De l'empereur même on peut s'attendre à tous les revirements. Sa politique à l'égard des Extrême-Orientaux a été assez variable dans les dernières années. En 1900, il avait envoyé, avec quelque fracas, un maréchal de camp à Pékin, et ses discours aux troupes d'expédition avaient fait sensation en Europe et en Chine; ils étaient l'évangile de la manière forte à l'égard des barbares païens. En revanche, c'est lui qui, le premier, au début de 1906, a soulevé la question du retrait des troupes européennes de Chine; par cette initiative il entendait se concilier l'opinion chinoise. Semblablement, au début de la guerre russo-japonaise, il commença par lancer l'anathème à la race jaune et par prophétiser l'anéantissement de l'ennemi païen. Mais au bout de quelques mois il fit volte-face et envoya au Japon un prince de la famille des Hohenzollern, pour s'instruire à l'école du grand peuple vainqueur et lui porter ses félicitations impériales.

Si le gouvernement allemand ne pose pas la ques-

tion de la reddition de Kiaotchéou, c'est le gouvernement chinois qui tôt ou tard la posera. Des études récentes ont signalé le rapide mouvement de rénovation politique de la Chine. Dans le programme des réformateurs figure, en première ligne, la reprise des territoires cédés à l'étranger. « Une importante revue de droit, la *Fa-tcheng-tsa-tche*, établit que le plus pressant des devoirs qui s'imposent à la Chine est de rentrer en possession des territoires cédés à bail... « La Chine a commis a commis beaucoup d'erreurs dans ses rapports avec l'étranger; mais celle-là est la plus grande de toutes. » Du reste, ces territoires « ne servent pas aux travaux pacifiques du commerce et de l'industrie; ce ne sont que des points d'appui militaires ». On n'y voit que des forts et des bateaux de guerre. « Ce ne sont pas des maisons de commerce ou des banques, mais des casernes qu'on y construit. » Et à l'appui on cite les votes du Parlement allemand<sup>1</sup> ».

Ce n'est pas de la Chine, mais du Japon, que les Allemands redoutaient, naguère encore, une agression possible. Il leur apparaîtra bientôt que le danger chinois est le plus pressant de tous. Sans doute la possession du *Schutzgebiet* leur est garantie par un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans; mais la prudence leur commandera peut-être, en face d'une Chine militairement réorganisée, de proposer eux-mêmes l'annulation de ce bail et la rétrocession du

1. Noël Péri, *L'Éducation nouvelle en Chine*. Revue de Paris, 15 juin 1907.

territoire. S'ils ne s'y décident pas, c'est, on peut le dire, l'amour-propre seul qui les retiendra. Il serait peut-être pénible pour l'empereur d'être forcé de renier les fières paroles qu'il a inscrites de sa propre main au frontispice du livre de C. Franzius sur Kiao-tchéou, et que l'éditeur a pieusement reproduites en fac-simile : « Là où un Allemand tombé pour la patrie dans le fidèle accomplissement de son devoir a trouvé un tombeau, et où l'aigle allemand a planté ses serres, le sol est allemand et demeurera allemand ». Mais surtout il serait douloureux pour tous les défenseurs et promoteurs de la Weltpolitik de confesser l'échec définitif d'une tentative coloniale, dont ils attendaient tant, et de déclarer que l'Allemagne renonce à jouer un rôle actif dans la politique d'Extrême-Orient, après avoir rêvé d'en devenir l'arbitre.





# ALLEMANDS ET INDIGÈNES

DANS L'AFRIQUE DU SUD

---

La longue, coûteuse et sanglante guerre que l'Allemagne a dû soutenir, de janvier 1903 aux derniers mois de 1906, contre les Hereros et les Hottentots révoltés, a secoué l'indifférence que gardait jusque-là la grosse masse du peuple allemand pour les questions coloniales. Les hauts plateaux, arides et tristes, du Sud-Ouest africain, sont devenus une contrée familière aux imaginations. Pendant quatre ans, les journaux ont groupé quotidiennement, sous une rubrique régulière, les dépêches transmises de Swakopmund ou de Windhuk par l'agence Wolf et publié d'innombrables articles de fond sur la colonie. Le massacre de fermiers allemands, de femmes et d'enfants de colons, et les privations endurées par les troupes coloniales dans une campagne exceptionnellement pénible, ont d'abord éveillé dans tout le peuple un intérêt sentimental, une profonde pitié. On

s'est attaché à cette colonie en raison même des sacrifices qu'elle coûtait; c'était le *Schmerzenskind*, l'enfant que l'on aime de toute la douleur qu'il vous cause. Puis, à mesure que la résistance se prolongeait, la douleur a fait place à l'irritation : l'écrasement des indigènes est devenu une question d'amour-propre national. Les voix nombreuses, qui d'abord s'étaient élevées pour conseiller l'abandon de la colonie, se sont tues. L'honneur de l'Allemagne était en jeu ; coûte que coûte, il fallait venir à bout de ces hordes barbares et païennes.

On sait quelle influence la question du Sud-Ouest africain a exercée en 1906 sur la politique intérieure de l'Empire. Elle a été la cause de la retraite du ministre agrarien de Podbielski : il fut prouvé que la maison Tippelskirch, dans laquelle ce ministre avait de gros intérêts financiers, avait obtenu, à des prix très désavantageux pour l'État, d'importantes commandes de fournitures pour les troupes. Cette même question a fourni l'occasion de la rupture entre le centre et le chancelier : le parti catholique prétendait, à l'occasion du budget des colonies, non pas sans doute refuser les crédits demandés par le gouvernement, mais fixer une date ferme (1<sup>er</sup> avril 1907), à partir de laquelle les troupes d'occupation devraient être réduites au chiffre de 2 500 hommes; le gouvernement, d'accord avec le centre sur le principe de la réduction des troupes, voulait néanmoins laisser 8 000 hommes dans la colonie, et refusait de se laisser imposer aucune date pour le retrait des troupes de-

venues inutiles. L'objet du litige était petit; mais les deux adversaires, aigris l'un contre l'autre, ne cherchaient qu'un prétexte pour rompre; le gouvernement, mis en minorité sur cette question, prononça la dissolution du Reichstag (13 décembre 1906).

C'est dans ces débats parlementaires que le nouveau directeur des colonies, M. Bernhard Dernburg, fit ses débuts, avec une allégresse d'homme batailleur et sanguin. Il voulut considérer l'office colonial comme une maison de commerce; il fit établir, dès son arrivée aux affaires, un inventaire général des richesses coloniales de l'Allemagne et s'appliqua, dans une série de grands discours qu'il prononça soit au Reichstag, soit en assemblée publique, devant les commerçants ou devant « les artistes et les savants » de Berlin, à faire ressortir par des chiffres et par des exposés techniques la valeur actuelle et le développement possible de chacune des colonies. Il ne négligea aucune d'elles; pourtant il s'attarda toujours plus longuement sur le Sud-Ouest africain que sur aucun des autres territoires; même il parla presque avec émotion de ce pays « dont le charme étrange est si puissant que ceux qui y ont une fois vécu veulent toujours y retourner<sup>1</sup> ».

Dans les discours du directeur des colonies, le grand public chercha moins des renseignements commerciaux ou financiers que des indications sur la politique que l'Allemagne entendait suivre désormais vis-à-vis

1. Au Reichstag, 29 novembre 1906.

des tribus révoltées. Ce qui a passionné le peuple allemand dans ces grands débats coloniaux, c'est surtout la question des indigènes. « L'indigène, dit M. Dernburg lui-même, est l'objet le plus important de la colonisation <sup>1</sup>. » C'est lui qui doit fournir en grande partie la main-d'œuvre dans les colonies; il importe donc de le ménager, de l'instruire, de le gagner lentement à la civilisation européenne. Autrefois sans doute les peuples conquérants ont eu moins de scrupules : « l'histoire de la colonisation des États-Unis, qui fut indubitablement la plus grande entreprise coloniale que le monde ait jamais vue, débuta par la destruction presque complète des premiers habitants du pays. Par contraste, c'est une joie de constater aujourd'hui qu'avec les progrès de la civilisation dans le monde les méthodes colonisatrices ont subi, comme tout le reste, une grande transformation. Si l'on a colonisé autrefois à l'aide de procédés destructeurs, on peut en revanche coloniser aujourd'hui grâce à des procédés de conservation, et, dans le nombre, il faut compter aussi bien le missionnaire que le médecin, le chemin de fer et la machine, et, bref, la science théorique et appliquée la plus moderne dans tous les domaines <sup>2</sup>. »

Telle est la doctrine, et il est certain que la méthode de douceur, de patience, de paternelle indulgence à l'égard des indigènes est celle qui, en principe, agréé le plus à l'opinion publique allemande.

1. B. Dernburg, *Zielpunkte des deutschen Kolonialwesens*, p. 6.

2. B. Dernburg, *Id.*, p. 9.

Mais il faut voir comment cette politique de relèvement moral et matériel des noirs a été appliquée.

## I

Géographiquement, le *Schutzgebiet* allemand de l'Afrique du Sud-Ouest ne forme pas un tout. On y distingue trois régions, de caractère différent, habitées par des peuplades différentes.

Le nord est un pays tropical; le climat est encore presque semblable à celui de l'Afrique équatoriale, tandis que tout le reste de la colonie appartient à la zone tempérée. Une ligne imaginaire, partant du cap Frio, et rejoignant la frontière orientale de la colonie à l'endroit où elle coupe le 20° degré de latitude sud, marque à peu près la limite sud de cette région<sup>1</sup>. C'est un pays plat, élevé de 1 000 mètres environ au-dessus du niveau de la mer, où les pluies sont assez fréquentes, mais où l'eau s'écoule rapidement; il n'y a point de fleuve régulier en dehors des deux cours d'eau frontière, le Counéné et l'Okavango. L'humidité générale est suffisante pourtant pour permettre quelques cultures. Aussi les habitants de cette région sont-ils plus sédentaires que ceux du sud de la colonie.

Ces habitants, les Ovambos, appartiennent, comme la plupart des peuplades africaines du sud de l'Équateur, à la race des nègres Bantous. Ils sont divisés en

1. K. Dove, *Deutsch-Südwestafrika*, dans *Das überseeische Deutschland*, p. 287.

sept ou huit tribus, qui vivent en partie sur le territoire allemand, en partie sur le territoire portugais. On ne sait d'ailleurs presque rien de ces Ovambos. Des missionnaires ont pu entrer en rapport avec quelques-unes de leurs tribus; des autres, on ne connaît que le nom. On évalue leur nombre à 300 000 individus environ. Leur organisation politique semble assez forte; leurs chefs exercent le pouvoir tyranniquement. C'est un peuple industrieux, réputé parmi les peuplades voisines pour son habileté à travailler le fer, et qui fabrique aussi des poteries et de la vannerie fine.

Ils sont restés jusqu'aujourd'hui les maîtres incontestés de leur pays. Les Allemands n'ont pas encore fait de tentative sérieuse pour établir leur autorité parmi eux. Plusieurs officiers ont traversé le pays, rendu visite à quelques chefs et cherché à conclure ou conclu effectivement avec eux des traités. Mais l'indépendance de ces chefs reste entière. Le général Leutwein, qui fut pendant onze ans gouverneur de la colonie, rapporte<sup>1</sup> qu'il s'abstint, par prudence, de jamais envoyer des soldats dans le domaine des Ovambos.

Pour ne pas éveiller le soupçon que la troupe renonçait par peur à la visite qui avait d'abord été projetée dans le pays des Ovambos, j'écrivis au chef le plus proche, un certain Kambonde, connu d'ailleurs pour ses dispositions pacifiques, que je regrettais de ne pouvoir, faute de temps,

1. Theodor Leutwein, *Elf Jahre Gouverneur in Deutsch-Südwestafrika* (1906), p. 172 et suivantes.

songer à lui rendre visite. Je l'assurais du reste de mes intentions pacifiques. Je reçus, plusieurs mois plus tard, à Windhuk, par l'intermédiaire du missionnaire Rautanen, la réponse suivante : que tout ce que j'avais écrit était fort beau, mais que lui, Kambonde, souhaitait néanmoins ne jamais me voir de sa vie ; car les Allemands se présentaient avec des paroles d'amitié, mais lorsqu'ils étaient là, ils voulaient gouverner, et lui était capable de gouverner tout seul.

Mais s'ils ne sont pas des vassaux dociles, les Ovambos n'ont pas encore marqué d'hostilité ouverte aux Allemands. La vie des voyageurs européens ou des rares colons établis parmi eux est respectée. On cite, comme une exception, le meurtre d'un fermier et de sa famille en 1903 ; encore ne s'agissait-il, dans ce cas, que d'une vengeance personnelle et non pas d'un soulèvement collectif. La révolte du sud n'eut point de retentissement dans le nord. Une grande société minière, la South-West-Africa C<sup>o</sup>, qui, depuis quelques années, exploite à la limite sud du territoire ovambo, à Otavi et à Tsumeb, d'importants gisements de minerai de cuivre, a pu continuer ses travaux, presque sans interruption, pendant la campagne.

On a longtemps espéré établir la domination allemande en ce pays par des voies pacifiques. On comptait pour cela sur le développement assuré de cette South-West-Africa C<sup>o</sup>, la seule des grandes compagnies concessionnaires dont le capital versé égale le capital nominal et la seule qui ait pris à cœur de remplir les obligations de son contrat. Rapidement, pensait-on, le pays deviendrait, d'agricole, industriel ;

les indigènes profiteraient de l'accroissement général de la richesse et viendraient se grouper autour des usines, auxquelles ils fourniraient l'indispensable main-d'œuvre.

Mais la paix était une condition nécessaire à la réalisation de ce programme. Or il est à peu près certain, depuis la dernière guerre, qu'une expédition en pays ovambo sera entreprise tôt ou tard. Le gouverneur Leutwein était hostile à ce projet.

Lorsque commença le soulèvement des Hereros, écrit-il<sup>1</sup>, il n'était plus question que d'entreprendre, aussitôt après sa répression, une campagne contre les Ovambos. Bien plus, — ajoute-t-il en note, — il me fut suggéré dans une lettre privée, venant d'une source tout à fait qualifiée, d'engager cette campagne. Je priai l'auteur de la lettre de vouloir bien me rappeler la chose quelques années plus tard, attendu que je pourrais bien l'avoir oubliée avant d'être venu à bout du soulèvement des Hereros.

Mais le commandement des troupes a été retiré en 1904 au général Leutwein, — alors colonel, — et le second de ses successeurs, le colonel Deimling, a paru moins circonspect. Consulté en décembre 1906 par le gouvernement sur la question de la réduction des troupes d'occupation, il répondit que le chiffre de 8 000 hommes lui paraissait le minimum indispensable, parce qu'il fallait compter non seulement avec les bandes errantes de Hereros, mais encore avec les Ovambos. Le *Berliner Tageblatt* du 16 janvier 1907,

1. Th. Leutwein, *op. cit.*, p. 191.



après avoir publié la réponse du colonel Deimling, ajoutait les réflexions suivantes :

Ce qu'il y a de singulier dans ce télégramme, c'est l'allusion faite aux Ovambos, la plus dangereuse et la plus récalitrante de toutes les tribus du Sud-Ouest africain. A-t-on l'intention de marcher sur eux ? ou bien craint-on une attaque de leur part ? Il semble presque que nous soyons placés devant cette alternative. Dans l'un ou l'autre cas, nous aurions une nouvelle guerre coloniale, plus pénible peut-être que ne l'a été la campagne contre les Hereros et les Hottentots. Aussi le gouvernement fera bien de se demander à trois fois s'il doit dès maintenant, sans motif pressant, après les millions de dépenses causées par le soulèvement herero et hottentot, ouvrir la question ovambo ; à vrai dire, il faudra bien la résoudre un jour, et peut-être dans un avenir assez proche.

On rencontre encore dans cette région septentrionale des troupeaux nomades de Bushmen, Hottentots dégénérés, qui vivent misérablement de l'élevage et des fruits naturels du sol. Mais, dépourvus de toute organisation, craintifs et très pauvres, ils ne constituent pas un danger pour les Allemands.

La région moyenne de la colonie est le Damaraland, ou pays des Hereros. Elle est plus élevée au-dessus de la mer que le pays des Ovambos ; le niveau moyen est de 1 200 mètres et va en s'élevant progressivement, à mesure que l'on descend vers le sud. La contrée est aussi plus accidentée ; bien que son caractère général soit celui d'un haut plateau, des massifs montagneux qui atteignent jusqu'à 2 700 mètres la dominant, souvent à pic. C'est au pied d'un de ces massifs, le

Waterberg, qu'eut lieu la grande et décisive bataille de la campagne.

La partie méridionale du Damaraland est tout à fait montagneuse. On l'a souvent comparée à la Forêt Noire ou aux Vosges. Les fleuves, qui ailleurs se perdent dans le sable et ne reparaissent qu'à certains points d'eau (*Wasserstellen*) ont creusé ici d'assez profondes vallées. C'est, au milieu de ces montagnes que se trouve, à une altitude de 1 620 mètres, la capitale de la colonie, Windhuk.

Le climat de cette région est très favorable à une colonisation européenne. La température moyenne à Windhuk varie de 16° centigrades en hiver à 22° en été. Le maximum observé jusqu'ici n'a été que de 34°7. L'hiver est assez froid, mais non rigoureux; il gèle souvent la nuit, mais la température de la journée est toujours modérée. Les Allemands se sont portés d'instinct vers cette région que la sécheresse de l'air rend, même au moment des plus fortes chaleurs, parfaitement saine, si saine, disent même les médecins, que l'on ne saurait mieux faire que d'y envoyer les tuberculeux et d'y construire des sanatoriums.

Les habitants de ce pays appartiennent, comme les Ovambos, à la race des nègres Bantous. Mais ils sont plus étroitement apparentés aux Cafres du Natal qu'aux Ovambos. Ils sont généralement grands, d'une taille supérieure à celle des Européens. Leur peau est moins noire que celle des nègres de l'Afrique équatoriale. Les traits de leur visage sont quelquefois assez fins, et il n'est pas rare de remarquer parmi

eux, comme parmi les Zoulous, des nez aquilins et longs, d'un type presque sémitique. Ils sont divisés en plusieurs tribus, mais ils restent nominalement groupés sous l'autorité d'un seul chef, et ils ont en fait prouvé, au moment de la révolte, qu'ils étaient capables de se plier à une discipline commune.

Ces Hereros sont un peuple de pasteurs. Ils entretiennent, ou du moins entretenaient avant la guerre, d'immenses troupeaux de bœufs et de moutons; ils disposaient donc d'un véritable capital, grâce auquel leur indépendance matérielle se trouvait assurée. Ils étaient profondément attachés à leur bétail bien qu'ils n'en retirassent aucun profit pécuniaire et qu'ils n'en fissent même que rarement usage pour leur subsistance propre, leur nourriture étant surtout végétale. C'était une précieuse richesse qu'ils conservaient avec soin, et même avec une sorte d'avarice, comme moyen d'échange, non comme objet de consommation. Les colons, qui avaient besoin de main-d'œuvre, ne pouvaient pas spéculer sur la pauvreté des individus; car la propriété des troupeaux était collective, et tous les membres d'une tribu participaient à la richesse de leur chef. Cette indépendance du peuple herero a souvent irrité les Allemands. « On peut dire, écrit Dove, que ces réserves de bétail ont été par moment un obstacle au développement de la vie économique, car c'est sans doute pour cette raison que si peu de Hereros se sont décidés à entrer comme ouvriers au service d'Européens <sup>1</sup>. »

1. K. Dove, *Deutsch-Südwestafrika*, p. 305.

Au contraire des Ovambos, que la civilisation européenne n'a pas encore touchés et dont la plupart n'ont même jamais vu un missionnaire, les Hereros entretiennent depuis longtemps des relations avec des blancs. Ils ont de bonne heure connu les Boers et adopté dans leur langue de nombreux mots hollandais, en particulier la dénomination « Kaptein » pour leurs chefs. Des missionnaires (Rheinische Mission) étaient installés depuis plus de quarante ans dans les principaux centres. L'introduction du christianisme chez les Hereros a entraîné l'adoption du costume européen; même les indigènes non-convertis le portent aujourd'hui, et le sommaire habillement d'autrefois, un court tablier de cuir fixé par une ceinture autour des reins, a presque partout disparu. Depuis longtemps aussi des trafiquants ou des chasseurs avaient parcouru le pays et apporté aux indigènes le tabac, l'alcool et les armes à feu. Toutes les peuplades du Sud-Ouest africain ont aujourd'hui une longue expérience des diverses sortes de fusils; ils s'en servent avec une grande adresse, et cela explique que les troupes allemandes aient subi de cruelles pertes.

Le nombre des Hereros est estimé à 70 000 ou 80 000 individus. Mais ils ne sont pas les seuls habitants du Damaraland. Ils ne sont à vrai dire que des usurpateurs. Avant leur arrivée, qui ne remonte peut-être pas à beaucoup plus d'un siècle, le pays était occupé par les Damaras des montagnes. Des restes de cette peuplade subsistent encore, dont il est difficile d'évaluer l'importance numérique, parce qu'ils

vivent dispersés. Ils sont d'ailleurs réduits à une sorte de position subalterne; les Hereros les considèrent comme des inférieurs et font d'eux leurs servants. Les colons ont souvent recruté des domestiques parmi eux. On les dit arriérés, mais non inintelligents, attachés à leurs maîtres et assez honnêtes. A côté des Damaras se rencontrent encore des Bushmen. Les deux peuplades réunies compteraient 30 à 40 000 individus.

Les Allemands ont dans le Damaraland leur principal port, Swakopmund, et leur ville administrative, Windhuk.

Swakopmund, dans une rade ouverte aux vents du large, est un port très médiocre; les navires sont forcés de jeter l'ancre à un ou deux kilomètres de la côte; un ressac violent gêne le débarquement. Un môle, construit en plusieurs années de travail pénible, fut détruit en 1903, peu de mois après son achèvement, par quelques marées furieuses. Cette côte n'a pas de port naturel, à l'exception de Walfish-bay, qui est aux mains des Anglais.

Trois cents kilomètres séparent Windhuk de la mer. Le trajet était jusqu'en 1902 pénible et lent. Il s'effectuait au moyen de grandes voitures massives, semblables à celles qu'utilisaient les Boers dans leurs « trekks », et que traînent dix ou douze paires de bœufs. Il fallait camper en route; les frais étaient considérables. Le génie militaire a construit, de 1897 à 1902, un chemin de fer à voie étroite qui relie maintenant les deux points. Cette ligne aurait cer-

tainement favorisé l'immigration de colons allemands, si le soulèvement n'avait éclaté peu de temps après sa construction.

Un peu au sud de Windhuk commence le grand Namaland, qui s'étend jusqu'à l'Orange, limite sud de la colonie. C'est, lui aussi, un pays de hauts plateaux, mais son élévation moyenne est moindre que celle du Damaraland. Il forme une série de terrasses parallèles, bordées du nord au sud par des crêtes d'une faible hauteur. Aucune voie naturelle ne relie les plateaux à la côte. Tandis que les fleuves du pays des Hereros descendent vers la mer et que leurs vallées forment des routes naturelles qu'emprunte le trafic, les rares cours d'eau du Namaland s'écoulent vers l'hinterland désert de l'est ou vers le sud. La région demeure en quelque sorte fermée. C'est pourtant un assez heureux terrain de colonisation. Le climat est presque le même que celui de l'Europe du nord. La végétation n'a plus aucun caractère tropical; la brousse et les buissons épineux, qui recouvrent une grande partie du Damaraland, cessent ici presque complètement; il ne reste plus sur les hauteurs qu'une herbe sèche, dont vit le bétail. Mais le pays a un grand désavantage : son extrême sécheresse. L'eau à vrai dire ne manque pas : le grand fleuve des Poissons (*grosser Fischfluss*), qui traverse le Namaland du nord au sud, a souvent, à 1 000 kilomètres de son embouchure, en dehors même de la saison des pluies, un débit suffisant pour qu'on ait pu le comparer avec la Lahn à Marbourg. Mais la plupart

des cours d'eau s'écoulent souterrainement. Il sera nécessaire d'entreprendre dans toute cette région de grands travaux d'irrigation.

Les habitants du pays sont des Hottentots, c'est-à-dire qu'ils n'ont rien de commun avec les nègres des deux autres régions. Les Hottentots ne sont pas noirs; ils sont jaunes; on leur attribue, sans preuves certaines, une origine asiatique; les traits de leur visage rappellent souvent, dit-on, le type mongol. Ils sont assez petits, mais bien bâtis; leurs pieds et leurs mains sont d'une grande délicatesse. Ils sont, sans aucun doute, beaucoup plus intelligents et plus cultivés que les nègres. Leur langue a des raffinements inconnus aux autres dialectes africains; on a noté comme un signe exceptionnel de culture qu'ils ont un mot pour désigner le sentiment de l'humanité. Ils savent travailler le cuir d'une façon qui révèle, en plus d'une grande habileté technique, un goût artistique développé. Ils sont excellents musiciens; ils apprennent aisément les mélodies européennes que leur enseignent les missionnaires, aiment à chanter à plusieurs voix et composent eux-mêmes des chants, dont l'originalité a toujours frappé vivement les colons.

Leur nombre total est de 15 à 20 000. Ils forment huit tribus distinctes, dont les plus connues sont les Witboois et les Bondelzwarts; la résidence principale des premiers est à Gibeon, les seconds sont groupés dans l'extrême-sud, autour de Warmbad. Les Hottentots possèdent moins de bétail que les Hereros et

apportent moins de soin à l'élevage. C'est un peuple de chasseurs et de pillards. Pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont vécu du butin ramassé dans leurs expéditions guerrières en pays herero. C'est pour être mieux défendus contre leurs incessantes rapines que les Hereros ont au début accepté le protectorat allemand.

A ces Hottentots s'ajoute une tribu de métis, le peuple des « Bastards », établi autour de Rehoboth. Ce sont des individus nés d'unions entre Boers et femmes hottentotes. Ils habitaient autrefois la colonie du Cap, mais ils ont émigré vers 1870 dans le territoire de l'actuelle colonie allemande, pour se soustraire à l'hostilité des Bushmen. Ils ne sont guère que 3 ou 4000. Ils forment une sorte de classe intermédiaire entre les Allemands et les indigènes. On leur reproche d'avoir conservé la plupart des vices maternels : ils ont un grand penchant à la paresse et au mensonge. Mais ils ont hérité aussi de leurs ancêtres hottentots de rares qualités de chasseurs et de pasteurs. Ils sont chrétiens et assez soumis à l'autorité de leurs missionnaires. Le niveau de leur culture est de toutes façons bien supérieur à celui des Hottentots, à plus forte raison à celui des peuplades nègres. Leur langue maternelle est le hollandais. Ils avaient, bien avant les Allemands, introduit dans le pays les constructions de type européen; Rehoboth avait, avant tout autre centre habité, ses maisonnettes entourées de jardins et ses places régulières, ombragées d'arbres.



Pendant la guerre, les Bastards ont combattu du côté allemand. Ils étaient d'excellents guides et de bons soldats. Ils désirent être de plus en plus considérés comme des égaux par les Allemands. Ceux-ci ont d'ailleurs des sentiments sympathiques à leur égard. Toutefois ils n'ont pas encore voulu leur accorder l'exercice des droits civiques. Mais ils s'y verront bientôt naturellement contraints. Les unions ne sont pas rares entre les colons allemands et les femmes du peuple des Bastards; les enfants nés de ces unions sont considérés comme citoyens allemands. A la longue, il sera bien difficile de maintenir la distinction entre les premiers métis et les Allemands métissés.

## II

Jusqu'à la révolte, les indigènes du Sud-Ouest africain n'ont pas été considérés comme un peuple soumis et dépendant étroitement de l'Empire. Les tribus conservaient tous leurs biens et à peu près toutes leurs libertés, sous la protection nominale de l'Allemagne. C'était la période des ententes et des traités. Il n'y a pas eu, à proprement parler, d'administration allemande avant l'année 1892, bien que la déclaration officielle du protectorat remonte à avril 1884. Jusquelà, la direction des colonies se reposait de tout sur les grandes compagnies. Non seulement on avait reconnu les concessions qu'avaient accordées, antérieurement à l'occupation, les principicules indigènes, mais on

en avait immédiatement consenti de nouvelles. Le gouvernement allemand était enclin par principe à favoriser les grandes compagnies. « Bismarck eût confié volontiers l'administration des territoires conquis aux Compagnies « intéressées ». Il les eût faites souveraines territorialement et les eût rattachées par un lien de vassalité seulement à l'Empire. Elles auraient dû se protéger elles-mêmes, lever leurs propres milices. Des *Chartes impériales* eussent suffi à les garantir contre les empiétements des autres nations <sup>1</sup>. »

Mais les compagnies concessionnaires n'ont pas répondu à l'attente du gouvernement. La plupart d'entre elles n'ont qu'un maigre capital versé; des actions de fondateurs constituent la plus grande partie du capital nominal. Six compagnies, qui possèdent ensemble un capital nominal de 65 millions de marks, n'ont en fait à leur disposition, comme fonds d'exploitation, que 13 millions de marks. La concession est pour elle une traite tirée sur l'avenir. Elles espèrent que, tôt ou tard, à la suite de découvertes de gisements miniers, leurs terrains prendront naturellement et sans aucun effort de leur part une plus grande valeur, et qu'il leur suffira alors de les revendre au détail pour obtenir une grosse rémunération de leur capital. En attendant, elles refusent de vendre des terres aux colons, ou les mettent à un si haut prix qu'elles ne trouvent pas d'acheteurs. D'immenses

1. Ch. Andler, *Le prince de Bismarck*, p. 276.

territoires restent ainsi fermés à la colonisation. Au moment où éclata le soulèvement, les compagnies concessionnaires possédaient les deux cinquièmes de la colonie; le gouvernement n'était propriétaire que d'un cinquième; le surplus était resté aux mains des indigènes. Les colons ne pouvaient guère s'établir que sur les terres du gouvernement ou sur celles des indigènes; mais c'étaient en général les moins productives et les moins sûres.

Non seulement les compagnies n'ont pas servi l'intérêt général, mais elles ont indisposé contre les Allemands les indigènes, qui souvent se sont crus lésés par elles. Les contrats conclus entre les compagnies et les chefs de tribus n'ont pas toujours été rédigés en termes clairs; en tous cas, ces chefs, souvent illettrés, n'en ont pas toujours compris la portée exacte. Lüderitz avait, en 1883 et 1884, signé avec deux *capitaines* des traités qui lui concédaient sur la côte une bande de territoire large de 20 « milles ». Le traité ne disait pas s'il s'agissait de milles « géographiques » ou de milles « anglais ». Si c'étaient des milles anglais, le marché n'avait rien d'avantageux pour Lüderitz, car toute la côte est bordée par un large désert de sable, sans valeur aucune. Au contraire une bande de territoire de vingt milles géographiques lui livrait de vastes pâturages et le rendait maître du trafic entre les hauts plateaux et la mer. Lorsque la *Deutsche Kolonialgesellschaft für Südwestafrika* succéda à Lüderitz en 1895, elle réclama le village de Kubub, qui est une étape importante pour les convois venant

de la baie de Lüderitz (anciennement : Angra Pequena). Les Hottentots contestèrent vivement cette prétention. Mais, avec l'appui du gouvernement, la compagnie obtint gain de cause.

La plupart des concessions avaient été obtenues pour une bouchée de pain. Lüderitz, ayant traité avec deux tribus, versa à la première 600 livres sterling et lui abandonna en outre 260 fusils ; à la seconde, il ne donna que 20 livres sterling. D'autres sociétés achetèrent pour 100 et 150 livres de vrais petits royaumes. Ces rétributions, assez minimes en elles-mêmes, pesaient d'autant moins aux concessionnaires que les indigènes généralement prenaient, au lieu d'argent, des marchandises, de l'alcool, des munitions. La plus forte somme fut payée par un syndicat anglais, qui désirait accaparer les terrains au nord de l'Orange : il alla jusqu'à verser à trois tribus hottentotes la somme de 2300 livres sterling. Mais, pour ce prix, ces trois tribus se livraient en quelque sorte pieds et poings liés : sans aucun doute, elles n'avaient pas prévu les conséquences de l'acte qu'elles signaient. Le contrat fut soumis par le gouvernement allemand à une sévère revision ; pourtant le syndicat garda le monopole de toutes les exploitations minières dans la contrée, et il fut entendu que les Hottentots devaient lui abandonner 512 fermes, à son choix. Mais les 512 fermes n'existaient pas, et eussent-elles existé que les indigènes ne se les seraient certainement pas laissé enlever sans résistance. Leutwein confesse que le gouvernement crai-

gnait un soulèvement à ce propos et qu'il se trouvait dans un grand embarras. Heureusement, le syndicat ne put pas faire face à tous ses engagements ; il avait promis de construire, dans un délai déterminé, une voie ferrée de la baie de Lüderitz aux hauts plateaux de l'intérieur. Il n'en fit rien, et l'on s'autorisa de cette négligence pour le déclarer déchu d'une partie de ses droits ; il était déjà entré en possession de 112 fermes, qu'il a conservées.

Ces cessions de territoires irritaient les indigènes, et particulièrement les Hereros. Peuple nomade, ils avaient besoin d'espaces presque illimités et supportaient mal de se voir imposer subitement des frontières. Sans doute ils auraient dû s'en prendre à eux-mêmes d'abord. Rien ne les forçait à vendre leurs domaines aux étrangers. Mais ils raisonnaient et agissaient comme des enfants. Ils ne savaient pas résister à l'attrait des nouveautés introduites chez eux par les trafiquants venus du dehors ; il leur fallait tout acheter. Pour satisfaire leurs envies puériles, ils se dépouillaient eux-mêmes de leurs terres ; puis, la fièvre du désir tombée, ils se croyaient spoliés, joués ; ils n'en haïssaient que davantage leurs envahisseurs.

Le gouvernement comprit qu'une explosion de haine populaire s'ensuivrait quelque jour, et il chercha à régler les conditions d'achat et de vente des terres. Par une série d'ordonnances, l'administration de la colonie décréta qu'aucun acte de vente, ou même de location, entre indigènes et colons de race blanche ne serait valable s'il n'avait l'assentiment du gou-

verneur. On établit d'avantageuses conditions de paiement pour les colons qui voudraient s'installer sur les terres du gouvernement. Mais, comme les indigènes se contentaient de marchandises en guise de paiement, les immigrants croyaient avoir plus de profit à s'adresser à eux. Le pays des Hereros, plus riche en eau et en pâturages que les autres régions, mieux desservi qu'elles, grâce au chemin de fer, attirait particulièrement les nouveaux arrivants. Le chef des Hereros, Samuel Maharero, toujours endetté, était toujours prêt à vendre des fermes ; et ses sujets, qu'il ne consultait pas, assistaient, impuissants, à la disparition des biens de la communauté.

Le sans-gêne de certains colons achevait ce qu'avait commencé la prodigalité des chefs indigènes. Plus d'un s'installait, comme en pays conquis, sur le coin de terre qui lui agréait le plus, et n'en bougeait plus. Leutwein cite une protestation que lui adressèrent, par l'entremise d'un missionnaire, les Hereros de la région de Gobabis, dans l'est :

...Nous voyons avec terreur que les terrains passent les uns après les autres dans la main des Blancs, et en conséquence nous prions humblement M. le gouverneur de ne plus ratifier aucune vente de terre ici, dans le territoire du Nosob blanc, et de transformer toutes les terres qui ne sont pas encore vendues en une grande réserve ; car nous serons alors, nous et nos enfants, en sûreté, c'est-à-dire que nous aurons un endroit où habiter et faire des jardins...

Ce sont les missions qui, les premières, ont demandé la création de réserves, semblables à celles

où les Américains ont enfermé ce qui subsiste des tribus indiennes. Les missions ont pris, dans cette question de la propriété des terres, le parti des indigènes contre les colons blancs.

Presque toutes les ventes de terres, dit un missionnaire, s'accomplissent de la façon suivante : les Hereros prennent à crédit, ou plutôt comme l'on dit ici d'une façon caractéristique, à *banqueroute*, chez des trafiquants, qui assez fréquemment s'établissent contre leur gré chez eux, toutes sortes de marchandises, et non point des objets utiles et bons, mais souvent des objets de parure parfaitement superflus, et ils y sont encouragés par les trafiquants en question de toutes les façons possibles, aussi longtemps qu'ils possèdent encore quelque chose, bétail ou terres <sup>1</sup>.

Le projet des réserves, à peine formulé, fut approuvé par les colons ; mais ils conçurent la chose autrement que les missionnaires. Ceux-ci voulaient des réserves aussi étendues que possible, pour préserver les indigènes contre la ruine. Il fallait à leur sens prendre des garanties contre la légèreté même des possesseurs du sol ; il était nécessaire de limiter leur faculté de vente. Les colons, au contraire, se figuraient les réserves comme des camps de concentration, où les indigènes demeureraient enfermés, à moins qu'ils ne préférassent se mettre au service des fermiers blancs. Il fallait les déclarer déchus de leurs droits de propriété ; il fallait supprimer leur indépendance économique ; car les fermiers blancs, dont les

1. Th. Leutwein, *Elf Jahre Gouverneur in Deutsch-Südwestafrika*, p. 270.

frais d'exploitation étaient très élevés, ne pouvaient pas supporter la concurrence de l'élevage indigène. « Que les terres dans leur totalité passent des mains des indigènes dans celles des Blancs, disait un article <sup>1</sup> de la *Deutsche Südwestafrikanische Zeitung*, publiée à Windhuk, cela n'est que strictement conforme au but de la colonisation dans ce territoire. Il faut que le pays soit habité par des colons blancs. Par conséquent les indigènes doivent s'effacer et ou bien se mettre au service des Blancs, ou bien se retirer dans les réserves qui leur seront affectées. »

Mais de quel droit le gouvernement aurait-il prononcé la déchéance des propriétaires indigènes? Comme le faisaient remarquer les missionnaires, leurs biens leur avaient été garantis par des actes officiels, par la parole même de l'Empereur. D'ailleurs aucune tribu n'était jusqu'à ces dernières années sujette de l'Empire. C'est par des traités librement consentis que les divers chefs avaient, les uns après les autres, et généralement dans l'intention de se combattre les uns les autres, accepté le protectorat allemand. Les Allemands étaient liés par leur signature, aussi longtemps que les indigènes eux-mêmes respectaient les clauses des traités.

Ces traités, dit Leutwein, étaient toujours établis sur un type uniforme. « Les *capitaines* y promettaient en général : 1° d'accorder aux sujets et protégés de l'Empire le droit de voyager et de trafiquer partout

1. Cité par des missionnaires dans une lettre au gouverneur. Th. Leutwein, *op. cit.*, p. 270.



sur leur territoire ; 2° de protéger la vie et les biens de ces colons ; 3° de reconnaître, en cas de différends entre les deux races, la juridiction de l'empereur d'Allemagne ; 4° de ne pas aliéner leurs terres et de n'accorder aucune sorte de concessions sans approbation du gouvernement allemand ; 5° de contribuer à maintenir la paix dans le protectorat et de faire appel, dans le cas de conflits avec d'autres *capitaines*, à la décision du gouvernement allemand ; 6° de reconnaître les lois allemandes promulguées pour le protectorat. »

Dans la question des réserves, le gouvernement adopta l'avis des missionnaires ; il décida qu'elles seraient seulement le noyau inaliénable de la propriété indigène. En dehors de ces réserves, le terrain devait rester, après comme avant, entre les mains des indigènes, et il ne tenait qu'à eux de le conserver indéfiniment, en refusant de le vendre aux colons.

Les colons, qui avaient espéré une solution différente, s'indignèrent contre le gouvernement, protecteur trop zélé de l'indolence des indigènes. Mais, par un inexplicable malentendu, les indigènes eux-mêmes, ou du moins les Hereros, se montrèrent hostiles aux décisions prises par le gouvernement. Ils crurent ou affectèrent de croire qu'on voulait leur ravir leurs terres sans dédommagement, et les parquer dans des districts étroits, où ils n'auraient pas l'étendue nécessaire pour faire paître leurs troupeaux. La mesure qu'on avait voulu prendre en leur faveur ne donna, en fin de compte, satisfaction à personne, et on est

fondé à considérer cette question des réserves comme l'une des causes déterminantes de la révolte.

### III

Dès le jour où l'Allemagne établit son autorité effective dans la colonie, il y eut, comme le montre déjà la question de l'attribution et de la vente des terres, de profonds dissentiments entre le gouvernement et les colons. Tandis que les colons, semblables à presque tous les Européens campés parmi des peuples d'une civilisation inférieure, réclamaient l'établissement d'une souveraineté brutale, le gouvernement, fidèle à sa politique de pénétration commerciale pacifique, et décidé à ne pas inonder de soldats ce territoire lointain, demeurait bienveillant, conciliant, pacifique.

Les premiers soldats ne débarquèrent dans la colonie qu'en 1891. Leur nombre en 1893 ne dépassait pas encore 50. Certains chefs, à qui l'on avait promis assistance contre leurs ennemis, raillaient la faiblesse de ces soi-disant alliés.

Cher capitaine de François, écrivait en 1891 au commissaire impérial, le chef herero Manassé, j'ai quelque chose à vous demander, afin que vous me le disiez : c'est au sujet de l'aide que vous aviez promis de m'apporter. Je vous prie vivement de me faire savoir laquelle. Car je ne sais pas encore laquelle, ou si je l'ai su, je l'ai oublié... <sup>1</sup>.

1. Th. Leutwein, *op. cit.*, p. 14.

Les populations du protectorat s'étonnaient encore de voir tant d'individus se succéder auprès d'elles, en se donnant tous pour des représentants du grand Empereur allemand. Ils ne savaient auquel croire. Le perpétuel changement de personnes brouillait leurs idées; il leur semblait qu'un traité conclu avec un individu ne devait être valable qu'autant que cet individu demeurait dans le pays. Il leur paraissait singulier également qu'un traité dût les engager pour un nombre indéfini d'années; les conventions conclues entre les chefs des diverses tribus n'étaient jamais de longue durée.

Quelques chefs avaient pourtant un sentiment vague de la puissance de l'Empire allemand. Ce n'étaient pas tous des illettrés; l'un d'eux, entendant un jour parler de Tilsit, demanda s'il s'agissait de la ville où avait été signé le fameux traité. Mais ils pensaient néanmoins que l'Allemagne était trop lointaine pour pouvoir exercer une vigoureuse pression sur eux. Ils acceptaient les Allemands comme des arbitres de leurs querelles intestines, non comme des maîtres. Dès que ces querelles cessèrent et qu'ils commencèrent à conclure amitié, il crurent fermement qu'ils pourraient sans trop de peine se débarrasser du joug étranger.

Conscient de sa faiblesse véritable, le gouvernement s'ingénia à sauvegarder son autorité en opposant les uns aux autres les intérêts de diverses tribus. Mais cette politique ne réussit pas toujours, et ce fut, en dépit de ses principes pacifiques, le gouver-

nement qui porta le premier coup aux indigènes. Il parut nécessaire, en 1893, de les intimider et de prouver la supériorité militaire des Allemands. Le chiffre de la troupe fut porté à un peu plus de 200 hommes. Le commissaire impérial de François s'attaqua à la plus redoutée des tribus hottentotes et à l'une des rares qui n'eussent pas encore reconnu le protectorat allemand, les Witboois. Le *capitaine* de cette tribu était Hendrik Witbooi, devenu fameux dix ans plus tard par la longue et habile résistance qu'il opposa aux troupes envoyées pour la répression du soulèvement. Les rapines nombreuses, exercées par les Witboois parmi les troupeaux des Hereros, fournirent le prétexte de l'expédition. Hendrik Witbooi se trouvait alors avec sa troupe, à Hoornkrans. On l'attaqua à l'improviste; il n'y eut aucune déclaration d'hostilités; à l'égard de ces barbares on ne se croyait pas tenu d'observer le droit des gens. Hendrik Witbooi avait bien quelques soupçons de l'entreprise qui se préparait; mais il avait cru qu'on lui déclarerait, d'une façon formelle, la guerre. Il fut surpris, mis en déroute, forcé de s'enfuir, mais non pas anéanti. Il continua à tenir la campagne, à piller les troupeaux de bœufs, et même à intercepter le trafic entre Windhuk et la côte.

Hendrik Witbooi n'était pas un vulgaire chef de bande, ni un adversaire méprisable. Il exerçait dans tout le pays des Hottentots une grande autorité personnelle. C'était un caractère froid, méditatif, religieux. Il avait accepté avec une gravité pas-

sionnée l'enseignement chrétien. Il en avait particulièrement retenu ce précepte que les rois et chefs de peuples tiennent de Dieu leur pouvoir légitime. Il croyait même que Dieu inspirait, dans les cas graves, ses pensées et ses décisions. Il n'avait pas considéré de prime abord les Allemands comme des ennemis; dans ses luttes contre les Hereros, il avait toujours respecté les biens et la personne des colons blancs. Seulement il se refusait à traiter avec eux comme l'avaient fait les autres chefs. Ce vieil homme — il était déjà âgé d'environ soixante-dix ans — était presque comparable aux chefs boers, dont la résistance devait bientôt exciter l'universelle sympathie allemande. Il parlait un langage sentencieux et biblique. Leutwein cite de lui un fragment de lettre, où ce barbare fait preuve d'une manière d'éloquence :

Votre Noblesse me demande si je veux faire avec vous la paix ou la guerre. A cela je répons : François sait bien et votre Haute Noblesse sait bien aussi, quoique votre Noblesse n'était pas dans ce pays, que j'ai en tout temps gardé la paix avec vous, avec François, et avec tous les hommes blancs. François n'a pas tiré sur moi pour avoir la paix, mais parce que j'étais en paix avec lui. Je reposais tranquillement dans ma maison et je dormais quand vint François, pour m'éveiller à coup de fusil, et cela non pas pour avoir la paix, ou à cause d'un méfait, dont j'aurais pu me rendre coupable contre lui soit par parole par acte, mais parce que je n'ai pas abandonné quelque chose, qui est ma propriété à moi seul et à quoi j'ai droit. Je n'ai pas abandonné mon indépendance, car pour ce qui est du mien, j'ai seul droit de le donner ou de ne pas le donner, comme je veux, à quelqu'un qui me le demande. François m'a fait la guerre

parce que je n'ai pas voulu donner mon bien propre. C'est ce que je ne puis comprendre, et je suis étonné et grandement surpris d'avoir subi une violence aussi triste et aussi terrible de la part du haut personnage François. D'abord on intercepta toutes mes munitions, et quand je fus là, les mains vides, on tira sur moi. Je n'avais pas attendu pareille chose de François, d'autant moins que vous autres, hommes blancs, vous êtes les plus raisonnables et les plus cultivés des hommes et que vous nous enseignez la vérité et la justice. Je ne peux pas comprendre que cela soit péché et faute, qu'un homme ne veuille pas donner son bien et sa propriété, lorsqu'un autre homme les réclame. En outre, je le dis à votre Haute Noblesse, la guerre et la paix ne reposent pas dans mes mains, car cette guerre n'est pas causée par moi, attendu que je n'ai fait subir aucun dommage à François et que je ne l'ai pas offensé. Et maintenant votre Noblesse me dit dans sa lettre que François est reparti pour l'Allemagne et que vous avez été envoyé par l'empereur d'Allemagne comme son remplaçant, pour m'anéantir, si je ne veux pas faire la paix. A cela je réponds ainsi : la paix est une chose que Dieu a établie sur la terre, car Dieu a dit dans sa parole : il y a un temps pour la guerre, et il y a de nouveau un temps pour la paix ; c'est pourquoi je ne veux pas repousser la paix, si votre Noblesse s'adresse à moi avec amitié et sincérité véritable, car François a éloigné la paix de moi, et si vous êtes venu maintenant pour réparer tout ce que François a fait d'injuste et d'illégal à mon égard et faire passer en oubli les choses, à cause desquelles François a tiré sur moi, et faire uniquement la paix, alors je ne veux pas m'opposer à la paix. Je donnerai alors à votre Haute Noblesse la paix, et je suis disposé à vous donner la paix, pour l'amour du Seigneur...<sup>1</sup> »

Leutwein ne jugea pas suffisantes ces protestations pacifiques et poursuivit la campagne entreprise par

1. Th. Leutwein, *op. cit.*, p. 32-33.

François. Avec trois compagnies et quelques volontaires Bastards, il réussit à infliger à la petite troupe hottentote une défaite sérieuse (Naukluft, sept. 1894). Les Allemands eurent eux-mêmes des pertes cruelles. Hendrik Witbooi consentit alors à reconnaître par traité la souveraineté allemande; mais ce ne fut pas une complète soumission. Il conservait son rang, ses biens, ses armes, ses munitions, et même, provisoirement, les fusils allemands tombés pendant la campagne entre ses mains. Ce traité fut mal accueilli en Allemagne. Il parut blessant pour l'amour-propre national : on n'entame pas des pourparlers avec un rebelle, on lui impose des conditions. Au mépris de l'indigène, ordinaire chez tous les peuples colonisateurs, commencèrent à s'ajouter chez les Allemands l'irritation et la haine.

Pourtant Leutwein avait eu raison de ne pas vouloir entamer une lutte de guérillas et de ne pas se lancer à travers l'aride Namaland à la poursuite d'un insaisissable ennemi. L'événement a montré, dix ans plus tard, que 15 000 hommes suffisaient malaisément à cette tâche. Il n'en avait alors que 500 à peine. Et surtout il avait eu raison de croire à la parole du vieux Witbooi. Pendant dix ans l'Allemagne n'eut pas d'auxiliaire plus sûr et plus dévoué.

C'est grâce à lui qu'il fut possible d'appliquer l'ordonnance sur l'estampillage des armes à feu. Pour contrôler la force guerrière des tribus, l'administration avait décidé, en 1897, qu'il serait fait une revision des fusils et des munitions. Quiconque ne se soumet-

tait pas à l'ordonnance était passible d'une amende; l'arme était en outre confisquée. Une pareille exigence devait forcément exciter la méfiance des indigènes. Les fonctionnaires chargés des opérations de récolement n'eurent pas partout le tact nécessaire. Il s'ensuivit une agitation, qui faillit dégénérer en hostilités. Par l'entreprise de Hendrik Witbooi, l'affaire fut réglée pacifiquement, et le gouvernement, prenant prétexte des troubles qui venaient de se produire, put même se faire céder en toute souveraineté le village de Keetmanshoop, qui était et qui est resté le poste le plus important du sud.

Il n'y eut plus jusqu'en 1903 de campagne comparable à celle qui avait été nécessaire pour réduire Hendrik Witbooi. Il fallut entreprendre trois ou quatre petites expéditions militaires en diverses régions de la colonie; mais ce ne furent généralement que des démonstrations pacifiques. L'arrivée seule d'une petite colonne allemande et surtout la présence d'un ou deux canons suffisaient à calmer les dispositions les plus rebelles. En allié fidèle, Hendrik Witbooi envoya toujours quelques cavaliers de renfort. Il se joignit parfois lui-même à l'expédition. Une fois de plus, on peut le comparer aux généraux boers, qui, après leur défaite, acceptèrent une collaboration loyale avec l'ennemi de la veille. Nous aurons à examiner plus tard les causes de sa défection ultérieure.

Avec les Hereros le gouvernement n'eut jamais de difficultés notables. Ils étaient moins bien organisés



et moins bien commandés que les Hottentots. Les tribus se disputaient entre elles la suprématie nominale sur l'ensemble des Hereros; à l'intérieur de chaque tribu des clans se formaient incessamment : les frères ou les fils des chefs défunts se disputaient âprement le pouvoir. Le gouvernement profita de ces querelles dynastiques. Grâce à l'appui de Leutwein, le *capitaine* d'Okahandja, Samuel Maharero, réussit à faire reconnaître son autorité suprême par tous les autres chefs. En retour il aida Leutwein à faire partout accepter le protectorat allemand. Ses hommes, comme ceux de Witbooi, se joignirent souvent aux colonnes d'expédition allemandes.

Samuel lui-même n'avait pas la valeur personnelle de Hendrik Witbooi. C'était un beau nègre gai, jouisseur et quémandeur. A la grande irritation des missionnaires, il ne cessait point de vendre par fragments le territoire de son peuple, pour satisfaire ses besoins de tabac, d'alcool et de femmes; ses dettes croissaient constamment et le maintenaient dans la dépendance des colons blancs. Pourtant ce grand enfant, si prompt à céder aux entraînements de sa nature molle et voluptueuse, devait devenir en 1904 un meneur énergique, opiniâtre, désespéré. Mais il fut jusqu'à ce moment un utile auxiliaire de la pénétration allemande. Grâce à lui, la reddition des armes dans les tribus hereros s'opéra sans réclamations violentes. Son concours, moins désintéressé, moins chevaleresque que celui de Witbooi, eut des résultats analogues : malgré le petit nombre des troupes alle-

mandes, la paix fut maintenue pendant dix ans en pays herero.

Loin donc de vouloir ruiner l'autorité des principales indigènes, le gouvernement allemand chercha plutôt à la rendre plus forte et plus stable. Il les laissa régir à leur gré les sujets indigènes et rendre la justice selon les habitudes anciennes. Toutefois, à côté de cette primitive administration indigène, il en établit une autre plus régulière, destinée surtout à protéger les colons blancs et à assurer l'ordre dans toutes les parties de la colonie. Au début, le territoire avait été divisé en un certain nombre de districts militaires: au centre de chacun d'eux demeurait, dans un poste fortifié, une petite troupe sous le commandement d'un officier ou d'un sous-officier. Peu à peu l'on transforma ces districts militaires en divisions administratives, dirigées par un fonctionnaire civil. On songea aussi à remplacer les soldats par des agents de police, soumis à l'autorité civile. On aurait évité ainsi jusqu'à l'apparence d'une occupation militaire. Mais la révolte subite de 1903 vint détruire ces projets.

#### IV

Cette attitude du gouvernement à l'égard des indigènes a été unanimement désapprouvée par les colons. Ils ont accusé le général Leutwein d'avoir par son excessive patience, par sa longanimité, par sa faiblesse, encouragé la révolte des indigènes. Les

Hereros, naturellement orgueilleux, n'étaient que trop enclins à se croire les égaux des Blancs en intelligence et en dignité. Les colons auraient voulu que la loi édictât les deux principes suivants, formulés en Allemagne par le *Deutscher Kolonialbund* :

1° Tout individu de couleur est tenu de considérer un blanc comme une « créature supérieure ».

2° Devant le tribunal le témoignage de sept individus de couleur sera nécessaire pour balancer celui d'un blanc.

Les colons n'avaient pourtant pas à se plaindre de la justice allemande. Dans tous les conflits qui surgissaient entre eux et les indigènes, les tribunaux leur étaient indulgents. Des assesseurs indigènes siégeaient sans doute dans ces tribunaux, mais ce n'était là qu'un trompe-l'œil; ces assesseurs n'avaient pas voix délibérante et leur présence muette ne servait qu'à consacrer la partialité des juges blancs. Leutwein nous donne le tableau comparatif des crimes commis par des blancs et par des indigènes, et des peines infligées dans chaque cas :

**A. — Meurtres de blancs par des indigènes.**

a) 1894. L'Anglais Christi. . . . .	}	1 condamnation à mort et
		1 emprisonnement à vie.
b) 1895. Un cavalier de la troupe . . . . .		6 condamnations à mort.
c) 1895. Bur Smith. . . . .		2 — —
d) 1896. L'Anglais Feyton. . . . .		1 — —
e) 1899. Les colons Claasen et Dürr. . . . .		2 — —
f) 1900. Un agent de police blanc. . . . .		3 — —

**B. — Meurtre d'indigènes par des blancs.**

- a) 1896. Les Hottentots Jantje et Kuriéb. . . . . }  $\left. \begin{array}{l} 1^{\text{re}} \text{ instance : 5 années } 1/2 \\ \text{de maison de force.} \\ 2^{\text{e}} \text{ instance : 3 mois de prison.} \end{array} \right\}$
- b) 1901. Le Herero Leonhardt. . . 1 année de prison.
- c) 1902. Le Herero Kamauru . . . 2 ans de prison.
- d) 1903. La fille du chef Zacharias d'Otjimbingwe . . . . . }  $\left. \begin{array}{l} 1^{\text{re}} \text{ instance : Acquittement.} \\ 2^{\text{e}} \text{ instance : 3 ans de prison.} \end{array} \right\}$

On ne se contentait pas d'estimer la vie d'un blanc à plus haut prix que celle d'un indigène. On observait, selon les cas, des formes différentes; le tribunal admettait toujours des circonstances atténuantes pour les blancs et ne retenait jamais contre eux que le chef d'accusation suivant : coups ayant entraîné la mort. Pour les indigènes, au contraire, on ne faisait pas de distinction entre l'assassinat prémédité et les coups suivis de mort.

Malgré tout, les colons se croyaient abandonnés par l'administration centrale. Ils lui reprochaient très vivement de ne pas permettre le libre commerce des armes à feu et des munitions. Le monopole avait été établi par le gouvernement en 1897. Jusque-là l'importation des fusils et cartouches avait été libre ou presque, et ces deux articles avaient été les principaux objets d'échange entre les trafiquants étrangers et les indigènes. Mais il y avait un danger permanent à laisser les indigènes bien armés. Il n'y avait pas au contraire de plus sûr moyen d'assurer la paix que de les priver de fusils. Le gouvernement s'en réserva donc la vente. La contrebande continuelle à la frontière de la colonie du Cap fit établir l'obligation de

l'estampillage; et l'on chercha à persuader les indigènes d'échanger leurs carabines anglaises contre d'anciens fusils d'ordonnance allemands, d'un calibre peu usuel dans le commerce.

Il ne pouvait pas être question d'établir un règlement aussi rigoureux pour les colons que pour les indigènes. Il était nécessaire que tous les colons fussent armés, et à cause de la chasse, et à cause d'une attaque éventuelle des indigènes. Mais il fallait s'attendre, si on les laissait accumuler des munitions chez eux sans contrôle, à ce que la contrebande fût organisée à l'intérieur, par les colons eux-mêmes. Il a été prouvé que, peu de temps avant la révolte, des blancs faisaient à leurs meurtriers du lendemain des « prêts » répétés de cartouches. Une ordonnance en régla donc la vente : des magasins administratifs furent constitués, et les fonctionnaires chargés de les diriger eurent l'ordre de n'accorder aux colons que 50 à 100 cartouches par mois, selon les cas. Tous les types de fusils furent autorisés, sauf les fusils d'ordonnance du plus récent modèle.

Cette mesure, dirigée indirectement contre les indigènes, mécontenta surtout les colons. Ils ne comprenaient pas qu'on cherchât à ménager les indigènes, et c'est vainement que le gouverneur faisait remarquer que les populations du *Schutzgebiet* n'étaient pas sujettes de l'Empire. La bienveillance montrée à quelques chefs passait pour de l'hostilité à l'égard des blancs :

A Windhuk on se plaint plus violemment que jamais du peu de bonne volonté du gouvernement. C'est surtout la politique d'indulgence et de bonté observée à l'égard des indigènes, qui est blâmée par toute la population civile, parce que c'est elle qui a le plus à en souffrir. Les indigènes se permettent parfois à l'égard des colons les pires insolences; comme nous l'avons déjà dit, le gouverneur et le commandant du district n'ont d'attentions que pour eux. Ils ne sont jamais las d'accorder des distinctions à la canaille indigène. Hendrik Witbooi avec son état-major, Samuel Maharero, Kajata (un grand favori), reçoivent des invitations et de riches présents. On raconte que Kajata, — et peut-être d'autres indigènes également — a son dépôt personnel de cartouches dans le magasin des munitions, qu'il reçoit des objets destinés à l'équipement des troupes, etc. <sup>1</sup>.

Il finit par arriver, comme en bien d'autres colonies, que les fonctionnaires et les colons formèrent deux classes fermées et peu portées à s'estimer réciproquement. Les fonctionnaires, largement payés, représentaient l'aristocratie. Les colons, parmi lesquels ne manquaient pas les aventuriers et les ratés, enviaient, dénigraient cette aisance des fonctionnaires. Les droits de douanes nécessaires à la trop pauvre colonie leur paraissaient une vexation arbitraire.

Quelque grosse que fût notre joie, lorsque des parents nous envoyaient d'Allemagne des paquets contenant des vêtements ou des vivres, notre indignation ne l'était pas moins, à cause des droits d'entrée que nous avions à payer

1. H. von Falkenhausen, *Ansiedlerschicksale, elf Jahre in Deutsch Südwestafrika*, p. 188, 1907.

et qui n'étaient pas minimes; par exemple, un chapeau, une paire de souliers coûtaient un mark de droits. Même les quelques articles d'exportation étaient soumis à un impôt: plumes d'autruche, peaux et cornes de bêtes... Seules les marchandises adressées aux missionnaires et aux fonctionnaires étaient exemptes de droits. Pourquoi les fonctionnaires, cela était une énigme, attendu que leurs traitements sont incroyablement élevés. Le colon, dont le travail était plus dur, et qui travaillait avec son propre argent, était forcé de toujours se résigner, et n'en était pas moins considéré, selon une parole fameuse, comme le prolétariat de la colonie. Les fonctionnaires pullulaient à Windhuk. Les nombreux avantages dont ils jouissaient avaient fait naître parmi eux une vanité démesurée. Le colon instruit, qui souvent là-bas avait à subir de grosses pertes et à accomplir de durs travaux, auxquels il n'était point accoutumé, pour gagner son pain, se voyait traiter dédaigneusement par les fonctionnaires, même par les simples scribes, qui n'étaient en somme que d'anciens soldats, et était forcé de laisser passer plus d'une inconvenance, pour ne pas s'aliéner ces messieurs, dont le bon plaisir pouvait au besoin lui susciter des ennuis... Le colon n'avait aucune importance, la simple appellation de « colon » était parfois considérée comme une insulte. Les noirs, au contraire, étaient de grands personnages, et même le témoignage de ces menteurs notoires avait autant de poids, certains disaient même plus de poids, que celui des blancs <sup>1</sup>.

Les meilleurs colons, les plus laborieux et les plus modestes en leurs prétentions, étaient les soldats libérés de la petite armée d'occupation. Ils connaissaient le pays, le caractère des indigènes et quelquefois leur langue; ils savaient exactement quel genre de vie les attendait. Mais les nouveaux arrivants

1. H. von Falkenhausen, *op. cit.*, p. 42-43.

débarquaient pleins d'illusions puérides, et s'imaginaient que l'exil leur vaudrait une rapide richesse. Or pour ceux qui n'avaient point d'avance pécuniaire, c'était la misère. Ils pouvaient obtenir du gouvernement un lot de terrain payable par échéances; mais l'argent leur manquait encore pour acquérir des troupeaux, tenter des cultures, et supporter au besoin les suites financières des expériences malheureuses. Les plus habiles colons agricoles ne pouvaient pas, au calcul de Leutwein, réussir, s'ils n'avaient à leur disposition un capital minimum de 6 000 marks. A cela s'ajoutaient les frais de voyage et de premier établissement. Une commission instituée en 1903, à l'instigation du D<sup>r</sup> Stuebel, alors directeur des colonies, les a ainsi évalués pour une famille de 4 personnes :

1. Frais de voyage :	
a) Passage de pont Hambourg-Swakopmund.	1 000 marks.
b) Depuis la résidence jusqu'à Hambourg; dépenses à bord et transport dans la colonie.	500 —
2. Ustensiles agricoles. . . . .	1 000 —
3. Maison d'habitation. . . . .	3 500 —
4. Semences, pommes de terre pour deux récoltes.	200 —
5. Un char à bœufs . . . . .	1 200 —
6. 10 bœufs d'attelage à 200 marks. . . . .	2 000 —
7. 10 vaches laitières à 150 marks . . . . .	1 500 —
8. Un taureau. . . . .	200 —
9. 50 moutons et chèvres . . . . .	600 —
10. Une jument de selle et un poulain. . . . .	400 —
11. Entretien d'une famille de quatre personnes pendant un an et demi . . . . .	2 200 —
12. Entretien de trois indigènes. . . . .	825 —
13. Argent liquide pour autres articles nécessaires.	875 —
<b>TOTAL. . . . .</b>	<b>16 000 marks<sup>1</sup></b>

1. Th. Leutwein, *Elf Jahre Gouverneur in Deutsch-Südwestafrika*, p. 409.



Dans cette somme, le prix de la ferme n'est pas inclus. Il s'ensuit donc que si le Sud-Ouest africain doit être une colonie de peuplement, on ne peut compter pour le peupler que sur des familles de paysans assez aisés; ou bien il faudra que le gouvernement allemand prenne à sa charge la plus grande partie de ces frais de voyage et de premier établissement, et qu'il inscrive annuellement au budget une grosse somme pour la colonisation du *Schutzgebiet*. Une première somme de 300 000 marks a déjà été votée en 1903. Le commissaire de l'émigration réclame actuellement 1 500 000 marks. Que fera M. Dernburg?

Il n'a demandé jusqu'à présent que des secours pour les fermiers ruinés par la guerre. Mais il voudra sans doute favoriser par des subventions un exode de fermiers blancs vers la colonie, pour laquelle il fait une très active propagande. Le 12 décembre 1906, il fit, par un procédé d'heureuse réclame, comparaître, à titre d'expert, devant la commission du budget, un fermier sud-africain, dont l'exposé fut reproduit par tous les journaux et imprimé plus tard en appendice dans une brochure où M. Dernburg lui-même avait réuni deux de ses discours sur la question coloniale. Un colon qui pourrait débiter avec 68 000 marks, dit ce fermier, aurait à enregistrer les deux premières années un déficit variant entre 4 000 et 5 000 marks; mais, à partir de la troisième année, les gains assurés commenceraient; peu élevés d'abord, ils dépasseraient, au bout de huit années d'exploitation, la

somme de 60 000 marks, la plus grande partie de cette somme étant d'ailleurs représentée par le bétail. Citant son propre exemple, ce fermier ajoutait qu'il avait débuté avec 35 000 marks et que sa fortune s'élevait, au bout de cinq années, à 144 000 marks.

Mais ces calculs, à supposer qu'ils ne pèchent pas par un excès d'optimisme, n'intéressent que les émigrants aisés, c'est-à-dire le plus petit nombre. Beaucoup de pauvres diables, au contraire, venus dans l'espoir de refaire une vie brisée, *verkrachte Existenzen*, comme les appelle un ancien commandant en chef des troupes de la colonie, le général de Trotha<sup>1</sup>, n'avaient pas de fonds suffisants à leur disposition pour créer une ferme. Ils se faisaient courtiers, intermédiaires; ils achetaient dans les entrepôts de Windhuk des ballots de marchandises destinées aux indigènes, les chargeaient sur une lourde voiture du Cap trainée par des bœufs et s'en allaient de village en village, ou plutôt de campement en campement, échangeant contre des bœufs ou des plumes d'autruche leurs articles d'habillement, leur alcool et leur bimbeloterie. Ils amassaient lentement un petit capital, mais c'était une vie de privations et de risques constants.

Toutefois, comme le commerce avec les indigènes n'exigeait pas un labeur régulier, les paresseux s'accommodaient volontiers de cette vie fruste. Les colons comptaient même plus sur ce commerce que

1. Discours à Bonn, 6 janvier 1907.

sur leur exploitation agricole pour gagner quelque argent. « En fin de compte, dit H. von Falkenhausen <sup>1</sup>, il n'y avait dans le Damaraland aucun colon qui vécut sans faire le commerce. » A vrai dire, ce n'était pas le commerce, mais l'usure. On poussait les indigènes à acheter continuellement et à s'endetter, pour pouvoir ensuite les dépouiller légalement de leur bétail. Les blancs prirent l'habitude de toujours vendre à crédit aux indigènes, qui n'étaient pourtant que trop disposés par nature à retarder les règlements de comptes.

On ne peut pas se faire une idée de leur lenteur lorsqu'il s'agissait de payer; c'était à désespérer. Quelquefois, après des années d'attente, le Herero condescendait à régler une petite partie de sa dette; il ne la payait jamais tout entière; au contraire, il s'empressait généralement de reprendre sur l'heure de nouvelles marchandises à crédit. Et si l'on faisait une observation, la réponse était toujours la même: mais je viens de payer <sup>2</sup>.

La vente à crédit fut l'occasion de difficultés innombrables et souvent de violences. Le vendeur et l'acheteur cherchaient à se se leurrer réciproquement. La déloyauté était égale des deux côtés, si l'on croit les colons eux-mêmes; « certains trafiquants employaient une méthode grâce à laquelle leur gain était notablement accru: ils estimaient les bêtes que les indigènes amenaient pour régler tardivement leur dette, à un prix trop faible, parfois à la moitié seulement

1. *Ansiedlerschicksale, Elf Jahre in Deutsch-Südwestafrika*, p. 199.

2. *Ibid.*

de leur véritable valeur<sup>1</sup>. » Les indigènes, en retour, disparaissaient quelquefois sans rien laisser à leur créancier. Mais il était rare qu'ils parvinssent à se dérober tout à fait aux poursuites. Le créancier souvent se mettait en route de sa personne, et quand il avait rejoint le fugitif, il se payait lui-même en enlevant une partie des troupeaux de l'indigène. Dans ce cas il ajoutait au chiffre de sa dette les frais causés par son déplacement.

Les colons se rendaient clairement compte les uns et les autres des inconvénients du système. Il n'eût tenu qu'à eux de supprimer toutes les difficultés en vendant au comptant seulement. Mais la jalousie réciproque et un âpre esprit de concurrence empêchaient toute entente entre les blancs. Ces deux ou trois milliers d'Allemands répandus sur un territoire plus grand que l'Empire se desservaient entre eux aussi méchamment que les boutiquiers d'une même corporation dans une petite ville de province.

Le gouverneur Leutwein essaya d'imposer le commerce au comptant. Mais il se heurta sur ce point à l'opposition de puissantes maisons de commission, des grandes compagnies elles-mêmes, qui prétendirent que l'immigration, déjà lente, diminuerait si les colons perdaient l'occasion de faire, grâce au crédit, de fructueuses affaires. Ces grandes entreprises capitalistes, très influentes à Berlin, réussirent presque à faire adopter leur opinion au conseil des

1. *Ansiedlerschicksale, Elf Jahre in Deutsch-Südwestafrika*, p. 177.

colonies. Finalement, l'on transigea, et par décision du chancelier, un délai d'un an fut accordé aux indigènes pour se libérer de leurs dettes. Ce n'était là qu'une demi-mesure, dont l'effet fut fâcheux. Les prêteurs se hâtèrent d'exiger le paiement de leurs marchandises; ils tracassèrent et irritèrent les indigènes; et l'attitude insolente, même agressive, des petits trafiquants ambulants fit éclater la colère qui couvait partout contre les envahisseurs. L'ordonnance est du mois de juillet 1903 : les Hereros se soulevèrent en janvier 1904.

## V

L'insurrection fournit aux colons l'occasion d'une revanche sur le gouvernement. En Allemagne l'opinion publique, devenue nerveuse aux nouvelles répétées d'assassinats de fermiers, condamna brusquement la douceur qu'elle exigeait la veille des fonctionnaires. Le gouverneur Leutwein, qui avait reçu mission d'appliquer une politique d'ententes et d'amitiés, devint le bouc émissaire des colons ardents; on lui reprocha violemment son humanitarisme (*Ueberhumanität*). Il fallut sacrifier et le système et l'homme qui le représentait : en mai 1904 on enleva le commandement des troupes à Leutwein pour le confier au général de Trotha.

Le système n'a peut-être échoué que parce que l'Allemagne a lésiné au début sur les crédits de la colonie. La force militaire qu'elle entretenait sur

place n'était pas capable d'assurer partout à la fois le respect du nom allemand. Les indigènes ont été encouragés par la faiblesse des effectifs stationnés dans le pays. Ils pouvaient estimer exactement la valeur de la troupe allemande; les uns ou les autres avaient fait campagne avec elle dans de petites expéditions à l'intérieur. En revanche, les Allemands avaient une idée très fautive et un trop grand mépris de la force des indigènes. Ils s'étaient arrogé peu à peu une situation de maîtres, qu'ils n'étaient pas en état de défendre le cas échéant. La présence d'une armée dès le début plus forte aurait peut-être prévenu toute explosion : le principe de la douceur n'était pas incompatible avec une occupation militaire sérieuse.

Mais si la faiblesse numérique de la troupe allemande a pu encourager la rébellion, elle ne l'a pas provoquée. Les causes immédiates du soulèvement, nous les avons déjà citées, ce furent l'appauvrissement rapide des propriétaires du sol, l'aliénation constante de leurs terres et de leurs troupeaux, le recouvrement brutal des dettes par les petits trafiquants. Ces peuplades de pasteurs voyaient approcher le moment où elles n'auraient plus à garder que les troupeaux du blanc. C'en serait fini de l'existence nomade et paresseuse; les anciens maîtres de la brousse seraient parqués dans des réserves étroites, s'ils ne voulaient pas se résoudre à devenir les ouvriers agricoles du blanc. L'infériorité de leur situation devenait chaque jour plus évidente. Ils

savaient que des traités signés entre leurs chefs et les étrangers reconnaissaient une parfaite égalité des deux races; mais ils voyaient qu'à chaque occasion la justice des blancs violait ce principe reconnu. Les iniquités légales, les avanies, les mauvais traitements excitaient chez eux une indignation journalière.

A cela s'ajoutait une manière de patriotisme rudimentaire. Les indigènes n'étaient pas insensibles à l'abaissement politique de leur pays et aux empiétements continuels des Allemands sur l'autorité de leurs chefs. Ils en voulaient aux Allemands en particulier, et non pas à tous les étrangers. Il suffisait qu'un trafiquant fût Anglais, ou se fît passer pour Anglais, pour être reçu à bras ouverts dans les campements. Les indigènes avaient des rapports pacifiques et même amicaux avec les Boers. Parmi les Allemands eux-mêmes, ils faisaient une distinction entre les immigrants récemment débarqués et ceux dont l'arrivée était antérieure à l'occupation. Un fermier du nom de Conrad, qui habitait le pays depuis plus de trente ans et qui s'était d'ailleurs toujours fait estimer des indigènes par son esprit d'équité et de bienveillance, fut épargné au moment des massacres. Les missionnaires ne furent pas inquiétés.

Dans quelques tribus, il y eut une explosion de fanatisme à la fois religieux et nationaliste. On ne peut guère expliquer autrement que par des motifs religieux la défection subite du vieux Hendrik Witbooi. Les missionnaires américains de l'*Ethiopian*

*Church* avaient apporté aux nègres une doctrine qui fit vite fortune : à chaque race, le pays qu'elle habite ; l'Afrique doit appartenir aux nègres. Des pasteurs noirs portèrent aussitôt la doctrine à ses limites extrêmes ; ils prêchèrent l'expulsion du blanc ; ils fondèrent dans la colonie du Cap une Église indépendante et un séminaire ; ils eurent un journal en langue basouto et menèrent une active propagande en faveur de leurs idées, qui se résument dans cette formule : *South Africa for the blacks*. Un « prophète » de cette Église séjournait en 1904 près de Hendrik Witbooi qui se crut le chef élu, prédestiné du grand mouvement d'affranchissement. Dieu lui-même le déliait du serment de fidélité et lui mettait les armes en mains : « Les comptes que j'ai à rendre à Dieu le Père, qui est au ciel, sont très grands. Dieu a entendu nos larmes et nos supplications et nos soupirs et nous a délivrés. Car je l'attends et je l'implore, afin qu'il sèche nos larmes et nous délivre en son temps. Dieu a, du haut ciel, rompu notre traité »... C'est en ces termes qu'il écrivait à Leutwein, en lui expliquant sa décision.

Le soulèvement n'avait pas été concerté entre les diverses peuplades. Mais l'excitation des esprits était la même dans le centre et dans le sud, dans le Damaraland et dans le Namaland. Il suffit d'une dispute misérable, provoquée par le vol d'un mouton, pour que la révolte, éclatant sur un point, gagnât de proche en proche. Le *capitaine* des Bondelzwarts, Abraham Christian, avait enlevé à un de ses sujets un



mouton et l'avait mangé. Le volé se plaignit au lieutenant allemand, chef du district. Le lieutenant accueillit sa plainte, en violation du traité qui réservait au chef indigène le droit exclusif de rendre la justice dans tous les différends où l'une des parties n'était pas un blanc. Il exigea du *capitaine* la restitution du mouton. Abraham Christian consentit à verser au plaignant une indemnité de 20 marks. Mais le lieutenant, pour donner une « leçon » à ce chef barbare, exigea qu'il comparût en personne devant lui. Le *capitaine* répondit qu'il était malade, mais se fit représenter par ses conseillers. Le lieutenant, jugeant l'humiliation insuffisante, se rendit lui-même à la hutte de Christian, pour l'en arracher de force. Il était accompagné de 5 soldats. Christian disposait de plus de 50 fusils. Deux soldats se saisirent du chef indigène et l'entraînèrent, non sans quelque brutalité. A ce moment, les indigènes, affolés et furieux, ouvrirent le feu, tuant d'une même salve leur chef, les deux soldats et le lieutenant allemand (25 octobre 1903).

Le centre de la tribu était Warmbad, dans l'Extrême-Sud. La lutte en cet endroit était difficile. Les insurgés pouvaient à leur gré se réfugier dans le massif montagneux du Karras, ou passer l'Orange. Un de leurs chefs les plus fameux, Morenga, s'était établi sur la rive même de l'Orange; en cas de danger, il passait aussitôt en territoire anglais. Le réapprovisionnement en munitions était aisé sur cette frontière. Ce fut une guerre d'embuscades,

pénible et peu décisive. Leutwein put néanmoins signer une paix provisoire et obtenir la reddition d'un certain nombre de fusils en janvier 1904. Mais quelques mois plus tard, Morenga et les frères Morris, bâtards d'un Anglais du Cap et d'une Hottentote, reparurent à la tête de bandes pillardes, qu'il fallut de nouveau poursuivre.

Pour combattre les Bondelzwarts, il avait fallu dégarnir les petites garnisons du centre. Les Hereros se hâtèrent de saisir l'occasion. Le 11 janvier 1904, Samuel Maharero fit parvenir à tous les capitaines la proclamation suivante : « Je suis le chef suprême des Hereros, Samuel Maharero. J'ai promulgué une loi et dit la parole qu'il fallait, et je décrète pour tous mes sujets qu'ils ne devront pas porter la main sur les personnes suivantes : Anglais, Bastards, Damaras des montagnes, Hottentots et Boers. Sur tous ceux-là nous ne porterons pas la main. Et j'ai fait le serment que cette chose resterait secrète, même pour les missionnaires. C'est assez. »

Dans les deux ou trois jours, tous les Allemands, fermiers ou marchands, qui se trouvaient isolés à travers le Damaraland, furent massacrés. Ce fut une stupeur. Personne n'avait soupçonné l'approche d'une émeute ou d'un danger. Le secret avait été rigoureusement gardé, même à l'égard des missionnaires qui croyaient avoir la confiance de leurs catéchumènes. On suppose que les *capitaines* indigènes auraient voulu épargner les femmes et les enfants; mais leurs hommes ne firent point de distinction :

123 personnes furent ainsi tuées; quelques-unes subirent un horrible martyre. Mais les nègres n'osèrent pas approcher des agglomérations ou des postes fortifiés: ils ne s'attaquèrent qu'aux personnes isolées.

Au moment même où il lançait sa proclamation, Samuel écrivait au capitaine des Bastards et à Hendrik Witbooi pour les entraîner dans la rébellion. « Empêche la guerre du gouverneur (contre les Bondelzwards), écrivait-il à Witbooi; fais qu'il ne puisse pas passer par ton pays. Et fais en sorte promptement que nous prenions Windhuk d'assaut; nous aurons alors des munitions. »

Hendrik Witbooi ne reçut pas cette lettre que les Allemands interceptèrent. Pendant plus de six mois encore, il resta fidèle à la cause des Allemands; ses hommes combattirent dans le sud contre les Bondelzwards, dans le nord contre les Hereros. Il n'était pas homme, d'ailleurs, à obéir aux suggestions de ses vieux ennemis les Hereros, pour lesquels il n'avait que mépris. Ce furent, nous l'avons vu, des motifs religieux qui le décidèrent. Sa détermination fut si brusque qu'il ne prit pas le temps de rappeler ceux de ses hommes qui servaient dans la troupe allemande: dès que sa défection fut connue, on arrêta ces indigènes qui n'avaient commis d'autre faute que de ne pas savoir trahir à temps et on les envoya, pour l'exemple, à Togo, où, dit le général Leutwein, « ils succomberont vraisemblablement au climat ». Les fermiers de la région de Gibeon, résidence de Hendrik Witbooi, furent massacrés comme ceux du

Damaraland et le vieux capitaine prit la campagne. Il était âgé de quatre-vingts ans environ. Seuls les Bastards demeurèrent jusqu'au bout de fidèles alliés.

La répression dura trois ans. Ce fut une guerre atroce et coûteuse. L'Allemagne, qui prétendait réduire au minimum son budget colonial, dut envoyer peu à peu jusqu'à 14 000 hommes. En 1906, les dépenses causées à la métropole par son empire colonial dépassaient 180 millions de marks. Souvent les Allemands se sont demandé si leur possession du Sud-Ouest africain valait tous ces sacrifices d'hommes et d'argent. Mais l'amour-propre national était engagé dans cette lutte.

L'histoire de cette guerre, qu'il fallut conduire simultanément en plusieurs lieux, et où les bandes des adversaires, sans cesse dispersées, se reformaient sans cesse dans la brousse ou dans la montagne, est naturellement assez confuse; c'est un émiettement de petites rencontres, de combats de patrouilles, d'embuscades, de surprises. Il y eut, à proprement parler, deux guerres, l'une, assez courte, contre les Hereros, l'autre, interminable, contre les Hottentots.

Les Hereros, soulevés en janvier 1904, parvinrent à réunir jusqu'à 6 ou 7 000 fusils. Ils menagèrent au début d'une façon inquiétante les postes militaires et les settlements de la ligne de Swakopmund à Windhuk. Mais, en quelques mois, des renforts importants arrivèrent d'Allemagne. Le général de Trotha

refoula peu à peu vers le nord les Hereros qui ne formèrent bientôt plus qu'une confuse masse errante, traînant d'oasis en oasis, de point en point d'eau, ses innombrables troupeaux de moutons et de bœufs. Acculés au massif du Waterberg, les Hereros se virent obligés d'accepter une véritable bataille rangée (10-12 août 1904); pendant deux jours, ils parvinrent à tenir les Allemands en échec; ils obtinrent même, grâce à leur supériorité numérique, des succès partiels; puis soudain, pris d'une terreur panique, ils s'enfuirent et allèrent se jeter dans le désert de l'Omahéké, où la plupart moururent de faim et de soif.

Les Hottentots n'opposèrent jamais aux Allemands une armée comparable à celle des Hereros. La guerre n'en fut que plus longue, plus malaisée et plus meurtrière. Il fallut poursuivre et réduire successivement des bandes extrêmement mobiles, conduites par des chefs expérimentés, ravitaillées par la contrebande organisée sur la frontière anglaise, dans un pays dépourvu de communications rapides avec la côte et mal connu des troupes. L'ennemi disparaissait pendant des mois sans que l'on pût retrouver sa trace. Les Allemands, de leur côté, se voyaient forcés de demeurer inactifs pendant de longs intervalles, à cause des préparatifs minutieux et compliqués de chaque expédition. Pendant une année entière, Hendrik Witbooi put harceler impunément les convois de ravitaillement; avec les 60 ou 80 cavaliers de sa troupe il se glissait sans difficulté entre les lignes

allemandes; jamais on ne réussit à le cerner. Déjà le général de Trotha songeait à réunir des troupes importantes pour s'emparer de lui, lorsque, dans une rencontre avec une patrouille allemande, le vieux chef reçut une blessure mortelle (29 octobre 1905). Privé de son capitaine, la tribu des Witboois se rendit à discrétion.

Les Bondelzwarts résistèrent encore pendant plus d'une année. Ils avaient trouvé en Jacob Morenga un chef énergique, aussi habile que le vieux Hendrik Witbooi et plus entreprenant que lui. Morenga, fils d'un Hottentot et d'une femme herero, avait imposé son autorité aux tribus du sud, malgré le mépris que les Hottentots de race pure portaient aux bâtards de sa sorte. Les officiers allemands qui, à deux ou trois reprises, ont eu l'occasion de négocier avec lui, ont été frappés de son intelligence et de la décision de son caractère. Il avait vécu plusieurs années dans la colonie du Cap et y avait reçu quelque instruction; il parlait couramment le hollandais et l'anglais, et assez bien l'allemand. Jusqu'à la fin de 1906, il opposa dans le massif du Karras et sur les bords de l'Orange une résistance désespérée, chevaleresque d'ailleurs, ne s'attaquant qu'aux troupes et épargnant autant que possible les non-combattants. Mais ses partisans finirent par se lasser; le 23 décembre 1906, quinze jours après les grands débats coloniaux du Reichstag, le *capitaine* des Bondelzwarts, Jean Christian, et ses conseillers consentirent à effectuer leur soumission, à la condition toutefois qu'on ne les déportât pas

dans une autre région de la colonie. La révolte paraissait vaincue; la cessation de l'état de guerre fut proclamée le 31 mars 1907.

Pourtant les troubles n'étaient pas encore terminés. Morenga n'avait pas voulu se soumettre. Il s'était réfugié en territoire anglais, où peu à peu il put reconstituer une troupe d'environ 160 fusils. En septembre 1907, il essaya de franchir la frontière. Le nouveau commandant militaire du *Schutzgebiet*, von Estorff, fit aussitôt interrompre le rapatriement des troupes coloniales, qui déjà avait commencé, et prépara une nouvelle campagne. Mais l'intervention des Anglais rendit cette fois toute expédition inutile. Au cours de la visite que le roi Édouard VII avait rendue, en août 1907, à l'empereur d'Allemagne à Wilhelmshöhe, sir Charles Hardinge et le chancelier de Bülow avaient, selon les communiqués publiés par les journaux, envisagé l'éventualité d'une action commune dans l'Afrique du sud, pour y assurer d'une façon définitive l'ordre et la paix. L'Allemagne ne devait pas tarder à profiter de cette entente. Morenga, ayant abandonné la résidence qui lui avait été désignée par le gouvernement du Cap, fut considéré comme rebelle; un détachement anglais se mit à sa poursuite, le rejoignit près de la frontière, dans le désert de Kalahari, et le tua (22 septembre 1907).

## VI

Le grand État-Major a publié un compte-rendu minutieux de toutes les opérations de l'armée coloniale<sup>1</sup>. Mais, pour le public allemand, il n'y a qu'un historien de la guerre, c'est le romancier Gustave Frenssen.

*Peter Moors Fahrt nach Südwest, ein Feldzugsbericht*, « le voyage de Pierre Moor dans le Sud-Ouest africain, récit d'une campagne », tel est le titre d'un petit livre de Frenssen, paru au début de 1906. Ce n'est pas un roman à proprement parler; la fiction y est réduite à un minimum; Frenssen se défend même d'avoir rien inventé; il veut n'avoir été que le simple porte-parole d'un ancien soldat de l'armée coloniale.

Comme je flânais sur le Jungfernstieg (à Hambourg), raconte Pierre Moor, le héros du livre, vêtu encore de mon uniforme usé et sali, le visage tout bruni et brûlé de soleil, un homme d'âge moyen m'accosta, et tout en marchant m'interrogea sur ceci et cela. Au cours de la conversation, je m'aperçus que j'avais souvent entendu parler de lui dans la maison de mes parents; car il connaissait mon père depuis l'enfance. Je lui ai raconté tout ce que j'avais vu, tout ce qui m'était arrivé, et toutes les réflexions que je m'étais faites là-dessus. Et de tout cela il a fait ce livre<sup>2</sup>.

Mais s'il s'est trouvé un Pierre Moor pour fournir à Frenssen la trame de son livre, Frenssen a en

1. *Die Kämpfe der deutschen Truppen in Südwestafrika*. — I. *Der Feldzug gegen die Hereros*, 1906. — II. *Der Hottentottenkrieg*, 1907.

2. *Peter Moors Fahrt nach Südwest*, p. 209.



revanche organisé, complété et gradué le récit des divers épisodes avec un art qui n'est pas celui d'un homme du peuple. Il a fait un choix parmi les aventures qu'on lui contait ou que rapportaient les journaux, il les a dépouillées de leur caractère personnel ou local; il en a fait des événements représentatifs. Son livre ne contient presque aucun nom propre; il faut savoir qu'il s'agit de la campagne de 1904 qui se termina par l'extermination des Hereros. Chaque épisode garde un caractère indéterminé, général, synthétique. De la confusion des événements, Frenssen a su abstraire un tableau où tout est ordre et clarté. Et c'est ainsi que ce livre, écrit par un homme qui n'a jamais quitté son cabinet de travail; a contribué plus qu'aucun autre à faire connaître au peuple allemand les étendues tristes du Sud-Ouest africain et la nature cruelle de la guerre entre les indigènes et les troupes coloniales.

« Il faudrait, disait M. Dernburg à Halle, dans une fête coloniale <sup>1</sup>, que toute femme allemande lût ce nouveau livre d'un homme que l'on comptera plus tard parmi les plus grands écrivains de l'Allemagne. Le poète a su dépeindre là en paroles simples, en même temps que le merveilleux pays sans limites, la douleur et la joie, les fatigues et les privations des Allemands en campagne. » La louange est juste : Gustave Frenssen est dès aujourd'hui l'un des grands noms de la littérature allemande contemporaine, et

1. Le 28 octobre 1906.

ce livre ne peut qu'ajouter à sa gloire; il est écrit avec une simplicité et surtout avec une concision qui ne sont pas les qualités ordinaires des romans allemands; et il est exempt de déclamation et de pathétique affecté, bien que l'auteur prétende incliner son lecteur à des réflexions morales.

Frenssen, qui fut pasteur à ses débuts, n'a jamais su dépouiller tout à fait le prédicateur et le directeur de consciences. On sent partout dans ses romans un christianisme libéral, élargi, amoureux de la vie saine, indulgent aux infirmités du cœur humain, soucieux d'exciter chez les lecteurs l'esprit d'initiative, le goût du travail modeste allègrement accompli, le sincère et constant contrôle de l'individu sur lui-même. L'intention moralisatrice ne s'étale pas dans *Peter Moors Fahrt*, mais elle est aisément saisissable. Le livre est une glorification de l'énergie, de l'abnégation, du courage désintéressé des soldats chargés de la répression. La guerre qu'ils ont menée était cruelle; en un sens même elle était injuste, puisqu'on voulait déposséder un peuple de son pays; mais une chose excuse la brutalité et l'iniquité de la conquête : c'est la culture supérieure de l'élément conquérant. La civilisation progresse dans la douleur et dans le sang. Il faut savoir éprouver de la pitié pour les victimes nécessaires de cette évolution meurtrière, mais il faut se fermer aux remords.

Les soldats d'infanterie de marine, ouvriers et paysans, qu'on envoya, à partir de 1904 en Afrique pour renforcer les troupes mercenaires jusqu'alors

chargées de protéger la colonie, ne savaient qu'une chose en s'embarquant pour ce lointain pays, c'est qu'il fallait venger l'honneur allemand. De la colonie elle-même et des questions soulevées par l'occupation des blancs, ils ne soupçonnaient rien :

Le soir du 14 janvier, je passais avec Behrens et un autre camarade rue du Danemark. Nous rencontrâmes Gehlsen qui faisait à ce moment son service comme volontaire d'un an et qui avait été affecté à ma compagnie. Il me dit : « As-tu déjà lu ? » Je répondis : « Quoi donc ? » Il dit : « Dans le Sud-Ouest africain les noirs ont massacré tous les fermiers lâchement et traîtreusement, eux, leurs femmes et leurs enfants. » Je connais assez bien ma géographie; au premier moment pourtant je me trouvais tout dérouté et je demandai : « Est-ce que ces gens, qu'on a massacrés, étaient des Allemands ? » « Bien sûr », répondit-il, « des Silésiens et des Bavaois, et d'autres encore, tous Allemands; trois ou quatre même sont du Holstein. Et maintenant, hein? qu'en penses-tu? nous autres, de l'infanterie de marine... » Je lus instantanément dans ses yeux ce qu'il voulait dire : « Il faut que nous partions là-bas », dis-je. Il haussa les épaules : « Qui donc, sinon nous ? » dit-il. Je restai silencieux un moment; il me passait toutes sortes d'idées en tête. Puis je me ressaisis et je dis : « Eh bien, allons-y ! » Et je me sentis joyeux. Et j'examinais en passant les gens qui nous croisaient, pour voir s'ils étaient déjà au courant et s'ils remarquaient, à nous regarder, que nous allions partir pour le Sud-Ouest, afin de faire expier à un sauvage peuple de païens le crime d'avoir répandu du sang allemand <sup>1</sup>.

Personne parmi les soldats, ni même parmi les officiers ne croyait que la révolte fût sérieuse et que

1. *Peter Moors Fahrt*, p. 6.

la campagne dût durer longtemps. Aurait-on même l'occasion de débarquer? N'apprendrait-on pas, en arrivant au port, que les insurgés s'étaient soumis? Pourrait-on, au moment du retour, qui ne saurait sans doute guère tarder, se vanter auprès des parents, des amis, des fiancées, d'avoir parcouru cette terre africaine où l'on se plaisait à imaginer, comme dans les histoires enfantines, d'impénétrables forêts vierges, des bandes de singes, des troupeaux d'antilopes et des huttes de paille à l'ombre de hauts palmiers?

Au bout d'un mois de traversée, Swakopmund apparaît : quelques maisons de bois, couvertes de tôle ondulée, sur une côte plate :

Nous avons pensé que tout Swakopmund serait sur le rivage, radieux de voir enfin arriver du secours ; mais il n'y avait pas un être humain. Nous passâmes devant quelques maisons isolées, qui se dressaient là dans le sable nu ; mais nous ne vîmes personne qui nous envoyât un amical bonjour. Nous aperçûmes, ici ou là, quelques gens à l'ombre des vérandas, mais il nous sembla qu'ils nous regardaient d'un air indifférent et presque moqueur. Derrière nous, nous entendions le pesant fracas de la mer qui se brisait — nous commençons presque à trouver ce bruit agréable, — tout autour de nous, aussi loin que s'étendait la vue, il n'y avait rien que du sable sec et brûlant, sur lequel le soleil tombait avec un miroitement aveuglant. Les yeux se fermaient involontairement ; une sensation de chaleur, de sécheresse vous serrait à la gorge. Nous étions passablement silencieux <sup>1</sup>.

1. *Op. cit.*, p. 35.

C'est ensuite la montée lente, en chemin de fer, vers le haut plateau intérieur. D'abord le désert de sable, puis, dans une montagne sauvage, une vallée desséchée, que suit la ligne, souvent endommagée par les rebelles. A la forteresse de Windhuk on équipe les arrivants. Et, sous la conduite de quelques Boers et d'anciens soldats, traînant derrière lui un long convoi de voitures du Cap, le régiment gagne la brousse :

Ce que nous voyions était un immense haut plateau, au sol d'un jaune rougeâtre, où croissait pauvrement une herbe rude, jaunâtre et sèche, qui s'agitait à hauteur du genou comme du seigle clairsemé. Épars dans cette herbe, des buissons épineux et résistants, tantôt écartés les uns des autres, tantôt resserrés, se dressaient, à hauteur d'homme d'abord, ensuite jusqu'à trois et quatre mètres. A la fin ils étaient si pressés, que leurs têtes se touchaient. Dans le lointain on voyait çà et là, surgir de l'immense plaine de hauts pics isolés et abrupts ; une ou deux fois, nous aperçûmes devant nous, à une distance infinie, un peu au-dessus de la plaine, dans le miroitement de l'air enflammé et tremblant, ce que nous désirions voir : de hauts arbres couverts de fruits et des étendues bleues semblables à des étangs. Mais cela disparut bientôt ; c'étaient des mirages <sup>1</sup>.

Dans cette étendue immense, toujours semblable à elle-même, ces quelques centaines d'hommes essaient de cerner une bande mobile et insaisissable de Hereros. C'est vainement qu'ils cherchent pendant des semaines la trace de l'ennemi ; tout le pays est désert.

1. *Op. cit.*, p. 40.

Les vivres s'épuisent, l'eau fait défaut, la brousse met les vêtements en lambeaux, le soleil accable la colonne, les nuits sont glaciales; et lentement la lassitude, le découragement entrent dans les cœurs.

Le soir, au bivouac, Pierre Moor rejoint les vétérans et se fait raconter l'histoire de la colonie et des colons :

Ils en vinrent à parler aussi des causes du soulèvement et un ancien, qui était déjà depuis longtemps dans le pays, dit : « Voyons, est-ce qu'il pouvait en être autrement? Ils étaient éleveurs et propriétaires, et nous étions en train de les déposséder et de les transformer en manœuvres; alors ils se sont révoltés. Ils ont fait la même chose que l'Allemagne du nord en 1813. C'est leur guerre de délivrance. » — « Oui, mais toutes ces cruautés? » dit un autre. Mais le premier répondit avec flegme : « Crois-tu que les choses se passeraient sans cruautés, si le peuple tout entier chez nous se soulevait contre des oppresseurs étrangers? Et est-ce que nous ne sommes pas cruels à leur égard? » Ils parlèrent aussi de ce que venaient faire les Allemands dans ce pays. Ils déclaraient qu'il était nécessaire de bien s'entendre là-dessus : pour l'instant, voici ce qui en était : il y avait d'une part des missionnaires, qui disaient : « Vous êtes nos chers frères dans le Seigneur, et nous voulons vous apporter ces biens : la foi, l'espérance et la charité », et, d'autre part, il y avait des soldats, des fermiers et des trafiquants, qui disaient : « Nous allons vous prendre tout doucement votre pays et votre bétail, et nous ferons de vous des travailleurs privés de tous droits ». Cela ne pouvait pas aller ensemble. C'était une chose ridicule et absurde. Ou bien il était juste et légitime de coloniser, c'est-à-dire d'enlever aux indigènes leurs droits, de les piller et d'en faire des serfs, ou bien il était juste et légitime de christianiser, c'est-à-dire de prêcher la fraternité et d'en donner l'exemple. Mais il fallait se décider

pour l'un et rejeter l'autre, il fallait être résolu à asservir ou résolu à aimer, être pour Jésus ou contre Jésus. Les missionnaires leur prêchaient : Vous êtes nos frères ! Et ils leurs brouillaient toutes leurs idées. Non, ils ne sont pas nos frères ; ils sont nos serfs, et nous devons les traiter humainement, mais sévèrement. Comment ? Ces gens-là seraient-ils nos frères ? Peut-être pourront-ils le devenir, après cent ou deux cents ans ! Qu'ils commencent d'abord par apprendre ce que nous avons trouvé par nos propres moyens : faire des digues et creuser des puits, bêcher et planter du maïs, bâtir des maisons et tisser des vêtements. Après cela ils pourront peut-être devenir, plus tard, nos frères. Mais on n'accepte personne dans une corporation avant qu'il n'ait payé son droit d'entrée.

Un vieux conducteur de voiture, qui mêlait à ses paroles un certain nombre de mots anglais et hollandais, dit que le mieux serait de vendre la colonie aux Anglais, que les Allemands étaient sans doute de bons soldats et de bons fermiers, mais qu'ils n'entendaient rien à l'administration des colonies ; tantôt ils voulaient ceci, tantôt ils voulaient cela. Un autre, plus jeune, qui n'était dans le pays que depuis trois ans, répliqua : « Il faut d'abord qu'un ou deux milliers de tombes allemandes aient été creusées dans ce pays, et ce sera peut-être pour cette année <sup>1</sup> ».

Au bout d'un mois de recherches vaines, une patrouille, dont faisaient partie beaucoup d'officiers, se laisse surprendre. Presque tous sont massacrés : « Je remarquai d'une voix forte : « Il y a un nombre incroyable de morts pour si peu de blessés ». Mais Hansen répondit : « Ne dis donc pas de ces bêtises. Ils ne font pas de prisonniers. Nous n'en faisons pas non plus ».

Dépourvu de vivres, isolé et privé de communica-

1. *Op. cit.*, p. 67-68.

tions avec les autres colonnes, le régiment bat en retraite. Les noirs, embusqués sur la route, assaillent brusquement, féroce-ment, l'arrière-garde, qui succombe presque tout entière. Pierre Moor, blessé au bras, s'échappe. A partir de ce jour, il suit la colonne avec l'hôpital de campagne; il assiste de près aux souffrances des blessés, forcés de subir les mêmes privations que le reste de la troupe. Les tonneaux d'eau sont vides. On rencontre seulement, à de rares intervalles, des trous bourbeux, où les hommes boivent le miasme de la fièvre typhoïde. A cela s'ajoute la dysenterie, et le régiment n'est bientôt plus qu'une bande de malades et d'estropiés, errant dans la lande hostile.

Or, pendant que les soldats meurent ainsi d'épuisement dans l'Afrique lointaine, que pense la mère-patrie?

Un soir — il y avait déjà des semaines que j'étais dans ce camp de typhiques — l'un de nous reçut une lettre, de Swakopmund, je crois; il y avait dedans, entre autres choses, qu'en Allemagne tout le monde parlait de la guerre entre la Russie et le Japon, mais que de nous personne ne soufflait mot, ou bien que l'on se moquait de nous et de notre misère, comme de gens qui combattent pour une cause ridicule et perdue, et que l'on ne voulait pas entendre parler de nous parce que nous ne nous entendions pas à vaincre rapidement. Je voulus d'abord jeter cette lettre loin de moi; mais ensuite je pensai que je ferais bien de la montrer à Heinrich Hansen. Seulement il ne vint pas. Mais le lendemain un autre vétérana vint, et je lui montrai la lettre; car tout mon courage s'en était allé. Il la lut, et dit : « Qu'est-ce qui te surprend? Est-ce que ça n'a pas toujours été comme ça? — Combien de femmes a



le roi de Siam? Quelle sorte de jarretières porte la reine d'Espagne? Quelle réponse as-tu reçu à la carte postale que tu avais envoyée au général japonais? — cela, vois-tu, ce sont des choses qui intéressent les Allemands. Je voudrais que tu entendisses comme les Anglais se moquent de nous, et de nos commérages et de notre badauderie. Les Anglais se demandent en toute occasion : « Quel profit en retirerai-je, quel profit en retirera l'Angleterre? » Et là-dessus il s'en alla <sup>1</sup>.

L'exemple de l'Angleterre a toujours été invoqué en Allemagne par les écrivains qui se font métier d'aiguillonner le sentiment national. Il faut, disent-ils, cultiver, comme les Anglais, ce « *gesunder Egoismus* », ce bel égoïsme, qui est, en fin de compte, le fondement du patriotisme. Mais, à la différence des nationalistes ordinaires, Frenssen ne prêche pas la haine des Anglais. Il leur rend même, au début de son livre, un témoignage inattendu sous la plume d'un Allemand :

Nous autres marins, dit un lieutenant de vaisseau, nous avons des Anglais une autre opinion que les gens de l'intérieur du pays. Nous les rencontrons dans tous les ports du monde, et nous savons qu'il n'y a pas de gens qui s'imposent davantage au respect. Derrière les hautes falaises crayeuses que voilà demeure sans conteste le premier peuple de la terre, peuple de gens bien élevés, prudents dans leur conduite, braves, unis et riches. Tandis que nous...! Il n'y a qu'une de leurs qualités que nous ayons possédée de tous temps : la bravoure. Nous sommes en train d'en acquérir lentement une autre : la richesse. Aurons-nous jamais le reste? c'est une question vitale pour nous <sup>2</sup>.

1. *Op. cit.*, p. 105.

2. *Ibid.*, p. 14.

Pierre Moor, plus heureux que beaucoup de ses camarades, guérit lentement. On l'attache au service d'un officier chargé d'opérer de longues et périlleuses reconnaissances à travers la brousse. Lui-même dirige une fois une patrouille, au cours de laquelle il découvre, dans un lieu écarté, un campement de plusieurs milliers de femmes et d'enfants fugitifs :

Sur une hauteur qui allait en s'élargissant jusqu'au pied de la montagne, dressée à pic vers le ciel bleu et constellé, des huttes s'entassaient, semblables à de grosses mottes de terre, formes indécises et sombres. On entendait de ce côté l'aboïement des chiens et le mugissement du bétail. Les yeux fixes et grands ouverts, j'épiais dans les ténèbres ce tableau grandiose; je notai soigneusement la position par rapport au pied de la montagne. Pourtant une réflexion me traversa l'esprit : « Voilà un peuple, avec ses enfants et tous ses biens que le plomb menace affreusement, sauvagement, de tous les côtés, un peuple condamné à mort » ; et un frisson glacé me passa dans le dos <sup>1</sup>.

C'était bien en effet une condamnation à mort. Et le récit des événements qui suivent — la bataille de Waterberg et la poursuite dans le désert — représente un des plus terribles épisodes de l'histoire coloniale européenne. Les Hereros, réunis en une bande unique, et traînant derrière eux le troupeau lamentable de leurs familles et de leurs bestiaux, sont acculés à la limite de l'Omahéké. Derrière, c'est la solitude, la mort par la soif et la faim. L'armée allemande les cerne presque. Leur défense est désespérée. Les deux armées se fusillent à portée de la voix; quelques indi-

1. *Op. cit.*, p. 136.

gènes, qui savent l'allemand, répètent moqueusement les commandements qui retentissent dans les lignes ennemies; ils crient aux soldats qu'ils viennent de blesser : « As-tu ton compte, Dutchmen ? » Pendant vingt-quatre heures ils tiennent ainsi les Allemands en échec. Puis il disparaissent soudainement la nuit; ils s'enfuient en déroute dans le désert. Des couvertures, des peaux de bêtes, des plumes d'autruches, toutes sortes d'ustensiles, des cadavres puants de bêtes et d'hommes marquent leur route. Une bande de cavaliers les poursuit dans la chaleur torride :

Plus nous avançons dans le soleil brûlant, plus le chemin devenait lamentable. A quel degré d'humiliation ce peuple orgueilleux, sauvage, méprisant s'était-il abaissé dans sa mortelle angoisse ! Partout où je tournais mes regards, du haut de mon cheval épuisé, gisait par tas tout ce qu'ils avaient possédé : des bœufs et des chevaux, des chèvres et des chiens, des couvertures et des peaux. Un tas de petits enfants était étendu sans force et sans aide auprès de femmes, dont les seins flasques et longs pendaient; d'autres gisaient à l'écart, les yeux et le nez pleins de mouches, bien qu'ils fussent encore vivants. Quelqu'un leur envoya nos charretiers nègres; je pense qu'ils les ont aidés à mourir. A voir ainsi toutes ces créatures vivantes, étendues sur le sol en des positions étranges, toutes, hommes et bêtes, dans l'attitude où elles s'étaient effondrées, abandonnées, pesantes, se convulsant encore, ou déjà immobiles, on eût dit que tout cela s'était abattu du haut du ciel.

Vers midi, nous fîmes halte auprès de trous d'eau, qui étaient remplis jusqu'au bord de cadavres. Nous les en retirâmes avec les attelages des canons; mais il n'y avait au fond qu'un peu d'eau sanguinolente et puante. Nous essayâmes de creuser un peu plus avant dans le sol; mais il ne vint point d'eau. Il n'y avait pas non plus d'herbe pour les

chevaux. Le soleil flambait de telle sorte sur le sable que nous ne pouvions pas même nous étendre. Sur des chevaux torturés par la soif et la faim, nous continuions d'avancer, torturés nous-mêmes par la soif et la faim. A quelque distance, des vieilles femmes s'étaient accroupies par tas d'un air idiot. Des bœufs, encore debout, çà et là, meuglaient. Plus tard sans doute, hommes et bêtes se seront précipités à travers la brousse, n'importe où, sans réflexion, dans un dernier accès de désespoir, pour trouver à tout prix de l'eau. Et dans la brousse ils seront morts de soif.

Des milliers de Hereros meurent là. Le reste réussit à découvrir, dans l'est, près de la frontière anglaise, quelques points d'eau, sortes d'oasis misérables, où la vie est encore possible. On les y poursuit impitoyablement. Après avoir tourné le désert, dans une pénible marche qui dure plusieurs semaines, l'armée allemande se prépare à attaquer l'ennemi dans ce suprême retranchement. Mais en approchant des points d'eau, on aperçoit dans la steppe une immense colonne de poussière, qui signale la fuite des Hereros. Trois cavaliers, un lieutenant, un vétéran et Pierre Moor essaient de les rejoindre ; ils y parviennent, à demi-morts de fatigue, de sommeil et de soif<sup>1</sup>. Des grappes humaines, accroupies sur le sable, les regardent passer sans un mouvement. Le peuple noir est à l'agonie. Le vétéran fusille un indigène porteur de cartouches, sans que personne fasse un geste pour le défendre. Pierre Moor proteste contre

1. Le fait est historique. Cette reconnaissance aventureuse fut conduite par le capitaine Klein (28 octobre 1904). Cf. *Der Feldzug gegen die Hereros*, p. 205.

cette inutile exécution, mais le lieutenant approuve sentencieusement : « Deux certitudes valent mieux qu'une. Celui-là ne pourra plus lever son fusil contre nous, ni engendrer des enfants qui combattent contre nous ; la question de savoir si l'Afrique du Sud doit appartenir aux Germains ou aux nègres entrainera encore bien des cruautés. »

Car c'est ainsi maintenant que le problème des races indigènes se pose pour les Allemands : elles ou nous. C'est une lutte de peuples qui doit avoir pour issue l'extinction de l'un des adversaires. Devant l'amoncellement hideux des Hereros prostrés, moribonds, le lieutenant et Pierre Moor disputent maintenant, froidement, sur la justice de leur cause. Et voici comment s'exprime le chrétien Frenssen par la bouche du lieutenant :

« Ces noirs ont mérité la mort devant Dieu et devant les hommes, non parce qu'ils ont massacré deux cents fermiers et se sont soulevés contre nous, mais parce qu'ils n'ont pas bâti de maisons et parce qu'ils n'ont pas creusé de puits. » Puis il se mit à parler du pays, de ceci et de cela, et conclut : « Avant-hier, avant le service religieux, nous avons chanté le psaume : « Nous nous présentons pour prier devant Dieu le Juste. » Voici comment je l'interprète : Dieu nous a donné la victoire, parce que nous étions le peuple le plus noble et le plus plein d'initiative. Cela ne veut pas beaucoup dire, lorsqu'on se compare à ce peuple de nègres ; mais nous devons faire en sorte de devenir meilleurs et plus actifs que tous les autres peuples de la terre. C'est aux plus nobles, aux plus décidés, que le monde appartient. Telle est la justice de Dieu. »

Le vétéran s'était endormi... La lune se leva ; la nuit

devint froide; le vent se mit à souffler. Après un moment le lieutenant reprit : « Le missionnaire a pourtant raison, lorsqu'il dit que tous les hommes sont frères. »

Je répondis : « Dans ce cas nous avons tué notre frère », et je jetai un coup d'œil au cadavre sombre, étendu tout de son long dans l'herbe.

Il leva les yeux et dit de sa voix enrouée, douloureuse : « Nous serons encore forcés d'être cruels et de tuer; mais nous devons cependant, en tant que peuple, diriger tous nos efforts vers de hautes pensées et de nobles actions, afin de contribuer pour notre part à la fraternité future de l'humanité <sup>1</sup>. »

## VII

Le livre de Frenssen est le témoignage le plus éloquent d'un état d'esprit aujourd'hui fréquent dans les cercles « nationaux » d'Allemagne. L'ancienne bienveillance à l'égard des indigènes a fait place en peu d'années à une sévérité impitoyable. Il serait puéril de faire un grief aux Allemands de leur mépris de l'indigène; tous les peuples coloniaux se ressemblent en ce point. Mais le mépris allemand se manifeste actuellement avec une rigueur particulière. La guerre d'extermination contre les Hereros a été froidement voulue et implacablement exécutée. Le récit publié par le grand État-Major montre quel était l'état d'esprit du général de Trotha après sa grande victoire de Waterberg :

Le commandement en chef eut alors à examiner quelle conduite il convenait de tenir à l'égard des Hereros réfugiés

1. *Peter Moors Fahrt*, p. 200.

dans le désert de sable, ou passés de l'autre côté de la frontière anglaise, ou encore dispersés à l'intérieur du territoire. La question était devenue brûlante, à cause du soulèvement des Hottentots, survenu sur ces entrefaites. De plus d'un côté il fut suggéré d'amener par des négociations le reste du peuple à faire sa soumission.

Mais le général de Trotha ne crut pas encore le moment venu. Il fit observer, dans un rapport au chef de l'État, Major de l'armée, que des négociations avec les Hereros étaient impossibles, parce que les capitaines étaient tous morts ou réfugiés à l'étranger ou parce qu'ils s'étaient compromis de telle sorte par leurs méfaits pendant le soulèvement, que le gouvernement allemand ne pouvait pas entrer en pourparlers avec eux. Il considérait d'ailleurs qu'en acceptant une soumission plus ou moins volontaire, qui laisserait la possibilité d'une reconstitution de la vieille organisation par tribus, on commettrait la plus grande des fautes politiques, et qu'on aurait tôt ou tard à l'expiation d'une façon sanglante. Il voyait dans tout le mouvement de révolte de la colonie allemande les premiers symptômes d'une lutte de races, avec laquelle toutes les puissances européennes maîtresses de possessions coloniales africaines devraient compter. Dans ces conditions toute concession du côté allemand ne pouvait que fournir des adeptes nouveaux à la doctrine, connue sous le nom de mouvement éthiopien, selon laquelle l'Afrique appartient uniquement à ses habitants noirs.

Il fallait donc continuer la lutte, aussi longtemps que subsistait pour les Hereros une chance de ranimer leur force de résistance <sup>1</sup>.

Mais dans cette lutte, ni les femmes ni les enfants n'ont trouvé grâce devant les troupes. Et la sentence d'exécution n'a pas été prononcée en expiation des assassinats commis par les indigènes, — cela n'a été

1. *Der Feldzug gegen die Hereros*, p. 208.

qu'un simple prétexte ; — elle l'a été au nom des principes supérieurs du christianisme et de la civilisation. Le rappel du gouverneur Leutwein a marqué la défaveur de la politique d'assimilation. On a donné satisfaction aux cercles coloniaux, en faisant anéantir aux deux tiers le peuple des Hereros ; le nombre des insurgés en armes ne dépassait guère 6 ou 7 000 ; le nombre des morts a dépassé 40 000. Il y a cependant des mécontents qui se plaignent que la besogne est restée inachevée, que le déblaiement n'est pas complet. Un de ces intransigeants, autrefois maître d'école dans la colonie, exprime ainsi son opinion dans une brochure assez prétentieusement rédigée, mais à laquelle on ne peut pas dénier toute influence, puisqu'elle a été citée à la tribune du Reichstag<sup>1</sup>, et que le duc Jean Albert de Mecklembourg, leader des coloniaux allemands, en a accepté la dédicace :

La question des indigènes doit être résolue uniquement dans le sens de l'évolution naturelle de l'histoire universelle, c'est-à-dire que la moralité supérieure doit avoir le pas sur la civilisation inférieure. L'état moderne, en tant que puissance coloniale, commet vis-à-vis de ses sujets le plus grand des crimes, lorsque se laissant hypnotiser et dominer par de confuses idées humanitaires, il épargne aux dépens de ses propres nationaux des races nègres vouées à disparaître, et par conséquent travaille contre lui-même. Or la plus haute obligation morale d'un tel État, c'est de travailler à sa propre conservation. C'est pourquoi il est nécessaire de faire dans le Sud-Ouest table rase<sup>2</sup>.

1. Par le député Kopsch : séance du 29 novembre 1906.

2. Carl Otto, *Südwest-Afrika; wohin steuern wir?* p. 104.



Le gouvernement n'a pas suivi jusqu'au bout les suggestions de la partie la plus exaltée de l'opinion publique. Il ne serait pas seulement inhumain, il serait encore impolitique de vouloir annihiler entièrement les populations indigènes. Bien que l'on veuille faire du Sud-Ouest africain une colonie de peuplement, il s'écoulera encore de longues années avant qu'on puisse diriger vers ce territoire le flot, d'ailleurs sans cesse diminué, de l'émigration allemande. Pour l'instant, les émigrants, effrayés par la longue révolte, évitent encore cette colonie. Les anciens colons, ruinés, menacent de la quitter, et l'un des soucis les plus pressants de M. Dernburg, à son arrivée aux affaires, a été d'obtenir pour eux des subsides du Reichstag.

La présence d'une main-d'œuvre nombreuse est nécessaire au développement économique de la province. L'exploitation des mines de cuivre, des gisements d'or et de diamants qu'on a découverts çà et là, la surveillance des troupeaux ne pourront pas de longtemps être assurés par des blancs. Le défaut de travailleurs est plus sensible encore dans le Sud-Ouest allemand que dans la colonie du Cap. Ce n'est pas par humanité, dit Leutwein<sup>1</sup>, c'est par intérêt bien entendu qu'il faut ménager les indigènes. Les Anglais, ajoute-t-il, ont eu, tout comme les Allemands, des soulèvements à combattre. En 1896, la révolte des des Matabélés a causé, comme celle des Hereros, la

1. *Elf Jahre Gouverneur in Deutsch-Südwestafrika*, p. 545.

mort de plusieurs centaines de colons européens. Les Anglais cependant n'ont pas pris cet événement au tragique ; ils savaient que toute entreprise coloniale expose à de tels dangers. Loin d'anéantir les indigènes, ou de les enfermer dans des camps militairement gardés, comme font en ce moment les Allemands pour tous les survivants de la guerre, ils en ont fait de libres citoyens de la colonie ; ils leur ont donné le droit de vote. Aussi les Anglais sont-ils généralement estimés, sinon aimés, parmi les peuplades de l'Afrique du sud. Leur colonie tend à devenir le rendez-vous des indigènes. Leutwein cite la lettre qu'un Herero, employé aux mines de Johannesburg, envoyait à un proche, demeuré dans la colonie allemande :

Je te donne à savoir que le pays des Anglais est vraiment un bon pays ; il n'y a pas là de mauvais traitements... Il y a beaucoup d'argent, et même si ton supérieur est là, il ne te frappe pas, ou s'il te frappe, et outrepassa par conséquent la loi, il est puni comme un autre <sup>1</sup>.

Les discours de M. Dernburg au Reichstag, particulièrement celui du 28 novembre 1906, consacré presque entièrement au Sud-Ouest africain, laissent pourtant l'impression qu'il compte, pour développer la colonie, sur le seul élément blanc. Il ne croit pas à une pacification prochaine du pays ; il estime que pendant une dizaine d'années encore ou davantage, la colonie pourra être troublée par des pillages de fermes et des actes isolés de brigandage. Rien n'est

1. *Op. cit.*, p. 543.

en effet plus vraisemblable; car, à la suite de la révolte, les terres indigènes ont été confisquées; tous les propriétaires du sol ont été dépossédés, leurs troupeaux sont morts; ils ne sont plus aujourd'hui que des nomades affamés et prêts à tout. La nouvelle organisation est prévue contre eux et non pas pour eux.

Provisoirement, M. Dernburg ne veut coloniser que les trois huitièmes environ du territoire. Les lignes de chemin de fer seront l'instrument principal de la pénétration allemande. Deux d'entre elles, entièrement construites, conduisent de Swakopmund à Otavi et de Swakopmund à Windhuk; une troisième, encore inachevée, reliera, vers 1908, la baie de Lüderitz et Keetmanshoop; on en construira une autre, à travers le Namaland, de Windhuk à Keetmanshoop. Chacune de ces lignes sera comme l'axe d'une région militairement surveillée: à une distance de 100 kilomètres, de côté et d'autre de la voie, les colons blancs pourront compter sur la protection des troupes allemandes; s'ils préfèrent s'établir en dehors de cette zone protégée, ce sera à leurs risques et périls.

Ces lignes de chemin de fer en outre attireront le colon. M. Dernburg a vécu dans sa jeunesse aux États-Unis; il sait comment les Américains ont « ouvert » le Far West. Il a cité au Reichstag cet exemple:

Lorsqu'en 1883 la ligne du Northern Pacific fut poussée à travers le Montana, ce territoire était un désert désolé et

sans eau. Un grand nombre d'hommes intelligents ont été attirés dans le pays par le chemin de fer. On a apporté de l'argent, des capitaux avec lesquels on a établi des barrages et des élévateurs; on a créé là en peu de temps de vastes cultures d'orge, et, en fin de compte, on y a découvert ces trésors minéraux, qui mettent aujourd'hui le monde civilisé dans la dépendance du Montana, en ce qui concerne la production du cuivre. Pourra-t-on obtenir les mêmes résultats dans le Sud-Ouest africain, cela est fort discutable. Mais ce qui n'est pas douteux, c'est que ce grand développement du Montana ne se serait jamais produit, si le chemin de fer n'avait pas été construit.

Or, si cette méthode américaine de colonisation réussit dans le Sud-Ouest africain, si les Allemands parviennent en quelques dizaines d'années à peupler le pays, à y attirer des capitaux, à y effectuer les travaux d'irrigation nécessaires, à y faire naître toute une vie agricole et industrielle, la question indigène n'existera plus à proprement parler; il n'y aura plus de danger indigène. Mais en attendant il est nécessaire que le gouvernement, dans l'intérêt des colons, dans l'intérêt de tous les Européens établis en Afrique, exerce sur les indigènes une stricte surveillance.

Toutes les puissances colonisatrices d'Europe, dit M. Dernburg, sont solidaires dans leur politique à l'égard des indigènes. Elles fondent toutes leur puissance sur les mêmes moyens ou sur le même défaut de moyens, auquel elles suppléent par l'autorité morale. Si donc une puissance comme l'Allemagne, qui est considérée à juste titre, dans le monde entier, comme une puissance militaire, faiblit devant des Hottentots, il est naturel que la situation de toutes les puissances colonisatrices en Afrique soit ébranlée du même coup. Et vous pouvez penser que nos voisins

nous en sauraient assez mauvais gré. Au début de cette session, le chancelier de l'Empire a été interpellé sur la question de savoir si l'Allemagne ne se trouvait pas fortement isolée dans le concert européen; le chancelier a été en mesure de repousser cette crainte pour le présent, mais il n'y a pas de plus sûr moyen d'être isolé, que de se séparer et de s'isoler soi-même dans des questions où les conditions essentielles de l'activité colonisatrice européenne sont en jeu <sup>1</sup>.

S'ils poussaient jusqu'au bout ce scrupule de solidarité internationale, les Allemands devraient se faire un devoir de conformer leur politique à celle des Anglais du Cap. Car ils ne peuvent pas exiger que les Anglais reviennent sur les mesures libérales qu'ils ont déjà prises et retirent aux indigènes la capacité électorale ou cessent de tolérer plus longtemps l'existence d'une église éthiopienne.

Mais, des exemples fournis par l'Angleterre, les Allemands préfèrent retenir ceux qui autorisent les mesures de rigueur. Un professeur allemand du Cap, le D<sup>r</sup> Hahn, présenté par M. Dernburg lui-même à la commission du budget et au gouverneur du Sud-Ouest africain, en décembre 1906 <sup>2</sup>, a donné le conseil énergique de traiter les Hottentots et les Hereros comme l'Angleterre traite aujourd'hui encore quelques tribus, récemment soulevées : on assigne aux naturels une résidence, hors de laquelle ils ne peuvent pas se montrer sans passeport; la police veille à ce qu'ils soient

1. Au Reichstag, 28 novembre 1906.

2. B. Dernburg, *Zielpunkte des deutschen Kolonialwesens*. Appendix.

tous au lit dès neuf heures du soir, et à ce qu'ils ne cessent point de travailler durant le jour.

Mais les indigènes soumis à ce traitement ne représentent qu'une faible minorité de la population, comme le professeur Hahn l'a lui-même reconnu : ce sont les plus intraitables, ceux qui se sont refusés à plusieurs reprises à observer les traités de paix. Lorsque les tribus, au contraire, après avoir été vaincues, demeurent pacifiques et loyales, les Anglais, au lieu de confisquer leur territoire, constituent pour elles une « tribal tenure », une propriété commune inaliénable.

Il n'importe; ce qui est l'exception chez les Anglais deviendra la règle chez les Allemands. Il n'y a plus aujourd'hui de propriété indigène dans le Sud-Ouest africain; les Allemands ont d'un seul coup confisqué tout le pays. Quant aux habitants, ils les ont pour la plupart parqués dans des camps spéciaux et employés à toutes sortes de travaux publics. A la fin de 1906, il y avait dans le Namaland, au témoignage de l'État-Major<sup>1</sup>, 16 000 prisonniers de guerre sur un total approximatif de 31 000 habitants. Mais cette situation pouvait difficilement se prolonger; le service de surveillance immobilisait une grande partie des troupes. Au cours de l'année 1907, le rapatriement de ces troupes ayant commencé, il fallut trouver une organisation nouvelle. M. Dernburg, tout occupé de la colonie de l'Est africain, laissa ce soin à l'un de ses

1. *Der Hottentottenkrieg*, p. 298.

plus proches collaborateurs, M. de Lindequist, sous-secrétaire d'État des colonies, qui, de 1903 à 1907, a rempli les fonctions de gouverneur du Sud-Ouest africain. Le 18 août 1907, M. de Lindequist, avant de transmettre à son successeur les services de la colonie, promulgua, à Windhuk, une ordonnance destinée à entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre suivant et qui fixait pour l'avenir la situation légale des indigènes.

Cette ordonnance rend en principe la liberté aux indigènes, mais elle leur refuse tous les moyens d'en profiter. En effet :

1° Sauf autorisation spéciale du gouverneur, les indigènes ne pourront à l'avenir acquérir aucune sorte de droits sur les terrains.

2° Sous la même réserve, ils ne pourront pas davantage posséder d'animaux de bât ni de gros bétail.

3° Enfin, ils seront tous soumis à l'obligation du passeport, aussi bien pour séjourner en un même endroit que pour circuler d'un district à l'autre.

Ainsi la prépondérance des blancs ne sera plus désormais en question. Il faudra bien que les indigènes, pour vivre, se mettent en service, aux conditions mêmes que le colon voudra leur imposer; et, quoi qu'ils fassent, ils resteront toujours misérables, puisqu'il leur est légalement interdit de s'enrichir. Ce serait presque le rétablissement du servage, si l'ordonnance ne décidait que les contrats de travail conclus pour une durée de plus d'un mois devront être soumis au visa des autorités. Grâce à cette restriction,

le gouvernement pourra empêcher les colons d'abuser des avantages de leur situation. Voudra-t-il le faire ? Il ne se contente pas d'assurer aux colons des privilèges économiques ; il leur accorde encore un droit officiel de surveillance sur les indigènes. La police, exercée jusqu'ici par les troupes d'occupation, sera confiée à une classe spéciale de fonctionnaires, qui porteront le titre de « commissaires de l'indigénat » (*Eingeborenenkommissäre*). Quel que soit leur nombre, on peut prévoir qu'ils ne parviendront jamais à surveiller simultanément toutes les parties de la colonie. Aussi l'ordonnance de M. de Lindequist désigne-t-elle, comme collaborateurs éventuels de ces commissaires, en première ligne les fermiers, chefs d'exploitation, patrons de toutes sortes, et ensuite, si les circonstances l'exigent, tous les Blancs, à quelque profession qu'ils appartiennent. Tout colon pourra donc, à l'occasion, se transformer en policier. Ce sera, si l'ordonnance est strictement appliquée, un véritable régime de terreur.

Les coloniaux louent M. de Lindequist d'avoir su faire une politique de réalités et non de sentiments. Son prédécesseur, Leutwein, était l'humanitaire et l'utopiste ; il songeait à une réconciliation et à une collaboration des races. On sait gré à M. de Lindequist d'avoir introduit dans l'administration de la colonie le principe utilitaire : on colonise pour l'intérêt bien entendu de la mère-patrie, non pour l'amour des indigènes.

Il reste seulement à savoir si les mesures prises-



sont bien les plus propres à assurer le développement et la prospérité des entreprises allemandes en terre africaine. Les indigènes ne manqueront pas de comparer les rigueurs policières des Allemands avec l'indulgence hautaine que pratiquent les Anglais dans leur colonie du Cap. Ils seront tentés de passer de l'autre côté de la frontière. L'exode a déjà commencé et il sera bien difficile de l'arrêter. Ces gens qui ne possèdent plus ni terres ni troupeaux n'ont aucune raison de demeurer dans le plus inhospitalier des pays sud-africains. La main-d'œuvre indigène deviendra de plus de plus rare dans la colonie allemande, qui déjà souffre du manque de travailleurs manuels.

Il faut, pour oser appliquer une telle politique, que les Allemands aient une robuste confiance dans le système de colonisation à l'américaine, préconisé par M. Dernburg, et qu'ils soient bien assurés de pouvoir recruter chez eux un nombre de colons suffisants pour peupler rapidement le Sud-Ouest africain, y cultiver les terres, y développer l'élevage et y exploiter les gisements miniers. C'est aux résultats seulement qu'il sera permis de juger la valeur pratique de la méthode. Mais on en peut contester, dès aujourd'hui, le caractère civilisateur.



## TABLE DES MATIÈRES

---

AVANT-PROPOS . . . . .	v
LES ALLEMANDS AUX ÉTATS-UNIS . . . . .	1
LES COLONIES ALLEMANDES AU BRÉSIL . . . . .	94
LES ALLEMANDS AU CHANTOUNG . . . . .	155
ALLEMANDS ET INDIGÈNES DANS L'AFRIQUE DU SUD . . . . .	197

Σ 4 3 7 5  
4/6/16















HARVARD LAW LIBRARY

---

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART  
MARQUÉS DE OLIVART

---

RECEIVED DECEMBER 31, 1911



